



Secrétariat du Conseil du Trésor

COMPTES PUBLICS DE L'ONTARIO

États des
ministères
et annexes

VOLUME 1 | 2015-2016

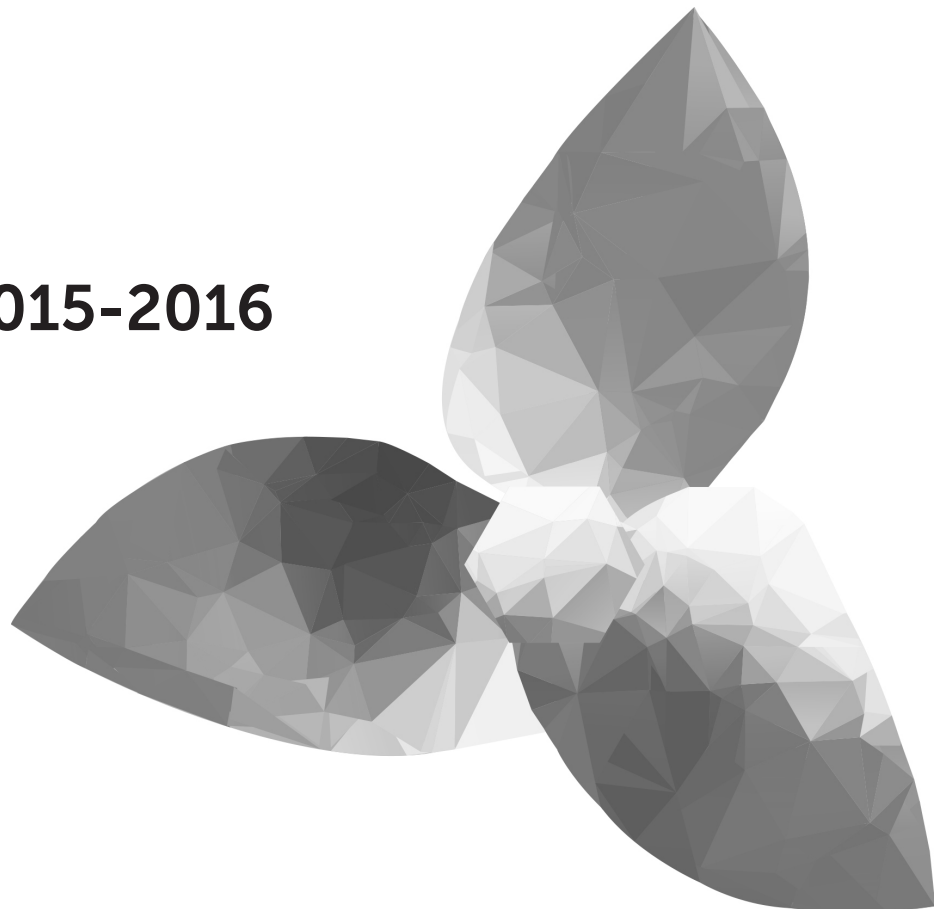


TABLE DES MATIÈRES

	Page
Guide d'interprétation des comptes publics	iii
Sources de renseignements supplémentaires	vii
Section 1 – Annexes – Recettes et dépenses	
Détails des recettes	1-1
Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale	1-16
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses	1-18
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Fonctionnement	1-20
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Immobilisations	1-22
Fonds ontarien d'initiative	1-25
Crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être	1-27
Fonds Trillium	1-29
Section 2 – États financiers des ministères	
Affaires autochtones	2-1
Affaires civiques, de l'Immigration et du Commerce international	2-7
Affaires municipales et Logement	2-21
Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales	2-33
Bureau de l'Assemblée législative	2-47
Bureau du Conseil des ministres	2-55
Bureau du directeur général des élections	2-61
Bureau du lieutenant-gouverneur	2-67
Bureau du vérificateur général	2-71
Cabinet du Premier ministre	2-75
Développement du Nord et Mines	2-79
Développement économique, de l'Emploi et de l'Infrastructure / Recherche et de l'Innovation	2-91
Éducation	2-105
Énergie	2-119
Environnement et de l'Action en matière de changement climatique	2-131
Finances	2-143
Formation, Collèges et Universités	2-169
Office des affaires francophones	2-183
Ombudsman Ontario	2-189
Procureur général	2-195
Richesses naturelles et des Forêts	2-219
Santé et Soins de longue durée	2-235
Secrétariat du Conseil du Trésor	2-265
Sécurité communautaire et Services correctionnels	2-293
Services à l'enfance et à la jeunesse	2-323
Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs	2-335
Services sociaux et communautaires	2-357
Tourisme, Culture et Sport	2-367
Transports	2-387
Travail	2-405

TABLE DES MATIÈRES – (Suite)

	Page
Section 3 – Annexes – Dette	
Dette à long-terme	3-1
Remboursement de la dette à long terme.....	3-5
Variation nette de la dette à court terme.....	3-11
Sommaire de l'encours de la dette	3-12
Encours de la dette.....	3-15
Opérations de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO).....	3-41
 Section 4 – Autres annexes supplémentaires	
Prêts et investissements.....	4-1
Fonds et autre passif	4-10
Passif éventuel – Obligations garanties par la province de l'Ontario	4-15
Créances exigibles de la Couronne.....	4-17

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1 PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 2015-2016 comprennent le **Rapport annuel** et sont présentés en trois volumes :

Le **volume 1** contient les états des ministères et des annexes détaillées sur la dette et d'autres éléments. Les états des ministères portent sur les activités financières de chaque ministère. Ils sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice et comparent les crédits autorisés aux dépenses réelles. Les charges des ministères comprennent toutes les charges autorisées par l'Assemblée législative, mais excluent les redressements découlant de la consolidation des organismes publics dont les charges ne sont pas autorisées.

Le **volume 2** contient les états financiers des organismes de services du gouvernement et des entreprises publiques qui font partie du périmètre comptable, ainsi que certains autres états financiers.

Le **volume 3** contient les détails de paiements effectués par les ministères aux fournisseurs (y compris la taxe de vente) et aux bénéficiaires de paiements de transfert, si cette divulgation n'est pas réputée être interdite en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

2 GUIDE D'INTERPRÉTATION DU VOLUME 1 DES COMPTES PUBLICS

(1) Annexes — Recettes et dépenses

(2) États financiers des ministères

La présente section renferme des états financiers pour chaque ministère. Les cinq états financiers suivants sont présentés, s'il y a lieu :

(a) « État des dépenses et des actifs par programme »

Cet état donne un aperçu des dépenses et des actifs par programme. Ils sont comparés aux crédits alloués et aux chiffres réels des exercices précédents.

(b) « État des dépenses et des actifs par crédits et postes »

Cet état énumère les différents postes de chaque crédit ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'exercice avec les crédits alloués dans le *Budget des dépenses* ou approuvés par le Conseil du Trésor. Les crédits législatifs correspondent aux paiements autorisés par un texte législatif et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits*. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le *Budget des dépenses* ont pour but de donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) « Détail des dépenses et des actifs par postes et selon la classification »

Pour chaque crédit ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différents postes, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. Les montants statutaires sont indiqués séparément sous la catégorie de dépenses touchant chaque programme.

(d) « État des recettes »

Cet état présente les recettes perçues au cours de l'exercice selon les sources de recettes figurant dans les comptes de la province. On trouvera également, s'il y a lieu, une analyse plus détaillée des montants pour chaque source. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Trésor. Les différents ministères sont responsables de la perception des recettes qui figurent dans leurs états financiers.

(e) « État des remboursements des prêts et investissements »

Cet état présente, de manière comparative, les remboursements de prêts et les recouvrements d'investissements effectués par le ministère. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et investissements financés par le Trésor.

(3) Annexes de la dette

Cette partie fournit des précisions sur le produit et le remboursement de la dette, un sommaire de la dette contractée et des renseignements sur l'encours de la dette à la fin de l'exercice.

(4) Annexes supplémentaires

Cette partie fournit des renseignements sur les prêts et investissements des ministères, les fonds et autre passif, le passif éventuel et les créances exigibles de la Couronne.

3 TERMES ET DÉFINITIONS UTILISÉS

Mandats spéciaux

Si l'Assemblée législative n'est pas en session et des dépenses sont requises sans avoir été autorisées par une loi portant affectation anticipée de crédits ou par une loi de crédits, des mandats spéciaux peuvent être délivrés pour autoriser ces dépenses. Les montants accordés par mandats spéciaux au cours de l'exercice 2015-2016 sont déduits du total correspondant à chaque programme pour déterminer les montants à voter.

Recouvrement des coûts

Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des coûts d'un poste soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde est indiqué par un montant nominal de 1 000 \$.

Crédits législatifs

Ils représentent des paiements autorisés par un texte législatif précis et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits*. Les crédits législatifs figurent dans le Budget des dépenses aux fins d'information et ne sont pas votés par l'Assemblée législative. Les montants requis pour les crédits législatifs sont inscrits séparément, s'il y a lieu, dans la rubrique « Classification par catégorie de dépenses » associée à chaque poste.

Catégories de dépenses

Les prévisions des dépenses pour l'exercice 2015-2016 sont présentées par poste dans la rubrique « Catégories de dépenses ». Les descriptions des catégories de dépenses qui suivent sont fournies à titre indicatif et ne sont pas exhaustives.

DÉPENSES

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et autres montants versés au personnel permanent, stagiaire, non classifié et autre à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les indemnités versées aux députés de l'Assemblée législative et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les cotisations versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à l'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales, tels que les pupilles de la province, les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés, les frais de déménagement de mobilier et de matériel de bureau, les coûts de transport de marchandises (autres que pour la livraison initiale), les frais d'acheminement du courrier (p. ex., affranchissement et courrier recommandé) et les frais de communication (p. ex., téléphone et transmission de données).

Services

Cette catégorie comprend, notamment, les services suivants : publicité et communications assurées par des agences privées et campagnes publicitaires confiées directement aux médias; location et achat de services indépendants de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; services de traitement des données; primes d'assurances; autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel

Cette catégorie comprend l'achat des machines et du matériel dont les coûts ne sont pas immobilisés, ainsi que des matériaux, des fournitures et des services publics.

Paiements de transfert

Cette catégorie comprend les subventions, subsides et aides versées à des particuliers, des entreprises, des organismes à but non lucratif et d'autres organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, telles que les bonifications d'intérêts et les subsides, les garanties honorées, les pertes sur prêts, les subventions remboursables et une provision pour pertes sur l'aliénation des immobilisations.

ACTIFS

L'actif correspond aux comptes de bilan qui doivent faire l'objet d'un crédit dans le Budget des dépenses. Il existe plusieurs catégories d'actif :

Dépôts et charges payées d'avance

Cette catégorie comprend les paiements versés avant d'avoir reçu les produits ou services achetés, ou versés d'avance à des bénéficiaires de paiements de transfert; ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

Avances et montants récupérables

Cette catégorie comprend les montants versés à des bénéficiaires de paiements de transfert qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

Prêts et investissements

Cette catégorie comprend les paiements versés à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et d'investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités comptables.

Inventaire détenu à des fins de revente

Actif qui n'est pas en service et qui est détenu en vue de son aliénation.

Terrains

Cette catégorie comprend les terrains achetés ou acquis comme terrains à bâtir ou pour leur utilisation, leur préservation, l'aménagement de parcs et d'aires de loisir, l'infrastructure et d'autres usages dans le cadre des programmes.

Immeubles

Cette catégorie comprend les vastes et complexes tours de bureaux de grande hauteur, les immeubles à destination particulière comme les prisons et les tribunaux, ainsi que les structures simples comme les dômes de sel et les remises à outils. Elle englobe également toute construction rendue nécessaire par les fonctions opérationnelles des occupants ou pour des besoins esthétiques au-delà du budget prévu dans l'enveloppe de base affectée aux locaux (que le gouvernement en soit propriétaire ou qu'il les loue).

Infrastructure des transports

Cette catégorie englobe un réseau complexe de routes, de ponts et d'ouvrages et d'installations connexes. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Barrages et ouvrages d'art

Comprend des infrastructures d'envergure qui ne relèvent pas d'une autre catégorie; par exemple, les réseaux d'approvisionnement en eau, d'égouts et de distribution électrique, les plates-formes d'hélicoptère et les systèmes de ravitaillement, les étangs de stockage, les systèmes d'alimentation, les tours faisant partie l'équipement de communications mobile du gouvernement et les structures du même genre.

Machines et équipement

Comprend des articles comme le mobilier de bureau, les installations et les appareils, le matériel hospitalier et de laboratoire ainsi que les machines et l'équipement de bureau.

Matériel de technologie de l'information

Cette catégorie englobe les réseaux physiques de transmission vocale et de données, les plates-formes, les appareils sans fil, les réseaux et les points d'accès, les macro-ordinateurs et les ordinateurs personnels, les serveurs et les dépôts de données, l'équipement de communications mobile du gouvernement de même que les systèmes d'exploitation et les logiciels s'y rattachant.

Logiciels d'application de gestion

Cette catégorie englobe les éléments logiciels qui automatisent et optimisent les fonctions opérationnelles, les processus, les tâches et les activités. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Parc automobile et flotte de bateaux

Cette catégorie comprend les véhicules automobiles immatriculés qui appartiennent aux ministères : les voitures de tourisme, les véhicules utilitaires moyens et lourds et d'autres véhicules spéciaux. Elle englobe également les traversiers et les bateaux de taille moyenne ou grande.

Avions

Cette catégorie englobe les aéronefs à voilure tournante et à voilure fixe.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Rapport annuel et États financiers consolidés de l'Ontario

Le gouvernement prépare un rapport annuel qui présente les principaux éléments financiers et économiques de la dernière année et qui fait état des résultats obtenus en fonction des objectifs fixés dans le budget. Pour obtenir une version électronique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web Secrétariat du Conseil du Trésor à www.ontario.ca/comptespublics.

Budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un budget chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice à venir. Pour obtenir une version électronique du budget de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca/fr/budget/ontariobudgets et de cliquer sur « Budget de l'Ontario ».

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après la présentation du budget de l'Ontario par le Présidente du Conseil du Trésor le Budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1^{er} avril est déposé devant l'assemblée législative. Le Budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'assemblée législative est appelée à approuver en vertu de la *Loi de crédits*. Pour une version électronique, visitez www.ontario.ca/budgetdesdepenses.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice.

Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/fr/budget/finances.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur la composition de l'activité économique de l'Ontario. Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/fr/economy/ecaccts.

NOTA

Le présent document est publié en français et en anglais.

Site Web: www.ontario.ca/comptespublics

This publication is available in English and French.

Website: www.ontario.ca/publicaccounts

section 1
annexes –
recettes et dépenses
(non vérifié)

DÉTAILS DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

La présente annexe établit le sommaire des sources de recettes de la province par catégorie principale. On trouvera à la Section 2 du présent volume les annexes des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale.¹

	2016 \$	2015 \$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers	31 140 531 121	29 313 403 558
Taxe de vente	23 455 554 526	21 688 764 731
Impôts sur les sociétés	11 427 707 512	9 557 450 278
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires	5 839 244 688	5 561 413 935
Impôt-santé des employeurs.....	5 648 931 985	5 415 366 133
Contribution-santé de l'Ontario	3 452 922 027	3 365 882 504
Paiements tenant lieu d'impôt (électricité)	3 247 000 000	180 000 000
Taxe sur l'essence	2 458 654 606	2 446 753 297
Droits de cession immobilière	2 118 025 670	1 764 494 479
Taxe sur le tabac	1 225 621 601	1 162 503 240
Taxe sur les carburants	751 441 968	739 321 958
Taxe sur la bière et le vin	582 392 616	560 091 688
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés	226 699 786	195 814 728
Impôt sur l'administration des successions	169 470 033	154 582 427
Impôt sur les bénéfices miniers	42 176 204	130 523 830
Redevances sur les revenus bruts – Élément impôt foncier .	14 717 204	19 353 872
Impôt foncier provincial	11 846 092	13 351 216
Taxe sur le pari mutuel	4 320 377	4 214 730
Impôt calculé sur la superficie en acres – <i>Loi sur les mines</i> .	930 951	2 182 211
TOTAL DES RECETTES FISCALES	<u>91 818 189 685</u>	<u>82 275 468 815</u>

L'impôt sur le revenu des particuliers est perçu par le gouvernement fédéral pour le compte de la province. Les montants déclarés par la province ont été réduits de 7 118 900 \$ en crédits d'impôt de l'Ontario (avant les rajustements d'années antérieures) en 2015-2016.

¹ Crédits d'impôt sur le revenu remboursables:

Les charges de fonctionnement publiées dans les Comptes publics au titre d'un crédit d'impôt remboursable représentent la valeur estimée des crédits d'impôt pour l'exercice en cours, en sus de tout rajustement lié aux montants des années antérieures publiés.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016**

Pour 2016, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 41 536 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 41 536 \$ jusqu'à 83 075 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 83 075 \$ jusqu'à 150 000 \$; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 \$ jusqu'à 220 000 \$; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 \$. Pour 2015, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 40 922 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 40 922 \$ jusqu'à 81 847 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 81 847 \$ jusqu'à 150 000 \$; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 \$ jusqu'à 220 000 \$; de 13,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 220 000 \$. Pour 2014, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 40 120 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 40 120 \$ jusqu'à 80 242 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 80 242 \$ jusqu'à 150 000 \$; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 \$ jusqu'à 220 000 \$; de 13,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 220 000 \$. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables tiennent compte des circonstances individuelles et familiales du contribuable (p. ex., le montant de base, la déduction relative au conjoint, les frais médicaux) et sont à raison de 5,05 % (11,16 % dans le cas des dons de bienfaisance dépassant 200 \$), avant le calcul de la surtaxe provinciale et la réduction de l'impôt ontarien. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables sont indexés tous les ans. Les crédits d'impôt pour dividendes de l'Ontario qui sont calculés après la surtaxe provinciale mais avant la réduction de l'impôt de l'Ontario. Pour 2014 et 2015, ces crédits sont versés à un taux de 10 % dans le cas des dividendes déterminés et de 4,5 % dans le cas des dividendes non déterminés. Pour 2016, ils sont versés à un taux de 10 % dans le cas des dividendes déterminés et de 4,2863 % dans le cas des dividendes non déterminés.

Les personnes à revenu plus élevé doivent payer une surtaxe. En 2016, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 484 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 654 \$. En 2014, cette surtaxe équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 418 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 654 \$. En 2014, cette surtaxe équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 331 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 543 \$.

L'impôt sur le revenu de l'Ontario est éliminé par la réduction de l'impôt de l'Ontario lorsque l'impôt est inférieur au montant déterminant du déclarant. Si l'impôt de l'Ontario exigible est plus élevé que le montant déterminant du déclarant, le Programme ontarien de réduction de l'impôt sur le revenu peut diminuer la portion de l'impôt ontarien qu'aura à payer le contribuable. Pour 2016, le montant déterminant de base est de 231 \$, auquel on ajoute 427 \$ par enfant à charge de moins de 18 ans et par personne handicapée à charge. Pour 2015, le montant déterminant de base est de 228 \$, auquel on ajoute 421 \$ par personne handicapée à charge ou enfant de 18 ans ou moins, à charge. Pour 2014, le montant déterminant de base est de 222 \$, auquel on ajoute 413 \$ par personne handicapée à charge ou enfant de 18 ans ou moins, à charge.

La taxe de vente harmonisée (TVH) est une taxe de vente sur la valeur ajoutée fondée sur la taxe sur les produits et services (TPS) fédérale. La portion provinciale de la TVH est de 8 % et la portion fédérale est de 5 %, pour un taux combiné de TVH de 13 %. La responsabilité de percevoir la taxe a été confiée au gouvernement fédéral et les revenus en découlant sont versés à la province à l'aide d'une formule de répartition des revenus. L'Ontario conserve également une taxe de vente de 8 % sur les primes de certains types d'assurance et de 13 % sur la cession de véhicules automobiles entre particuliers. Ces deux taxes de vente sont administrées par l'Ontario. Les montants de taxes de vente sont déclarés par la province, déduction faite des crédits de taxe de vente de 1 718 816 342 \$ en 2015-2016 et de 1 691 497 735 \$ en 2014-2015.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016**

L'impôt sur les sociétés comprend trois catégories d'impôt prélevé sur les sociétés : l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les primes d'assurance et l'impôt supplémentaire spécial des compagnies d'assurance-vie. Les détails suivent.

Impôt sur le revenu: Le taux général d'imposition du revenu des sociétés (IRS) prévu par la loi est de 11,5 % (il est passé de 14 % à 12 % le 1^{er} juillet 2010 et de 12 % à 11,5 % le 1^{er} juillet 2011). Les revenus des entreprises actives dans les domaines minier, forestier, agricole, et ceux de la pêche et de la fabrication et de la transformation sont assujettis à un taux d'IRS moindre, qui est passé de 12 % à 10 % le 1^{er} juillet 2010. Les petites sociétés privées sous contrôle canadien (SPCC) sont également soumises à un taux d'IRS plus bas, qui est passé de 5,5 % à 4,5 % le 1^{er} juillet 2010, pour la première tranche de 500 000 \$ de revenus provenant d'une entreprise exploitée activement. Depuis le 2 mai 2014, le taux de l'IRS applicable aux petites entreprises est progressivement éliminé, et calculé au prorata pour les années d'imposition qui chevauchent cette date, dans le cas des grandes SPCC, et des groupes de SPCC associées, ayant eu un capital imposable utilisé au Canada de plus de 10 millions de dollars l'année précédente (et il est complètement éliminé pour les grandes SPCC, et les groupes de SPCC associées, ayant eu un capital imposable utilisé au Canada de plus de 15 millions de dollars). La province perçoit également un impôt minimum sur les sociétés (IMS) qui sert en fait de paiement par anticipation de l'impôt ordinaire sur le revenu des sociétés. L'IMS est la partie du montant équivalant à 2,7 % (4 % avant le 1^{er} juillet 2010) du revenu redressé net qui dépasse l'IRS à payer, aux fins de la comptabilité.

Taxe sur les primes d'assurance : Les compagnies d'assurance sont assujetties à une taxe de 2 % sur les primes d'assurance-vie, d'assurance-accident et d'assurance-maladie, de 3,5 % sur les primes d'assurance de biens et de 3 % sur les primes d'autres types d'assurance (p. ex., assurance risques divers).

Impôt supplémentaire spécial : Les compagnies d'assurance-vie paient un impôt supplémentaire spécial de 1,25 % sur leur capital imposable utilisé en Ontario, sous réserve d'une exemption minimale de 10 millions de dollars; l'impôt sur le revenu des sociétés et l'IMS donnent également droit à un crédit sur cet impôt.

Les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires sont perçus par les municipalités et transférés aux conseils scolaires pour le financement de l'éducation. Les taux de ces impôts sont établis annuellement par le ministère des Finances pour chaque catégorie de biens immobiliers. Ces impôts sont prélevés sur la valeur imposable des biens à un taux uniforme de 0,241 % pour les biens résidentiels. Les taux pour les biens commerciaux, industriels et les pipelines varient à l'échelle de la province. Ces taux sont régis par la *Loi sur l'éducation*. Les montants tirés des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires indiqués ont été déduits de crédits d'impôts fonciers et de subventions représentant 1 060 400 794 \$ en 2015-2016 et 1 034 927 008 \$ en 2014-2015. Les montants résultent aussi d'un certain nombre de remises, de réductions et d'exemptions disponibles à l'échelle de la province.

L'impôt-santé des employeurs est versé par les employeurs et calculé sur leur masse salariale en Ontario. Les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario est de 200 000 \$ ou moins versent un impôt correspondant à 0,98 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario se situe entre 200 000 \$ et 400 000 \$ versent l'impôt à un taux progressif variant de 1,101 % à 1,829 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario dépasse 400 000 \$ versent l'impôt à un taux de 1,95 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario. La première tranche de 400 000 \$ de la masse salariale annuelle en Ontario pour les employeurs du secteur privé, y compris leurs entités associées, est exonérée de l'impôt-santé. À compter du 1^{er} janvier 2014, le plafond de la masse salariale pour l'exonération de l'impôt est passé de 400 000 \$ à 450 000 \$ et cette exonération a été éliminée pour les employeurs du secteur privé ayant une masse salariale ontarienne annuelle, y compris celles des entités apparentées, de plus de 5 000 000 \$. Les organismes de bienfaisance enregistrés continuent à bénéficier de l'exemption quelle que soit leur masse salariale.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence et le propane pour véhicules immatriculés et le carburant aviation. Le taux de taxe sur l'essence est de 14,7 cents le litre. Le taux de taxe sur le propane pour véhicules immatriculés est de 4,3 cents le litre. Le taux de taxe sur le carburant aviation est passé de 3,7 cents le litre à 4,7 cents le litre le 1^{er} avril 2015. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes d'essence, de propane et de carburant aviation désignés par le ministère.

Les droits de cession immobilière sont perçus lorsque des biens immobiliers sont cédés. Un taux de 0,5 % est perçu sur la valeur de contrepartie pour les actes de cession sur les premiers 55 000 \$; de 1,0 % sur la valeur se situant entre 55 000 \$ et 250 000 \$; de 1,5 % sur la valeur dépassant les 250 000 \$ puis, lorsque la valeur de contrepartie excède les 400 000 \$ et qu'il s'agit d'un terrain pour immeubles d'habitation de un ou deux logements unifamiliaux, un taux de 0,5 % s'applique au montant excédant 400 000 \$. Les primo-accédants qui achètent un logement de construction récente ou un logement revendu visé par une entente d'achat et de vente conclue après le 13 décembre 2007 sont admissibles à un remboursement des droits de cession immobilière jusqu'à hauteur de 2 000 \$.

La taxe sur le tabac s'applique à tous les produits du tabac. Le taux spécifique de taxe par cigarette ou gramme, en tout ou en partie, de tabac finement haché et pour tous les autres produits du tabac à l'exception des cigares a augmenté, passant de 13,975 cents à 15,475 cents le 26 février 2016. La taxe sur les cigares équivaut à 56,6 % du prix taxable du cigare. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes de tabac et de cigares désignés par le ministère.

Une taxe sur les carburants est perçue sur les combustibles de distillat moyen clairs utilisés dans des moteurs à combustion interne. Le taux de taxe sur les carburants est de 14,3 cents le litre, sauf dans le cas du carburant utilisé dans le matériel ferroviaire, auquel cas le taux est de 4,5 cents le litre. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes désignés par le ministère.

Les taxes sur la bière et le vin sont entrées en vigueur le 1^{er} juillet 2010. Ces taxes ont remplacé certains droits perçus sur l'alcool et n'ont pas eu d'incidence sur les revenus du gouvernement de l'Ontario. Les taxes s'appliquent à chaque achat de bière fait dans un magasin sur les lieux de fabrication, à The Beer Store ou dans un établissement pourvu d'un permis. Les taxes sont aussi imposées sur les achats de bière pression fabriquée par un bistrot-brasserie et sur les achats de vin et de vin panaché faits dans un magasin d'un établissement vinicole.

Les paiements tenant lieu d'impôt (électricité) sont versés par l'OPG, HOI et les services d'électricité municipaux à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). La SFIEO, qui succède à Ontario Hydro, est responsable du service et du remboursement de la dette et d'un certain nombre d'autres éléments de passif d'Ontario Hydro. Tous ces paiements reçus par la SFIEO sont affectés au service et au remboursement de la dette et d'autres passifs de l'ancienne société Ontario Hydro. Le montant des paiements correspond au montant de l'impôt qui serait perçu en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu (Canada)*, de la *Loi sur l'imposition des sociétés* et de la *Loi de 2007 sur les impôts*, si ces sociétés ouvertes étaient assujetties aux impôts fédéral et provincial sur les sociétés. En raison de l'élargissement de l'actionnariat dans Hydro One par l'entremise d'un premier appel public à l'épargne le 5 novembre 2015, Hydro One n'est plus exonérée de l'impôt sur le revenu des sociétés fédéral et provincial. Le ministre des Finances est tenu par la loi de verser à la SFIEO des paiements équivalents à l'impôt ontarien payable par Hydro One Inc. en vertu de la Loi de 2007 sur les impôts.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016**

OPG, Hydro One et les services municipaux d'électricité versent également à la SFIEO des paiements tenant lieu d'impôt foncier supplémentaire. La portion des redevances sur les revenus bruts payable à la SFIEO est aussi comptabilisée sous Paiements tenant lieu d'impôt (électricité).

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des impôts nets qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaires en Ontario.

L'impôt sur l'administration des successions doit être payé par la succession d'une personne décédée lors de la délivrance d'une attestation de nomination de fiduciaire testamentaire par la Cour de l'Ontario. Le montant de l'impôt à acquitter équivaut à 5 \$ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 \$, en tout ou en partie, de la première tranche de 50 000 \$ de la valeur de la succession et à 15 \$ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 \$, ou tout ou en partie, de la valeur de la succession dépassant 50 000 \$. Les successions d'une valeur de 1 000 \$ ou moins sont exonérées de cette taxe.

Les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique doivent verser au ministère des Finances des redevances sur les revenus bruts (RRB). Depuis le 1^{er} janvier 2001, les impôts fonciers et les redevances d'utilisation d'énergie hydraulique existants, payés par les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique, ont été remplacés par des impôts et des redevances sur les revenus bruts de centrales hydro-électriques. L'élément impôt foncier est inclus dans les recettes fiscales de la province, et l'élément utilisation d'énergie hydraulique de la RRB est inclus à la rubrique Autres recettes - Redevances (page 1-12).

L'impôt foncier provincial est perçu sur les biens-fonds situés en territoire non municipalisé selon les taux prescrits par règlement. Le taux s'appliquant dépend de la catégorie de biens dans laquelle est classé le bien-fonds et du fait que le bien-fonds soit situé ou non dans une localité définie par la *Loi sur l'évaluation foncière*.

L'Ontario perçoit un impôt sur les bénéfiques miniers qui dépassent 500 000 \$ provenant des substances minérales tirées et vendues par les exploitants des mines en Ontario. La déduction annuelle de 500 000 \$ doit être partagée par les sociétés associées. Le taux d'imposition sur les bénéfiques assujettis à l'impôt sur l'exploitation minière est de 10 % pour les mines non éloignées et de 5 % pour les mines éloignées. Chaque nouvelle mine a le droit, durant une période prescrite, d'exclure de l'impôt sur l'exploitation minière des bénéfiques allant jusqu'à 10 millions de dollars. Cette période d'exemption est de trois ans pour une nouvelle mine qui n'est pas éloignée et de dix ans pour une nouvelle mine éloignée. Cette exonération est aussi applicable à l'agrandissement important d'une mine existante si elle n'est pas éloignée. L'impôt sur l'exploitation minière n'est pas applicable à l'extraction des diamants. L'extraction des diamants est assujettie à des redevances sur la valeur de la production de la mine. Le taux de la redevance est égal à 13 % ou au montant calculé sur la valeur de la production en fonction d'une échelle graduée, selon le moins élevé des deux.

La taxe sur le pari mutuel, qui est perçue pour la province par les exploitants des pistes de courses, est de 0,5 % pour tous les paris.

Un impôt sur la superficie calculée en acres de 0,50 \$ par acre par année est perçu sur les droits miniers concédés par lettres patentes. Le paiement minimal est de 1 \$ pour les territoires érigés en municipalités et de 4 \$ pour les territoires non érigés en municipalités.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

L'introduction de la contribution-santé de l'Ontario a permis au gouvernement d'effectuer dans le système de soins de santé en point de la province des investissements dont il avait grandement besoin. Chaque sou provenant de la contribution-santé de l'Ontario va à l'amélioration des services de santé de la province. Depuis 2003-2004, les dépenses liées à la santé ont augmenté de 21,9 milliards de dollars, alors que les revenus dans ce domaine, constitués principalement de la contribution-santé de l'Ontario et des transferts fédéraux, ont progressé de 13,2 milliards de dollars. En 2015-2016, les revenus provenant de la contribution-santé de l'Ontario ont augmenté par 87 millions de dollars pour passer à 3 453 millions de dollars, comparativement à 3 366 millions de dollars en 2014-2015. Au cours de la même période, les charges du secteur de la santé ont augmenté de 1 028 millions de dollars pour passer à 51 067 millions de dollars, par rapport à 50 039 millions de dollars en 2014-2015.

Les recettes provenant de la Contribution-santé de l'Ontario sont consacrées aux dépenses dans tous les secteurs qui relèvent du secteur de la santé; elles ne visent pas de secteurs de programme en particulier. En 2015-2016, les recettes tirées de la contribution ont été de 3 453 millions de dollars, ce qui représente 6,8 % des dépenses totales du secteur de la santé, qui se chiffrent à 51 067 millions de dollars. À titre de comparaison, les données en 2014-2015 étaient 3 366 millions de dollars, soit 6,7 % des 50 039 millions de dollars. Le tableau ci-dessous donne un exemple de la façon dont les revenus provenant de la Contribution-santé de l'Ontario appuient les investissements considérables dans le secteur de la santé. Il indique aussi le niveau de soutien que chaque secteur recevrait si le pourcentage des charges en 2014-2015 et en 2015-2016 était réparti proportionnellement entre chaque secteur.

Exemple de la façon dont la Contribution-santé de l'Ontario appuie les investissements dans le secteur de la santé : Revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario en pourcentage des dépenses totales du secteur de la santé réparties proportionnellement entre les secteurs (En millions de dollars)	2015-2016 6,8 %	2014-2015 6,7 %
Hôpitaux	1 108	1 102
Assurance-santé de l'Ontario	940	929
Soins à domicile, services communautaires et services de santé mentale	342	327
Foyers de soins de longue durée	267	260
Programmes de médicaments de l'Ontario	266	255
Santé publique, promotion de la santé et autres	530	493
Total	3 453	3 366

La Contribution-santé de l'Ontario est versée par les particuliers qui habitent en Ontario le dernier jour de l'année d'imposition. Les montants à verser sont les suivants : 0 \$ si le revenu imposable est de 20 000 \$ ou moins; 6 % du revenu imposable pour un revenu imposable se situant entre 20 000 \$ et 25 000 \$; 300 \$ pour un revenu imposable entre 25 000 \$ et 36 000 \$; 300 \$ plus 6 % du revenu imposable supérieur à 36 000 \$ pour un revenu imposable entre 36 000 \$ et 38 500 \$; 450 \$ pour un revenu imposable entre 38 500 \$ et 48 000 \$; 450 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 48 000 \$ pour un revenu imposable entre 48 000 \$ et 48 600 \$; 600 \$ pour un revenu imposable entre 48 600 \$ et 72 000 \$; 600 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 72 000 \$ pour un revenu imposable entre 72 000 \$ et 72 600 \$; 750 \$ pour un revenu imposable entre 72 600 \$ et 200 000 \$; 750 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 200 000 \$ pour un revenu imposable entre 200 000 \$ et 200 600 \$; et 900 \$ pour un revenu imposable supérieur à 200 600 \$.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
GOVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé	13 088 767 000	12 407 895 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	4 984 014 000	4 847 073 000
Péréquation	2 363 014 000	1 988 423 000
Entente sur le développement du marché du travail	631 902 211	627 548 138
Entente sur le logement social.....	454 541 337	464 694 463
Services de bien-être aux Autochtones	259 026 026	245 894 195
Entente sur le Fonds pour l'emploi	205 116 954	178 516 140
Programmes d'infrastructure.....	145 524 377	137 468 344
Expansion du bilinguisme	84 647 772	85 555 793
Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées	76 411 477	76 411 477
<i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents.....</i>	51 837 596	52 463 122
Aide juridique – Droit criminel	50 980 005	52 843 808
Cultivons l'avenir 2	46 813 596	46 835 815
Aide financière aux étudiants.....	35 852 802	25 927 065
Accord – Personnes gardées pour des raisons d'immigration	21 527 391	20 279 639
Initiative ciblée pour les travailleurs âgés	8 285 894	7 543 029
Programme de formation relais.....	5 119 938	5 200 000
Projet des dossiers de santé électroniques interopérables	4 573 665	10 645 974
Projet des dossiers de santé électroniques	1 873 500	3 714 000
Autres	337 077 081	329 716 304
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA	22 856 906 267	21 614 648 306

Le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses de santé des provinces et des territoires. Depuis 2014-2015, le TCS est alloué aux provinces et aux territoires selon un montant égal par habitant. Pour recevoir des paiements de transfert au titre du TCS, les provinces et les territoires doivent respecter les principes de la *Loi canadienne sur la santé*.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016**

Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses des provinces et des territoires dans l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et d'autres programmes sociaux, dont le développement de la petite enfance, l'apprentissage des jeunes enfants et les services de garde d'enfants. Depuis 2007-2008, le TCPS est versé aux provinces et aux territoires sous forme de soutien égal par habitant. Pour recevoir des paiements de transfert en au titre du TCPS, les provinces et les territoires ne doivent pas, lorsqu'ils déterminent l'admissibilité à l'aide sociale, imposer d'exigences en matière de résidence aux citoyens canadiens, aux résidents permanents, aux personnes ayant un permis de séjour temporaire, aux demandeurs d'asile qui attendent de recevoir leur statut de résident permanent.

La péréquation est la pratique selon laquelle le gouvernement fédéral transfère des paiements pour rectifier les disparités fiscales parmi les provinces. Le programme de péréquation vise à faire en sorte que les gouvernements provinciaux aient des revenus suffisants pour être en mesure d'assurer les services publics à un niveau de qualité et de fiscalité sensiblement comparable. Les paiements de péréquation sont inconditionnels. Les provinces sont libres d'utiliser ces fonds en fonction de leurs propres priorités.

L'Entente sur le développement du marché du travail (EDMT) prévoit le transfert à l'Ontario de l'administration des programmes et des services de développement du marché du travail dispensés antérieurement par le gouvernement fédéral. Les fonds provenant de l'EDMT appuient les programmes de formation professionnelle de l'Ontario, en particulier pour les personnes admissibles à des prestations d'assurance-emploi (a.-e.). L'EDMT est financé en vertu de l'autorisation conférée par la Partie II de la *Loi sur l'assurance-emploi*.

Les remboursements en matière de logement social représentent la part fédérale du coût des subventions accordées aux programmes de logements à loyer modique. La province reçoit des fonds de la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour l'administration des programmes de logement social en Ontario.

En vertu de l'Entente sur les services de bien-être destinés aux Autochtones, le gouvernement fédéral aide la province à fournir des services et des programmes de bien-être aux habitants des réserves indiennes qui sont de même niveau que ceux qui sont offerts aux résidents d'autres collectivités.

L'Entente Canada-Ontario sur le Fonds pour l'emploi (EFE) prévoit le financement de programmes et de services liés au marché du travail qui mettent l'accent sur l'acquisition de compétences chez les personnes en chômage qui ne sont pas prestataires de l'assurance-emploi et les personnes qui ont un emploi et ont besoin d'une formation supplémentaire, comme celles qui n'ont pas de diplôme d'études secondaires ou d'accréditation reconnue ou encore celles dont la capacité de lecture et d'écriture ainsi que les compétences de base sont limitées. L'EFE prévoit également du soutien au titre de la formation parrainée par les employeurs pour certains coûts de formation fournie par un établissement admissible. Le 1^{er} avril 2014, l'EFE remplaçait l'Entente relative au marché du travail.

Les fonds versés à l'Ontario au titre des infrastructures proviennent du Fonds Chantiers Canada, de l'Entente concernant l'investissement dans le logement abordable et d'autres ententes touchant la construction, le renouvellement, l'amélioration et l'expansion des infrastructures matérielles de la province, y compris les routes, les ponts, les services de transport en commun et les réseaux d'eau

DÉTAILS DES RECETTES – Suite
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

Dans le cadre de son programme d'expansion du bilinguisme, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais engagés pour assurer des services au public dans les deux langues officielles et des installations scolaires adéquates afin de permettre l'apprentissage de la deuxième langue officielle. Le gouvernement fédéral contribue également au financement des initiatives prises par l'Ontario à l'égard des écoles de langue française, comme l'établissement de structures administratives dans les nouveaux conseils scolaires de langue française, ainsi que des initiatives visant à améliorer le rendement des élèves de langue française.

En vertu de l'Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées (EMTPH), le gouvernement fédéral verse des fonds à l'Ontario pour soutenir les mesures visant à accroître l'employabilité des personnes ayant un handicap et à augmenter les occasions d'emploi qui leur sont offertes en répondant aux besoins des employeurs et en encourageant ceux-ci à éliminer les obstacles auxquels font face les personnes ayant un handicap. En outre, l'EMTPH vise à démontrer aux Canadiennes et aux Canadiens les résultats des investissements faits en vertu de l'Entente, à savoir l'employabilité accrue des personnes handicapées et leur plus grande participation au marché du travail.

Les programmes de paiements de transfert au titre du système de justice pour les adolescents sont des programmes permanents qui sont mis en œuvre en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Le gouvernement fédéral paie une partie des dépenses liées aux services de justice pour les adolescents.

Les paiements au titre de l'aide juridique sont les fonds que verse le gouvernement fédéral pour permettre aux personnes démunies sur le plan économique d'accéder aux services d'aide juridique lorsqu'elles sont aux prises avec des instances et des affaires criminelles graves en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Ces fonds permettent également de s'assurer que des normes minimales d'aide juridique sont maintenues conformément à l'entente relative à l'aide juridique en matière pénale et dans les affaires qui relèvent de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* et qui ont trait aux réfugiés.

Cultivons l'avenir 2 est une initiative fédérale-provinciale qui stimule l'innovation, la compétitivité et le développement des marchés pour le secteur canadien de l'agroalimentaire et des produits agricoles. En Ontario, Cultivons l'avenir 2 offre des ressources, des outils et une aide financière à frais partagés aux producteurs, aux entreprises de transformation et aux organisations et partenariats admissibles pour accroître leurs profits, élargir leurs marchés et gérer des risques communs.

L'aide financière aux étudiants comprend la Subvention canadienne pour études, ainsi que l'administration du prêt canadien d'études. La Subvention canadienne pour études est accordée aux étudiants ayant des personnes à charge, aux étudiants à temps partiel très nécessaires, aux étudiants handicapés et aux femmes qui font des études de doctorat.

Dans le cadre de l'accord concernant les personnes gardées pour des raisons d'immigration, le gouvernement fédéral rembourse à l'Ontario les coûts engagés pour garder les personnes en attendant un examen, une enquête de l'immigration ou la déportation

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

L'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA) est un programme fédéral-provincial à frais partagés qui aide les travailleurs en chômage âgés de 55 à 64 ans. L'ICTA est offerte dans les collectivités de moins de 250 000 personnes où le taux de chômage est élevé ou dont l'économie dépend dans une grande mesure d'une seule industrie. L'initiative aide les travailleurs plus âgés à trouver des programmes et des services qui peuvent les aider à améliorer leur employabilité, à réintégrer le marché du travail et à demeurer des travailleurs actifs et productifs pendant que leur collectivité prend des mesures pour s'adapter à la nouvelle réalité.

Le financement du gouvernement fédéral pour les programmes de formation relais de l'Ontario soutient les programmes visant à aider les immigrants qualifiés qui font face à des obstacles qui les empêchent d'intégrer le marché du travail et d'y demeurer.

Le programme d'investissement relatif aux dossiers de santé électroniques interopérables (DSEi) d'Inforoute Santé du Canada aide les provinces et territoires à bâtir des systèmes de DSEi. Le financement fédéral est versé à l'Ontario en vertu d'une entente sur les dossiers de santé électroniques interopérables et les couches d'accès à l'information sur la santé (DSEi/CAIS). Ces solutions permettront aux fournisseurs de soins de santé autorisés de voir et, dans certains cas, de mettre à jour les renseignements sur la santé de patients.

Des fonds sont reçus d'Inforoute Santé du Canada en vue d'appuyer les efforts déployés pour augmenter le nombre de cliniciens qui adoptent et utilisent un système de dossiers de santé électroniques interopérables.

Les autres paiements du gouvernement fédéral comprenaient les suivants :

- a) transferts à des organismes gouvernementaux comme Agricorp et le Comité d'organisation des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto;
- b) financement à l'appui de services sectoriels en vertu de différents accords comme les ententes relatives aux services de police des Premières nations, au Programme de contribution aux analyses biologiques et au Fonds du soutien de la famille pour les initiatives de droit de la famille;
- c) subsides annuels en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1907*;
- d) des intérêts sur le fonds des écoles publiques.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario.....	2 233 101 000	1 995 037 000
Régie des alcools de l'Ontario	1 957 168 000	1 830 739 000
Ontario Power Generation Incorporated	463 000 000	1 056 000 000
Hydro One Incorporated	236 000 000	732 800 000
Brampton Distribution Holdco. Incorporated.....	20 000 000	0
TOTAL DES RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES	<u>4 909 269 000</u>	<u>5 614 576 000</u>

Les recettes des entreprises publiques représentent les montants que la province reçoit des entreprises publiques.

Au nom de la province de l'Ontario, la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) met sur pied et administre des loteries, des casinos faisant partie de centres de villégiature, d'autres casinos et des salles de machines à sous. La province soumet à la consolidation le revenu net tiré des loteries de l'OLG, des casinos faisant partie de centres de villégiature, des autres casinos et des salles de machines à sous, dont 20 % des revenus de jeux bruts des casinos Caesars Windsor, Casino Niagara, Niagara Fallsview Casino Resort et Casino Rama, ainsi que de ses salles de machines à sous au Great Blue Heron Charity Casino.

En 2015-2016, le produit des loteries exploitées par l'OLG, des casinos et des salles de machines à sous a été distribué par la province de l'Ontario aux ministères et aux programmes suivants : 115 millions de dollars à la Fondation Trillium de l'Ontario pour l'octroi de subventions à des organismes de bienfaisance et sans but lucratif; 38 millions de dollars au ministère de la Santé et des Soins de longue durée aux fins de programmes de prévention, de recherche et de traitement en matière de jeu compulsif; 10 millions de dollars au ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport pour le soutien financier direct des athlètes ontariens de haut calibre et les possibilités améliorées d'entraînement. Le reste a été accordé au ministère de la Santé et des Soins de longue durée pour le fonctionnement des hôpitaux.

En 2015-2016, les produits des casinos de l'OLG faisant partie de centres de villégiature ont été affectés par la province de l'Ontario aux secteurs prioritaires généraux du gouvernement, tels que la santé, l'éducation, l'infrastructure publique et le soutien aux courses de chevaux.

Les profits de la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) sont générés par la vente de bière, de vin, de coolers et de spiritueux.

Hydro One Incorporated (maintenant une filiale d'Hydro One Limited) et Ontario Power Generation Incorporated (OPG) ont été créées dans le cadre de la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro. La part du revenu net d'Hydro One Limited (et anciennement d'Hydro One Inc.) qui revient à la province et le revenu net tiré de OPG sont consolidés dans les finances de la province. Le revenu de OPG provient principalement de la vente d'électricité produite par ses centrales. Le revenu d'Hydro One est tiré principalement du transport et de la distribution de l'électricité.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

AUTRES RECETTES	2016 \$	2015 \$
Ventes et locations.....	<u>2 101 578 040</u>	<u>2 335 503 548</u>
Droits, permis et autorisations :		
Droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules.....	1 564 758 627	1 432 930 258
Autres droits et permis :		
Greffiers locaux.....	50 771 718	51 024 386
<i>Loi sur les sûretés mobilières</i>	47 622 071	44 596 132
Air pur Ontario.....	14 652 155	14 614 961
Constitutions en société.....	23 060 376	22 284 939
Revenus tirés des jeux.....	15 840 618	16 469 341
Autres.....	<u>590 998 588</u>	<u>544 397 043</u>
Total des droits, permis et autorisations.....	<u>2 307 704 153</u>	<u>2 126 317 060</u>
Redevances :		
Red. sur les revenus bruts – Utilisation d'énergie hydraulique.....	124 359 634	126 747 213
Teranet – Redevances, FIEF.....	33 000 000	33 000 000
Droits sur le bois de la Couronne.....	34 986 310	32 775 429
Autres.....	<u>82 086 397</u>	<u>82 393 880</u>
Total, redevances.....	<u>274 432 341</u>	<u>274 916 522</u>
Recouvrement de dépenses des années précédentes.....	<u>668 056 935</u>	<u>564 738 319</u>
Remboursement des dépenses.....	<u>991 158 707</u>	<u>984 799 526</u>
Amendes et pénalités.....	<u>46 611 634</u>	<u>57 791 481</u>
Divers :		
Redevance de liquidation de la dette (électricité).....	859 000 000	956 000 000
Recouvrements – Contrats d'achat d'électricité.....	875 000 000	950 000 000
Réduction nette des contrats d'achat d'électricité.....	172 000 000	217 000 000
Recettes de la Société indép. d'expl. du réseau d'électricité	220 928 591	240 483 460
Autres.....	<u>276 001 422</u>	<u>334 174 971</u>
Total, divers.....	<u>2 402 930 013</u>	<u>2 697 658 431</u>
TOTAL DES AUTRES RECETTES.....	<u>8 792 471 823</u>	<u>9 041 724 888</u>

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016**

Sous la rubrique « Ventes et locations », on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures et de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, ainsi que les revenus provenant de la location immobilière et de la location des terres de la Couronne.

Les droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules englobent les droits d'immatriculation des véhicules et ceux associés aux permis des transporteurs et des conducteurs. Les droits d'immatriculation des véhicules servent à autoriser la circulation d'un véhicule sur la voie publique. Pour les véhicules utilitaires, les droits les plus récents varient entre 185 \$ et 4 601 \$. Les droits les plus récents pour les véhicules de tourisme et utilitaires légers pesant 3 000 kg ou moins et utilisés à des fins personnelles sont de 108 \$ par année dans le Sud de l'Ontario et de 54 \$ par année dans le Nord. Quant aux droits d'immatriculation des motocyclettes et des cyclomoteurs, ils sont respectivement de 42 \$ et de 12 \$ par année dans le Sud de l'Ontario et respectivement de 21 \$ et de 12 \$ par année dans le Nord de l'Ontario. Les droits d'obtention d'un permis de conduire proviennent surtout du renouvellement des permis de conduire.

Les droits liés aux greffiers sont les droits perçus par la Cour de l'Ontario (Division générale) relativement à des questions de succession conformément au Règlement de l'Ontario 393/90 pris en application de la *Loi sur l'administration de la justice*. Ils se composent des droits pour la délivrance, la signature et le dépôt des documents juridiques rattachés aux questions d'ordre civil.

Les droits liés à l'enregistrement des sûretés mobilières sont versés pour l'enregistrement et la recherche de sûretés mobilières données en garantie pour obtenir un prêt. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Le programme Air pur Ontario modernisé a été mis en œuvre le 1^{er} janvier 2013. Les frais exigés dans le cadre du programme servent à effectuer l'analyse des émissions Air pur. Comme il a été annoncé dans le budget de l'Ontario de 2016, les frais de 30 \$ exigés pour cette analyse seront éliminés pour les véhicules légers en 2017-2018.

Les droits de constitution en société comprennent les droits exigés pour l'enregistrement, les recherches et les certificats liés aux constitutions en société, aux sociétés en commandite et aux raisons sociales. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits liés au jeu prélevés par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario comprennent les droits d'enregistrement des fournisseurs commerciaux et des préposés au jeu pour des activités de bienfaisance, ainsi que ceux travaillant dans des casinos, des casinos de bienfaisance et des installations de machines à sous. Ils comprennent également les droits exigés pour mettre sur pied et administrer des loteries telles que les tombolas.

Depuis le 1^{er} janvier 2001, les personnes qui ont le droit, en vertu d'une entente, d'un bail ou d'un autre document, d'occuper des terres de la Couronne sont tenues d'acquitter des redevances relatives à l'utilisation d'énergie hydraulique, dont le taux est fixé à 9,5 % des revenus annuels bruts de la centrale hydro-électrique. Ces redevances constituent l'élément utilisation d'énergie hydraulique de la RRB, dont il est fait mention à la page 1-5.

Les redevances – Droits sur le bois de la Couronne sont des redevances versées pour la récolte du bois sur les terres de la Couronne ou lorsque les droits sur le bois sont réservés à la Couronne par lettres patentes. Ces droits sont habituellement calculés au mètre cube selon les essences, les produits manufacturés et le volume de la récolte. Les droits de base par mètre cube, révisés tous les ans, constituent un minimum. Les droits de base perçus pour la plus grande partie de la récolte de bois de 2015-2016 étaient de 0,00 \$ (sous-produits seulement), de 4,43 \$ ou de 0,59 \$ le mètre cube, selon les essences et le groupe de produits. Les droits de 0,59 \$ le mètre cube représentent les droits pour plusieurs essences sous-utilisées et tiennent compte de l'instabilité économique de l'industrie forestière. Des droits sur la valeur résiduelle du bois, calculés selon un pourcentage de la différence entre le coût de fabrication et le prix de vente des produits forestiers, sont également exigés. Ces droits sont rajustés chaque mois et varient entre 0,00 \$ et 5,29 \$ le mètre cube, selon les prix du marché.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016**

Depuis 2006, les fonds destinés à l'Inventaire des ressources forestières (IRF) sont perçus par l'entremise des droits de coupe prélevés. En 2015-2016, les droits à l'IRF étaient de 2,50 \$ ou de 0,59 \$, compte tenu des groupes d'essence et de l'utilisation finale, et ont été mis de côté dans le compte du Fonds de réserve forestier au titre des charges de l'IRF jusqu'à l'obtention d'un solde de 10 millions de dollars. Une fois le niveau de 10 millions de dollars atteint, les droits liés à l'IRF sont fixés à 0,00 \$; cela s'est produit en octobre 2015 pour cet exercice. Les droits perçus au titre de l'IRF n'ont eu aucune incidence nette sur l'industrie forestière pour ce qui est des droits de coupe, car les droits minimums sont réduits d'un montant équivalant aux droits à l'IRF lorsque les droits à l'IRF sont perçus.

Teranet – Redevances, FIEF - La province a conclu la vente de la part de 50 % qu'elle détenait dans Teranet en 2003-2004. Dans le cadre de cette transaction, la province a accepté de suspendre les redevances de Teranet pendant 13,67 années, soit jusqu'au 31 mars 2017, en échange du versement d'un montant forfaitaire de 205 millions de dollars. Ce montant représente des redevances reportées que la province gagnera au cours des exercices ultérieurs et il est comptabilisé dans les comptes de la province à titre de revenu reporté, amorti sur la période au cours de laquelle les redevances sont suspendues. L'amortissement annuel se chiffre à 15 millions de dollars jusqu'en 2016-2017.

En 2010-2011, la province a négocié la prolongation de l'entente initiale avec Teranet, ce qui a donné lieu à une prolongation de 50 ans du calendrier d'amortissement initial. La somme de 1 milliard de dollars a été reçue en 2010-2011, et ce montant représente les redevances reportées qui seront amorties sur une période de 56 ans, soit de 2011-2012 à 2066-2067. L'amortissement annuel pour la prolongation est de 18 millions de dollars, pour un montant total combiné de 33 millions de dollars par année, à partir de 2011-2012 jusqu'à 2016-2017.

Les recouvrements de dépenses des années précédentes sont des sommes recouvrées après l'exercice financier pendant lequel les dépenses en question ont été engagées. Si ce n'avait été du moment où ils ont été réalisés, ces recouvrements auraient été classés comme des remboursements de dépenses engagées pendant l'exercice précédent.

Les remboursements des dépenses s'appliquent aux dépenses engagées par le gouvernement en vertu d'ententes, d'accords ou de protocoles précisant qu'elles seront recouvrées en totalité ou en partie.

La rubrique « Amendes et pénalités » est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois, règlements et règles.

La redevance de liquidation de la dette (RLD) est perçue auprès des particuliers sur leur consommation d'électricité. La Loi de 1998 sur l'électricité prévoyait le maintien de la RLD jusqu'à ce que le reliquat de la dette insurmontable soit éliminé. Ce reliquat est issu de la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro et du secteur de l'électricité. La Loi de 1998 sur l'électricité a été modifiée par la Loi de 2015 sur les mesures budgétaires pour fixer la date de cessation de la RLD au 31 mars 2018 et pour supprimer tout lien avec le reliquat de la dette insurmontable. Par conséquent, à la suite de ces modifications législatives, à compter du 10 décembre 2015, le concept de « reliquat de la dette insurmontable » et les exigences afférentes, notamment celle prévoyant la détermination périodique du reliquat, ont été supprimés de la Loi de 1998 sur l'électricité. L'Ontario a retiré la RLD de la facture d'électricité des consommateurs résidentiels le 1er janvier 2016. La consommation résidentielle représente environ le tiers de la consommation d'électricité assujettie à la RLD, le reste de l'électricité étant utilisé par les consommateurs commerciaux, institutionnels, industriels et autres. [Afin de réduire davantage les contraintes des coûts d'électricité pour les consommateurs commerciaux, industriels et autres, la Loi de 2015 sur les mesures budgétaires a modifié la Loi de 1998 sur l'électricité afin de supprimer la RLD le 1er avril 2018, soit neuf mois plus tôt que prévu.]

DÉTAILS DES RECETTES – Fin

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

Les revenus tirés des recouvrements liés aux contrats d'approvisionnement en électricité découlent de la revente de l'électricité et du recouvrement auprès des consommateurs d'électricité du coût de l'électricité en vertu d'accords d'approvisionnement conclus avec la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), le successeur légal d'Ontario Hydro.

L'ancienne société Ontario Hydro a conclu des contrats d'achat d'électricité avec des producteurs indépendants de l'Ontario. En tant que successeur légal d'Ontario Hydro depuis le 1er avril 1999, la SFIEO est la société de contrepartie à ces contrats. Ceux-ci prévoyaient l'achat d'électricité à des prix qui devaient être supérieurs à ceux du marché. Par conséquent, un passif lié aux contrats d'achat d'électricité a été comptabilisé. Le 1er janvier 2005, en vertu des réformes législatives du marché de l'électricité, la SFIEO a commencé à facturer les prix contractuels réels aux consommateurs et elle ne subit donc plus de pertes relativement à ces contrats d'achat d'électricité. À l'époque, le ministère des Finances prévoyait que la plus grande partie du passif serait éliminée sur une période de 12 ans, au fur et à mesure de l'expiration des contrats d'achat d'électricité existants. Par conséquent, la SFIEO amortit la majorité du passif au titre des revenus au cours de cette période.

De plus, depuis le 1er janvier 2009, la SFIEO a conclu un contrat de soutien avec Ontario Power Generation Inc. (OPG) en vertu duquel OPG a accepté de continuer à assurer la fiabilité et la disponibilité des centrales alimentées au charbon de Lambton et de Nanticoke après la mise en œuvre d'une stratégie de réduction des émissions de gaz à effet de serre jusqu'à la fin du mois de décembre 2014. En vertu du contrat, la SFIEO a accepté de veiller à ce que OPG recouvre les coûts réels associés au fonctionnement des centrales après la mise en œuvre de cette stratégie. Tous les coûts de la SFIEO en vertu de cet accord ont été entièrement recouverts auprès des consommateurs d'électricité. Au 31 décembre 2013, la SFIEO a déclenché une clause de résiliation anticipée du contrat en raison de la fermeture de ces centrales un an plus tôt que prévu, soit à la fin de 2013. OPG a été autorisée à recouvrer les coûts réels qui ne pouvaient pas être raisonnablement évités ou réduits, pendant la période entre la date de fermeture plus tôt que prévu et le 31 décembre 2014, date initiale de la fin du contrat.

La réduction des contrats d'achat d'électricité représente effectivement l'élimination au fil du temps du passif lié à ces contrats. La variation représente la déduction des pertes estimées durant l'exercice utilisée dans le calcul du passif antérieurement aux réformes législatives du marché de l'électricité qui ont permis d'éliminer le passif lié aux contrats d'achat d'électricité au fil du temps.

La Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) a été créée en vertu de la Loi de 1998 sur l'électricité. Il s'agit d'une société sans capital-actions et sans but lucratif qui fonctionne sans liens de dépendance. Titulaire d'un permis délivré par la Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO), la SIERE rend des comptes à l'Assemblée législative par l'entremise du ministère de l'Énergie. Elle dirige le fonctionnement et maintient la fiabilité du réseau d'électricité de la province, établit un équilibre entre l'offre et la demande d'électricité par l'entremise du marché de gros et dirige l'acheminement de l'électricité à l'aide du réseau de transport. Les revenus de la SIERE proviennent principalement des droits approuvés par la CEO pour chaque mégawatt d'électricité retiré du réseau dirigé par la SIERE.

L'ancien Office de l'électricité de l'Ontario (OEO) a été constitué en vertu de la Loi de 2004 sur la restructuration du secteur de l'électricité dans le but d'assurer l'approvisionnement en électricité à long terme. À la suite de modifications apportées à la Loi de 1998 sur l'électricité, en vertu de la Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir, l'OEO et la SIERE ont été regroupés en une nouvelle entité également appelée SIERE. La fusion a pris effet le 1er janvier 2015 et la nouvelle entité continue de s'acquitter du mandat des deux organisations antérieures.

	2016	2015
TOTAL DES RECETTES	128 376 836 775 \$	118 546 418 009 \$

Voir le sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale, page 1-16.

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE
pour l'exercice se te

Ministère	Recettes fiscales	Gouvernement du Canada	Recettes des entreprises publiques	Remboursements de dépenses	Droits, permis et autorisations
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	-	-	-	-	45
Affaires civiques, de l'Immigration et du Commerce international	-	5 119 938	-	-	6 478 541
Affaires municipales et Logement	-	599 305 435	-	97 334 830	1 253 131
Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales	-	77 091 085	-	44 094	698 610
Bureau de l'Assemblée législative	-	-	-	-	-
Bureau du cabinet	-	-	-	475	2 890
Bureau du directeur général des élections	-	-	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-
Bureau du vérificateur général	-	-	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	-	-	-	-	-
Développement du Nord et des Mines de l'Infrastructure/Recherche et de l'Innovation	930 951	-	-	-	1 253 026
Éducation	-	79 321 350	-	-	1 237 709
Énergie	-	-	-	-	2 939
Environnement et de l'Action en matière de changement climatique	-	-	-	120 458	31 722 073
Finances	88 138 961 444	20 472 702 866	5 364 426 875	144 678 782	137 102 745
Formation, Collèges et Universités	-	908 565 013	-	869 195	1 347 974
Office des affaires francophones	-	1 925 002	-	268	-
Ombudsman Ontario	-	-	-	-	-
Procureur général	-	59 115 782	-	42 154 562	108 771 895
Richesses naturelles et des Forêts	-	5 153 995	-	12 294 930	6 312 933
Santé et Soins de longue durée	-	48 944 748	-	26 333 789	9 419 241
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	-	-	539
Sécurité communautaire et Services correctionnels	-	43 486 878	-	413 047 006	16 007 954
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	174 442 559	-	42 072	-
Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs	-	64 939	-	2 407 440	119 021 931
Services sociaux et communautaires	-	185 473 568	-	11 992 025	1 612 502
Tourisme, Culture et Sport	-	4 117 311	-	-	1 513 611
Transports	-	43 802 265	-	3 600	1 576 273 127
Travail	-	29 992	-	228 235 006	565 270
Total avant la consolidation	88 139 892 395	22 708 662 726	5 364 426 875	980 858 245	2 020 633 668
Redressements de consolidation et autres	3 678 297 290	148 243 541	(455 157 875)	10 300 462	287 070 485
Selon les états financiers consolidés	91 818 189 685	22 856 906 267	4 909 269 000	991 158 707	2 307 704 153

ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE

le 31 mars 2016

Ventes et locations	Redevances	de dépenses des années précédentes	Divers	Total des recettes	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
-	-	1 010 704	295	1 011 044	Affaires autochtones
-	-	563 793	221 313	12 383 585	Affaires civiques, de l'Immigration et du Commerce international
120 616	-	123 348 720	4 530 678	825 893 410	Affaires municipales et Logement
21 350 194	-	29 137 383	1 810 223	130 131 589	Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales
78 150	-	98 590	144 999	321 739	Bureau de l'Assemblée législative
-	-	4 587	686	8 638	Bureau du cabinet
-	-	-	58 117	58 117	Bureau du directeur général des élections
-	-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	-	-	Bureau du vérificateur général
-	-	-	-	-	Cabinet du Premier ministre
135 309	24 777 977	(436 369)	32 792	26 695 062	Développement du Nord et des Mines de l'Infrastructure/Recherche et de l'Innovation
93 647 269	2 576 624	24 279 792	7 038 299	128 888 679	
-	-	156 524 646	6 278	237 103 983	Éducation
826 124 479	-	2 593 180	4 361 715	833 082 313	Énergie
1 576 173	-	163 013	2 181	33 583 898	Environnement et de l'Action en matière de changement climatique
(63)	33 000 138	138 825 296	26 589 720	114 457 224 244	Finances
-	-	46 679 326	4 861 140	962 473 688	Formation, Collèges et Universités
-	-	-	-	1 925 270	Office des affaires francophones
-	-	7 879	34 487	42 366	Ombudsman Ontario
382 922	-	1 608 894	73 732 919	321 354 811	Procureur général
11 120 247	163 003 806	(36 090)	812 243	199 185 022	Richesses naturelles et des Forêts
-	-	296 351 804	3 664 956	384 793 581	Santé et Soins de longue durée
2 867 400	-	15 569 100	132	18 437 171	Secrétariat du Conseil du Trésor
1 239 344	250 959	1 805 894	1 145 942	476 985 700	Sécurité communautaire et Services correctionnels
-	-	46 191 921	67 815	221 013 914	Services à l'enfance et à la jeunesse
2 431 537	-	144 824	2 170 346	126 260 467	Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs
-	-	25 588 404	2 601 591	227 268 090	Services sociaux et communautaires
119 687	-	229 647	17 437	5 997 693	Tourisme, Culture et Sport
30 173 130	12	13 806 631	530 188	1 665 322 874	Transports
55 833	31 574	73 546	701 256	229 979 703	Travail
991 422 227	223 641 090	924 135 115	135 137 748	121 527 426 651	Total avant la consolidation
1 110 155 813	50 791 251	(256 078 180)	2 267 792 265	6 849 410 124	Redressements de consolidation et autres
2 101 578 040	274 432 341	668 056 935	2 402 930 013	128 376 836 775	Selon les états financiers consolidés

**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET
pour l'exercice se terminant**

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	13 520 579	2 004 998	785 660	11 551 320	200 973
Affaires civiles, de l'Immigration et du Commerce international	37 958 726	5 652 873	2 797 083	34 231 544	1 126 299
Affaires municipales et Logement	41 339 704	5 415 902	987 609	21 643 947	695 559
Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales	79 408 208	12 395 251	4 046 456	42 670 471	1 363 792
Bureau de l'Assemblée législative	83 703 971	20 169 630	7 004 602	33 467 421	7 652 338
Bureau du cabinet	19 652 597	2 415 432	844 672	6 122 226	361 746
Bureau du directeur général des élections	6 777 692	1 422 656	11 649	780 903	5 496
Bureau du lieutenant-gouverneur	897 580	108 567	35 212	184 872	85 612
Bureau du vérificateur général	9 854 580	2 278 601	354 235	3 877 885	707 592
Cabinet du Premier ministre	2 280 852	230 293	58 773	9 647	8 558
Développement du Nord et des Mines	35 266 271	5 412 239	2 219 904	54 974 033	2 820 194
Développement économique, de l'Emploi et de l'Infrastructure/Recherche et de l'Innovation	54 781 106	7 781 194	2 309 875	196 387 900	1 031 099
Éducation	159 593 504	22 959 646	9 001 051	118 313 277	5 286 911
Énergie	18 858 112	2 464 675	472 598	56 077 869	371 139
Environnement et de l'Action en matière de changement climatique	171 565 326	25 648 198	4 879 887	90 042 595	13 197 134
Finances	111 256 328	17 684 491	3 944 553	191 519 998	2 894 762
Formation, Collèges et Universités	92 480 098	15 323 325	4 337 850	62 286 938	976 423
Office des affaires francophones	2 253 844	322 345	87 354	2 704 145	27 561
Ombudsman Ontario	7 516 802	1 766 694	294 223	2 016 450	1 572 035
Procureur général	715 278 294	88 981 220	25 346 055	320 136 899	14 363 642
Richesses naturelles et des Forêts	231 072 940	37 615 488	17 870 916	204 682 874	23 279 276
Santé et Soins de longue durée	293 771 479	52 141 054	18 659 186	249 390 605	4 628 570
Secrétariat du Conseil du Trésor	117 069 811	1 083 114 383	2 784 572	71 676 991	4 017 713
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 509 097 313	217 211 424	65 955 892	437 124 682	143 149 594
Services à l'enfance et à la jeunesse	187 130 744	31 268 911	6 108 888	85 816 306	5 579 029
Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs	295 048 302	47 197 642	29 523 809	179 842 937	14 539 493
Services sociaux et communautaires	247 441 736	42 844 220	13 215 631	154 848 287	3 223 633
Tourisme, Culture et Sport	33 343 964	4 899 838	1 005 361	17 060 271	1 747 965
Transports	190 779 638	31 764 987	9 094 870	412 724 811	24 413 552
Travail	123 555 523	18 930 532	6 446 961	51 980 695	2 156 308
	4 892 555 624	1 807 426 709	240 485 387	3 114 148 799	281 483 998
Reclassification des dépenses**	245 659 752	29 756 452	(5 199 967)	(276 163 249)	5 947 012
Total avant la consolidation	5 138 215 376	1 837 183 161	235 285 420	2 837 985 550	287 431 010
Redressements de consolidation et autres	1 354 157 554	374 082 222	131 768 311	2 341 274 886	582 796 422
Selon les états financiers consolidés	6 492 372 930	2 211 265 383	367 053 731	5 179 260 436	870 227 432

* On trouvera (p. iv-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Vérification interne de l'Ontario (Secrétariat du Conseil du Trésor), Services d'information et de technologie de l'information (ministères de l'Éducation et des Transports), et Services d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement des services pour la fonction publique et Groupement des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux).

non vérifié

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES*

le 31 mars 2016

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation ¹	Reclassification des ministères	Redressements de consolidation et autres	Selon les états financiers consolidés
\$	\$	\$	\$	\$	
51 078 284	-	79 141 814	-	79 141 814	Affaires autochtones
135 455 140	-	217 221 665	(48 209 711)	169 011 954	Affaires civiles, de l'Immigration et du Commerce international
1 102 759 199	4 502 153	1 177 344 073	(88 894 341)	1 088 449 732	Affaires municipales et Logement
756 643 375	184 594	896 712 147	129 095 332	1 025 807 479	Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales
257 451	-	152 255 413	(4 539 493)	147 715 920	Bureau de l'Assemblée législative
3 024 000	-	32 420 673	-	32 420 673	Bureau du cabinet
-	19 685 582	28 683 978	(510 471)	28 173 507	Bureau du directeur général des élections
-	155 800	1 467 643	-	1 467 643	Bureau du lieutenant-gouverneur
72 506	-	17 145 399	(764 075)	16 381 324	Bureau du vérificateur général
-	-	2 588 123	-	2 588 123	Cabinet du Premier ministre
332 538 475	262 688 028	695 919 144	4 681 519	700 600 663	Développement du Nord et des Mines
862 749 561	7 097 660	1 132 138 395	2 242 664	1 134 381 059	Développement économique, de l'Emploi et de l'Infrastructure/Recherche et de l'Innovation
26 807 822 507	10 270 466	27 133 247 362	(545 083 653)	26 588 163 709	Éducation
910 453 287	2 459	988 700 139	243 620 612	1 232 320 751	Énergie
23 058 047	6 902 202	335 293 389	167 322 533	502 615 922	Environnement et de l'Action en matière de changement climatique
698 070 606	10 777 390 823	11 802 761 561	1 503 680 753	13 306 442 314	Finances
7 560 542 327	60 559 817	7 796 506 778	(162 432 172)	7 634 074 606	Formation, Collèges et Universités
2 878 936	-	8 274 185	-	8 274 185	Office des affaires francophones
-	-	13 166 204	(560 642)	12 605 562	Ombudsman Ontario
502 728 791	136 671 088	1 803 505 989	56 638 901	1 860 144 890	Procureur général
50 554 604	16 161 672	581 237 770	237 446 639	818 684 409	Richesses naturelles et des Forêts
50 781 934 343	69 180 066	51 469 705 303	(402 381 815)	51 067 323 488	Santé et Soins de longue durée
3 400 518	910 000	1 282 973 988	(46 600 922)	1 236 373 066	Secrétariat du Conseil du Trésor
259 586 285	76 911 240	2 709 036 430	(19 839 052)	2 689 197 378	Sécurité communautaire et Services correctionnels
4 111 623 380	10 488 512	4 438 015 770	(178 216 757)	4 259 799 013	Services à l'enfance et à la jeunesse
12 184 888	29 369 293	607 706 364	-	607 706 364	Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs
10 776 804 479	75 605 615	11 313 983 601	(19 259 071)	11 294 724 530	Services sociaux et communautaires
1 696 101 063	134 661	1 754 293 123	515 563 205	2 269 856 328	Tourisme, Culture et Sport
3 151 699 411	794 725 763	4 615 203 032	(1 328 222 551)	3 286 980 481	Transports
100 565 251	450 593	304 085 863	-	304 085 863	Travail
110 694 586 714	12 360 048 087	133 390 735 318	14 777 432	133 405 512 750	
-	-	-	-	-	Reclassification des dépenses**
110 694 586 714	12 360 048 087	133 390 735 318	14 777 432	133 405 512 750	Total avant la consolidation
(6 523 211 642)	1 753 909 679				Redressements de consolidation et autres
104 171 375 072	14 113 957 766			133 405 512 750	Selon les états financiers consolidés

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2015-2016 a été publié.

**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET
pour l'exercice se terminant**

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	13 520 579	2 004 998	785 660	11 551 320	200 973
Affaires civiques, de l'Immigration et du Commerce international	37 958 726	5 652 873	2 797 083	34 231 544	1 126 299
Affaires municipales et Logement	41 339 704	5 415 902	987 609	21 643 947	695 559
Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales	79 408 208	12 395 251	4 046 456	42 670 471	1 363 792
Bureau de l'Assemblée législative	83 703 971	20 169 630	7 004 602	33 467 421	7 652 338
Bureau du cabinet	19 652 597	2 415 432	844 672	6 122 226	361 746
Bureau du directeur général des élections	6 777 692	1 422 656	11 649	780 903	5 496
Bureau du lieutenant-gouverneur	897 580	108 567	35 212	184 872	85 612
Bureau du vérificateur général	9 854 580	2 278 601	354 235	3 877 885	707 592
Cabinet du Premier ministre	2 280 852	230 293	58 773	9 647	8 558
Développement du Nord et des Mines	35 266 271	5 412 239	2 209 089	20 012 463	1 808 449
Développement économique, de l'Emploi et de l'Infrastructure/Recherche et de l'Innovation	54 781 106	7 781 194	2 309 875	96 375 085	1 031 099
Éducation	159 593 504	22 959 646	9 001 051	118 313 277	5 286 911
Énergie	18 858 112	2 464 675	472 598	56 077 869	371 139
Environnement et de l'Action en matière de changement climatique	171 565 326	25 648 198	4 879 887	90 042 595	13 197 134
Finances	111 256 328	17 684 491	3 944 553	191 519 998	2 894 762
Formation, Collèges et Universités	92 480 098	15 323 325	4 337 850	62 286 938	976 423
Office des affaires francophones	2 253 844	322 345	87 354	2 704 145	27 561
Ombudsman Ontario	7 516 802	1 766 694	294 223	2 016 450	1 572 035
Procureur général	715 278 294	88 981 220	25 346 055	320 136 899	14 363 642
Richesses naturelles et des Forêts	231 072 940	37 615 488	15 421 978	184 172 315	17 422 591
Santé et Soins de longue durée	293 771 479	52 141 054	18 659 186	249 390 605	4 628 570
Secrétariat du Conseil du Trésor	117 069 811	1 083 114 383	2 784 572	60 541 818	3 981 119
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 509 097 313	217 211 424	65 955 892	418 168 666	143 149 594
Services à l'enfance et à la jeunesse	187 130 744	31 268 911	6 108 888	85 816 306	5 579 029
Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs	295 048 302	47 197 642	29 523 809	173 532 954	14 539 493
Services sociaux et communautaires	247 441 736	42 844 220	13 215 631	154 848 287	3 223 633
Tourisme, Culture et Sport	33 343 964	4 899 838	1 005 361	14 035 955	1 258 187
Transports	190 238 207	31 691 670	9 072 862	410 646 224	21 882 751
Travail	123 555 523	18 930 532	6 446 961	51 980 695	2 156 308
	4 892 014 193	1 807 353 392	238 003 626	2 917 159 780	271 558 395
Reclassification des dépenses**	245 659 752	29 756 452	(5 199 967)	(276 163 249)	5 947 012
Total avant la consolidation	5 137 673 945	1 837 109 844	232 803 659	2 640 996 531	277 505 407

* On trouvera (p. iv-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Vérification interne de l'Ontario (Secrétariat du Conseil du Trésor), Services d'information et de technologie de l'information (ministères de l'Éducation et des Transports), et Services d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement des services pour la fonction publique et Groupement des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux).

non vérifié

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - FONCTIONNEMENT*

le 31 mars 2016

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation ¹	Redressements de consolidation et autres	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
48 078 306	-	76 141 836	-	76 141 836	Affaires autochtones
135 455 140	-	217 221 665	(48 209 711)	169 011 954	Affaires civiques, de l'Immigration et du Commerce international
952 164 733	4 502 153	1 026 749 607	(78 903 094)	947 846 513	Affaires municipales et Logement
559 844 257	184 594	699 913 029	139 686 805	839 599 834	Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales
257 451	-	152 255 413	(4 539 493)	147 715 920	Bureau de l'Assemblée législative
3 024 000	-	32 420 673	-	32 420 673	Bureau du cabinet
-	19 685 582	28 683 978	(510 471)	28 173 507	Bureau du directeur général des élections
-	155 800	1 467 643	-	1 467 643	Bureau du lieutenant-gouverneur
72 506	-	17 145 399	(764 075)	16 381 324	Bureau du vérificateur général
-	-	2 588 123	-	2 588 123	Cabinet du Premier ministre
233 712 516	27 062	298 448 089	38 033 998	336 482 087	Développement du Nord et des Mines
753 096 620	7 097 660	922 472 639	25 353 748	947 826 387	Développement économique, de l'Emploi et de l'Infrastructure/Recherche et de l'Innovation
25 963 502 963	57 411	26 278 714 763	(427 094 811)	25 851 619 952	Éducation
910 453 287	2 459	988 700 139	220 854 012	1 209 554 151	Énergie
23 058 047	493 911	328 885 098	164 397 831	493 282 929	Environnement et de l'Action en matière de changement climatique
698 070 606	10 774 753 214	11 800 123 952	1 500 137 753	13 300 261 705	Finances
7 264 142 519	55 364 869	7 494 912 022	(327 661 253)	7 167 250 769	Formation, Collèges et Universités
2 878 936	-	8 274 185	-	8 274 185	Office des affaires francophones
-	-	13 166 204	(560 642)	12 605 562	Ombudsman Ontario
502 728 791	65 484 841	1 732 319 742	53 376 226	1 785 695 968	Procureur général
45 454 604	95 824	531 255 740	237 303 724	768 559 464	Richesses naturelles et des Forêts
49 669 482 374	590 000	50 288 663 268	(658 585 102)	49 630 078 166	Santé et Soins de longue durée
3 400 518	-	1 270 892 221	(46 600 922)	1 224 291 299	Secrétariat du Conseil du Trésor
258 836 077	15 421 407	2 627 840 373	(19 839 052)	2 608 001 321	Sécurité communautaire et Services correctionnels
3 952 776 478	-	4 268 680 356	(103 837 304)	4 164 843 052	Services à l'enfance et à la jeunesse
12 184 888	21 893 338	593 920 426	-	593 920 426	Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs
10 748 806 767	39 532 400	11 249 912 674	(19 259 071)	11 230 653 603	Services sociaux et communautaires
1 249 963 382	134 661	1 304 641 348	475 759 293	1 780 400 641	Tourisme, Culture et Sport
270 253 323	3 170 098	936 955 135	873 600 497	1 810 555 632	Transports
100 139 018	10 593	303 219 630	-	303 219 630	Travail
104 361 838 107	11 008 657 877	125 496 585 370	1 992 138 886	127 488 724 256	
-	-	-	-		Expense Reclassification**
104 361 838 107	11 008 657 877	125 496 585 370	1 992 138 886	127 488 724 256	Ministry Total Before Consolidation

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2015-2016 a été publié.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET
pour l'exercice se terminant

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	-	-	-	-	-
Affaires civiques, de l'Immigration et du Commerce international	-	-	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	-
Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales	-	-	-	-	-
Développement du Nord et des Mines	-	-	10 815	34 961 570	1 011 745
Développement économique, de l'Emploi et de l'Infrastructure/Recherche et de l'Innovation	-	-	-	100 012 815	-
Éducation	-	-	-	-	-
Énergie	-	-	-	-	-
Environnement et de l'Action en matière de changement climatique	-	-	-	-	-
Finances	-	-	-	-	-
Formation, Collèges et Universités	-	-	-	-	-
Procureur général	-	-	-	-	-
Richesses naturelles et des Forêts	-	-	2 448 938	20 510 559	5 856 685
Santé et Soins de longue durée	-	-	-	-	-
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	-	11 135 173	36 594
Sécurité communautaire et Services correctionnels	-	-	-	18 956 016	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	-	-	-	-
Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs	-	-	-	6 309 983	-
Services sociaux et communautaires	-	-	-	-	-
Tourisme, Culture et Sport	-	-	-	3 024 316	489 778
Transports	541 431	73 317	22 008	2 078 587	2 530 801
Travail	-	-	-	-	-
Total avant la consolidation	541 431	73 317	2 481 761	196 989 019	9 925 603

*On trouvera (p. iv-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - IMMOBILISATIONS*

le 31 mars 2016

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation ¹	Redressements de consolidation et autres	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
2 999 978	-	2 999 978	-	2 999 978	Affaires autochtones
-	-	-	-	-	Affaires civiques, de l'Immigration et du Commerce international
150 594 466	-	150 594 466	(9 991 247)	140 603 219	Affaires municipales et Logement
196 799 118	-	196 799 118	(10 591 473)	186 207 645	Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales
98 825 959	262 660 966	397 471 055	(33 352 479)	364 118 576	Développement du Nord et des Mines
109 652 941	-	209 665 756	(23 111 084)	186 554 672	Développement économique, de l'Emploi et de l'Infrastructure/Recherche et de l'Innovation
844 319 544	10 213 055	854 532 599	(117 988 842)	736 543 757	Éducation
-	-	-	22 766 600	22 766 600	Énergie
-	6 408 291	6 408 291	2 924 702	9 332 993	Environnement et de l'Action en matière de changement climatique
-	2 637 609	2 637 609	3 543 000	6 180 609	Finances
296 399 808	5 194 948	301 594 756	165 229 081	466 823 837	Formation, Collèges et Universités
-	71 186 247	71 186 247	3 262 675	74 448 922	Procureur général
5 100 000	16 065 848	49 982 030	142 915	50 124 945	Richesses naturelles et des Forêts
1 112 451 969	68 590 066	1 181 042 035	256 203 287	1 437 245 322	Santé et Soins de longue durée
-	910 000	12 081 767	-	12 081 767	Secrétariat du Conseil du Trésor
750 208	61 489 833	81 196 057	-	81 196 057	Sécurité communautaire et Services correctionnels
158 846 902	10 488 512	169 335 414	(74 379 453)	94 955 961	Services à l'enfance et à la jeunesse
-	7 475 955	13 785 938	-	13 785 938	Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs
27 997 712	36 073 215	64 070 927	-	64 070 927	Services sociaux et communautaires
446 137 681	-	449 651 775	39 803 912	489 455 687	Tourisme, Culture et Sport
2 881 446 088	791 555 665	3 678 247 897	(2 201 823 048)	1 476 424 849	Transports
426 233	440 000	866 233	-	866 233	Travail
6 332 748 607	1 351 390 210	7 894 149 948	(1 977 361 454)	5 916 788 494	Total avant la consolidation

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2015-2016 a été publié.

FONDS ONTARIEN D'INITIATIVE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

Pour l'exercice se terminant le 31 mars	2016	2015
Fonds ontarien d'initiative		
Contribution d'ontariens ¹	103 536 \$	135 289 \$
	103 536 \$	135 289 \$

1. Représente les fonds versés à la province de l'Ontario pour la réduction du déficit et de la dette.

CRÉDIT D'IMPÔT POUR L'AMÉNAGEMENT DU LOGEMENT AXÉ SUR LE BIEN-ÊTRE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

Crédit d'impôt pour l'exercice terminé le 31 mars 2015:

Estimation des dépenses	17 773 200 \$
Estimation du coût réel*	12 500 000 \$

La *Loi de 2007* sur les impôts exige que le ministre des Finances compare le coût prévu du crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être au coût réel.

Le coût de ce crédit est inférieur à ce qui avait été estimé initialement parce qu'il y a moins de demandes d'obtention du crédit que ce à quoi on s'attendait.

*Le coût de ce crédit en 2014-2015 englobe une portion des crédits pour l'année d'imposition 2015. Le coût réel définitif ne sera pas disponible avant que l'Agence du revenu du Canada n'ait reçu et traité toutes les déclarations de revenus pour les années d'imposition 2014 et 2015.

FONDS TRILLIUM
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

Pour l'exercice se terminant le 31 mars	2016	2015
Fonds Trillium		
Produit net de la disposition des actions de General Motors ¹	1 350 983 180 \$	1 350 983 180 \$
	1 350 983 180 \$	1 350 983 180 \$

1. Représente le produit net de la disposition porté au crédit du Fonds Trillium conformément au Règlement de l'Ontario 53/15 pris en application de la *Loi de 2014 sur le Fonds Trillium* relativement à ce qui suit :
 - les actions ordinaires vendues par la Corporation d'investissement GEN du Canada le 10 septembre 2013, au nom de l'Ontario (249 millions de dollars);
 - les actions privilégiées de série A rachetées par la société General Motors le 31 décembre 2014;
 - les actions ordinaires vendues en 2014-2015 par le ministre des Finances.
2. Le Fonds Trillium n'a pas été utilisé en 2015-2016.
3. En vertu du Règlement de l'Ontario 295/16 pris en application de la Loi de 2014 sur le Fonds Trillium, 3,2 milliards de dollars de plus ont été crédités au Fonds Trillium à la suite de la disposition de titres liée à l'élargissement de l'actionariat dans Hydro One en 2015-2016. En septembre 2016, le solde du Fonds Trillium est le suivant :

	septembre 2016
Fonds Trillium	
Montants liés à la disposition des actions de General Motors	1 350 983 180 \$
Montants liés à la disposition des actions d'Hydro One	3 175 602 185 \$
	4 526 585 365 \$

section 2

États financiers des

ministères

(non vérifié)

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE	2-2
AFFAIRES AUTOCHTONES.....	2-3
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-4
ÉTAT DES RECETTES.....	2-5

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015		2015 – 2016	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
68 892 338	Ministère des Affaires autochtones	81 422 214	76 141 837
<u>68 892 338</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>81 422 214</u>	<u>76 141 837</u>
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1 696 249	Ministère des Affaires autochtones	3 001 000	2 999 978
<u>1 696 249</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>3 001 000</u>	<u>2 999 978</u>
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES				
4	9 825 200	1 711 100	11 536 300	Administration du ministère 11 402 236
1	61 612 600	3 695 200	65 307 800	Affaires autochtones 60 162 533
2	2 000	4 511 100	4 513 100	Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale 4 511 100
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>71 505 814</u>	<u>9 917 400</u>	<u>81 422 214</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES..... 76 141 836
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	3 001 000		3 001 000	Ministère des Affaires autochtones..... 2 999 978
	<u>3 001 000</u>		<u>3 001 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES 2 999 978
	=====		=====	=====

Description du programme :

Le mandat du ministère des Affaires autochtones repose sur quatre grandes stratégies : établir des partenariats plus vastes et plus solides avec les Autochtones; diriger la planification des priorités et des politiques stratégiques; régler les revendications territoriales et s'occuper des questions liées aux droits; coordonner les questions autochtones au sein de la fonction publique de l'Ontario (FPO).

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES
PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES – CRÉDIT 2001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale (Poste 2)		
Administration du ministère (Poste 4)			Paiements de transfert		
Traitements et salaires	4 050 811		Règlements des		
Avantages sociaux	539 358		revendications territoriales	4 500 000	
Transports et communications.....	297 797		Règlements négociés	11 100	
Services	6 417 785				4 511 100
Fournitures et matériel	96 485				
		11 402 236			
			Crédits législatifs		
Affaires autochtones (Poste 1)			Traitement versé au ministre		
Traitements et salaires	9 403 800		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
Avantages sociaux	1 465 641		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu		
Transports et communications.....	487 863		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667	
Services	5 133 535		Autres opérations		
Fournitures et matériel	104 487		Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		
Paiements de transfert			<i>l'administration financière</i>		65 968
Fonds de développement					
économique – Autochtones...	9 583 560		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Fonds de participation	6 086 071		PROGRAMME DU MINISTÈRE		
Soutien au fonds de négociations			DES AFFAIRES AUTOCHTONES.....	76 141 836	=====
Communautaires.....	3 158 742				
Soutien au fonds de négociations			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
avec les Algonquins	1 840 833		Affaires autochtones (Poste 3)		
Chiefs of Ontario	247 100		Paiements de transfert		
Ontario Native Women's			Programme de subventions		
Association	371 700		d'immobilisations de la		
Ontario Federation of Indian			communauté autochtone.....	2 999 978	
Friendship Centres.....	446 100				2 999 978
Métis Nation of Ontario.....	200 000				
Fonds pour cas d'invalidité dus au			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
mercure dans les bandes de			PROGRAMME DU MINISTÈRE		
Grassy Narrows et d'Islington	1 274 001		DES AFFAIRES AUTOCHTONES	2 999 978	=====
Stratégie pour les Autochtones					
vivant en milieu urbain	18 750				
Fonds pour la participation à					
l'élaboration des politiques	2 964 208				
Fonds pour les nouvelles relations	14 376 141				
Fonds de développement					
économique des Métis	3 000 000				
		43 567 206			
		60 162 532			

**MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES
ÉTAT DES RECETTES**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits liés à l'application de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> <i>et la protection de la vie privée</i>	45	20
	-----	-----
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 010 704	882 374
	-----	-----
DIVERS	295	129
	-----	-----
TOTAL RECETTES DU MINISTÈRE	1 011 044	882 523
	=====	=====

**MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION ET DU
COMMERCE INTERNATIONAL**

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE	2-8
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-9
AFFAIRES CIVIQUES ET IMMIGRATION	2-11
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO	2-13
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO	2-15
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-10
ÉTAT DES RECETTES	2-19

**MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION ET
DU COMMERCE INTERNATIONAL**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015		2015 – 2016	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
25 536 532	Administration du ministère	26 601 928	25 961 648
121 950 988	Affaires civiles et immigration	126 697 600	124 663 818
19 922 059	Direction générale de la condition féminine de l'Ontario	27 045 200	26 482 394
17 103 241	Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario	19 662 100	19 604 213
16 700 400	Commerce international	20 514 300	20 509 292
201 213 220	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	220 521 128	217 221 665
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
0	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	2 000	0
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	1 000	0
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION ET
DU COMMERCE INTERNATIONAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
601				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	24 706 200	1 767 700	26 473 900	Administration du ministère
L	95 682		95 682	Traitement versé aux ministres en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>
	24 834 228	1 767 700	26 601 928	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
	=====	=====	=====	25 961 948 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Administration du ministère
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ...
	2 000		2 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
	=====	=====	=====	0 =====
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000		1 000	Administration du ministère
	1 000		1 000	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
	=====	=====	=====	0 =====

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant des conseils stratégiques et des services de soutien essentiels (communications, ressources humaines, services en français, solutions technologiques et opérationnelles, services juridiques, soutien aux programmes régionaux et planification et affectation des ressources, etc.). Certains secteurs offrent du soutien aux ministères clients (Affaires civiles, Immigration et Commerce international, Tourisme, Culture et Sport) et à leurs organismes.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION ET
DU COMMERCE INTERNATIONAL**

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 601

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016**

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Analyse et planification</i>		
Traitements et salaires	14 082 646		Traitements et salaires	565 724	
Avantages sociaux	2 395 545		Avantages sociaux	69 932	
Transports et communications	576 911		Transports et communications	5 513	
Services	8 494 109		Services	11 170	
Fournitures et matériel	313 435		Fournitures et matériel	3 199	
	-----			-----	655 538
	25 862 646				-----
	-----		<i>Services juridiques</i>		
<i>Bureau principal</i>			Traitements et salaires	2 922	
Traitements et salaires	2 435 683		Transports et communications	18 019	
Avantages sociaux	279 393		Services	2 481 898	
Transports et communications	142 203		Fournitures et matériel	88 198	
Services	222 264			-----	2 591 037
Fournitures et matériel	40 839				-----
	-----	3 120 382			
	-----	-----	<i>Systèmes informatiques</i>		
<i>Services financiers et administratifs</i>			Transports et communications	677	
Traitements et salaires	2 273 391		Services	1 860 851	
Avantages sociaux	327 014			-----	1 861 528
Transports et communications	48 419				-----
Services	3 046 490		<i>Services régionaux</i>		
Fournitures et matériel	54 313		Traitements et salaires	4 582 709	
	-----	5 749 627	Avantages sociaux	968 588	
	-----	-----	Transports et communications	299 233	
<i>Ressources humaines</i>			Services	215 606	
Traitements et salaires	1 423 906		Fournitures et matériel	66 034	
Avantages sociaux	408 041			-----	6 132 160
Transports et communications	12 339				-----
Services	78 997		<i>Crédits législatifs</i>		
Fournitures et matériel	9 393		Traitement versé aux ministres en vertu		
	-----	1 932 676	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
	-----	-----	Traitements versés aux adjoints parlementaires		
<i>Services de communication</i>			en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		50 001
Traitements et salaires	2 798 311			-----	99 302
Avantages sociaux	342 577				-----
Transports et communications	50 518		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Services	576 833		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		25 961 948
Fournitures et matériel	51 549				=====
	-----	3 819 698			
	-----	-----			

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION ET
DU COMMERCE INTERNATIONAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
602				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
1	120 090 900	606 700	126 697 600	Affaires civiles et immigration 124 663 818
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES AFFAIRES
	120 090 900	606 700	126 697 600	CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION..... 124 663 818
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

La Division des affaires civiles et de l'immigration a la responsabilité principale de l'immigration, du secteur bénévole et sans but lucratif et des prix et distinctions. La Division œuvre pour que les immigrants puissent participer pleinement à la vie socio-économique de la province; elle permet à l'Ontario de sélectionner ou de « désigner » au gouvernement fédéral des candidats à l'obtention du statut de résident permanent; elle fournit des services d'immigration des gens d'affaires afin de soutenir l'investissement, la création d'emploi et la satisfaction des besoins en compétences des employeurs; elle fait en sorte que les bénévoles et leurs organismes puissent contribuer pleinement au tissu socio-économique des collectivités de l'Ontario; elle reconnaît les particuliers qui ont fait des contributions extraordinaires au sein de leurs communautés.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION ET
DU COMMERCE INTERNATIONAL**

PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION – CRÉDIT 602

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016**

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Affaires civiles et immigration (Poste 1)		
Traitements et salaires		13 443 899
Avantages sociaux		1 896 214
Transports et communications.....		480 696
Services		5 020 822
Fournitures et matériel.....		199 283
Paiements de transfert		
Cours de langues.....	57 276 405	
Formation en milieu de travail	28 090 288	
Subventions pour l'établissement et l'intégration.....	14 127 147	
Initiatives de bénévolat	4 129 064	
	-----	103 622 904

		124 663 818

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION.....		124 663 818
		=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION ET
DU COMMERCE INTERNATIONAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
603				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO
1	20 501 300	6 543 900	27 045 200	Direction générale de la condition féminine de l'Ontario 26 482 394
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO..... 26 482 394
	2 501 300	6 543 900	27 045 200	26 482 394
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

La Direction générale de la condition féminine de l'Ontario travaille à promouvoir l'égalité des femmes, à faire avancer la sécurité économique des femmes et à prévenir la violence à l'égard des femmes. Pour réaliser ces priorités, la Direction travaille avec des intervenants extérieurs et des ministères afin de cerner et d'analyser les questions émergentes, élabore et met en œuvre des stratégies coordonnées à l'échelon interministériel pour régler ces questions, accorde des subventions pour des programmes et services novateurs favorisant les pratiques exemplaires à l'appui de la sécurité personnelle et économique des femmes et mène ou soutient des initiatives qui reconnaissent et renforcent le leadership parmi les femmes.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION ET
DU COMMERCE INTERNATIONAL**

**PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA
CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 603**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016**

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Direction générale de la condition féminine de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires		2 454 665
Avantages sociaux		298 301
Transports et communications.....		225 089
Services		8 043 649
Fournitures et matériel		27 768
Paiements de transfert		
Initiatives de prévention de la violence	9 155 863	
Initiatives de promotion de l'autonomie financière.....	7 077 059	
	-----	16 232 922

		27 282 394
Less : Recoveries.....		800 000

		26 482 394

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO		26 482 394
		=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION ET
DU COMMERCE INTERNATIONAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
604				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				SECRETARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO
1	18 894 500	767 600	19 662 100	Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario.....
				19 604 213
	18 894 500	767 600	19 662 100	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- SECRETARIAT AUX AFFAIRES DES
				PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO...
				19 604 213

Description du programme :

Le Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario défend, entreprend et appuie les initiatives liées aux politiques et aux programmes qui améliorent la qualité de vie des personnes âgées de l'Ontario, et il mène des campagnes d'éducation du public se rapportant ou s'adressant à ce groupe.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION ET
DU COMMERCE INTERNATIONAL**

SECRETARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES AGEES DE L'ONTARIO – CREDIT 604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires	2 054 866	
Avantages sociaux	262 257	
Transports et communications.....	48 272	
Services	811 610	
Fournitures et matériel.....	27 894	
Paiements de transfert		
Initiatives du Secrétariat aux affaires des personnes âgées.....	16 399 314	

	19 604 213	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SECRETARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES AGEES DE L'ONTARIO.....	19 604 213	
	=====	

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION ET
DU COMMERCE INTERNATIONAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
608				COMMERCE INTERNATIONAL
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	20 209 500	304 800	20 514 300	Commerce International.....
				20 509 292
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES
				SERVICES RÉGIONAUX.....
	20 209 500	304 800	20 514 300	20 509 292
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario. À cet effet, il fait la promotion de l'Ontario comme lieu privilégié pour l'investissement et comme fournisseur de biens et services de calibre mondial, il accroît les échanges commerciaux de l'Ontario en aidant les entreprises ontariennes désireuses de commencer à exporter ou d'élargir leurs activités dans de nouveaux marchés, il met à profit les onze centres ontariens de marketing à l'étranger et il développe les possibilités d'investissement par des efforts de génération de pistes d'investissement.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION ET
DU COMMERCE INTERNATIONAL**

COMMERCE INTERNATIONAL – CRÉDIT 608

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016**

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commerce International (Poste 1)	
Traitements et salaires	5 823 346
Avantages sociaux	800 554
Transports et communications.....	1 466 117
Services	11 861 356
Fournitures et matériel.....	557 919

	20 509 292

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX	20 509 292
	=====

**MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION ET DU COMMERCE
INTERNATIONAL
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016**

	2016 \$	2015 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme de formation relais	5 119 938	5 200 000
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	6 478 541	4 064 480
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	563 793	990 346
	-----	-----
DIVERS	221 313	138 208
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	12 383 585	10 393 034
	=====	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-22
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-23
SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT	2-25
ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT	2-27
LOGEMENT ABORDABLE	2-29
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-24, 2-28
ÉTAT DES RECETTES	2-31
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-32

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015		2015 – 2016	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
20 702 605	Administration du ministère	21 847 087	21 596 788
27 054 604	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	23 389 800	23 318 018
77 928 894	Administrations locales et politiques d'aménagement	120 350 200	119 912 882
875 999 343	Logement abordable	862 634 700	861 921 919
1 001 685 446	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 028 221 787	1 026 749 607
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1 201 000	Administration du ministère	1 000	0
2 655 001	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	286 000	280 000
0	Administrations locales et politiques d'aménagement	1 000	0
127 547 409	Logement abordable	248 448 800	150 314 466
131 403 410	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	248 736 800	150 594 466
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	1 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	1 000	0
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1901				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	22 516 900	(750 000)	21 766 900	Administration du ministère 21 530 820
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>22 597 087</u>	<u>(750 000)</u>	<u>21 847 087</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 21 596 788
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000		1 000	Administration du ministère – immobilisations 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Les objectifs de ce programme sont les suivants : orienter, diriger, coordonner et contrôler l'ensemble des obligations des organismes centraux (y compris la conformité avec les lois et les règlements) et des programmes organisationnels et activités du ministère; fournir du soutien efficace en communication et dans la gestion des dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des services et conseils juridiques, des services de planification des activités et des ressources, des services ministériels de gestion des situations d'urgence et de la sécurité, du soutien en gestion du risque et en gestion de la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion, des normes de service et des méthodes d'évaluation des résultats; surveiller l'utilisation des ressources humaines et financières, des ressources en gestion de l'information et en technologie de l'information et des biens matériels du ministère. Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel au ministère et à ses organismes.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1901
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services juridiques</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Transports et communications	23 987	
Traitements et salaires	9 253 419		Services	5 195 733	
Avantages sociaux	1 258 995		Fournitures et matériel	73 211	
Transports et communications	222 315		-----		5 292 931
Services	10 480 226				-----
Fournitures et matériel	315 864		<i>Services de vérification</i>		
-----		21 530 820	Services	966 651	
		-----	-----		966 651
<i>Bureau principal</i>			<i>Systèmes informatiques</i>		
Traitements et salaires	1 788 027		Avantages sociaux	6 610	
Avantages sociaux	220 201		Transports et communications	6 633	
Transports et communications	59 158		Services	1 854 897	
Services	57 225		-----		1 868 141
Fournitures et matériel	20 542				-----
-----		2 145 153	<i>Crédits législatifs</i>		
		-----	Traitement versé au ministre en vertu		
<i>Services de communication</i>			de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Traitements et salaires	2 338 026		Traitements versés aux adjoints parlementaires		
Avantages sociaux	331 018		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
Transports et communications	41 353		-----		65 968
Services	276 366				-----
Fournitures et matériel	19 293		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
-----		3 005 056	ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
		-----			21 596 788
		-----			=====
<i>Services financiers et administratifs</i>					
Traitements et salaires	3 989 658				
Avantages sociaux	550 303				
Transports et communications	73 780				
Services	1 950 000				
Fournitures et matériel	193 144				
-----		6 756 884			

<i>Ressources humaines</i>					
Traitements et salaires	1 137 709				
Avantages sociaux	150 864				
Transports et communications	17 403				
Services	180 355				
Fournitures et matériel	9 674				
-----		1 496 005			

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1902				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT
4	21 140 800	2 249 000	23 389 800	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment 23 318 018
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES SERVICES
				AUX MUNICIPALITÉS ET
				RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT 23 318 018
	21 140 800	2 249 000	23 389 800	=====
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	3 000	281 000	284 000	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment 280 000
8	1 000		1 000	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment - autres charges liées aux immobilisations..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière...</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME DES SERVICES
				AUX MUNICIPALITÉS ET
				RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT 280 000
	5 000	281 000	286 000	=====
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
7	1 000		1 000	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				- PROGRAMME DES SERVICES
				AUX MUNICIPALITÉS ET
				RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT 0
	1 000		1 000	=====
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme est l'interface du ministère avec les clients municipaux responsables de la prestation des services et de la mise en œuvre des programmes se rattachant aux activités essentielles liées aux services aux municipalités et à la réglementation du bâtiment. Il est aussi le principal point de contact de la province avec le secteur de la construction relativement aux questions liées au Code du bâtiment de l'Ontario. Ses grandes priorités sont les suivantes : superviser la mise en œuvre de la *Loi sur les municipalités*, de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, de la *Loi sur les services de logement*, de la *Loi sur le code du bâtiment* ainsi que de la législation, de la réglementation, des politiques et des programmes connexes; renforcer les capacités municipales afin d'atteindre la viabilité financière, la prospérité et la résilience; diriger l'aménagement du territoire à guichet unique de la province et aider les municipalités à exercer tous leurs pouvoirs en matière d'aménagement; soutenir et coordonner la prestation de services de renforcement des capacités aux clients municipaux; protéger la sécurité du public dans les bâtiments. Ce programme soutient également les principales initiatives gouvernementales comme l'énergie renouvelable, la conservation de l'eau, la protection des sources d'eau et l'accès facile dans le milieu bâti. Il administre de nombreux programmes de paiements de transfert, en particulier les programmes provinciaux d'aide en cas de catastrophe, et gère le Programme de gestion des situations d'urgence mis sur pied en vertu d'un décret.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET
RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT – CRÉDIT 1902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS
Services aux municipalités et réglementation du bâtiment (Poste 4)		Services aux municipalités et réglementation du bâtiment (Poste 3)
Traitements et salaires		Paiements de transfert
Avantages sociaux		Aide aux municipalités en
Transports et communications.....		cas de catastrophes.....
Services		280 000
Fournitures et matériel		-----
Paievements de transfert		280 000
Disaster Recovery		
Assistance for Ontarions		
Aide aux municipalités		
en cas de catastrophes		
Paievements en vertu de la Loi		
sur les subventions tenant lieu		
d'impôt aux municipalités		
Impôts sur les propriétés		
provinciales louées en vertu de la		
Loi sur les subventions tenant lieu		
d'impôt aux municipalités..		
Aide au Conseil de la zone		
de développement		
de Moosonee		
Subventions pour le développement		
des capacités et du leadership à		
l'intention des municipalités et des		
organisations municipales.		
Aide aux conseils		
d'aménagement.....		

98 537 574		

120 046 320		
Moins : Recouvrements.....		
96 728 302		

23 318 018		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES SERVICES		
AUX MUNICIPALITÉS ET		
RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT.....		
23 318 018		
=====		
		280 000
		=====
		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –
		PROGRAMME DES SERVICES
		AUX MUNICIPALITÉS ET
		RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT
		280 000
		=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1903				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT
7	14 386 700	79 300	14 466 000	Administrations locales et politiques d'aménagement 14 385 384
10	6 589 100	(1 600 000)	4 989 100	Secretariat des initiatives Fonds de croissance de l'Ontario..... 4 632 383
L	4 495 100		4 495 100	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 4 495 115
L	96 400 000		96 400 000	Remise du prêt de Toronto, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 96 400 000
	<u>121 870 900</u>	<u>(1 520 700)</u>	<u>120 350 200</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT 119 912 882
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
9	1 000		1 000	Administrations locales et politiques d'aménagement - immobilisations 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

L'objectif de ce programme est d'avoir des communautés bien planifiées, sécuritaires, dynamiques, durables et saines qui offrent une meilleure qualité de vie et alimentent la prospérité économique. Le programme des administrations locales et des politiques d'aménagement contribue à un cadre stratégique, administratif et législatif à long terme qui améliore la responsabilisation, la transparence et l'efficacité des administrations locales et des processus démocratiques, renforce la protection de l'environnement, la gestion de la croissance, la conservation des espaces verts et une croissance et résilience économiques saines, fournit des outils permettant d'améliorer la prestation de services à l'échelon local, de réduire les coûts, d'atteindre la viabilité financière et d'améliorer la reddition des comptes aux contribuables, bâti et entretien des partenariats efficaces avec les principales associations municipales et professionnelles, les municipalités, les Autochtones et les autres ministères et administrations, gère la croissance démographique de l'Ontario et préserve les terres agricoles vulnérables en dirigeant l'initiative Place à la croissance, et soutient l'élaboration et la mise en œuvre de plans de croissance régionaux. Tout ce travail est guidé par une approche fondée sur les partenariats et par une consultation et une participation réelles des intervenants et des municipalités.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT – CRÉDIT 1903

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administrations locales et politiques d'aménagement (Poste 7)	
Traitements et salaires	8 221 030
Avantages sociaux	1 105 624
Transports et communications.....	114 205
Services	2 762 095
Fournitures et matériel.....	44 305
Paiements de transfert	
Subvention pour la recherche et l'analyse –	
données sur les municipalités.....	2 138 125
	<u>14 385 384</u>

Secrétariat des initiatives Fonds de croissance de l'Ontario (Poste 10)	
Traitements et salaires	2 968 663
Avantages sociaux	413 799
Transports et communications.....	51 077
Services	939 918
Fournitures et matériel.....	59 477
Paiements de transfert	
Fonds de croissance.....	199 448
	<u>4 632 383</u>

Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>	
<i>l'administration financière</i>	4 495 115
Paiements de transfert	
Toronto Loan Remission,	
<i>Loi sur l'administration financière</i>	96 400 000
	<u>100 895 115</u>

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
ADMINISTRATIONS LOCALES	
ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT.....	119 912 882
	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1904				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE
2	821 677 400	39 064 600	860 742 000	Logement social et logement à but lucratif 860 078 313
3	1 462 700	470 000	1 892 700	Location à usage d'habitation 1 836 568
L	0	0	0	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 7 038
	823 100 100	39 534 600	862 634 700	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE 861 921 919
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	194 142 700	54 306 100	248 448 800	Logement abordable – immobilisations..... 150 314 466
	194 142 700	54 306 100	248 448 800	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE 150 314 466
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme a les objectifs suivants : honorer les engagements du gouvernement en matière de logement abordable et de prévention de l'itinérance; créer un cadre réglementaire qui protège les locataires et les locateurs et encourage un niveau d'entretien et d'investissement adéquat dans le secteur du logement locatif; soutenir les municipalités, les fournisseurs de logements et autres intervenants indépendants afin de les aider à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de logement. Pour atteindre ces objectifs, le programme offre un éventail complet de services : élaboration de politiques, conception de programmes, conformité de la prestation, règlement des plaintes et financement lié aux logements sociaux et abordables et à l'itinérance.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE – CRÉDIT 1904

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
		Crédits législatifs			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				Autres opérations	
				Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	
				7 038	-----
				7 038	-----
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE	
				242 314 466	=====
			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Logement social et logement à but lucratif (Poste 2)			Logement abordable – immobilisations (Poste 4)		
Traitements et salaires	9 487 878		Paiements de transfert		
Avantages sociaux	1 378 352		Investissement dans le logement abordable – contribution fédéral		
Transports et communications.....	128 810		80 130 000		
Services	2 625 673		Investment in Affordable Housing Extention Provincial.....		
Fournitures et matériel	90 197		39 760 364		
Paiements de transfert			Dépenses en immobilisations – Société ontarienne d'hypothèques et de logement.....		
Paiements aux gestionnaires des services, y compris pour les activités sans but lucratif offertes dans les territoires non érigés en municipalité	423 932 760		9 991 246		
Paiements à la Société ontarienne d'hypothèques et de logement	87 320 126		Programme de logement abordable – contribution du gouvernement provinciale ...		
Programme de logement en milieu rural et autochtone	7 573 300		15 518 064		
Programme de prévention de l'itinérance.....	293 707 100		Fiducie pour le logement des Autochtones.....		
– Investissement dans le logement abordable – Supplément au loyer – contribution provincial.....	40 284 600		2 820 700		
	-----		Logements abordables – Jeux panaméricains et parapanaméricains		
	852 817 886		2 094 092	150 314 466	-----
	-----			150 314 466	-----
Moins : Recouvrements.....	6 450 483		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE		
	-----		150 314 466		
	866 528 796		=====		

	860 078 313				

Location à usage d'habitation (Poste 3)					
Traitements et salaires	1 311 100				
Avantages sociaux	220 834				
Transports et communications.....	48 900				
Services	247 038				
Fournitures et matériel	8 696				

	1 836 568				

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses pour logements sans but lucratifs (S.C.H.L.).....	439 175 435	449 020 220
Accord de logement à prix abordable (S.C.H.L.).....	80 130 000	58 250 431
Tempête de verglas	80 000 000	0
Régime Canada/Ontario de construction de logements locatifs.....	0	68 575
Autres.....	0	21 879 569
	<u>599 305 435</u>	<u>529 218 795</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursement obtenu des GSMR pour le paiement de la dette de la SDLO.....	86 904 825	89 845 200
Intérêt sur la dette publique.....	9 572 608	9 907 235
Programme de rénovation des logements de l'Ontario – Municipalités.....	485 911	27
156Remboursement – SDLO – prêts pour le logement étudiant et intérêts	318 741	480 459
Rénovation urbaine.....	46 558	46 558
Syndicat/Association	6 187	87 981
	<u>97 334 830</u>	<u>100 394 589</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits – Qualification code du bâtiment droits prévus dans les règlements	977 244	589 680
Droits – Formation adm. code du bâtiment	142 110	113 340
Droits relatifs aux autorisations d'aménagement.....	56 560	47 500
Évaluation de matériaux de construction.....	60 481	30 085
Droits d'entretien et liés aux normes	16 736	10 070
	<u>1 253 131</u>	<u>790 675</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Conversion de bails – Société d'hypothèques de l'Ontario	81 263	293 655
Recettes de bails – Société d'hypothèques de l'Ontario	39 353	93 148
Société de logement de l'Ontario – Hypothèque différée	0	5 479
	<u>120 616</u>	<u>392 282</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>123 348 720</u>	<u>92 410 234</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
DIVERS		
Intérêts gagnés sur prêts.....	4 496 143	5 805 322
Pénalités – intérêts.....	1 133	252
Autres.....	33 402	3 626
	-----	-----
	4 530 678	5 809 200
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	825 893 410	729 015 775
	=====	=====

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
Cité de Toronto	91 904 885	9 194 362
Crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles	9 032	10 166
<i>Loi sur l'aide aux propriétaires riverains</i>	5 856	5 293
	-----	-----
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	91 919 773	9 209 821
	=====	=====

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-34
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-35
AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT	2-37
SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES	2-39
ÉLABORATION DES POLITIQUES	2-43
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-34, 2-36, 2-39
ÉTAT DES RECETTES	2-45
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-45

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015		2015 – 2016	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
25 027 414	Administration du ministère	23 966 314	23 595 412
77 037 680	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	81 580 000	77 527 637
532 387 571	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	585 116 900	582 705 987
15 522 464	Élaboration des politiques	16 444 200	16 083 993
649 975 129 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	707 107 414 =====	699 913 029 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	300 000	0
3 149 000	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	12 300 000	3 453 500
0	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	305 000	0
3 149 000 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	12 905 000 =====	3 453 500 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
199 725 454	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	199 699 600	196 799 118
199 725 454 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	199 699 600 =====	196 799 118 =====

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	22 902 300	1 000 000	23 902 300	Administration du ministère..... 23 529 444
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>22 966 314</u>	<u>1 000 000</u>	<u>23 966 314</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 23 595 412
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	300 000		300 000	Administration du ministère..... 0
	<u>300 000</u>		<u>300 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
				=====

Description du programme :

Le Programme d'administration assume le leadership de la gestion stratégique et fournit des conseils, des avis juridiques, des services de communication et des services administratifs à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>					
Traitements et salaires		12 879 314	<i>Services de communication</i>		
Avantages sociaux		2 408 972	Traitements et salaires	3 425 343	
Transports et communications.....		533 359	Avantages sociaux	554 345	
Services		7 371 038	Transports et communications	93 580	
Fournitures et matériel.....		336 761	Services	1 102 862	
		-----	Fournitures et matériel	57 281	
		23 529 444		-----	5 233 411
		-----	<i>Services juridiques</i>		
<i>Bureau principal</i>					
Traitements et salaires	2 077 339		Transports et communications	21 130	
Avantages sociaux	299 072		Services	2 489 871	
Transports et communications.....	158 008		Fournitures et matériel	20 179	
Services	199 552			-----	2 531 180
Fournitures et matériel.....	45 465		<i>Services de vérification</i>		
	-----	2 779 436	Transports et communications	3 332	
		-----	Services	488 917	
<i>Services Opérationnels</i>					
Traitements et salaires	2 119 455			-----	492 249
Avantages sociaux	760 652		<i>Crédits législatifs</i>		
Transports et communications.....	196 055		Traitement versé au ministre en vertu		
Services	2 770 198		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Fournitures et matériel.....	159 143		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
	-----	6 055 503	en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
		-----		-----	65 968
<i>Planification des activités et services financiers</i>					
Traitements et salaires	3 134 513		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Avantages sociaux	471 925		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
Transports et communications.....	33 710				23 595 412
Services	166 500				=====
Fournitures et matériel.....	22 079				
	-----	3 828 727			
		-----	<i>Ressources Humaines</i>		
Traitements et salaires	2 122 664		Traitements et salaires	2 122 664	
Services	322 978		Services	322 978	
Fournitures et matériel.....	27 544		Fournitures et matériel.....	27 544	
Avantages sociaux	153 138		Avantages sociaux	153 138	
Transports et communications.....	32 614		Transports et communications.....	32 614	
	-----	2 658 938		-----	

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
107				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT
1	87 070 000	(5 500 000)	81 570 000	Amélioration de la santé publique et de l'environnement 77 527 453
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 184
	<u>87 080 000</u>	<u>(5 500 000)</u>	<u>81 580 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT..... 77 527 637
	=====	=====	=====	=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

2	12 300 000		12 300 000	Amélioration de la santé publique et de l'environnement 3 453 500
	<u>12 300 000</u>		<u>12 300 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT..... 3 453 500
	=====		=====	=====

Description du programme :

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales a recours à une panoplie complète d'outils pour gérer les risques et encourager l'adoption par l'industrie des meilleures pratiques de gestion. Parmi ces outils, mentionnons les fonctions législatives et de réglementation du ministère liées à la salubrité des aliments, à la santé des animaux, à la gestion des éléments nutritifs ainsi qu'à l'action en matière de changement climatique et à l'environnement, ainsi que les programmes non régis par la réglementation qui visent la salubrité des aliments, la traçabilité, la santé et le bien-être des animaux, la gestion des éléments nutritifs et l'environnement.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 107Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 1)		Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 2)	
Traitements et salaires	31 762 305		
Avantages sociaux	4 426 909		
Transports et communications.....	1 813 810		
Services	14 292 455		
Fournitures et matériel.....	402 364		
Paiements de transfert		Prêts et investissements	
Programme d'infrastructure		Débitures pour le drainage au	
de drainage agricole.....	6 667 000	moyen de tuyaux, Lois ur le	
Recherche sur les normes		drainage au moyen de tuyaux.....	3 403 500
agro-environnementales.....	439 674	Prêts pour le drainage de tuyaux	
Partenariats		Dans les territoires non érigés en	
environnementaux.....	1 496 646	municipalités	50 000
Cultivons l'avenir – contribution			
fédérale – Amélioration			
de la santé publique et			
de l'environnement.....	14 728 121		-----
Partenariats agro-environnementaux			3 453 500
pour le lac Simcoe.....	700 584		-----
Autre aide à la santé publique...	1 412 769	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
	-----	PROGRAMME D'AMÉLIORATION	
	25 444 794	DE LA SANTÉ PUBLIQUE	
	-----	ET DE L'ENVIRONNEMENT	3 453 500
Moins : Recouvrements	78 142 637		=====
	615 184		

	77 527 453		

Crédits législatifs			
Autres opérations			
Créances irrécouvrables, <i>Loi</i>			
<i>sur l'administration financière</i>	184		

	184		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME D'AMÉLIORATION			
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET			
DE L'ENVIRONNEMENT.....	77 527 637		
	=====		

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
108				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES
1	288 704 600	(19 398 900)	269 305 700	Développement économique..... 269 145 222
3	88 175 300	1 500 000	89 675 300	Recherche 89 495 206
4	232 113 900	(8 000 000)	224 113 900	Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises 223 881 149
L	1 000		1 000	Paiements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	5 000		5 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 85 436
L	1 000		1 000	Paiements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	2 015 000		2 015 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 98 974
	<u>611 015 800</u>	<u>(25 898 900)</u>	<u>585 116 900</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES .. 582 705 987
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	300 000		300 000	Développement économique..... 0
5	5 000		5 000	Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises 0
	<u>305 000</u>		<u>305 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES .. 0
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
108				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES
7	158 799 600	(40 900 000)	199 699 600	Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales..... 196 799 118
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME DES SECTEURS
				DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE
				L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS
				ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES .. 196 799 118
	158 799 600	(40 900 000)	199 699 600	196 799 118
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales soutient les collectivités rurales et les secteurs de l'agriculture, des produits alimentaires, des bioproduits et des courses hippiques de la province des manières suivantes : en investissant dans la recherche agroalimentaire et liée aux bioproduits; en encourageant l'adoption de pratiques de gestion exemplaires et de nouvelles technologies; en exécutant des programmes d'aide, notamment la stabilisation des revenus agricoles; en soutenant l'attraction et le maintien des investissements pour le secteur de la transformation des aliments; en encourageant les ventes de produits agricoles et agroalimentaires de l'Ontario dans les marchés intérieurs et d'exportation. Le ministère est déterminé à bâtir des collectivités rurales solides et dynamiques dotées d'économies diversifiées. Il continuera de travailler selon un modèle collaboratif pour élaborer et exécuter en temps opportun des programmes de développement économique, notamment en matière d'infrastructure, et de fournir des outils et de l'information aux collectivités rurales en Ontario.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES
 PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION
 ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES – CRÉDIT 108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises (Poste 4)		
Développement économique (Poste 1)					
Traitements et salaires		21 998 497	Paiements de transfert		
Avantages sociaux		3 783 106	AgriCorp	14 022 198	
Transports et communications.....		1 323 905	Agri-protection	32 400 000	
Services		17 659 273	Agri-investissement	22 727 760	
Fournitures et matériel.....		482 056	Agri-stabilité	29 303 760	
Paiements de transfert			Programme d'aide financière		
Développement de l'agriculture....	3 735 602		aux apiculteurs.....	2 264 840	
Industrie alimentaire.....	10 145 000		Programme ontarien de		
Cultivons l'avenir – contribution			gestion des risques.....	121 350 000	
fédérale – développement			Autre aide à la		
économique.....	19 190 710		gestion des risques.....	26 778	
Programme de financement			Indemnisation des dommages		
du partenariat pour l'industrie			causés par la faune –		
des courses de chevaux.....	100 000 000		contribution fédérale.....	849 505	
Fonds ontarien de développement			Indemnisation des dommages		
de la production d'éthanol	57 437 039		causés par la faune - contribution		
Fonds de promotion des vins de			provinciale.....	936 308	
l'Ontario	13 006 575		-----		223 881 149
Autre aide aux					-----
collectivités rurales.....	3 380 500				223 881 149
Programme de développement					-----
économique des					
collectivités rurales	14 630 778				
Programme d'emplois d'été pour					
les jeunes en milieu rural.....	2 972 181				
-----		224 498 385			

		269 745 222			
Moins : Recouvrements.....		600 000			

		269 145 222			

Recherche (Poste 3)			Crédits législatifs		
Traitements et salaires		2 012 906	Autre opérations		
Avantages sociaux		265 193	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		
Transports et communications.....		35 559	<i>l'administration financière</i>		85 436
Services		529 427		-----	85 436
Fournitures et matériel.....		23 562			-----
Paiements de transfert					
Recherche concurrentielle	1 350 000				
Recherche sur l'innocuité					
des aliments.....	500 000				
Subventions tenant lieu d'impôt ...	750 000				
Cultivons l'avenir – contribution					
fédérale – recherche	10 400 000				
Partenariats stratégiques	1 851 000				
Université de Guelph	71 777 559				
-----		86 628 559			

		89 495 206			

		-----	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
		-----	PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES		
		-----	DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION		
		-----	ET DES BIOPRODUITS ET		
		-----	COLLECTIVITÉS RURALES FORTES		582 705 987
		-----			=====

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES
**PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION
ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES – CRÉDIT 108**
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016**

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales (Poste 7)		
Paiements de transfert		
Infrastructure des laboratoires d'hygiène vétérinaire et d'agroalimentaire	500 000	
Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités	15 470 734	
Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités – contribution fédérale	15 470 737	
Nouveau Fonds Chantiers Canada – fédéral	13 370 106	
Nouveau Fonds Chantiers Canada – provincial	13 765 546	
Fonds pour l'infrastructure verte	4 036 847	
Infrastructure municipale	119 675 148	
Investissements dans l'entretien des installations de recherche et d'éducation	3 000 000	
Renouvellement de l'infrastructure de recherche et d'éducation	11 510 000	
	-----	196 799 118

		196 799 118

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES	196 799 118	=====

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
109				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES
1	15 944 200	500 000	16 444 200	Élaboration des politiques 16 083 993
	<u>15 944 200</u>	<u>500 000</u>	<u>16 444 200</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ÉLABORATION
				DES POLITIQUES 16 083 993
				=====

Description du programme :

La Division des politiques est responsable de diriger et coordonner l'élaboration de conseils, d'analyses et de recommandations novateurs, complets et fondés sur des faits à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales, y compris les politiques fédérales-provinciales-territoriales.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES – CRÉDIT 109

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Élaboration des politiques (Poste 1)	
Traitements et salaires	11 126 940
Avantages sociaux	1 567 976
Transports et communications.....	350 434
Services	2 902 085
Fournitures et matériel.....	136 558

	16 083 993

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES	16 083 993
	=====

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Cultivons l'avenir	46 813 596	46 835 815
Fonds Chantiers Canada	15 470 737	14 022 229
Nouveau Fonds Chantiers Canada	13 370 106	0
Indemnisation des dommages causés par la faune	1 067 267	877 328
Agri-Stabilité – Administration	369 379	363 691
Fonds pour l'infrastructure à large bande.....	0	8 159 876
Autre divers	0	8 325
	<u>77 091 085</u>	<u>70 267 264</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	<u>44 094</u>	<u>55 707</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	<u>698 610</u>	<u>752 330</u>
VENTES ET LOCATIONS.....	<u>21 350 194</u>	<u>19 500 000</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>29 137 383</u>	<u>30 857 855</u>
DIVERS.....	<u>1 810 223</u>	<u>2 050 349</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>130 131 589</u>	<u>123 483 505</u>

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux.....	5 496 299	5 460 406
Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux au Nord de l'Ontario.....	7 132	39 348
	<u>5 503 431</u>	<u>5 499 754</u>
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	<u>5 503 431</u>	<u>5 499 754</u>

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE.....	2-48
BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	2-49
COMMISSAIRES	2-51
ÉTAT DES RECETTES.....	2-53

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015		2015 – 2016	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
122 669 760	Bureau de l'Assemblée législative	128 521 200	117 472 177
28 498 577	Commissaires	39 594 600	34 783 236
<u>151 168 337</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE	<u>168 115 800</u>	<u>152 255 413</u>
=====	BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	=====	=====

* Il est à noter que les crédits autorisés et les dépenses réelles de cette entité sont calculés selon la comptabilité de caisse modifiée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
1	400 200		400 200	Présidence 231 578
2	799 300		799 300	Bureau du greffier..... 672 131
3	12 118 600		12 118 600	Services parlementaires..... 11 147 737
4	11 364 500		11 364 500	Services d'information et de technologie..... 9 805 446
5	9 275 200		9 275 200	Services administratifs..... 7 077 210
6	21 519 600		21 519 600	Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire..... 20 316 015
8	12 291 900		12 291 900	Services de soutien aux groupes parlementaires 12 233 001
9	20 995 100		20 995 100	Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés 19 822 768
10	39 494 800		39 494 800	Services de soutien aux bureaux des députés 35 908 841
11	262 000		262 000	Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario..... 257 450
	128 521 200		128 521 200	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– BUREAU DE L'ASSEMBLÉE
				LÉGISLATIVE..... 117 472 177

Description du programme :

Ce programme englobe les traitements et les allocations, ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Services d'information et de technologie (Poste 4)
Présidence (Poste 1)	Salaries and wages 6,827,960
Traitments et salaires 22,215	Avantages sociaux 1,395,984
Avantages sociaux 1,456	Transports et communications 125,281
Transports et communications 56,318	Services 711,042
Services 137,418	Fournitures et matériel 745,240
Fournitures et matériel 14,171	9,805,507
231,578	Moins : Recouvrements 61
	9,805,446
Bureau du greffier (Poste 2)	Services administratifs (Poste 5)
Salaries and wages 493,815	Salaries and wages 3,674,021
Avantages sociaux 88,508	Avantages sociaux 1,364,321
Transports et communications 7,581	Transports et communications 566,427
Services 67,445	Services 1,352,332
Fournitures et matériel 14,782	Fournitures et matériel 168,390
672,131	7,125,491
	Moins : Recouvrements 48,281
Services parlementaires (Poste 3)	7,077,210
Salaries and wages 7,469,656	Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire (Poste 6)
Avantages sociaux 1,626,074	Salaries and wages 6,814,291
Transports et communications 446,140	Avantages sociaux 1,536,626
Services 1,345,999	Transports et communications 77,349
Fournitures et matériel 394,435	Services 9,795,525
11,282,304	Fournitures et matériel 2,274,299
Moins : Recouvrements 134,567	20,498,090
11,147,737	Moins : Recouvrements 182,075
	20,316,015
	Services de soutien aux groupes parlementaires (Poste 8)
	Salaries and wages 7,444,069
	Avantages sociaux 1,601,038
	Transports et communications 305,352
	Services 2,434,931
	Fournitures et matériel 447,611
	12,233,001

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés (Poste 9)	
Traitements et salaires	13 030 839
Avantages sociaux	4 193 733
Transports et communications.....	1 215 654
Services	1 370 237
Fournitures et matériel.....	12 305
	19 822 768
Services de soutien aux bureaux des députés (Poste 10)	
Traitements et salaires	19 555 819
Avantages sociaux	4 394 507
Transports et communications.....	2 374 998
Services	7 754 867
Fournitures et matériel.....	1 828 650
	35 908 841
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario (Poste 11)	
Paiements de transfert Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario	257 450
	257 450
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.....	117 472 177 =====

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
202				PROGRAMME DES COMMISSAIRES
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	3 860 700	28 800	3 889 500	Commissaire à l'environnement 3 889 482
2	15 479 800		15 479 800	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée 14 008 781
3	3 296 400		3 296 400	Bureau du commissaire à l'intégrité 2 400 805
4	10 963 900		10 963 900	Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes 10 897 555
5	3 744 300	(28 800)	3 715 500	Commissariat aux services en français 1 555 870
6	2 249 500		2 249 500	Directeur de la responsabilité financière..... 2 030 743
	39 594 600		39 594 600	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES COMMISSAIRES
				34 783 236
				=====

Description du programme :

Ce Bureau accueille également les bureaux suivants : le Commissaire à l'environnement, chargé de l'application de la Charte des droits environnementaux de 1993; le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée/Ontario, chargé de l'application de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée de l'Ontario; le Bureau du commissaire à l'intégrité, chargé de l'application de la Loi de 1994 sur l'intégrité des députés, de la Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes, de la Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition et l'obligation de rendre compte ainsi que de la divulgation et des enquêtes en matière d'actes répréhensibles et de respect de l'éthique en vertu de la Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario; le Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes, chargé de l'application de la Loi de 2007 sur l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes; le Commissariat aux services en français, qui a pour mandat d'assurer la conformité à la Loi sur les services en français dans la prestation des services gouvernementaux; le Bureau du directeur de la responsabilité financière, qui a pour mandat de faire appliquer la Loi de 2013 sur le directeur de la responsabilité financière.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
PROGRAMME DES COMMISSAIRES – CRÉDIT 202
 Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Commissaire à l'environnement (Poste 1)		Commissariat aux services en français (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 203 569	Traitements et salaires	623 417
Avantages sociaux	583 020	Avantages sociaux	122 056
Transports et communications.....	94 085	Transports et communications	44 023
Services	883 693	Services	586 539
Fournitures et matériel.....	125 155	Fournitures et matériel	179 835
	<u>3 889 522</u>		<u>1 555 870</u>
Moins : Recouvrements	40		
	<u>3 889 482</u>		
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 2)		Directeur de la responsabilité financière (Poste 6)	
Traitements et salaires	9 394 704	Traitements et salaires	943 763
Avantages sociaux	1 904 066	Avantages sociaux	181 521
Transports et communications.....	184 908	Transports et communications	24 245
Services	2 050 757	Services	678 927
Fournitures et matériel.....	474 346	Fournitures et matériel	202 287
	<u>14 008 781</u>		<u>2 030 743</u>
Bureau du commissaire à l'intégrité (Poste 3)		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES COMMISSAIRES	
Traitements et salaires	1 215 866		<u>34,783,236</u>
Avantages sociaux	391 032		
Transports et communications.....	56 976		
Services	676 622		
Fournitures et matériel.....	60 309		
	<u>2 400 805</u>		
Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes (Poste 4)			
Traitements et salaires	3 989 967		
Avantages sociaux	785 688		
Transports et communications.....	1 425 265		
Services	3 986 112		
Fournitures et matériel.....	710 523		
	<u>10 897 555</u>		

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	0	535
VENTES ET LOCATIONS.....	78 150	79 848
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	98 590	138 855
DIVERS.....	144 999	179 826
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE....	321 739	399 064

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE	2-56
BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES.....	2-57
ÉTAT DES RECETTES.....	2-59

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2015 – 2016	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
38 679 561	Bureau du conseil des ministres	32 521 414	32 420 673
<u>38 679 561</u> =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	<u>32 521 414</u> =====	<u>32 420 673</u> =====

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
1	29 129 400	3 000 000	32 129 400	Bureau principal 32 096 767
2	328 000		328 000	Leader parlementaire du gouvernement 323 906
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 0
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 0
	29 521 414	3 000 000	32 521 414	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES 32 420 673
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le Bureau du Conseil des ministres soutient toutes les priorités gouvernementales, y compris l'investissement dans les gens, l'investissement dans une infrastructure moderne et le soutien d'un climat d'affaire dynamique. Le Bureau travaille avec les ministères pour élaborer et coordonner les politiques, les communications et les stratégies intergouvernementales, et il soutient et surveille la mise en œuvre et la réalisation du mandat et des résultats du gouvernement. Des services administratifs sont également fournis au Cabinet du Premier ministre, au Bureau du leader parlementaire, au Bureau du président du Conseil des ministres et à tous les Bureaux des ministres.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES – CRÉDIT 401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Affaires intergouvernementales</i>		
Bureau principal (Poste 1)			Traitements et salaires 4 489 835		
Traitements et salaires	19 374 423		Avantages sociaux	594 211	
Avantages sociaux	2 386 633		Transports et communications	472 867	
Transports et communications	840 017		Services	760 271	
Services	6 111 839		Fournitures et matériel	92 765	
Fournitures et matériel	359 855		Paiements de transfert		
Paiements de transfert			Institut des relations		
Institut des relations			intergouvernementales	24 000	
intergouvernementales	24 000		Programme international		
Programme international			de secours en cas		
de secours en cas			de catastrophe	3 000 000	
de catastrophe	3 000 000				9 433 949
		3 024 000			
		32 096 767	Leader parlementaire du gouvernement (Poste 2)		
			Traitements et salaires	278 174	
			Avantages sociaux	28 799	
			Transports et communications	4 655	
			Services	10 387	
			Fournitures et matériel	1 891	
					323 906
<i>Bureau du Conseil des ministres</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires	14 884 588		PROGRAMME DU BUREAU		
Avantages sociaux	1 792 422		DU CONSEIL DES MINISTRES.....		
Transports et communications	367 150				32 420 673
Services	5 351 568				=====
Fournitures et matériel	267 090				
		22 662 817			

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	2,890	1,320
REMBOURSEMENT DES DEPENSES	475	1,056
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	4,587	6,481
DIVERS	686	25
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU CONSEIL DES MINISTRES	8,638	8,882

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-62
BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	2-63
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-62
ÉTAT DES RECETTES.....	2-65

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2015 – 2016	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
91 717 263	Bureau du directeur général des élections	15 277 700	28 683 978
<u>91 717 263</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE	<u>15 277 700</u>	<u>28 683 978</u>
=====	BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	=====	=====

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
501				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
1	7 922 900		7 922 900	Administration des élections..... 7 217 246
2	7 354 800		7 354 800	Administration du financement des élections 5 657 474
L	0		0	Loi électorale..... 15 809 258
	<u>15 277 700</u>		<u>15 277 700</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====		=====	- PROGRAMME DU BUREAU DU
				DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS 28 683 978
				=====

Description du programme :

Le Bureau organise les élections générales et les élections partielles des membres de l'Assemblée législative, effectue des recherches et donne des renseignements généraux et des conseils sur les politiques en rapport avec le processus électoral. Le Bureau assure aussi la formation, la direction et la supervision des directeurs du scrutin des 107 circonscriptions électorales de l'Ontario.

Le directeur général des élections veille à l'application de la Loi sur le financement des élections. Plus de 430 associations de circonscription et 19 partis politiques inscrits doivent fournir une déclaration annuelle et informer Élections Ontario de tout changement à apporter aux renseignements concernant leur inscription. Élections Ontario vérifie tous les formulaires qui lui sont remis pour s'assurer de leur conformité avec la Loi sur le financement des élections.

Le Bureau administre aussi les référendums en vertu de la Loi de 1999 sur la protection des contribuables.

En dehors des périodes électorales, le Bureau offre ses services aux ministères, aux organismes et au public sous forme de recherches historiques et comparatives, de conseils stratégiques et de renseignements généraux sur le processus électoral.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS – CRÉDIT 501
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administration des élections (Poste 1)	
Traitements et salaires	5 989 981
Avantages sociaux	1 227 265
	<u>7 217 246</u>
Administration du financement des élections (Poste 2)	
Traitements et salaires	787 712
Avantages sociaux	195 391
Transports et communications.....	11 648
Services	780 903
Fournitures et matériel.....	5 496
Autres opérations	
Subventionnement des dépenses électorales	
en vertu de la <i>Loi sur le</i>	
<i>financement des élections</i>	3 904 683
	<u>5 685 833</u>
Moins : Recouvrements.....	28 359
	<u>5 657 474</u>
Crédits législatifs	
Autres opérations	
<i>Loi électorale</i>	15 809 258
	<u>15 809 258</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DU BUREAU DU	
DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	28 683 978
	=====

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
DIVERS.....	58 117	0
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS.....	58 117	0
	=====	=====

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-68
BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	2-69

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015		2015 – 2016	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1 407 643	Bureau du lieutenant-gouverneur	1 609 500	1 467 643
<u>1 407 643</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR	<u>1 609 500</u>	<u>1 467 643</u>
<u>=====</u>	LE BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	<u>=====</u>	<u>=====</u>

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1701				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
1	1 609 500		1 609 500	Bureau du lieutenant-gouverneur 1 467 643
	<u>1 609 500</u>		<u>1 609 500</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====		=====	- PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR..... 1 467 643
				=====

Description du programme :

Le programme fournit les services dont a besoin la lieutenante-gouverneure pour s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles et communautaires, et de représentant officiel de la Reine. Dans son rôle constitutionnel, la lieutenante-gouverneure représente la Reine, nomme le premier ministre qui a l'appui de la majorité, fait prêter serment aux membres du Conseil exécutif, annonce les plans du gouvernement dans le Discours du Trône, accorde la sanction royale aux projets de loi afin qu'ils deviennent lois, approuve les décrets et les nominations recommandées par le Conseil des ministres et proroge ou dissout chaque session de l'Assemblée législative. Dans son rôle communautaire, la lieutenante-gouverneure représente la population de l'Ontario; elle est l'hôte officielle de la province et accueille les chefs d'État et diplomates étrangers. Elle anime ou participe chaque année à des centaines d'événements communautaires aux quatre coins de l'Ontario. Elle met de l'avant des thèmes ou des questions liées à l'accessibilité pour les personnes ayant un handicap visible ou invisible, et fait avancer les possibilités en matière d'alphabétisation en faveur des jeunes autochtones. Elle remet des distinctions et prix aux Ontariens et Ontariennes d'exception et, lorsqu'on le lui demande, envoie des messages pour marquer les célébrations spéciales et adresse ses félicitations à l'occasion d'anniversaires de naissance (à partir de 90 ans) et d'anniversaires de mariage (à partir de 50 ans).

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR – CRÉDIT 1701
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1)	
Traitements et salaires	897 580
Avantages sociaux	108 568
Transports et communications.....	35 212
Services	184 872
Fournitures et matériel.....	85 611
Autres opérations	
Allocation discrétionnaire.....	155 800
	1 467 643
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DU BUREAU DU	
LIEUTENANT-GOUVERNEUR	1 467 643
	=====

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE	2-72
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL.....	2-73
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-72

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015		2015 – 2016	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses
\$		\$	\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

16 392 807	Bureau du vérificateur général	18 082 600	17 145 399
<u>16 392 807</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR	<u>18 082 600</u>	<u>17 145 399</u>
<u>=====</u>	LE BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	<u>=====</u>	<u>=====</u>

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2501				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
1	17 649 900		17 649 900	Bureau du vérificateur général.....
L	432 700		432 700	Loi sur le vérificateur général.....
	<u>18 082 600</u>		<u>18 082 600</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====		=====	- PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL.....
				17 145 399
				=====

Description du programme :

Le vérificateur général, qui est un officier de l'Assemblée législative, procède à la vérification impartiale des programmes du gouvernement, des états financiers de la province, de nombreux organismes de la Couronne et d'organisations du secteur parapublic, ainsi qu'à des examens conformément à la Loi sur le vérificateur général et à d'autres lois et textes de référence. Ces vérifications et examens lui permettent d'offrir assurance, renseignements objectifs et conseils à l'Assemblée législative. Le Bureau du vérificateur général aide ainsi l'Assemblée à tenir le gouvernement, ses administrateurs et les bénéficiaires de subventions responsables de la saine gestion des fonds publics et de l'optimisation des ressources utilisées pour dispenser les services au public.

Le vérificateur général est également tenu, en vertu de la Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale, d'examiner certains types d'annonces publicitaires et d'imprimés proposés par les bureaux gouvernementaux afin d'établir s'ils satisfont aux normes exigées par cette loi.

Le vérificateur général doit, aux termes des deux lois, présenter directement à l'Assemblée législative un rapport annuel sur ses travaux.

En vertu de la Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières, le vérificateur général est aussi tenu d'examiner et de produire une déclaration indiquant que le Rapport préélectoral préparé par le ministère des Finances est raisonnable.

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL – CRÉDIT 2501
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau du vérificateur général (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	9 574 443
Avantages sociaux.....	2 278 601
Transports et communications	354 235
Services.....	3 709 149
Fournitures et matériel	707 592
Paiements de transfert	
CCAF – FCVI Inc.....	72 506
	16 696 526

Crédits législatifs <i>Loi sur le vérificateur général</i>	
Traitements et salaires.....	280 137
Services.....	168 736
	448 873

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL.....	17 145 399 =====

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE.....	2-76
CABINET DU PREMIER MINISTRE	2-77
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-77

CABINET DU PREMIER MINISTRE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015		2015 – 2016	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2 575 549	Cabinet du Premier ministre	2 702 961	2 588 123
<u>2 575 549</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	<u>2 702 961</u>	<u>2 588 123</u>
<u>=====</u>	POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE	<u>=====</u>	<u>=====</u>

CABINET DU PREMIER MINISTRE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE
1	2 597 100		2 597 100	Cabinet du Premier ministre..... 2 479 032
L	89 688		89 688	Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 92 424
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	2 702 961		2 702 961	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE..... 2 588 123
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Cabinet du Premier ministre.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE – CRÉDIT 2401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Cabinet du Premier ministre (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 171 761
Avantages sociaux	230 293
Transports et communications.....	58 773
Services	9 647
Fournitures et matériel.....	8 558

	2 479 032

Crédits législatifs	
Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	92 424
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667

	109 091
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE.....	2 588 123
	=====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-80
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-81
DÉVELOPPEMENT DU NORD	2-84
MINES ET MINÉRAUX	2-87
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-83, 2-86, 2-89
ÉTAT DES RECETTES	2-90

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015		2015 – 2016	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
11 434 728	Administration du ministère	12 506 514	11 972 787
246 513 807	Développement du Nord	256 745 600	241 795 960
40 903 933	Mines et minéraux	46 663 700	44 679 342
298 852 468	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	315 915 814	298 448 089
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
10 000 000	Développement du Nord	261 000	0
0	Mines et minéraux	1 000	0
10 000 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	263 000	0
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1 310 189	Administration du ministère	2 000	0
373 679 591	Développement du Nord	386 452 600	386 200 060
4 936 218	Mines et minéraux	12 915 100	11 270 995
411 278 442	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	399 369 700	397 471 055
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
492 585 089	Développement du Nord	579 601 000	560 818 141
0	Mines et minéraux	1 000	0
492 585 089	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	579 603 000	560 818 141
=====		=====	=====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	13 291 500	(850 000)	12 441 500	Administration du ministère 11 906 819
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>13 356 514</u>	<u>(850 000)</u>	<u>12 506 514</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 11 972 787
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000		1 000	Administration du ministère 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Administration du ministère 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
4	1 000		1 000	Administration du ministère – immobilisations 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
				=====

Description du programme :

Ce programme offre son leadership ainsi que des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Il appuie les activités du ministère grâce à la prestation de conseils et de services dans des domaines divers - ressources humaines, planification financière, comptabilité et administration - et à des services de soutien professionnel (p. ex., juridiques et de vérification). Il apporte également un soutien stratégique de base dans les domaines des communications et des politiques ministérielles.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>					
Traitements et salaires		6 811 882	Traitements et salaires	1 673 121	
Avantages sociaux		1 082 114	Avantages sociaux	321 569	
Transports et communications		395 897	Transports et communications	51 667	
Services		9 435 824	Services	264 423	
Fournitures et matériel		199 627	Fournitures et matériel	58 543	
				-----	2 369 323
		17 925 344			
Moins : Recouvrements		6 018 525			

		11 906 819			

<i>Bureau principal</i>					
Traitements et salaires	1 943 147		Traitements et salaires	918 021	
Avantages sociaux	225 057		Avantages sociaux	144 412	
Transports et communications	152 986		Transports et communications	33 424	
Services	114 591		Services	63 856	
Fournitures et matériel	26 916		Fournitures et matériel	13 046	
	-----	2 462 697		-----	1 172 759

<i>Services financiers et administratifs</i>					
Traitements et salaires	1 562 155		Transports et communications	15 004	
Avantages sociaux	204 004		Services	1 684 784	
Transports et communications	112 440		Fournitures et matériel	4 175	
Services	6 577 689			-----	1 703 963
Fournitures et matériel	86 233				
	-----	8 542 521			
Moins : Recouvrements	5 624 606				
	-----	2 917 915			

<i>Ressources humaines</i>					
Traitements et salaires	715 438		Services	484 943	
Avantages sociaux	187 072		Moins : Recouvrements	393 919	
Transports et communications	30 376			-----	91 024
Services	75 538				
Fournitures et matériel	10 714				
	-----	1 019 138			

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667
	----- 65 968 -----
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	11 972 787 =====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2202				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	267 164 900	(13 020 300)	254 144 600	Développement économique du Nord	241 767 717
L	2 601 000		2 601 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	28 243
	<u>269 765 900</u>	<u>(13 020 300)</u>	<u>269 745 600</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD	<u>241 795 960</u>
	=====	=====	=====		=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	261 000		261 000	Actif de fonctionnement pour le développement du Nord	0
	<u>261 000</u>		<u>261 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD	<u>0</u>
	=====	=====	=====		=====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2202				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	125 029 000	1 940 600	126 969 600	Développement économique du Nord 126 711 054
L	259 483 000		259 483 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 259 489 006
	<u>384 512 000</u>	<u>1 940 600</u>	<u>386 452 600</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD 386 200 060
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
4	579 601 000		579 601 000	Développement du Nord – biens immobilisés 560 818 141
	<u>579 601 000</u>		<u>579 601 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD 560 818 141
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Ce programme dirige l'élaboration et l'exécution de politiques, programmes et services soutenant les entreprises et les collectivités du Nord de l'Ontario, et y apporte son concours. Il s'attache également à rendre le Nord de l'Ontario solide, sain et prospère en procurant aux entreprises et aux collectivités un soutien au développement économique et l'accès aux programmes et services gouvernementaux, en faisant la promotion du commerce et des investissements et en répondant aux besoins régionaux et locaux d'infrastructure dans le Nord. De plus, le ministère dirige conjointement la mise en œuvre du Plan pour la prospérité du Nord du gouvernement en coordonnant les initiatives provinciales de développement économique dans le Nord.

Le programme apporte un soutien à l'élaboration et l'exécution des politiques et des programmes sur un éventail de questions et de possibilités relatives au Nord de l'Ontario. En faisant participer les Nord-Ontariens aux initiatives gouvernementales, notamment les activités concernant les politiques et la planification, le programme permet également aux Nord-Ontariens de contribuer à l'élaboration des programmes et services gouvernementaux qui les touchent. Le programme a la responsabilité d'appliquer une optique du Nord dans l'examen et l'élaboration des politiques, et il veille aux intérêts du Nord de l'Ontario relativement au développement économique envisagé.

Ce programme investit dans l'infrastructure du Nord de l'Ontario afin de soutenir les priorités gouvernementales. Des investissements stratégiques dans l'infrastructure, comme le Programme des routes du Nord, et dans la technologie des télécommunications et de l'information améliorent les liens entre le Nord et le reste de l'Ontario et du Canada et d'autres pays.

Le secteur de programme fournit en matière de développement économique un soutien aux entreprises et collectivités du Nord de l'Ontario. Dans le cadre de ce programme, le réseau de bureaux du ministère donne aux entreprises et aux collectivités du Nord l'accès aux programmes et services gouvernementaux de développement économique. Les programmes ministériels s'attachent à attirer des débouchés en matière de commerce et d'investissement pour aider les entreprises du Nord à s'implanter sur les marchés intérieurs et étrangers et à y étendre leurs activités. Le ministère favorise également la croissance économique des secteurs public et privé, la diversification et la création d'emplois par l'intermédiaire de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2203				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX
1	53 637 300	(7 374 600)	46 262 700	Compétitivité du secteur des minéraux 44 680 522
L	401 000		401 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> (1 180)
	<u>54 038 300</u>	<u>(7 374 600)</u>	<u>46 663 700</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES
				MINES ET DES MINÉRAUX 44 679 342
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	1 000		1 000	Actif de fonctionnement pour les mines et les minéraux 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES
				MINES ET DES MINÉRAUX 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	5 001 000	(87 900)	4 913 100	Compétitivité du secteur des minéraux 3 270 995
5	1 000	8 000 000	8 001 000	Assainissement de l'environnement 8 000 000
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i>
	<u>5 003 000</u>	<u>7 912 100</u>	<u>12 915 100</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES
				MINES ET DES MINÉRAUX 11 270 995
				=====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2203				PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX
BIENS IMMOBILISÉS				
4	1 000		1 000	Mines et minéraux – immobilisations..... 0
	1 000		1 000	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====		=====	– PROGRAMME DES
				MINES ET DES MINÉRAUX 0
	=====		=====	=====

Description du programme :

Ce programme encourage, promeut et facilite les retombées économiques durables des ressources minières de l'Ontario grâce à la supervision du secteur de l'exploration et de l'exploitation minière en Ontario. Il fait la promotion d'un Ontario dynamique, sain et durable en administrant la *Loi sur les mines* de l'Ontario de manière équitable et uniforme, afin d'assurer le développement durable et responsable de nos ressources minières. À cette fin, il veille à ce que le public ait un accès équitable aux droits miniers de la Couronne, à ce que les terrains miniers de l'Ontario soient gérés de façon équitable et efficace et à ce que l'exploitation des minéraux et la réhabilitation des terrains miniers se fassent d'une manière sécuritaire et respectueuse de l'environnement.

Le secteur de programme a également la responsabilité d'encourager et de faciliter la participation des Autochtones à l'économie ontarienne de manière à ce que soient respectés les droits et la culture autochtones et à ce que les obligations de l'Ontario en matière de consultation soient satisfaites.

Par ailleurs, ce programme génère et diffuse des données géoscientifiques afin d'attirer et d'orienter les investissements du secteur minier et d'alimenter un vaste éventail de priorités stratégiques gouvernementales.

Il administre le règlement de l'Ontario relatif aux redevances sur les diamants, évalue les pierres non taillées destinées à l'exportation et travaille avec les partenaires de l'industrie pour exploiter les possibilités à valeur ajoutée dans toute l'industrie du diamant.

Ce programme soutient également l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes visant tout un éventail d'enjeux et de possibilités liés au développement dans le Cercle de feu. Un secrétariat spécial travaille avec toutes les parties concernées en consultant les Nord-Ontariens (y compris les Autochtones) et la communauté minière afin d'encourager un développement durable et responsable dans la région.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX – CRÉDIT 2203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 1)		Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 2)	
Traitements et salaires	20 437 464	Transports et communications	10 815
Avantages sociaux	3 221 796	Services	2 248 435
Transports et communications	1 513 448	Fournitures et matériel	1 011 745
Services	14 708 266		<u>3 270 995</u>
Fournitures et matériel	1 493 410		
Paiements de transfert			
Cartographie des ressources géologiques de l'Ontario ...	48 500		
Rapports sur les activités minières en Ontario	132 823		
Crédit d'impôt pour actions accréditatives ciblées ¹	3 124 815	Crédits législatifs	
	<u>3 306 138</u>		
	<u>44 680 522</u>	Autres opérations	
		Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	8 000 000
			<u>8 000 000</u>
Crédits législatifs		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
		PROGRAMME DES	
Autres opérations		MINES ET DES MINÉRAUX	11 270 995
Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> ²	(1 180)		<u>=====</u>
	<u>(1 180)</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DES			
MINES ET DES MINÉRAUX	46 778 128		
	<u>=====</u>		

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière – <i>Loi sur les mines</i>	930 951	2 182 211
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'exploitation minière (<i>Loi sur les mines</i>).....	1 249 871	1 493 595
Droits de demande – Accès à l'information.....	3 000	316
Droits liés aux demandes d'accès à l'information.....	85	940
Frais pour chèques refusés.....	70	175
	1 253 026	1 495 026
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Frais de confiscations – Impôt calculé sur la superficie en acres.....	1 376	3 860
VENTES ET LOCATIONS		
	135 309	172 879
REDEVANCES		
	24 777 977	24 768 305
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
	(436 369)*	4 482 886
DIVERS		
Prêts - Intérêts.....	28 242	162 868
Autres.....	4 459	116 995
	32 792	279 863
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	26 695 062	33 385 030

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE
L'INFRASTRUCTURE / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE
L'INNOVATION**

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-92
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-93
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, COMMERCE ET EMPLOI	2-95
RECHERCHE ET INNOVATION	2-99
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-94, 2-98
ÉTAT DES RECETTES	2-102
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-103

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE L'INFRASTRUCTURE /
MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2015 – 2016	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
20 242 275	Administration du ministère	21 661 228	20 937 066
334 054 319	Développement économique, Emploi et Infrastructure	480 951 100	428 318 915
525 656 570	Recherche et Innovation	576 995 700	473 216 658
879 961 564	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 079 608 028	922 472 639
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
320 408 400	Développement économique, Emploi et Infrastructure	56 000 000	6 840 485
320 408 400	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	56 000 000	6 840 485
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
118 482 360	Développement économique, Emploi et Infrastructure	128 616 900	128 571 256
88 622 300	Recherche et Innovation	81 094 500	81 094 500
207 104 660	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	209 711 400	209 665 756
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
2 483 994	Développement économique, Emploi et Infrastructure	41 501 000	5 845 304
2 483 994	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	41 501 000	5 845 304
=====		=====	=====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE L'INFRASTRUCTURE /
MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
901				PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				DU MINISTÈRE	
1	20 492 600	1 039 600	21 532 200	Administration du ministère	20 798 139
L	95 682		95 682	Traitements versés aux ministres en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	98 602
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	40 325
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	0
	<u>20 621 628</u>	<u>1 039 600</u>	<u>21 661 228</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
				DU MINISTÈRE	20 937 066
					=====

Description du programme :

Ce programme offre aux programmes opérationnels des ministères et à certains de leurs organismes des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, planification et autres).

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE L'INFRASTRUCTURE /
MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 901

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016**

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>					
Traitements et salaires	10 943 848		Traitements et salaires	2 975 128	
Avantages sociaux	1 901 852		Avantages sociaux	443 736	
Transports et communications.....	514 787		Transports et communications	87 352	
Services	7 069 805		Services	616 681	
Fournitures et matériel	367 847		Fournitures et matériel	51 320	
				-----	4 174 217
	20 798 139				

<i>Bureau principal</i>					
Traitements et salaires	3 695 777		Transports et communications	17 797	
Avantages sociaux	483 317		Services	2 458 950	
Transports et communications.....	364 237		Fournitures et matériel	24 526	
Services	246 357			-----	2 501 273
Fournitures et matériel	33 266				
	-----	4 822 954			

<i>Planification et finances</i>					
Traitements et salaires	3 454 327		Services	1 033 999	
Avantages sociaux	705 333			-----	1 033 999
Transports et communications.....	41 569				
Services	2 638 930				
Fournitures et matériel	248 168				
	-----	7 088 327			

<i>Ressources humaines</i>					
Traitements et salaires	818 616				
Avantages sociaux	269 466				
Transports et communications.....	3 832				
Services	74 888				
Fournitures et matériel	10 567				
	-----	1 177 369			

			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
					20 937 066
					=====

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE L'INFRASTRUCTURE /
MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
902				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, D'EMPLOI ET D'INFRASTRUCTURE
13	385 527 600	(450 000)	385 077 600	Développement économique, Emploi et Infrastructure..... 337 473 417
15	15 071 800		15 071 800	Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario 14 433 598
30	5 013 100		5 013 100	Politiques et programmes d'infrastructure 3 411 125
31	71 218 600	4 000 000	75 218 600	Programmes immobiliers..... 72 086 037
L	570 000		570 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 914 738
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT
				ÉCONOMIQUE, D'EMPLOI ET
				ET D'INFRASTRUCTURE 428 318 915
	477 401 100	(3 550 000)	480 951 100	=====
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
14	56 000 000		56 000 000	Développement économique, Emploi et Infrastructure..... 6 840 485
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT
				ÉCONOMIQUE, D'EMPLOI ET
				ET D'INFRASTRUCTURE 6 840 485
	56 000 000		56 000 000	=====
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
21	1 000		1 000	Développement économique, Emploi et Infrastructure..... 0
32	235 168 700	(235 166 700)	2 000	Programmes d'infrastructure 0
33	125 610 900	3 000 000	128 610 900	Programmes immobiliers 128 571 256
34	1 000		1 000	Développement et gestion des activités immobilières — charges liées aux immobilisations 0
L	2 000		2 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT
				ÉCONOMIQUE, D'EMPLOI ET
				ET D'INFRASTRUCTURE 128 571 256
	360 783 600	(232 166 700)	128 616 900	=====
	=====	=====	=====	=====

non vérifié

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE L'INFRASTRUCTURE /
MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
22	41 501 000		41 501 000	Développement économique, emploi..... 5 845 304
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				- PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT
				ÉCONOMIQUE, D'EMPLOI ET
				ET D'INFRASTRUCTURE 5 845 304
	41 501 000		41 501 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario. Pour ce faire, il attire les investissements dans les principaux secteurs et groupements commerciaux, et administre les programmes de financement connexes; il fournit de l'aide aux secteurs industriels et aux collectivités de l'Ontario qui sont confrontés à des difficultés économiques; il dirige l'élaboration de politiques économiques à l'échelle du gouvernement et joue le rôle de champion de la recherche en matière de développement économique; il dirige l'élaboration du plan d'infrastructure à long terme de la province; il établit les priorités à l'égard des investissements dans l'infrastructure en vue de promouvoir l'emploi et la prospérité; il soutient des collectivités fortes partout en Ontario en investissant dans des projets d'infrastructure essentiels; il affine le modèle de diversification des modes de financement et d'approvisionnement pour faire en sorte de conserver la meilleure approche en matière d'exécution des projets d'infrastructure dans les délais prévus et selon le budget établi; il élargit l'accès au gaz naturel; il modernise l'administration et améliore les services aux entreprises par l'initiative globale L'Ontario propice aux affaires; il travaille avec ses partenaires (ministères, organismes et intervenants) pour promouvoir l'entrepreneuriat social en Ontario; il soutient les investissements dans des services haute vitesse à large bande en Ontario; il fait la promotion de l'Ontario comme lieu privilégié pour l'investissement et comme fournisseur de biens et services de calibre mondial; il développe les possibilités d'investissement par des efforts de génération de pistes d'investissement; il soutient les petites et moyennes entreprises ontariennes très performantes par les douze bureaux des Services consultatifs aux entreprises établis dans les régions; il fait la promotion de l'entrepreneuriat comme un choix professionnel viable parmi les jeunes ontariens; il exécute des programmes d'entrepreneuriat à l'intention des jeunes en s'axant sur l'apprentissage expérimental, le mentorat et l'aide aux immobilisations; il rend l'Ontario accessible en développant des normes d'accessibilité et en examinant et surveillant la conformité avec ces normes au sein des organisations; il forge des partenariats stratégiques visant à promouvoir les initiatives liées à l'accessibilité; il fournit des outils, des ressources et de l'information à l'intention du public pour la planification de l'accessibilité et l'exécution de programmes en la matière.

Ce programme a également la responsabilité intégrée de la planification stratégique, de l'élaboration de politiques et de la gestion immobilière d'un portefeuille comprenant environ un million d'acres de terres et des milliers de bâtiments et de structures détenus un peu partout en Ontario.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE L'INFRASTRUCTURE /
MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, D'EMPLOI ET D'INFRASTRUCTURE– CRÉDIT 902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Développement économique, et Emploi (Poste 13)					
Traitements et salaires		32 097 010	<i>Développement économique, Investissement et Industrie</i>		
Avantages sociaux		4 386 909		22 754 460	
Transports et communications		1 551 580		3 226 326	
Services		21 195 649		1 214 480	
Fournitures et matériel		509 680		6 677 301	
Paiements de transfert				337 781	
Stratégie d'investissement dans le					
secteur de fabrication de pointe –					
Bonifications d'intérêts	20 485			20 485	
Collectivités en transition	37 482			37 482	
Fonds de développement					
de l'Est de l'Ontario	5 199 877			5 199 877	
Institut pour la compétitivité					
et la prospérité	927 000				
Site certifié - Prêt à					
l'investissement	67 460			67 460	
Fonds pour l'emploi et					
la prospérité	173 020 358			173 020 358	
Fonds pour l'emploi et la prospérité					
– Bonifications d'intérêts	81 578			81 578	
Fonds pour les emplois dans					
les secteurs émergents	8 955 124			8 955 124	
Fonds ontarien d'aide aux					
jeunes entrepreneurs	12 952 931			12 952 931	
Subventions de soutien					
aux secteurs	15 514 986			15 514 986	
Fonds pour les projets pilotes					
d'entrepreneuriat social	1 897 500			1 897 500	
Fonds de développement du					
Sud-Ouest de l'Ontario	19 781 734			19 781 734	
Fonds de développement du					
Sud-Ouest de l'Ontario –					
Bonifications d'intérêts	15 251			15 251	
Fonds pour les emplois et les					
investissements stratégiques	26 681 374			26 681 374	
Fonds pour les emplois et les					
investissements stratégiques -					
Bonifications d'intérêts	1 672 224			1 672 224	
Valuing Ability - Community					
loans pilot program	3 550 000			3 550 000	
Expérience d'entrepreneuriat					
pour les étudiants –					
Entreprise d'été	900 000			900 000	
Réseau Trillium pour la fabrication					
de pointe	500 000			500 000	
Partenariats Jeunesse	1 274 498			1 274 498	
Fonds de formation ciblée					
pour les jeunes	5 582 727			5 000 000	
		278 632 589		285 758 280	
		338 373 417			
Moins : Recouvrements		900 000			
		337 473 417			

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE L'INFRASTRUCTURE /
MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, D'EMPLOI ET D'INFRASTRUCTURE – CRÉDIT 902
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$
<i>Politiques et stratégies</i>				
Traitements et salaires	7 494 326			
Avantages sociaux	928 391			
Transports et communications.....	315 565			
Services	5 823 592			
Fournitures et matériel.....	155 515			
Paiements de transfert				
Institute for Competitiveness and Prosperity.....	927 000			
Fonds ontarien d'aide aux jeunes entrepreneurs	12 952 931			
Fonds pour les projets pilotes d'entrepreneuriat social	1 897 500			
Expérience d'entrepreneuriat pour les étudiants – Entreprise d'été	900 000			
Valorisation des capacités - Programme pilote de prêts communautaires.....	3 550 000			
Partenariats Jeunesse	1 274 498			
Fonds de formation ciblée pour les jeunes.....	5 582 727			
	41 802 045			
Moins : Recouvrements	900 000			
	-----	40 902 045		
<i>Commerce et marketing</i>				
Traitements et salaires	1 848 224			
Avantages sociaux	232 193			
Transports et communications.....	21 535			
Services	8 694 756			
Fournitures et matériel.....	16 384			
	-----	10 813 092		
Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario (Poste 15)				
Traitements et salaires	6 116 845			
Avantages sociaux	835 617			
Transports et communications.....	151 446			
Services	5 076 118			
Fournitures et matériel.....	106 199			
Paiements de transfert				
InterActions pour le changement.....	2 147,373			
	-----	14 433 598		

Politiques et programmes d'infrastructure (Poste 30)				
Traitements et salaires			2 480 364	
Avantages sociaux			286 396	
Transports et communications			55 563	
Services			560 240	
Fournitures et matériel			28 562	

			3 411 125	

Programmes immobiliers (Poste 31)				
Traitements et salaires			3 004 110	
Avantages sociaux			370 420	
Transports et communications			36 500	
Services			62 473 274	
Fournitures et matériel			18 811	
Autre transactions			6 182 922	

			72 086 037	

Crédits législatifs				
Autres opérations				
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i>				
			914 738	

			914 738	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT				
ÉCONOMIQUE, D'EMPLOI ET				
			453 318 915	
ET D'INFRASTRUCTURE				
			=====	

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE L'INFRASTRUCTURE /
MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, D'EMPLOI ET D'INFRASTRUCTURE – CRÉDIT 902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$	\$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		CAPITAL ASSETS
Développement économique et emploi (Poste 14)		Développement économique et emploi (Poste 22)
Prêts et investissements		Terrain
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques ...	289 262	5 845 304
MaRs Phase 2	4 318 707	-----
Fonds pour l'emploi et la prospérité	1 000 000	5 845 304
Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario	751 968	-----
Strategic Jobs and Investment Fund	480 548	TOTAL (BIENS IMMOBILISES) –
	6 840 485	PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT
	6 840 485	ÉCONOMIQUE, D'EMPLOI ET
	-----	5 845 304
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		=====
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT		
ÉCONOMIQUE, D'EMPLOI ET	6 840 485	
	=====	ET D'INFRASTRUCTURE
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Programmes immobiliers (Poste 33)		
Services	100 012 815	
Paiements de transfert		
Infrastructure du village des athlètes des Jeux panaméricains et parapanaméricains	7 610 686	
Transactions immobilières	6 101 810	
Revitalisation du secteur riverain de Toronto	14 845 945	
	28 558 441	
	128 571 256	

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT		
ÉCONOMIQUE, D'EMPLOI ET	128 571 256	
	=====	

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE L'INFRASTRUCTURE /
MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
903				PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	572 814 200	4 181 500	576 995 700	Recherche et Innovation 473 216 658
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	572 814 200	4 181 500	576 995 700	- PROGRAMME DE RECHERCHE ET
	=====	=====	=====	D'INNOVATION 473 216 658
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	81 094 500		81 094 500	Recherche et Innovation 81 094 500
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	81 094 500		81 094 500	- PROGRAMME DE RECHERCHE ET
	=====	=====	=====	D'INNOVATION 81 094 500
				=====

Description du programme :

Ce programme appuie le renforcement de l'écosystème de recherche et d'innovation en Ontario. Pour ce faire, il élabore et gère l'ensemble des programmes de recherche des ministères qui investissent dans l'exploitation, l'infrastructure et la recherche de personnel talentueux afin de soutenir les recherches et les chercheurs de calibre international qui travaillent dans les institutions financées par des fonds publics de tout l'Ontario; il fait avancer la recherche translationnelle et ciblée dans des domaines de recherche précis comme le cancer et le cerveau; il offre des programmes de perfectionnement des compétences, d'expansion commerciale et de commercialisation axés sur les secteurs clés et les possibilités de développement régional; il fournit des programmes et services qui aident les clients de l'ensemble de la population dans le démarrage d'entreprise et aux premiers stades de développement par le réseau ontarien de 57 Centres d'encadrement des petits entrepreneurs; par l'entremise du Réseau ontarien des entrepreneurs, il aide des sociétés et des entrepreneurs axés sur la technologie à se lancer et à croître; il met en relation des innovateurs et des entrepreneurs de toute la province, en veillant à ce que les entreprises à fort potentiel puissent attirer les compétences et les capitaux nécessaires pour être concurrentielles dans les marchés mondiaux et en offrant des possibilités pour que les idées mises au point dans les laboratoires aboutissent aux marchés; il fait la promotion de l'entrepreneuriat comme un choix professionnel viable parmi les jeunes ontariens; il contribue à une sensibilisation accrue aux avantages du cybercommerce en matière de compétitivité et de productivité afin d'encourager des taux plus élevés d'adoption et d'utilisation de la technologie de l'information et des communications parmi les PME de l'Ontario.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE L'INFRASTRUCTURE /
MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION – CRÉDIT 903

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Recherche et Innovation (Poste 1)			Recherche et Innovation (Poste 2)		
Paiements de transfert					
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche	7 847 712				
Centre for International Governance Innovation	2 303 261				
Centre de recherche et d'innovation en bioéconomie.....	5 000 000				
Soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation.....	74 032 803		Paiements de transfert		
Subventions à l'appui de la recherche et de l'innovation.....	18 745 000		Minor Capital Investments	2 000 000	
Fonds pour les projets pilotes d'innovation.....	6 868 719		Fonds pour la recherche en Ontario	79 094 500	
Institut pour l'informatique quantique	5 000 000			81 094 500	
Collaborations internationales.....	1 965 100				
Lazaridis Institute.....	1 500 000		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION.....	81 094 500	=====
Programme de neurotraumatologie	4 680 000				
Initiative Next Generation de Baycrest.....	4 700 000				
Société ontarienne de financement de la croissance – Fonctionnement	881,428				
Fonds ontarien de développement des technologies émergentes...	5 118 572				
Crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario.....	145 697 834				
Institut ontarien de recherche sur le cancer	72 000 000				
Ontario Institute for Regenerative Medicine.....	4 500 000				
Stratégie ontarienne de commercialization des sciences de la vie.....	1 235 434				
Fonds pour la recherche en Ontario	58 355 275				
Institut Perimeter.....	10 000 000				
Programmes visant les talents en recherche	9 851 216				
Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	5 333 354				
Projet de développement accéléré des technologies de l'eau	1 800 000				
Stratégie d'emploi pour les jeunes – Innovation	25 800 950				
	-----	473 216 658			
		473 216 658			

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION	473 216 658	=====			

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE L'INFRASTRUCTURE /
MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Recouvrement des coûts.....	1 238 749	2 016 816
Coûts liés à la diligence raisonnable pour la vente de terrains/édifices/servitudes	60 964	124 305
	<u>1 299 713</u>	<u>2 141 121</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	34 982	19 009
REDEVANCES		
Bombardier Inc.....	2 319 365	6 424 426
Divers	257 259	461 692
	<u>2 576 624</u>	<u>6 886 118</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Monetary Penalty (Notice of Contravention).....	12 000	269 750
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes – Immobiliers et terrain.....	53 494 582	47 143 347
Locations – Immobiliers et terrain	30 880 827	26 638 162
Gain.....	7 952 341	0
Ventes - autres.....	1 319 519	1 081 865
	<u>93 647 269</u>	<u>74 863 374</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement lié aux radiations	213 760	35 265
Recouvrements de dépenses des années précédentes – autres.....	24 066 032	19 468 709
	<u>24 279 792</u>	<u>19 503 974</u>
DIVERS		
Interest.....	6 396 467	4 338 903
Payments for Service Rendered	641 832	693 910
Divers	0	44 500
	<u>7,038,299</u>	<u>5,077,313</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	128 888 679	108 760 659
	=====	=====

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE L'INFRASTRUCTURE /
MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016	2015
	\$	\$
Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe	43 876 776	51 441 012
MaRS Phase 2	8 274 449	0
Fonds pour les projets pilotes d'innovation.....	681 603	600 000
Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	246 901	(514 002)
Société foncière de l'Ontario	92 500	244 000
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques.....	0	603 433
	-----	-----
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	53 172 229	52 374 443
	=====	=====

*Comprend l'ajustement à un solde de l'exercice précédent.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-106
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-107
ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.....	2-109
GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ	2-113
GARDE D'ENFANTS	2-115
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-106, 2-109, 2-110, 2-114
ÉTAT DES RECETTES	2-117

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015		2015 – 2016	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
15 338 373	Administration du ministère	17 572 014	15 601 130
23 451 800 921	Éducation élémentaire et secondaire	23 409 981 500	24 923 144 679
57 613 684	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	60 190 200	59 982 840
1 175 451 387	Garde d'enfants et la petite enfance	1 280 540 000	1 279 986 640
24 327 170 492	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	24 768 283 714	26 278 714 763
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
2 155 949	Éducation élémentaire et secondaire	2 700 000	1 813 833
0	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	1 000	0
2 155 949	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	2 700 000	1 813 833
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1 232 496 176	Éducation élémentaire et secondaire	1 128 206 300	844 713 440
7 408 398	Garde d'enfants et la petite enfance	10 079 800	9 819 159
1 239 904 574	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	1 138 286 100	854 532 599
BIENS IMMOBILISÉS			
4 566 319	Éducation élémentaire et secondaire	3 060 400	1 243 264
4 650 789	Garde d'enfants et la petite enfance	1 000	0
9 217 108	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	3 061 400	1 243 264

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles	
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$	\$	
1001					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	21 927 400	(4 420 400)	17 507 000	Administration du ministère.....	15 515 231
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	19 931
	<u>21 992 414</u>	<u>(4 420 400)</u>	<u>17 572 014</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	<u>15 601 130</u>
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour que le ministère de l'Éducation atteigne ses objectifs et offrir les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes opérationnels du ministère.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1001
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>		<i>Services de communication</i>	
Traitements et salaires	16 545 841	Traitements et salaires	5 501 231
Avantages sociaux	2 814 978	Avantages sociaux	890 983
Transports et communications	412 889	Transports et communications	140 923
Services	6 371 285	Services	709 572
Fournitures et matériel	229 138	Fournitures et matériel	58 927
	-----		-----
	26 374 131		7 301 636
Moins : Recouvrements	10 858 900	Moins : Recouvrements	4 187 400
	-----		-----
	15 515 231		3 114 236
	-----		-----
<i>Bureau principal</i>		<i>Services juridiques</i>	
Traitements et salaires	2 409 123	Traitements et salaires	34 808
Avantages sociaux	284 187	Transports et communications	38 936
Transports et communications	67 272	Services	3 226 778
Services	144 514	Fournitures et matériel	75 221
Fournitures et matériel	23 635		-----
	-----		3 375 743
	2 928 731	Moins : Recouvrements	1 223 000
	-----		-----
			2 152 743

<i>Services financiers et administratifs</i>		<i>Services de vérification</i>	
Traitements et salaires	6 711 865	Transports et communications	483
Avantages sociaux	1 384 428	Services	1 376 861
Transports et communications	133 448		-----
Services	327 151		1 377 344
Fournitures et matériel	48 919		-----

	8 605 811		
Moins : Recouvrements	4 157 800		

	4 448 011		

<i>Ressources humaines</i>		<i>Crédits législatifs</i>	
Traitements et salaires	1 888 815	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301
Avantages sociaux	255 380	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667
Transports et communications	31 828	Autres opérations	
Services	586 408	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	19 932
Fournitures et matériel	22 435		-----
	-----		85 899
	2 784 866		-----
Moins : Recouvrements	1 290 700		

	1 494 166		

		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ..	15 601 130
			=====

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1002				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE
1 23 163 308 100	30 433 900	23 193 742 000	Politiques et prestation des programmes	23 192 046 250
2 148 503 900	(3 265 400)	145 238 500	Activités éducatives.....	141 227 156
L 71 000 000		71 000 000	Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	1 589 833 793
L 1 000		1 000	Bad Debt Expense, the <i>Financial Administration Act</i>	37 480
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
			- PROGRAMME D'ÉDUCATION	
23 382 813 000	27 168 500	23 409 981 500	ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	24 923 144 679
=====	=====	=====		=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
4 2 700 000		2 700 000	Politiques et prestation des programmes	1 813 833
			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
			- PROGRAMME D'ÉDUCATION	
2 700 000		2 700 000	ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	1 813 833
=====	=====	=====		=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3 1 451 290 100	(324 433 300)	1 126 856 800	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire.....	843 367 792
5 1 000		1 000	Éducation élémentaire et secondaire – autres charges liées aux immobilisations	0
L 1 348 500		1 348 500	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 345 648
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
			- PROGRAMME D'ÉDUCATION	
1 452 639 600	(324 433 300)	1 128 206 300	ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	844 713 440
=====	=====	=====		=====

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1002				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE
6	3 060 400		3 060 400	Éducation élémentaire et secondaire..... 1 243 264
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	3 060 400		3 060 400	- PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE..... 1 243 264
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme fournit une orientation en matière de politiques et de programmes, ainsi qu'un soutien financier, aux écoles élémentaires et secondaires et aux organismes de l'Ontario afin d'encourager la mise en place et le maintien d'un système d'éducation de qualité pour tous les élèves de la province, quel que soit leur lieu de résidence. Le programme cherche à atteindre trois objectifs fondamentaux : excellence du rendement scolaire; préparation de tous les élèves au succès dans leurs études, au travail et dans la vie communautaire; amélioration de la compétitivité de l'Ontario sur la scène internationale.

Les éléments clés du programme sont les suivants : appuyer la mise en œuvre d'un curriculum rigoureux; favoriser l'apprentissage des élèves, maintenir des normes de rendement élevées et appuyer l'excellence de l'enseignement; assurer le financement d'un système d'éducation rationalisé et efficace mettant l'accent sur l'enseignement et l'apprentissage en classe; responsabilisation à l'égard du financement de l'éducation élémentaire et secondaire; fonctionnement des écoles provinciales accueillant des élèves sourds, aveugles, sourds et aveugles, ou ayant de graves difficultés d'apprentissage.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Politiques et prestation des programmes (Poste 1)			Crédits législatifs	
Traitements et salaires		65 595 085	Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	
Avantages sociaux		8 272 261		
Transports et communications.....		5 556 710		
Services		74 125 651	Paiements de transfert	
Fournitures et matériel.....		1 082 923	Prestations prises en charge par le gouvernement,	
Paiements de transfert			<i>Loi sur le régime de retraite des enseignants....</i>	1 589 833 793
Subventions de fonctionnement				1 589 833 793
aux conseils scolaires.....	15 675 913 776			
Programmes d'éducation				
– Autres.....	370 625 584			
Office de la qualité et de la				
responsabilité en éducation...	31 282 100			
Projets des langues officielles...	35 532 121			
Subventions diverses.....	2 033 746			
Charge sans effet				
sur la trésorerie				
relative à l'impôt				
foncier scolaire.....	6 899 645 481			
Confiance d'avantages				
de provinces.....	34 824 382			
		23 049 317 190		
		23 203 949 820		
Moins : Recouvrements.....		11 903 570		
		23 192 046 250		
Activités éducatives (Poste 2)				
Traitements et salaires		45 148 755		
Avantages sociaux		7 070 962		
Transports et communications.....		1 817 157		
Services		13 821 873		
Fournitures et matériel.....		3 736 523		
Paiements de transfert				
Paiements tenant lieu d'impôt				
aux municipalités.....	45 225			
Programme de soutien				
pour les élèves des				
écoles provinciales	14 104			
Office des télécommunications				
éducatives de langue				
française de l'Ontario	24 793 700			
Office de la télécommunication				
éducative de l'Ontario.....	44 866 300			
		69 719 329		
		141 314 599		
Moins : Recouvrements.....		87 443		
		141 227 156		
			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
			Politiques et prestation des programmes (Poste 4)	
			Dépôts et charges payées d'avance.....	1 813 833
				1 813 833
			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
			PROGRAMME D'ÉDUCATION	
			ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	1 813 833
				1 813 833

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		BIENS IMMOBILISÉS
Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire (Poste 3)		Éducation élémentaire et secondaire (Poste 6)
Paiements de transfert		Matériel de technologie de l'information 223 647
Subventions d'immobilisations – conseils scolaires..... 712 522 304		Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations..... 1 019 617
Programme d'apprentissage des jeunes enfants..... 118 643 773		1 243 264
Office de la télécommunication éducatives de langue française de l'Ontario..... 1 725 000		
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario 2 325 000		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE..... 1 243 264
Conseils scolaires – Financement des immobilisations pour les services de garde d'enfants. 828 645		=====
836 044 722		
Autres opérations		
Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire 7 323 070		
843 367 792		
843 367 792		
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 1 345 648		
1 345 648		
1 345 648		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE 844 713 440		
=====		

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1003				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ
				Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité
1	61 078 800	(888 600)	60 190 200	59 982 114
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ.....
	61 078 800	(888 600)	60 190 200	59 982 114
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité
2	1 000		1 000	0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ.....
	1 000		1 000	0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information (ITI) pour les services à la collectivité offre des services de gestion de l'information et de technologie de l'information aux ministères suivants : Affaires municipales et Logement; Affaires civiques, Immigration et Commerce international; Formation et Collèges et Universités; Tourisme, Culture et Sport; Éducation. Le Groupement travaille en collaboration avec les ministères pour leur proposer des solutions technologiques rapides et bon marché qui leur permettent d'atteindre leurs objectifs, d'encourager les affaires électroniques et les services gouvernementaux en direct afin de mieux servir le public et de garantir de bons rendements des investissements en ITI.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE
L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ – CRÉDIT 1003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité (Poste 1)	
Traitements et salaires	27 637 797
Avantages sociaux	3 518 616
Transports et communications.....	333 096
Services	80 472 015
Fournitures et matériel	200 776

	112 162 300
Moins : Recouvrements.....	52 180 186

	59 982 114

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ.....	59 982 114 =====

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1004 PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	1 315 242 100	(34 702 100)	1 280 540 000	Élaboration des politiques et prestation des programmes..... 1 279 986 840
	<u>1 315 242 100</u>	<u>(34 702 100)</u>	<u>1 280 540 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS 1 279 986 840
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	6 661 700	1 620 000	8 281 700	Immobilisations pour les services de garde d'enfants..... 8 274 822
5	1 000		1 000	Garde d'enfants – Charges d'immobilisations 0
L	1 797 100		1 797 100	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 1 544 337
	<u>8 459 800</u>	<u>1 620 000</u>	<u>10 079 800</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS 9 819 159
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
4	1 000		1 000	Modernisation de la TI pour les services de garde d'enfants 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====		=====	- PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS 0
				=====

Description du programme :

Des programmes de garde d'enfants et pour la petite enfance de haute qualité sont indispensables à un système intégré et homogène soutenant l'apprentissage et la garde des jeunes enfants.

L'intégration de la garde et de l'apprentissage des jeunes enfants améliore les résultats du système d'éducation en fournissant un continuum de services de garde et d'éducation pour les enfants de 0 à 12 ans, avec des efforts centrés sur le développement sain des enfants et des résultats positifs pour les enfants et leurs familles par une gestion coordonnée des réseaux de services locaux.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS – CRÉDIT 1004

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Élaboration des politiques et prestation des programmes (Poste 1)	
Traitements et salaires	14 262 186
Avantages sociaux	2 276 977
Transports et communications.....	929 102
Services	7 728 452
Fournitures et matériel.....	143 368
Paiements de transfert	
Garde d'enfants	1 254 646 755

	1 279 986 840

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
– PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS	1 279 986 840
	=====
 CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Immobilisations pour les services de garde d'enfants (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Stabilisation pour les services	
de garde d'enfants	8 274 822

	8 274 822

Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 544 337

	1 544 337

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
– PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS	9 819 159
	=====

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Langues officielles dans l'enseignement.....	67 805 449	68 033 312
Entente sur le bien-être des Indiens.....	11 515 901	11 537 300
	<u>79 321 350</u>	<u>79 570 612</u>
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Inspection des écoles secondaires et des écoles privées / des écoles privées de form. prof.....	1 176 965	965 103
Permis – Garderies.....	60 604	61 790
Frais pour chèques refusés.....	140	70
	<u>1 237 709</u>	<u>1 026 963</u>
 AMENDES ET PÉNALITÉS		
Général.....	14 000	0
	<u>14 000</u>	<u>0</u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Fournisseurs.....	21 281 956	21 016 486
Autres.....	135 242 690	40 366 153
	<u>156 524 646</u>	<u>61 382 639</u>
 DIVERS		
Intérêts bancaires.....	6 278	4 855
	<u>6 278</u>	<u>4 855</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>237 103 983</u>	<u>141 985 069</u>

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE	2-120
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-121
DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE	2-123
ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ	2-125
GESTION STRATÉGIQUE DES BIENS.....	2-127
ÉTAT DES RECETTES.....	2-129

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015		2015 – 2016	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
13 800 954	Administration du ministère	15 163 914	15 051 013
28 638 226	Développement et gestion des sources d'énergie	151 441 100	43 478 869
1 102 294 531	Atténuation du prix de l'électricité	886 000 000	886 000 000
0	Gestion stratégique des biens	2 658 500 000	44 170 257
1 144 733 711	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	3 711 105 014	988 700 139
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Gestion stratégique des biens		2 600 100 100
0	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE		2 600 100 100
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Développement et gestion des sources d'énergie	2 000	0
0	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	2 000	0
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Développement et gestion des sources d'énergie	1 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	1 000	0
=====		=====	=====

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2901				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	15 099 900		15 099 900	Administration du ministère..... 14 992 036
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 9 676
	15 163 914	=====	15 163 914	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
	=====	=====	=====	15 051 013 =====

Description du programme :

Ce programme s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant une orientation de haut niveau, des conseils stratégiques et des services généraux essentiels (communications, ressources humaines stratégiques, accessibilité, services en français, solutions technologiques et opérationnelles, services juridiques, accès à l'information et protection de la vie privée, gestion de l'information et des documents, gestion des locaux et des installations, gestion des situations d'urgence, planification de la continuité des opérations, approvisionnement, comptabilité et contrôle financier, planification et affectation stratégique et des ressources, etc.).

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services financiers et administratifs</i>		
Traitements et salaires	6 627 198		Transports et communications	8 612	
Avantages sociaux	963 177		Services	2 789 234	
Transports et communications.....	281 684		Fournitures et matériel	141 316	
Services	8 293 159			2 939 162	
Fournitures et matériel	270 983		Moins : Recouvrements.....	1 077 665	
		16 463 201			1 861 497
Moins : Recouvrements.....	1 444 165				
		14 992 036	<i>Ressources humaines</i>		
			Services	20 112	
					20 112
<i>Bureau principal</i>			<i>Services de vérification</i>		
Traitements et salaires	2 271 891		Services	400 001	
Avantages sociaux	267 254		Moins : Recouvrements.....	131 651	
Transports et communications.....	125 914				268 350
Services	89 068				
Fournitures et matériel	55 181	2 809 308	<i>Systèmes informatiques</i>		
			Transports et communications	2 468	
			Services	984 815	
				987 283	
			Moins : Recouvrements.....	234 849	
					752 434
<i>Services de communication</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires	2 484 813		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux	376 761		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Transports et communications.....	46 684		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
Services	453 261		vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		9 676
Fournitures et matériel	28 381	3 389 900			58 977
<i>Services juridiques</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires	52 656		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		15 051 013
Avantages sociaux	5 719				
Transports et communications.....	22 312				
Services	3 435 307	3 531 688			
Fournitures et matériel	15 694				
<i>Analyse et planification</i>					
Traitements et salaires	1 817 838				
Avantages sociaux	313 443				
Transports et communications.....	75 694				
Services	121 361	2 358 747			
Fournitures et matériel	30 411				

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2902				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE
1	38 940 100	112 500 000	151 440 100	Politiques et programmes..... 43 476 410
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 2 459
	<u>38 941 100</u>	<u>112 500 000</u>	<u>151 440 100</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE 43 478 869
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Développement et gestion des sources d'énergie – autres charges liées aux immobilisations..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE 0
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
5	1 000		1 000	Développement et gestion des sources d'énergie 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'élaboration des politiques énergétiques de l'Ontario, qui sont essentielles pour bâtir une économie vigoureuse et prospère. Il apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie pour que l'Ontario dispose de réseaux d'approvisionnement, de transport et de distribution d'énergie propres, fiables, abordables et durables. Il appuie la conservation et le rendement énergétiques, la modernisation du réseau et la mise en valeur d'énergies plus propres. De plus, ce programme supervise l'engagement et la consultation des Autochtones et des Métis à l'égard des activités et projets provinciaux dans le secteur de l'énergie tout en facilitant la participation des communautés autochtones aux avancées à l'égard des réseaux d'énergie renouvelable et de transport d'énergie.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE – CRÉDIT 2902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Politiques et programmes (Poste 1)			
Traitements et salaires		12 171 937	
Avantages sociaux		1 501 498	
Transports et communications.....		190 913	
Services		5 058 619	
Fournitures et matériel		100 157	
Paiements de transfert			
Initiatives de conservation	749 166		
Ententes relatives à la participation des Autochtones	478 704		
Initiatives en matière d'énergie verte.....	1 431 046		
Fonds de développement du réseau intelligent.....	21 794 370		

		24 453 286	

		43 476 410	

Crédits législatifs			
Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		2 459	

		2 459	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE.....		43 478 869	
		=====	

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2905				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ
1	860 000 000		860 000 000	Prestation ontarienne pour l'énergie propre 860 000 000
2	26 000 000		26 000 000	Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario 26 000 000
	<u>886 000 000</u>		<u>886 000 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ..... 886 000 000
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme d'atténuation du prix de l'électricité aide les Ontariens et Ontariennes à gérer les coûts d'électricité et facilite pour les consommateurs la transition vers un système d'électricité fiable et plus propre.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ – CRÉDIT 2905

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Prestation ontarienne pour l'énergie propre (Poste 1)	
Paiements de transfert	
La Loi de 2010 sur la prestation ontarienne pour l'énergie propre	860 000 000

	860 000 000

Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario.....	26 000 000

	26 000 000

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ	886 000 000
	=====

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2906				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				GESTION STRATÉGIQUE DES BIENS
1	2 663 000 000	(4 500 000)	* 2 658 500 000	Gestion stratégique des biens et réorganisation.....
				44 170 257
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– GESTION STRATÉGIQUE DES BIENS
	2 663 000 000	(4 500 000)	2 658 800 000	ET RÉORGANISATION.....
	=====	=====	=====	44 170 257
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Gestion stratégique des biens et réorganisation.....
				* 2 600 100 100
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)
				– GESTION STRATÉGIQUE DES BIENS
				ET RÉORGANISATION.....
	=====	=====	=====	2 600 100 100
				=====

Description du programme :

Dans le cadre de ce programme, on facilite l'atteinte des objectifs du ministère et du gouvernement quant à la stratégie de gestion des biens et de réorganisation en fournissant du soutien au ministère et en permettant aux organismes d'appuyer les objectifs du ministère, dont la maximisation de la valeur des biens.

*Conformément au paragraphe 11.5 (2) de la Loi sur l'administration financière et sur la recommandation du président du Conseil du Trésor, l'autorisation qu'un paiement soit effectué sous forme de placement, notamment de prêt ou d'avance, aux fins de l'apport en capital prévu à Hydro One se trouve au poste 1 ci-dessus.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

GESTION STRATÉGIQUE DES BIENS – VOTE 2906

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Gestion stratégique des biens et réorganisation (Poste 1)		
Services		44 170 257
		<u>44 170 257</u>

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GESTION STRATÉGIQUE DES BIENS ET RÉORGANISATION.....		44 170 257
		=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Gestion stratégique des biens et réorganisation		
Investment in Hydro One.....	2 600 100 100	
	<u>2 600 100 100</u>	

TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – GESTION STRATÉGIQUE DES BIENS ET RÉORGANISATION.....	2 600 100 100	
		=====

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Accès à l'information – Droits	2 939	2 347
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS		
Vente de placements	826 124 479	0
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Services et Locations	28 470	153 235
Paiements de transfert	2 564 710	95 849
	-----	-----
	2 593 180	249 084
	-----	-----
DIVERS		
Intérêt	26 680	59 726
Autres	4 335 026	114 794
	-----	-----
	4 361 715	174 520
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	833 082 313	425 951
	=====	=====

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE	2-132
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-133
PLANIFICATION ET ANALYSES ENVIRONNEMENTALES	2-135
SCIENCES ENVIRONNEMENTALES ET INFORMATION.....	2-137
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	2-139
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-130, 2-136
ÉTAT DES RECETTES	2-141

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE
CHANGEMENT CLIMATIQUE**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015		2015 – 2016	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
22 896 704	Administration du ministère	22 747 414	22 717 519
53 901 371	Planification et analyses environnementales	55 595 800	53 744 239
65 388 201	Sciences environnementales et information	66 538 100	66 510 441
181 360 333	Protection de l'environnement	185 718 400	185 912 899
<u>322 736 609</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>330 595 714</u>	<u>328 885 098</u>
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2 373 077	Protection de l'environnement	5 514 500	6 408 291
<u>2 373 077</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>5 514 500</u>	<u>6 408 291</u>
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
6 548 732	Protection de l'environnement	4 570 000	1 361 103
<u>6 548 732</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	<u>4 570 000</u>	<u>1 361 103</u>
=====		=====	=====

Nota : Le ministère a restructuré ses activités et sa présentation passant d'une structure de crédit-poste axée sur le milieu (assainissement de l'air, assainissement de l'eau et gestion des déchets) à un modèle fonctionnel (planification environnementale et analyse, science de l'environnement et information, et protection de l'environnement). Les chiffres réels de 2012-2014 par programmes ont donc été redressés en fonction de la restructuration.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE
CHANGEMENT CLIMATIQUE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
			PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	22 682 400		22 682 400	Administration du ministère..... 22 634 884
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 33 334
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>
	<u>22 747 414</u>		<u>22 747 414</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====		=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 22 717 519
				=====

Description du programme :

Ce crédit comprend le soutien global à la gestion des activités ministérielles, notamment par l'apport de leadership et de conseils stratégiques connexes à l'appui des priorités du ministère et du gouvernement.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
			<i>Ressources humaines</i>		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Traitements et salaires	1 042 729	
Administration du ministère (Poste 1)			Avantages sociaux	135 158	
Traitements et salaires			Transports et communications	21 983	
Avantages sociaux			Services	166 710	
Transports et communications			Fournitures et matériel	2 469	
Services					1 369 049
Fournitures et matériel					
Moins : Recouvrements					
			<i>Communications</i>		
Traitements et salaires			Traitements et salaires	4 542 084	
Avantages sociaux			Avantages sociaux	658 514	
Transports et communications			Transports et communications	100 616	
Services			Services	776 570	
Fournitures et matériel			Fournitures et matériel	78 368	
Moins : Recouvrements					6 156 152
22 668 884			<i>Services de vérification</i>		
34 000			Services	487 597	
					487 597
22 634 884					
			<i>Crédits législatifs</i>		
<i>Bureau principal</i>			Traitement versé au ministre en vertu		
Traitements et salaires			de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
Avantages sociaux			Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Transports et communications			en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	33 334	
Services					82 635
Fournitures et matériel					
Moins : Recouvrements			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
2 074 500					22 717 519
258 984					
149 455					
61 803					
12 251					
2 556 993					
<i>Planification et contrôle financière</i>					
Traitements et salaires					
Avantages sociaux					
Transports et communications					
Services					
Fournitures et matériel					
Moins : Recouvrements					
5 590 669					
879 100					
231 109					
4 909 858					
488 357					
12 099 093					
34 000					
12 065 093					

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE
CHANGEMENT CLIMATIQUE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1109				PROGRAMME DU PLANIFICATION ET	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ANALYSES ENVIRONNEMENTALES	
1	27 487 100	5 078 100	32 565 200	Planification et analyses environnementales.....	31 545 626
2	23 988 400	(957 800)	23 030 600	Conception et planification de la mise en œuvres des programmes	22 198 613
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				- PROGRAMME DU PLANIFICATION ET	
	51 475 500	4 120 300	55 595 800	ANALYSES ENVIRONNEMENTALES	53 744 239
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

Ce crédit est responsable de la planification et des analyses requises pour l'élaboration, la mise en œuvre et l'intégration des fonctions liées aux politiques et à la conception et l'exécution des programmes du ministère en vue de soutenir l'atteinte des priorités du ministère et du gouvernement.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE
CHANGEMENT CLIMATIQUE**

PROGRAMME DU PLANIFICATION ET ANALYSES ENVIRONNEMENTALES – CRÉDIT 1109

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016**

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Planification et analyses environnementales (Poste 1)		
Traitements et salaires		13 767 557
Avantages sociaux		2 125 940
Transports et communications.....		506 822
Services		15 067 339
Fournitures et matériel		77 968

		31 545 626

Conception et planification de la mise en œuvre des programmes (Poste 2)		
Traitements et salaires		13 991 352
Avantages sociaux		2 075 985
Transports et communications.....		212 785
Services		3 912 637
Fournitures et matériel		742 824
Paiements de transfert		
Subventions pour le dialogue, la participation et la collaboration	299 756	
–Subventions pour la collecte et la gestion des déchets domestiques dangereux.....	963 274	

		1 263 030

		22 198 613

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU PLANIFICATION ET ANALYSES ENVIRONNEMENTALES.....		53 744 239
		=====

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE
CHANGEMENT CLIMATIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1110				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SCIENCES ENVIRONNEMENTALES ET INFORMATION
1	61 929 300	4 604 800	66 534 100	Sciences environnementales et information..... 66 510 441
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SCIENCES ENVIRONNEMENTALES ET INFORMATION
	61 929 300	4 604 800	66 534 100	66 510 441
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce crédit est responsable de la surveillance de l'état de l'environnement en Ontario par des études scientifiques sur le terrain et des analyses et avancées technologiques et en laboratoire, par l'élaboration de normes environnementales, de lignes directrices et de pratiques environnementales novatrices et par des comptes rendus réguliers et transparents au public et aux intervenants.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE
CHANGEMENT CLIMATIQUE**

PROGRAMME DES SCIENCES ENVIRONNEMENTALES ET INFORMATION – CRÉDIT 1110

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016**

	\$	\$
 CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
 Sciences environnementales et information (Poste 1)		
Traitements et salaires		35 753 163
Avantages sociaux		5 150 740
Transports et communications.....		1 292 350
Services		20 044 423
Fournitures et matériel		2 615 850
Paiements de transfert		
Subventions pour l'action contre le changement climatique.....	924 915	
Subventions pour la recherche scientifique et technique.....	729 000	
	-----	1 653 915

		66 510 441

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SCIENCES ENVIRONNEMENTALES ET INFORMATION.....		66 510 441
		=====

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE
CHANGEMENT CLIMATIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1111				PROGRAMME DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	24 849 800		254 849 800	Autorisations environnementales 24 805 700
2	113 787 200	(300 000)	113 487 200	Conformité environnementale 113 381 013
3	51 623 000	(4 242 600)	47 380 400	Programmes environnementaux 47 232 275
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 493 911
	<u>191 669 100</u>	<u>(4 542 600)</u>	<u>185 718 400</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE LA PROTECTION
				DE L'ENVIRONNEMENT 185 912 899
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 431 000	453 700	1 884 700	Immobilisations 1 884 501
5	176 000	37 800	213 800	Immobilisations - Assainissement de l'environnement 166 556
7	1 000		1 000	Assainissement de l'environnement..... 0
L	3 415 000		3 415 000	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> . 4 357 234
	<u>5 023 000</u>	<u>491 500</u>	<u>5 514 500</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE LA PROTECTION
				DE L'ENVIRONNEMENT 6 408 291
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
6	4 570 000		4 570 000	Actif d'immobilisations 1 361 103
	<u>4 570 000</u>		<u>4 570 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====		=====	- PROGRAMME DE LA PROTECTION
				DE L'ENVIRONNEMENT 1 361 103
				=====

Description du programme :

Ce crédit est responsable de la protection de la qualité de l'air, de l'eau et des sols de l'Ontario par la gestion d'autorisations ministérielles, d'évaluations environnementales, de la délivrance de permis et des programmes de délivrance de licences, par l'exécution d'enquêtes et de mesures d'application de la loi et par des investissements dans des immobilisations à l'appui de la protection de l'environnement.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE
CHANGEMENT CLIMATIQUE**

PROGRAMME DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 1111

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016**

\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Autorisations environnementales (Poste 1)	
Traitements et salaires	15 498 499
Avantages sociaux	2 162 894
Transports et communications.....	242 748
Services	6 198 617
Fournitures et matériel	702 942
	24 805 700
Conformité environnementale (Poste 2)	
Traitements et salaires	73 377 138
Avantages sociaux	11 311 847
Transports et communications.....	1 997 541
Services	16 482 919
Fournitures et matériel	7 211 568
Paiements de transfert	
Subventions pour le Centre de Walkerton	
pour l'assainissement de l'eau	3 000 000
Assainissement et remise en	
état dans les collectivités.....	138 944
	3 138 944
	113 519 957
Moins : Recouvrements.....	138 944
	113 381 013
Programmes environnementaux (Poste 3)	
Traitements et salaires	5 844 999
Avantages sociaux	889 036
Transports et communications.....	124 479
Services	21 968 121
Fournitures et matériel	1 264 537
Paiements de transfert	
Subventions pour la protection des sources.....	17 141 103
	47 232 275
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables,	
<i>Loi sur l'administration financière</i>	493 911
	493 911
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	185 912 899
	=====
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS
Immobilisations (Poste 4)	
Autres opérations	
Investissements dans les immobilisations.....	1 884 501
	1 884 501
Immobilisations - Assainissement de l'environnement (Poste 5)	
Autres opérations	
Investissements dans les immobilisations.....	166 556
	166 556
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> ...	4 357 234
	4 357 234
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	6 408 291
	=====
	BIENS IMMOBILISÉS
Actif d'immobilisations (Poste 6)	
Machines et équipement – coûts	
relatifs aux immobilisations	1 232 483
Logiciels d'application de gestion -	
coûts relatifs aux immobilisations	128 620
	1 361 103
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	1 361 103
	=====

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE
CHANGEMENT CLIMATIQUE**

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	120 458	144 505
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Air pur	14 652 155	14 614 961
Autorisation environnementale.....	6 240 992	5 805 968
Frais liés aux déchets dangereux.....	5 454 630	4 615 854
Autres.....	5 374 296	4 607 738
	-----	-----
	31 722 073	29 644 521
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS	1 576 173	1 632
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	163 013	1 481 062
	-----	-----
DIVERS.....	2 181	97 297
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	33 583 898	31 369 017
	=====	=====

MINISTÈRE DES FINANCES

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-144
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-145
POLITIQUES RELATIVES À LA FISCALITÉ, AUX ORGANISMES ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE	2-148
POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES	2-150
RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS.....	2-154
INVESTIR DANS L'ONTARIO	2-157
ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS.....	2-159
PROGRAMME DU RÉGIME DE RETRAITE DE LA PROVINCE DE L'ONTARIO	2-163
TRÉSOR	2-165
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-144, 2-153, 2-156, 2-162, 2-166
ÉTAT DES RECETTES	2-167
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-168

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015		2015 – 2016	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
35 936 203	Administration du ministère	47 570 829	44 449 322
8 504 400	Politiques relatives à la fiscalité, aux organismes et aux régimes de retraite	12 124 700	10 309 867
1 765 343 644	Politiques économiques, budgétaires et financières	1 110 112 700	900 903 445
1 532 459	Réglementation de l'industrie des services financiers	2 490 600	1 289 270
380 095 188	Administration des taxes et des avantages fiscaux et prestations	425 603 100	410 035 172
0	Régime de retraite de la province de l'Ontario	20 000 000	37 749 806
10 039 921 083	Trésor	10 802 901 200	10 395 378 070
12 231 332 977	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	12 420 803 129	11 800 123 952
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Politiques économiques, budgétaires et financières	111 000 000	109 964 191
0	Réglementation de l'industrie des services financiers	1 000	0
27 447 610	Administration des taxes et des avantages fiscaux et prestations	28 550 000	27 989 648
0	Régime de retraite de la province de l'Ontario	1 000	20 000 000
27 447 610	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	139 552 000	157 953 839
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015		2015 – 2016	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Politiques économiques, budgétaires et financières	2 000	0
0	Réglementation de l'industrie des services financiers	2 000	0
0	Investir dans l'Ontario	1 000	0
2 637 609	Administration des taxes et des avantages fiscaux et prestations	2 638 600	2 637 609
2 637 609	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	2 645 600	2 637 609
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Politiques économiques, budgétaires et financières	1 000	0
3 000 529	Réglementation de l'industrie des services financiers	4 046 400	212 085
0	Administration des taxes et des avantages fiscaux et prestations	1 000	0
3 000 529	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	4 049 400	212 085
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	40 679 100	6 805 000	47 484 100	Administration du ministère 44 383 354
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	21 715		21 715	Traitement versé au ministre sans <i>portefeuille en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif</i> 0
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>40 765 829</u>	<u>6 805 000</u>	<u>47 570 829</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 44 449 322
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Administration du ministère 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000		1 000	Administration du ministère 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme, qui comprend les bureaux du ministre, de la ministre associée (Régime de retraite de la province de l'Ontario) et du sous-ministre, assure les fonctions de planification, de consultation, d'avis juridique et de contrôle financier nécessaires à l'orientation et la gestion de programmes de fonctionnement conformes aux politiques et à la législation du gouvernement de l'Ontario. Le programme gère également les relations en matière de services avec le Secrétariat du Conseil du Trésor et le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs; il veille à ce que le ministère et ses groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié et gère stratégiquement les engagements du ministère en matière de services de qualité.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>					
Traitements et salaires	14 931 106		<i>Services de communication</i>		
Avantages sociaux	2 475 056		Traitements et salaires	4 303 225	
Transports et communications.....	671 015		Avantages sociaux	651 519	
Services	25 707 877		Transports et communications	226 258	
Fournitures et matériel	598 300		Services	10 879 019	
			Fournitures et matériel	274 171	
				-----	16 334 192
	44 383 354		<i>Services juridiques</i>		
	-----		Traitements et salaires	3 586	
<i>Bureau principal</i>					
Traitements et salaires	3 633 850		Transports et communications	132 949	
Avantages sociaux	423 428		Services	8 780 812	
Transports et communications.....	233 920		Fournitures et matériel	159 328	
Services	409 659			-----	9 076 675
Fournitures et matériel	40 581		<i>Services de vérification</i>		
	-----	4 741 438	Services	1 400 557	
				-----	1 400 557
<i>Services financiers et administratifs</i>					
Traitements et salaires	5 643 619		<i>Crédits législatifs</i>		
Avantages sociaux	1 000 582		Traitement versé au ministre en vertu		
Transports et communications.....	63 101		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Services	3 975 958		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Fournitures et matériel	121 224		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
	-----	10 804 484		-----	65 968

<i>Ressources humaines</i>					
Traitements et salaires	1 346 826		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Avantages sociaux	399 527		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		44 449 322
Transports et communications.....	14 787				=====
Services	261 872				
Fournitures et matériel	2 996				
	-----	2 026 008			

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1202				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE POLITIQUES RELATIVES À LA FISCALITÉ, AUX ORGANISMES ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE
6	4 308 000	4 372 900	8 680 900	Politiques en matière de sécurité du revenu et de régimes de retraite..... 7 245 572
7	2 947 900	495 900	3 443 800	Surveillance des organismes générateurs de revenus..... 3 064 295
	7 255 900	4 868 800	12 124 700	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE POLITIQUES RELATIVES À LA FISCALITÉ, AUX ORGANISMES ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE..... 10 309 867
	7 255 900	4 868 800	12 124 700	10 309 867

Description du programme :

Ce programme englobe l'analyse, l'élaboration de politiques et la législation dans les domaines des régimes de retraite et de la sécurité du revenu. Il est chargé de suivre l'évolution et les nouvelles tendances, d'établir les répercussions économiques et budgétaires des politiques relatives aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu, et de conseiller et d'aider le ministre et le sous-ministre des Finances et le gouvernement à préparer des documents de premier plan de nature économique, budgétaire et stratégique. Le programme est également responsable de faciliter la surveillance par le ministre de la Régie des alcools de l'Ontario et de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario ainsi que la reddition des comptes qui s'y rattache, et de gérer le Programme de consignation de l'Ontario mis en place pour les contenants boissons alcoolisées.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DE POLITIQUES RELATIVES À LA FISCALITÉ, AUX
ORGANISMES ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE – CRÉDIT 1202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Politiques en matière de sécurité du revenu et de régimes de retraite (Poste 6)	
Traitements et salaires	3 871 267
Avantages sociaux	555 396
Transports et communications.....	54 903
Services	733 659
Fournitures et matériel.....	30 347
	<u>7 245 572</u>
Surveillance des organismes générateurs de revenus (Poste 7)	
Traitements et salaires	2 388 835
Avantages sociaux	276 533
Transports et communications.....	25 415
Services	576 597
Fournitures et matériel.....	15 600
	<u>3 282 980</u>
Moins : Recouvrements.....	218 685
	<u>3 064 295</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE POLITIQUES RELATIVES À LA FISCALITÉ, AUX ORGANISMES ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE	10 309 867 =====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1203				PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	11 118 600	155 600	11 274 200	Politiques économiques	10 979 332
4	2 319 500	1 059 500	3 379 000	Division des politiques en matière de services financiers.....	3 021 014
5	20 532 500		20 532 500	Relations provinciales-municipales en matière de finances	19 345 311
6	568 722 400		568 722 400	Programmes de soutien aux municipalités.....	568 722 400
8	2 239 400	584 500	2 823 900	Bureau du budget.....	2 698 838
23	11 377 700		11 377 700	Politiques fiscales.....	8 499 587
12	492 000 000		492 000 000	Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario..	0
22	1 000		1 000	Charges liées aux achats et ventes d'actions dans le secteur automobile.....	0
L	-		-	Créances irrécouvrables, Loi sur <i>l'administration financière</i>	175 136 963
L	-		-	Créances irrécouvrables, Loi sur <i>l'administration financière</i>	112 500 000
L	1 000		1 000	Garanties et indemnités, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i>	0
L	1 000		1 000	Paiements en vertu de la <i>Loi de 2006</i> <i>sur le financement par surcroît d'impôts</i>	0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				- PROGRAMME DES POLITIQUES	
				ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES	
				ET FINANCIÈRES.....	900 903 445
	1 108 313 100	1 799 600	1 110 112 700		900 903 445
	=====	=====	=====		=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
24	87 000 0000	24 000 000	111 000 000	Taxe de vente harmonisée, <i>Loi sur l'administration financière</i>	109 964 191
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
				- PROGRAMME DES POLITIQUES	
				ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES	
				ET FINANCIÈRES.....	109 964 191
	87 000 000	24 000 000	111 000 000		109 964 191
	=====	=====	=====		=====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1203				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES
14	1 000		1 000	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> .. 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES
				ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES
				ET FINANCIÈRES 0
	2 000		2 000	0
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
13	1 000		1 000	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES
				ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES
				ET FINANCIÈRES 0
	1 000		1 000	0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme élabore et met en œuvre des stratégies éclairées de nature économique, budgétaire et fiscale (notamment dans l'aspect intergouvernemental de la fiscalité) pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il prévoit et surveille la performance économique de l'Ontario et rend compte des résultats obtenus; il offre son expertise et ses conseils sur l'élaboration d'initiatives gouvernementales économiquement saines; il prépare les prévisions démographiques pour l'Ontario et ses 49 divisions de recensement; il élabore le cadre législatif et stratégique régissant les systèmes de taxation, d'avantages fiscaux et de prestations et l'industrie des services financiers de l'Ontario; il conçoit et met en œuvre le cadre de gestion budgétaire et financière de la fonction publique de l'Ontario; il aide le ministre des Finances et le gouvernement à formuler les politiques et les stratégies financières de l'Ontario qui se rattachent aux accords fiscaux fédéraux-provinciaux; il élabore les stratégies liées au plan financier de la province, surveille leur application et rend compte des résultats obtenus; il offre des conseils stratégiques aux clients, responsables et décideurs sur les questions de gestion budgétaire et financière. Le programme assure la surveillance et la fourniture de conseils sur les questions provinciales-municipales dans le contexte du plan budgétaire de la province, en collaborant étroitement avec d'autres ministères et les intervenants municipaux. Le programme fournit également des conseils sur les politiques fiscales touchant les Ontariens et Ontariennes, y compris l'impôt sur le revenu des particuliers, l'imposition des entreprises, la politique d'évaluation et d'impôt foncier, les subventions aux municipalités et les taux de l'impôt foncier scolaire. Il encadre le système d'évaluation foncière et l'administration du principal paiement de transfert de la province aux municipalités. Le programme reflète par ailleurs le transfert du gouvernement provincial à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario des revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société.

Ce programme aide le ministre, le sous-ministre des Finances et le gouvernement à préparer le plan budgétaire et à rendre compte des résultats de la province par la publication du Budget de l'Ontario, des rapports trimestriels des finances de l'Ontario, des Comptes économiques de l'Ontario, du document intitulé Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario et des Comptes publics. Le programme réalise également des projections démographiques annuelles qui servent à la planification et l'affectation des ressources; de plus, il prépare le Rapport sur les perspectives économiques à long terme de l'Ontario et, en collaboration avec le Secrétariat du Conseil du Trésor, le Rapport préélectoral sur les finances de l'Ontario.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Politiques économiques (Poste 1)		Bureau du budget (Poste 8)	
Traitements et salaires	8 011 690	Traitements et salaires	1 916 456
Avantages sociaux	975 444	Avantages sociaux	316 681
Transports et communications	79 206	Transports et communications	32 246
Services	1 105 658	Services	357 676
Fournitures et matériel	307 334	Fournitures et matériel	75 779
Paiements de transfert			
Subventions pour la recherche dans le domaine des politiques en matière de services financiers et économiques	500 000		
	<u>10 979 332</u>		<u>2 698 838</u>
Division de la réforme de la réglementation des valeurs mobilières (Poste 4)		Politiques fiscales (Poste 23)	
Traitements et salaires	2 013 242	Traitements et salaires	5 597 278
Avantages sociaux	232 409	Avantages sociaux	691 388
Transports et communications	32 893	Transports et communications	71 985
Services	2 968 647	Services	2 062 736
Fournitures et matériel	21 386	Fournitures et matériel	76 200
	<u>5 268 577</u>		<u>8 499 587</u>
Moins : Recouvrements	<u>2 247 563</u>		
Relations provinciales-municipales en matière de finances (Poste 5)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires	5 197 807	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	112 500 000
Avantages sociaux	593 602	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	175 136 963
Transports et communications	121 402		<u>287 636 963</u>
Services	13 357 382		
Fournitures et matériel	75 118		
	<u>19 345 311</u>		
Programmes de soutien aux municipalités (Poste 6)		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES	
Paiements de transfert			900 903 445
Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	512 500 000		<u>=====</u>
Paiements spéciaux aux municipalités	18 722 400		
Soutien complémentaire – élimination du fonds commun des municipalités de la RGT	37 500 000		
	<u>568 722 400</u>		
	<u>568 722 400</u>		

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Crédits législatifs	
Avances et montants récupérables	
Taxe de vente harmonisée, <i>Loi sur l'administration financière</i>	109 964 191

	109 964 191

TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES	109 964 191
	=====

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1204				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS
1	2 488 600		2 488 600	Commission des services financiers de l'Ontario .
2	1 000		1 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i>
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DE
				RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE
				DES SERVICES FINANCIERS.....
	2 490 600		2 490 600	1 298 270
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	1 000		1 000	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DE
				RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE
				DES SERVICES FINANCIERS.....
	1 000		1 000	0
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1204				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS
4	1 000		1 000	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers.....
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i>
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE
				RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE
				DES SERVICES FINANCIERS
	2 000		2 000	0
	=====	=====	=====	=====

BIENS IMMOBILISÉS

3	4 046 400		4 046 400	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers.....
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DE
				RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE
				DES SERVICES FINANCIERS
	4 046 400		4 046 400	212 085
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

La Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO) assure la réglementation du secteur des services financiers de la province, en particulier les compagnies d'assurance, les fournisseurs de services de santé liés à l'assurance-automobile, les régimes de retraite, les crédits unions, les caisses populaires, les courtiers et agents en hypothèques et les administrateurs d'hypothèques, les compagnies de prêt et de fiducie et les coopératives. La CSFO fait aussi des recommandations au ministre des Finances sur les questions touchant ces secteurs. Par ailleurs, elle est responsable de l'administration du Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (FIVAVA), qui indemnise les personnes blessées, en Ontario, dans un accident d'automobile lorsqu'il n'existe aucune autre assurance pour prendre en charge la demande d'indemnisation. La CSFO est aussi responsable de l'administration du Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR). Le Fonds verse un niveau minimal de prestations de retraite dans l'éventualité de la liquidation d'un régime de retraite qui ne possède pas suffisamment d'avoirs.

La CSFO travaille avec le ministère des Finances, les consommateurs et les intervenants de l'industrie afin de protéger l'intérêt public et d'accroître la confiance du public dans les secteurs réglementés.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS – CRÉDIT 1204

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commission des services financiers de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires	39 008 474
Avantages sociaux	10 693 750
Transports et communications.....	561 073
Services	47 225 123
Fournitures et matériel	366 074
	97 854 494
Moins : Recouvrements.....	96 556 224
	1 298 270
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 761 823
Avantages sociaux	290 523
Transports et communications.....	21 053
Services	6 356 311
Fournitures et matériel	19 851
	8 449 561
Moins : Recouvrements.....	8 449 561
	0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	1 298 270
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i>	658 883
Moins : Recouvrements.....	658 883
	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	0
BIENS IMMOBILISÉS	
Programme de réglementation de l'industrie des services financiers (Poste 3)	
Matériel de technologie de l'information	99 218
Logiciels d'application de gestion	112 867
	212 085
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	212 085

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1208				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME INVESTIR DANS L'ONTARIO
1	1 000		1 000	Investir dans l'Ontario..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<u>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</u>
	=====		=====	<u>- PROGRAMME</u>
				<u>INVESTIR DANS L'ONTARIO 0</u>
	=====		=====	=====

Description du programme :

Le programme Investir dans l'Ontario a la responsabilité de l'allocation (totale ou partielle) de l'excédent consolidé correspondant à un exercice (réduit par toute affectation à la réduction du déficit accumulé pouvant être prescrite par la réglementation) aux bénéficiaires admissibles pour les besoins et de la manière énoncés dans la réglementation. Les bénéficiaires admissibles doivent également être prescrits par la réglementation et être des entités, autres que des particuliers, dont les activités n'ont pas pour objet le gain ou le profit.

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1209				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS
1	402 273 900	(14 170 800)	388 103 100	Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations 333 269 394
L	32 000 000		32 000 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 71 711 486
L	5 500 000		5 500 000	Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i> 5 054 292
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DES TAXES ET DES AVANTAGES
	439 773 900	(14 170 800)	425 603 100	FISCAUX ET PRESTATIONS 410 035 172
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	300 000		350 000	Actifs 280 537
L	19 600 000		19 600 000	Avances, <i>Loi sur l'éducation</i> 18 832 137
L	4 100 000		4 100 000	Avances, <i>Loi sur les régies</i> <i>des services publics du Nord</i> 4 226 088
L	4 500 000		4 500 000	Avances, <i>Loi sur les régies des routes locales</i> 4 650 886
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DES TAXES ET DES AVANTAGES
	28 550 000		28 550 000	FISCAUX ET PRESTATIONS 27 989 648
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1209				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS
3	1 000		1 000	Taxes, avantages fiscaux et prestations..... 0
L	2 637 600		2 637 600	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 2 637 609
	<u>2 638 600</u>		<u>2 638 600</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====		=====	– PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS..... 2 637 609

BIENS IMMOBILISÉS

4	1 000		1 000	Taxes, avantages fiscaux et prestations..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====		=====	– PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS..... 0

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'administration efficace et efficiente des lois fiscales de l'Ontario et de divers programmes d'avantages fiscaux, ainsi que du maintien de l'intégrité du système fiscal de l'Ontario. Il mène des activités axées sur l'observation des règles fiscales (vérification, inspection, enquête et recouvrements, etc.) et exécute des programmes d'avantages fiscaux essentiels à l'intention des aînés et des familles à faible revenu. Au cœur de ce mandat, le programme assure la prestation à la clientèle de services de haute qualité, notamment des services d'information et de conseil. Il a également la responsabilité de la gestion des relations avec l'Agence du revenu du Canada, qui perçoit la majorité des taxes et impôts de la province en son nom. Le programme dirige les efforts de la province pour lutter contre l'économie souterraine, la contrebande du tabac et l'évitement fiscal pratiqué par les entreprises ainsi que d'autres mesures visant à renforcer l'intégrité des revenus. De plus, le programme soutient la mise en œuvre d'initiatives d'ordre général comme la perception des revenus non fiscaux et la transformation des avantages sociaux, et notamment la prestation de services automatisés de vérification du revenu et d'administration connexes pour divers programmes comme le Service des aliments pour enfants du ministère du Procureur général. Il collabore avec les Premières Nations sur des questions diverses, dont le tabac. Dans certaines circonstances limitées, le programme verse des subventions à des organismes sans but lucratif et à certaines collectivités des Premières Nations relativement à l'administration des impôts et taxes.

MINISTÈRE DES FINANCES
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES
AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS – CRÉDIT 1209

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Crédits législatifs		
Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations (Poste 1)			Autres opérations		
Traitements et salaires	63 020 984		Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	71 711 486	
Avantages sociaux	10 766 252		Services		
Transports et communications.....	2 499 688		Paiements à des agences de recouvrement privées, <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 054 292	
Services	129 931 068			76 765 778	
Fournitures et matériel	1 652 319				
Paiements de transfert			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Régime de revenu annuel garanti	126 848 203		ADMINISTRATION DES TAXES		
	-----	126 848 203	ET DES AVANTAGES		
		-----	FISCAUX ET PRESTATIONS	410 035 172	=====
Moins : Recouvrements		334 718 514			

		1 449 120			

		333 269 394			

			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
<i>Stratégies, gestion des services et politiques relatives aux programmes</i>			Actifs (Poste 2)		
Traitements et salaires	9 049 184		Avances et montants récupérables		
Avantages sociaux	1 261 269		Régime de revenu annuel garanti	280 537	
Transports et communications.....	103 305			-----	
Services	111 770 714			280 537	
Fournitures et matériel	46 007			-----	
	-----	122 230 479			

			Crédits législatifs		
<i>Observation fiscale et avantages fiscaux</i>			Avances et montants récupérables		
Traitements et salaires	53 971 800		Avances, <i>Loi sur l'éducation</i>	18 832 137	
Avantages sociaux	9 504 983		Avances, <i>Loi sur les régies des services publics du Nord</i>	4 226 088	
Transports et communications.....	2 396 383		Avances, <i>Loi sur les régies des routes locales</i>	4 650 886	
Services	18 160 354			-----	27 709 111
Fournitures et matériel	1 606 312				
Paiements de transfert					
Régime de revenu annuel garanti	126 848 203				
	-----	212 488 035			

Moins : Recouvrements	1 449 120				27 709 1111
	-----	211 038 915			-----

			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DES TAXES		
			ET DES AVANTAGES		
			FISCAUX ET PRESTATIONS	27 989 648	=====

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES
AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS – CRÉDIT 1209Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>	2 637 609

	2 637 609

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS	2 637 609
	=====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1210				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DU RÉGIME DE RETRAITE DE LA PROVINCE DE L'ONTARIO
1	14 000 000	6 000 000	20 000 000	Régime de retraite de la province de l'Ontario 17 723 110
L	-	-	-	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 20 026 696
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DU RÉGIME DE RETRAITE DE LA PROVINCE DE L'ONTARIO
	14 000 000	6 000 000	20 000 000	37 749 806
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
L	-	-	-	Régime de retraite de la province de l'Ontario 20 000 000
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DU RÉGIME DE RETRAITE DE LA PROVINCE DE L'ONTARIO
				20 000 000
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme est responsable de la mise en œuvre du Régime de retraite de la province de l'Ontario, et en particulier de l'établissement de l'entité administrative indépendante proposée. Le programme englobera également la conception du régime, les politiques de capitalisation, les éléments opérationnels liés à la prestation de services et aux placements ainsi que la prestation de conseils stratégiques et la gestion générale du projet.

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

L
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME DU TRÉSOR

L	10 802 901 200		10 802 901 200	Intérêts sur la dette.....	10 395 378 070
	<u>10 802 901 200</u>		<u>10 802 901 200</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	<u>10 395 378 070</u>
	=====		=====	- PROGRAMME DU TRÉSOR	=====

Description du programme :

Ce programme assure l'élaboration, la formulation, l'orientation et l'application des politiques de gestion de la dette de la province, de ses investissements, de ses cotes de crédit, de ses relations avec les investisseurs et des activités de gestion financière connexes. Il fournit au gouvernement provincial des services centralisés pour les opérations bancaires et la gestion des liquidités; il se charge d'informer les investisseurs et le public de la situation financière de la province afin d'encourager l'emprunt; il est responsable de l'analyse financière du secteur de l'électricité, du soutien de tout passif réel et éventuel de la province ainsi que de la surveillance des retombées budgétaires; il conseille le gouvernement et le secteur parapublic sur leurs politiques et initiatives financières; il gère les garanties accordées et les prêts consentis par la province et fournit de l'aide dans le domaine des investissements aux sociétés de la Couronne et aux organismes gouvernementaux; il gère des services de garde et d'agent financier pour le gouvernement provincial et certains organismes. Il est également responsable de l'émission des Obligations d'épargne de l'Ontario. L'Office ontarien de financement fournit un vaste éventail de services financiers à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario et à la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario).

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU TRÉSOR – CRÉDIT LÉGISLATIFS

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Intérêts sur la dette		
Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario		
À des fins générales	10 062 434 788	
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	505 708 939	
Société canadienne d'hypothèques et de logement	5 890 095	
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants ..	5 005 204	

Moins : Autres paiements à titre d'intérêts, de dépôts, d'escomptes et de commissions	10 579 039 026	
Moins: Intérêts capitalisés dans les crédits des ministères	50 506 670	
Moins: Intérêts sur les investissements	552 592 945	

	9 874 531 707	
Intérêts sur la dette payable à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	520 846 363	

	10 395 378 070	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU TRÉSOR	10 395 378 070	
	=====	

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers	31 147 650 080	29 320 472 157
Taxe de vente harmonisée.....	21 010 481 473	19 436 927 232
Impôt sur les sociétés	11 427 707 512	9 557 450 277
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires.....	5 839 244 687	5 561 413 934
Impôt-santé des employeurs.....	5 648 931 985	5 415 366 133
Contributions – santé de l'Ontario.....	3 452 922 027	3 365 882 504
Taxe de vente au détail.....	2 445 073 053	2 251 837 499
Taxe sur l'essence	2 125 763 002	2 125 623 817
Droits de cession immobilière	2 118 025 670	1 764 494 479
Taxe sur le tabac.....	1 225 621 601	1 162 503 240
Taxe sur les carburants.....	751 441 968	739 321 958
Taxe sur la bière et le vin.....	582 293 616	560 091 688
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés.....	226 699 786	195 814 728
Impôt sur l'administration des successions	169 470 033	154 582 427
Impôt sur les barrages hydroélectriques	42 176 922	130 523 830
Impôt foncier provincial	(83 688 481)	19 353 872
Impôt sur les bénéfices miniers.....	11 846 092	13 351 216
Taxe sur le pari mutuel.....	4 320 377	4 214 730
Crédits d'impôt de l'Ontario.....	413 071	543 952
Crédits d'impôt administrés par le gouvernement fédéral	(7 532 030)	(7 612 551)
	88 138 961 444	81 772 157 122
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé.....	13 088 767 000	12 407 895 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	4 984 014 000	4 847 073 000
Paiement de péréquation	2 363 014 000	1 988 423 000
Transfert pour la réduction des temps d'attente.....	28 000 000	0
Subvention annuelle par personne – <i>Loi de 1907</i> <i>sur l'Amérique du Nord Britannique</i>	8 824 387	8 824 387
Intérêts sur les Fonds des écoles communes	83 479	83 479
	20 472 702 866	19 252 298 866
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario – Bénéfices des loteries	2 390 616 718	2 042 068 363
Régie des alcools de l'Ontario – Bénéfices.....	1 935 000 000	1 805 000 000
Hydro One Incorporated.....	1 038 810 157	117 765 000
	5 364 426 875	3 964 833 363
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Évaluation des coûts du système de santé – subrogation de l'Assurance-santé de l'Ontario – Commission des assurances de l'Ontario	142 327 944	142 327 944
Évaluations – de base et recouvrements	592 401	616 738
Remboursements généraux.....	1 758 437	1 858 821
	144 678 782	144 803 503

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de garantie – Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	126 682 265	130 888 595
Droits de garantie – Ontario Power Generation Inc.....	7 755 000	7 755 000
Droits d'administration.....	1 575 578	2 101 949
Droits de garantie – autres.....	228 283	268 646
Autres.....	861 619	836 237
	<u>137 102 745</u>	<u>141 850 427</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS	<u>936 441</u>	<u>626 700</u>
VENDES ET LOCATIONS		
Gain réalisé par la vente – Transféré au Fonds Trillium.....	0	1 101 565 074
Autres.....	(63)	0
	<u>(63)</u>	<u>1 101 565 074</u>
REDEVANCES		
Redevances - Teranet Polaris.....	33 000 000	33 000 000
Autres.....	138	0
	<u>33 000 138</u>	<u>33 000 000</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Autres.....	138 825 296	98 875 481
	<u>138 825 296</u>	<u>98 875 481</u>
DIVERS		
Réserve pour le transfert des chèques en circulation	12 132 988	2 503 652
Autre revenu – Oshawa	12 093 291	10 150 756
Autre revenu – Toronto	2 259 905	2 762 048
Dons – Fonds ontarien d'initiative	103 536	135 289
Dividendes	0	47 539 242
	<u>26 589 720</u>	<u>63 090 987</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u><u>114 457 224 244</u></u>	<u><u>106 573 101 523</u></u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015

	2015	2014
	\$	\$
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier- Facilité de crédit renouvelable à court terme.....	2 310 000 000	1 705 000 000
Office ontarien de financement – financement non fondé sur prêts	253 256 001	238 390 594
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier – Prêt à court terme.....	125 000 000	50 000 000
Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario.....	116 000 000	455 000 000
Fonds de garantie des prestations de retraite.....	11 000 000	11 000 000
Société foncière de l'Ontario – Hypothèques	7 861	15 719
Billets à terme adossés à des actifs	0	422 602 597
	-----	-----
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2 824 367 664	2 882 008 910
	=====	=====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-170
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-171
ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	2-173
EMPLOI ONTARIO	2-176
POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES	2-179
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-170, 2-173, 2-176
ÉTAT DES RECETTES	2-181
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-182

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015		2015 – 2016	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
19 362 450	Administration du ministère	21 537 414	20 186 683
6 108 893 599	Éducation postsecondaire	6 184 983 200	6 146 335 536
1 381 624 314	Emploi Ontario	1 329 129 400	1 310 665 663
18 094 579	Politiques stratégiques et programmes	20 770 200	17 724 140
7 527 974 942	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	7 556 420 214	7 494 912 022
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
71 526 358	Éducation postsecondaire	1 084 500 000	916 654 136
6 567 600	Emploi Ontario	8 699 400	726 400
78 093 958	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 093 199 400	917 380 536
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
268 446 640	Éducation postsecondaire	273 938 000	273 916 814
17 050 840	Emploi Ontario	27 688 000	27 677 942
285 497 480	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	301 626 000	301 594 756
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
9 756 815	Éducation postsecondaire	4 332 100	4 264 408
9 756 815	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	4 332 100	4 264 408
=====		=====	=====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	17 307 400	4 165 000	21 472 400	Administration du ministère 20 170 016
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 0
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>17 372 414</u>	<u>4 165 000</u>	<u>21 537 414</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 20 186 683
				=====

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de la Formation et des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs, et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes de fonctionnement du ministère.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services juridiques</i>		
			Services	1 224 260	1 224 260
Traitements et salaires	2 134 721				
Avantages sociaux	379 162				
Transports et communications.....	84 492				
Services	17 549 277				
Fournitures et matériel.....	22 364				
	20 170 616		<i>Services de vérification</i>		
			Services	1 372 242	1 372 242
<i>Bureau principal</i>					
Traitements et salaires	1 818 942				
Avantages sociaux	212 652				
Transports et communications.....	67 441				
Services	92 974				
Fournitures et matériel.....	19 662				
	2 211 670		<i>Systèmes informatiques</i>		
			Transports et communcations	7 865	
<i>Services financiers et administratifs</i>			Services	3 164 295	3 172 160
Traitements et salaires	315 779				
Avantages sociaux	166 510				
Transports et communications.....	9 186				
Services	6 217 406				
Fournitures et matériel.....	2 702				
	6 711 584		<i>Crédits législatifs</i>		
			Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
<i>Ressources humaines</i>					16 667
Services	1 290 700	1 290 700			
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		20 186 683
<i>Services de communication</i>					
Services	4 187 400	4 187 400			

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3002				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE
1	6 209 568 500	(71 625 300)	6 137 943 200	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants..... 6 095 146 051
L	46 540 000		46 540 000	Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – <i>Loi sur l'administration financière</i> 50 689 485
L	500 000		500 000	Créances irrécouvrables – collèges privés d'enseignement professionnel, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> 500 000
	6 256 608 500	(71 625 300)	6 184 983 200	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE..... 6 146 335 536
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
4	1 074 500 000	10 000 000	1 804 500 000	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants* 916 654 136
	1 074 500 000	10 000 000	1 084 500 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE..... 916 654 136
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3002 PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	264 908 500	5 000 000	269 908 500	Soutien à l'éducation postsecondaire..... 269 907 500
L	4 029 500		4 029 500	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 4 009 314
	<u>268 938 000</u>	<u>5 000 000</u>	<u>273 938 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME D'ÉDUCATION
				POSTSECONDAIRE..... 273 916 814
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
6	915 500	3 416 600	4 322 100	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants..... 4 264 408
	<u>915 500</u>	<u>3 416 600</u>	<u>4 332 100</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME D'ÉDUCATION
				POSTSECONDAIRE..... 4 264 408
				=====

Description du programme :

La Division de l'éducation postsecondaire collabore avec la Division des politiques stratégiques et des programmes afin de mettre en œuvre les stratégies et les politiques gouvernementales pour l'éducation postsecondaire en Ontario. Elle établit et met en œuvre des politiques opérationnelles et du soutien financier aux établissements d'enseignement postsecondaire et aux étudiants de l'Ontario, à l'appui des objectifs socio-économiques stratégiques du gouvernement, dans le but d'offrir des possibilités d'éducation postsecondaire de qualité supérieure, responsable, adaptée aux besoins et accessible.

Les éléments clés du programme sont notamment : le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario; l'administration des paiements de transfert aux collèges et universités se rattachant au fonctionnement et aux immobilisations; la gestion des relations financières et de gouvernance avec les établissements postsecondaires; la gestion des mécanismes de responsabilisation (tels les indicateurs de rendement clés et les rapports annuels relatifs aux ententes de responsabilisation pluriannuelles); la réglementation des collèges publics d'arts appliqués et de technologie et des écoles privées de formation professionnelle conformément aux lois applicables.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE – CRÉDIT 3002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 1)		Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 4)	
Traitements et salaires	16 137 223	Avances et montants récupérables	2 788 823
Avantages sociaux	2 318 876	Prêts et investissements	
Transports et communications.....	1 357 512	Soutien aux étudiantes et étudiants.....	913 865 313
Services	21 403 933		-----
Fournitures et matériel	160 897		916 654 136
Paiements de transfert			-----
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges	1 481 738 959	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	916 654 136
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités	3 517 759 918		=====
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada).....	781 168	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Renouvellement de l'éducation postsecondaire.....	14 596 180	Soutien à l'éducation postsecondaire (Poste 3)	
Programmes d'aide financière aux étudiantes et étudiants	1 038 891 385	Paiements de transfert	
	-----	Subventions d'immobilisations – collèges	46 004 426
	6 053 767 610	Subventions d'immobilisations – universités	223 903 074
	-----		-----
	6 095 146 051		269 907 074
	-----		-----
Crédits législatifs		Crédits législatifs	
		Autres opérations	
Autres opérations		Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	4 009 314
Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – <i>Loi sur l'administration financière</i>	50 689 485		-----
Créances irrécouvrables – collèges privés d'enseignement professionnel, <i>Loi sur l'administration financière</i>	500 000		4 009 314
	-----		-----
	51 189 485	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	273 916 814
	-----		=====
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	6 146 335 536	BIENS IMMOBILISÉS	
	=====	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 6)	
		Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations	4 264 408

			4 264 408

		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	4 264 408
			=====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3003				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME EMPLOI ONTARIO
7	1 307 950 300	12 179 100	1 320 129 400	Système Emploi Ontario..... 1 293 601 181
L	503 600		503 600	Créances irrécouvrables – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail – <i>Loi sur l'administration financière</i> 648 457
L	8 496 400		8 496 400	Créances irrécouvrables – autres, <i>Loi sur l'administration financière</i> 3 526 927
	<u>1 316 950 300</u>	<u>12 179 100</u>	<u>1 329 129 400</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME EMPLOI ONTARIO 1 297 776 565
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
9	2 000 000	6 699 400	8 699 400	Système Emploi Ontario..... 726 400
	<u>2 000 000</u>	<u>6 699 400</u>	<u>8 699 400</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME EMPLOI ONTARIO 726 400
				=====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3003				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME EMPLOI ONTARIO
10	26 501 000		26 501 000	Système Emploi Ontario 26 492 308
L	1 187 000		1 187 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 1 185 634
	<u>27 688 000</u>		<u>27 688 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====		=====	– PROGRAMME EMPLOI ONTARIO 27 677 942
				=====

Description du programme :

Emploi Ontario (EO) est le réseau intégré d'emploi et de formation en Ontario. Il aide les Ontariens et les Ontariennes à trouver les programmes et services d'emploi et de formation dont ils ont besoin. Pour que la province demeure compétitive dans l'économie actuelle et future, les investissements dans l'éducation et la formation professionnelle jouent un rôle de premier plan en préparant les travailleurs à occuper des emplois qui assureront la prospérité future dans une économie du savoir.

Les programmes et services d'EO s'inscrivent dans quatre grandes catégories:

1. Emploi et formation
2. Apprentissage
3. Compétences fondamentales
4. Marché du travail

La majorité des programmes et services d'EO sont exécutés par l'entremise du réseau EO, formé du réseau communautaire ontarien de fournisseurs de services d'emploi, de fournisseurs de services d'alphabetisation, de collèges publics, de bureaux de l'apprentissage chargés de la prestation directe et d'agents responsables de la formation. EO a pour but de fournir des services d'emploi et de formation intégrés, axés sur le client et efficaces afin d'accroître l'avantage économique de l'Ontario.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME EMPLOI ONTARIO – CRÉDIT 3003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Système Emploi Ontario (Poste 7)		Système Emploi Ontario (Poste 9)	
Traitements et salaires	62 521 009	Prêts et investissements	
Avantages sociaux	10 858 120	Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	726 400
Transports et communications.....	2 621 108		-----
Services	19 420 214		726 400
Fournitures et matériel	694 919		-----
Paiements de transfert		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
Emploi et formation	955 778 206	PROGRAMME EMPLOI ONTARIO.....	726 400
Crédit d'impôts de l'Ontario pour la formation en apprentissage	200 684 707		=====
Crédit d'impôts de l'Ontario pour l'éducation coopérative	53 911 996		

	1 210 374 909		

	1 306 490 279		

		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
		Système Emploi Ontario (Poste 10)	
Crédits législatifs		Paiements de transfert	
		Fonds pour l'amélioration des installations d'apprentissage	26 492 308

Autres opérations			26 492 308
Créances irrécouvrables – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail – <i>Loi sur l'administration financière</i>	648 457		-----
Créances irrécouvrables – autres, <i>Loi sur l'administration financière</i>	3 526 927		
	-----	Crédits législatifs	
	4 175 384		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		Autres opérations	
PROGRAMME EMPLOI ONTARIO.....	1 310 665 663	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 185 634
	=====		-----
			1 185 634

		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
		PROGRAMME EMPLOI ONTARIO.....	27 677 942
			=====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3004				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES
1	23 870 200	(3 100 000)	20 770 200	Politiques stratégiques et programmes 17 724 140
	<u>23 870 200</u>	<u>(3 100 000)</u>	<u>20 770 200</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- POLITIQUES STRATÉGIQUES
				ET PROGRAMMES 17 724 170
				<u>=====</u>

Description du programme :

La Division des politiques stratégiques et des programmes dirige l'élaboration des politiques stratégiques et la conception des programmes pour l'éducation postsecondaire et la formation liée au marché du travail. Elle assume également pour le ministère des fonctions essentielles comme les prévisions à long terme, la planification et l'évaluation des immobilisations ainsi que la gestion des relations entre les divers paliers de gouvernement, y compris la supervision des ententes fédérales-provinciales relatives au marché du travail. Le travail de la Division contribue à l'objectif du gouvernement de former une main-d'œuvre très instruite et qualifiée capable de réussir dans l'économie actuelle en pleine évolution.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES – CRÉDIT 3004

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Politiques stratégiques et programmes (Poste 1)	
Traitements et salaires	11 670 479
Avantages sociaux	1 767 168
Transports et communications.....	274 737
Services	4 032 745
Fournitures et matériel.....	98 242

	17 843 371
Moins : Recouvrements.....	119 231

	17 724 140

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES.....	17 724 140
	=====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur le développement du marché du travail	627 763 000	623 493 000
Entente sur le Fonds pour l'emploi	205 116 954	178 516 140
Programme canadien de prêts aux étudiants	25 155 604	16 226 631
Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées	13 885 252	13 885 252
Langues officielles dans l'enseignement – Complémentaire	13 521 900	14 384 450
Subventions spéciales à des étudiants avant des handicaps permanents	10 697 198	9 700 434
Initiative ciblée pour les travailleurs âgés	8 285 894	7 543 029
Entente sur le développement du marché du travail – Locaux	4 139 211	4 055 138
	<u>908 565 013</u>	<u>867 804 074</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Formation d'étudiants en optométrie – Université de Waterloo	869 196	902 776
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Collèges privés d'enseignement professionnel	1 047 420	1 088 160
Frais pour chèques refusés	205 754	81 862
Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire	95 000	105 000
Gens de métiers et apprentis	(200)	(500)
	<u>1 347 974</u>	<u>1 274 522</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS	151 040	1 328 651
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	46 679 326	43 782 178
DIVERS		
Pénalités - intérêt	4 807 803	4 219 248
Autres	53 337	53 776
	<u>4 861 140</u>	<u>4 273 024</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>962 473 688</u>	<u>919 365 225</u>

*Représente un rajustement ponctuel des droits de renouvellement du certificat des gens de métier et des apprentis transférés à l'Ordre des métiers de l'Ontario.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
Remboursement – principal des emprunts.....	1 283 615 077	1 420 935 596
Remboursement – Prêts aux étudiants	66 695 412	80 288 400
Remboursement – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	1 391 876	5 093 264
	-----	-----
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	1 351 702 365 =====	1 506 317 260 =====

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-184
AFFAIRES FRANCOPHONES.....	2-185
ÉTAT DES RECETTES.....	2-187

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2015 – 2016	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
5 391 479	Affaires francophones	8 463 000	8 274 185
<u>5 391 479</u> =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES	<u>8 463 000</u> =====	<u>8 274 185</u> =====

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1301				PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	8 428 000	35 000	8 463 000	Coordination des affaires francophones..... 8 274 185
	<u>8 428 000</u>	<u>35 000</u>	<u>8 463 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES
				AFFAIRES FRANCOPHONES 8 274 185
				=====

Description du programme :

L'Office des affaires francophones donne des conseils au gouvernement de l'Ontario sur les questions en rapport avec les affaires francophones et la prestation des services en français. Le principal programme de l'Office consiste en les activités suivantes : un travail en partenariat dans le cadre d'initiatives de transformation interministérielles afin d'accroître l'efficacité et l'efficacités et d'assurer l'intégration des services en français à ces initiatives; la surveillance et l'évaluation de l'efficacité des services en français en rendant compte chaque année des réalisations des ministères et des mesures du rendement organisationnel; la présentation de recommandations concernant la désignation de nouvelles régions et de nouveaux organismes en vertu de la *Loi sur les services en français* et la coordination de la mise en œuvre des services dans les régions nouvellement désignés; la collaboration avec les ministères et les organismes pour assurer une réponse coordonnée au rapport annuel du commissaire aux services en français; l'analyse des données du recensement et la production de profils statistiques sur la population franco-ontarienne de la province; la coordination du transfert des fonds fédéraux aux autres ministères et aux organismes pour les initiatives et les projets financés en vertu de l'Entente Canada-Ontario sur les services en français; la direction de la planification et de la tenue par l'Ontario des Célébrations des 400 années de présence francophone partout dans la province; l'accueil de la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne, qui se tiendra à Toronto en juin 2015.

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES – CRÉDIT 1301
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Coordination des affaires francophones (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 253 844
Avantages sociaux	322 345
Transports et communications.....	87 354
Services	2 704 145
Fournitures et matériel.....	27 561
Paiements de transfert	
Programme pour la culture francophone	2 878 936
	8 274 185
	8 274 185
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES.....	8 274 185 =====

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Mise en œuvre de la <i>Loi sur les services en français</i>	1 925 002	1 805 002
	-----	-----
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Association syndicale.....	0	857
Autre remboursement.....	268	0
	-----	-----
DIVERS.....	0	3
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES POUR L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES.....	1 925 270	1 805 862
	=====	=====

OMBUDSMAN ONTARIO

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-190
OMBUDSMAN ONTARIO.....	2-191
ÉTAT DES RECETTES.....	2-193

OMBUDSMAN ONTARIO
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2015 – 2016	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
11 413 200	Ombudsman Ontario	18 582 200	13 166 204
<u>11 413 200</u> =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR OMBUDSMAN ONTARIO	<u>18 582 200</u> =====	<u>13 166 204</u> =====

OMBUDSMAN ONTARIO
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2301				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO
1	18 582 200		18 582 200	Ombudsman..... 13 166 204
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME –
	18 582 200		18 582 200	OMBUDSMAN ONTARIO 13 166 204
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

L'Ombudsman est un officier de l'Assemblée législative, qui présente ses rapports directement à l'Assemblée législative. Le mandat de l'Ombudsman est énoncé dans la Loi sur l'ombudsman. L'Ombudsman publie un Rapport annuel, comme l'exige la Loi, ainsi que de s rapports spéciaux tout au long de l'année sur les enquêtes systémiques menées par l'Équipe d'intervention spéciale de l'Ombudsman.

L'Ombudsman enquête sur des plaintes à propos de l'administration au sein des organismes du gouvernement provincial de l'Ontario et présente des recommandations en vue d'améliorer les politiques, les programmes et les services gouvernementaux. L'Ombudsman enquête sur les plaintes individuelles et les plaintes systémiques présentées par des membres du public, des députés du Parlement provincial, ainsi que de son propre chef. Les services de l'Ombudsman sont gratuits.

Au cours de l'année financière 2014-2015, le Bureau de l'Ombudsman a traité 23 153 plaintes. Le Bureau a un effectif de 86 employés à temps plein, dont 63 sont membres du Syndicat canadien des employées et employés professionnels et de bureau (SEPB).

L'Ombudsman enquête aussi sur les plaintes des citoyens à propos des réunions municipales à huis clos, en vertu de la Loi sur les municipalités, là où aucun enquêteur municipal n'a été nommé. Ce champ de compétence complémentaire lui a été attribué en 2008 et il s'en est acquitté avec les ressources existantes, sans augmentation résultante du budget de fonctionnement de son Bureau. En outre, l'Ombudsman publie un Rapport annuel sur ses enquêtes à propos des réunions à huis clos, ainsi que des rapports spéciaux d'enquêtes individuelles.

En décembre 2014, la Loi de 2014 sur la responsabilisation et la transparence du secteur public et des députés, connue sous le nom « projet de loi no 8 », a été adoptée. Ce texte de loi apporte des changements historiques au mandat de l'Ombudsman, permettant à notre Bureau de venir en aide à beaucoup plus d'Ontariens. Il élargit le champ de compétence de l'Ombudsman aux municipalités, aux universités et aux conseils scolaires. À compter du 1er septembre 2015, l'Ombudsman de l'Ontario est officiellement habilité à recevoir des plaintes relatives aux 82 conseils scolaires de la province. Le projet de loi lui permettra également d'accepter à partir du 1er janvier 2016 des plaintes concernant les municipalités et les universités.

Le Bureau de l'Ombudsman est fortement présent dans les médias sociaux et les gens peuvent communiquer avec notre Bureau pour porter plainte en personne, par écrit, par appel téléphonique sans frais, par courriel, par Internet et par application Web mobile. Le Bureau fournit aussi sur son site Web (www.ombudsman.on.ca) des renseignements détaillés concernant ses activités et des enquêtes particulières, en anglais et en français.

OMBUDSMAN ONTARIO
PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO – CRÉDIT 2301
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Ombudsman (Poste 1)	
Traitements et salaires	7 516 802
Avantages sociaux	1 766 694
Transports et communications.....	294 223
Services	2 016 450
Fournitures et matériel.....	1 572 035
	13 166 204
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME –	
OMBUDSMAN ONTARIO	13 166 204
	=====

OMBUDSMAN ONTARIO
ÉTAT DES RECETTES
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	7 879	11 387
	<u> </u>	<u> </u>
DIVERS.....	34 487	38 476
	<u> </u>	<u> </u>
TOTAL DES RECETTES POUR OMBUDSMAN ONTARIO	42 366	49 863
	=====	=====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-196
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-198
POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS.....	2-201
POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES	2-203
SERVICES JURIDIQUES	2-208
SERVICES AUX TRIBUNAUX.....	2-210
SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES	2-212
CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES.....	2-215
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-210, 2-212, 2-213, 2-214
ÉTAT DES RECETTES.....	2-217

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2015 – 2016	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
195 889 484	Administration du ministère	200 673 014	200 174 215
265 217 997	Poursuites contre les criminels	263 932 000	261 608 904
545 648 131	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	576 041 900	575 089 355
44 701 046	Services juridiques	34 543 400	87 459 365
436 588 004	Services aux tribunaux	431 243 400	435 107 061
168 994 745	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	170 497 800	169 316 542
13 456 500	Crédit d'impôt pour contributions politiques	3 564 300	3 564 300
1 670 495 907	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 680 495 814	1 732 319 742
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
17 494	Administration du ministère	14 800	13 733
1 304 195	Poursuites contre les criminels	1 419 100	1 286 345
79 130	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	87 000	84 203
199 562	Services juridiques	212 000	195 089
60 933	Services aux tribunaux	66 400	64 610
87 294	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	89 200	87 906
1 748 608	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 888 500	1 731 886
=====		=====	=====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2015 – 2016		2015 – 2016	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
29 277 661	Administration du ministère	24 417 400	23 879 052
58 032	Poursuites contre les criminels	12 700	10 722
345 723	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	305 200	296 999
10 344	Services juridiques	7 800	5 792
42 889 876	Services aux tribunaux	47 275 300	46 979 008
21 373	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	16 700	14 674
72 603 009	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	72 035 100	71 186 247
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
1 487 421	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	3 396 400	3 298 792
10 162 006	Services aux tribunaux	32 300 000	7 645 100
11 649 427	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	35 696 400	10 943 892
=====		=====	=====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
301				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	197 622 800	2 986 200	200 609 000	Administration du ministère..... 200 108 247
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>197 686 814</u>	<u>2 986 200</u>	<u>200 673 014</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 200 174 215
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	9 800	5 000	14 800	Paiement anticipé des cotisations au Barreau..... 13 733
	<u>9 800</u>	<u>5 000</u>	<u>14 800</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 13 733
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	38 333 400	(13 917 000)	24 416 400	Renouvellement des installations..... 23 879 052
3	1 000		1 000	Administration du ministère..... 0
	<u>38 334 400</u>	<u>(13 917 000)</u>	<u>24 417 400</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 23 879 052
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme est chargé de l'administration générale du ministère; il fournit les services administratifs et de soutien nécessaires aux programmes de fonctionnement. La Division de la gestion des services ministériels offre son appui et ses conseils stratégiques au ministère dans les domaines suivants : planification des activités et des finances, ressources humaines, gestion des urgences, analyse opérationnelle, gestion des installations pour son bureau central au 720, rue Bay, et surveillance du portefeuille d'immobilisations et de locaux du ministère. La Division fournit aussi aux ministères du secteur de la justice des services communs en matière d'accès à l'information et du soutien relativement aux services en français. Elle supervise le Bureau de la diversité, de l'inclusion et de l'accessibilité. De plus, la Division se charge de la gestion des services de vérification et d'assurance dispensés centralement.

Le programme d'administration du ministère sert également la Direction des communications, le Bureau du procureur général, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-procureur général et le Bureau du sous-ministre associé, qui inclut le Bureau de l'innovation du ministère et le Bureau de la sécurité pour le secteur de la justice pour la prestation d'un soutien en matière de sécurité aux ministères du secteur de la justice.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Locaux – Frais de location</i>		
Traitements et salaires	18 893 099		Services	173 875 441	
Avantages sociaux	2 710 969			-----	173 875 441
Transports et communications	512 937				-----
Services	177 897 148				
Fournitures et matériel	187 565				

	200 201 718		<i>Planification opérationnelle</i>		
Moins : Recouvrements	93 471		Traitements et salaires	4 856 209	
	-----		Avantages sociaux	746 870	
	200 108 247		Transports et communications	75 939	
	-----		Services	776 137	
			Fournitures et matériel	99 879	
				-----	6 555 034

<i>Bureau principal</i>			<i>Services en français</i>		
Traitements et salaires	4 803 737		Traitements et salaires	326 491	
Avantages sociaux	625 490		Avantages sociaux	44 589	
Transports et communications	150 731		Transports et communications	52 677	
Services	389 162		Services	272 095	
Fournitures et matériel	31 369		Fournitures et matériel	12 889	
	-----	6 000 489		-----	708 741
		-----	Moins : Recouvrements	93 471	
				-----	615 270

<i>Services de communication</i>			<i>Accès à l'information et protection de la vie privée</i>		
Traitements et salaires	2 109 630		Traitements et salaires	444 765	
Avantages sociaux	309 242		Avantages sociaux	62 525	
Transports et communications	37 595		Transports et communications	8 283	
Services	240 236		Services	60 939	
Fournitures et matériel	13 360		Fournitures et matériel	4 393	
	-----	2 710 063		-----	580 905
		-----			-----
			<i>Ressources humaines</i>		
<i>Services de vérification</i>			Traitements et salaires	3 527 604	
Services	1 803 773		Avantages sociaux	497 637	
	-----	1 803 773	Transports et communications	92 598	
		-----	Services	281 572	
			Fournitures et matériel	4 077	
				-----	4 403 488

<i>Services des installations</i>					
Traitements et salaires	2 824 663				
Avantages sociaux	424 616				
Transports et communications	95 114				
Services	197 793				
Fournitures et matériel	21 598				
	-----	3 563 784			

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$		\$	\$
Crédits législatifs		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	Renouvellement des installations (Poste 2)		
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667			
	----- 65 968	Autres opérations		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	200 174 215 =====	Investissements dans les immobilisations – renouvellement des actifs.....	13 865 551	
		Investissements dans les immobilisations – charges de renouvellement.....	10 013 501	23 879 052
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				----- 23 879 052
Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 5)		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		23 879 052 =====
Dépôts et charges payées d'avance.....	13 733			
	----- 13 733			
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	13 733 =====			

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
302				PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	254 151 900	9 779 100	263 931 000	Droit criminel.....	261 518 299
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>	90 605
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS	261 608 904
	254 152 900	9 779 100	263 932 000		261 608 904
	=====	=====	=====		=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
7	1 432 100	(13 000)	1 419 100	Paiement anticipé des cotisations au Barreau.....	1 286 345
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS	1 286 345
	1 432 100	(13 000)	1 419 100		1 286 345
	=====	=====	=====		=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	1 000		1 000	Poursuites contre les criminels.....	0
L	11 700		11 700	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ...	10 722
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS	10 722
	12 700		12 700		10 722
	=====	=====	=====		=====

Description du programme:

Ce programme est responsable des poursuites relatives à toutes les infractions criminelles en vertu du *Code criminel* et d'autres lois fédérales et provinciales de manière à inspirer la confiance du public et à faire respecter la primauté du droit. Ce programme assure également la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario dans toutes les affaires criminelles, y compris les poursuites dans les affaires criminelles devant tous les types de tribunaux de la province, la représentation de la Couronne en appel et la prestation de conseils juridiques au procureur général et au procureur général adjoint dans toutes les affaires relevant du droit criminel ainsi qu'aux services de police sur demande.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS – CRÉDIT 302
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Droit criminel (Poste 2)			Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 7)		
Traitements et salaires		201 523 402	Dépôts et charges payées d'avance	1 286 345	
Avantages sociaux		21 141 554		-----	
Transports et communications		3 227 927		1 286 345	
Services		25 374 379		-----	
Fournitures et matériel		4 101 395	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
Paiements de transfert			PROGRAMME DE POURSUITES		
Comités de justice			CONTRE LES CRIMINELS	1 286 345	
pour la jeunesse	2 177 118			=====	
Programmes de					
responsabilisation directe	3 597 413				
Indemnisation des victimes					
à partir de la confiscation					
des actifs criminels	375 111				
	-----	6 149 642			

		261 518 299			

Crédits législatifs			Crédits législatifs		
Autres opérations			Autres opérations		
Paiements effectués en vertu de la			Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	10 722	
<i>Loi sur l'administration financière</i>		90 605		-----	
		-----		10 722	
		90 605		-----	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME DE POURSUITES			PROGRAMME DE POURSUITES		
CONTRE LES CRIMINELS		261 608 904	CONTRE LES CRIMINELS	10 722	
		=====		=====	

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
303				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES
2	386 089 100	3 306 600	389 395 700	Aide juridique Ontario 389 395 700
4	65 857 300	3 783 500	69 640 800	Relations avec les organismes 69 085 707
7	76 217 900	2 962 100	79 180 000	Tribunaux de justice sociale 79 172 807
8	4 919 800	1 906 500	6 826 300	Politiques et tribunaux décisionnels..... 6 666 120
10	17 229 200	(102 000)	17 127 200	Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario..... 17 115 770
11	7 062 000	(548 800)	6 513 200	Tribunaux de la sécurité, des appels en matière de permis et des normes Ontario..... 6 481 126
13	7 507 000	(150 300)	7 356 700	Division de la justice pour les Autochtones..... 7 039 682
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrable, <i>Loi sur l'administration financière</i> 35 285
L	1 000		1 000	Audiences tenues en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i> 97 158
	564 884 300	11 157 600	576 041 900	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES 575 089 355
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
12	77 000	10 000	87 000	Paiement anticipé des cotisations au Barreau..... 84 203
	77 000	10 000	87 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES 84 203
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
303				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES
5	1 000		1 000	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes..... 0
L	304 200		304 200	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 296 999
	<u>305 200</u>		<u>305 200</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====		=====	– PROGRAMME DES POLITIQUES,
				PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME
				RELATIF AUX ORGANISMES 296 999
	=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
6	3 396 400		3 396 400	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes 3 298 792
	<u>3 396 400</u>		<u>3 396 400</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====		=====	– PROGRAMME DES POLITIQUES,
				PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME
				RELATIF AUX ORGANISMES 3 298 792
	=====		=====	=====

Description du programme :

La Division des politiques gère le programme de politiques et de législation et fournit des conseils stratégiques et juridiques sur les politiques. Elle supervise les initiatives stratégiques et fournit du soutien et de l'expertise à d'autres divisions du ministère. Elle est aussi responsable de l'administration des renseignements au public et des relations fédérales-provinciales-territoriales du ministère.

La Division des relations avec les organismes et les tribunaux gère les relations de responsabilisation avec les organismes, tribunaux et programmes décisionnels, réglementaires et opérationnels du ministère, notamment : Aide juridique Ontario, la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne, le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne, le Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police, l'Unité des enquêtes spéciales, le Conseil des experts-comptables, le Programme de vérification et de supervision des mises en liberté sous caution, les Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario (la Commission de révision de l'évaluation foncière, le Tribunal de l'environnement, la Commission des biens culturels, la Commission des affaires municipales de l'Ontario et la Commission de négociation), les Tribunaux de justice sociale Ontario (la Commission de la location immobilière, le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario, le Tribunal de l'aide sociale, la Commission de révision des placements sous garde, la Commission de révision des services à l'enfance et à la famille, les tribunaux de l'enfance en difficulté de l'Ontario, la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels) et les Tribunaux de la sécurité, des appels en matière de permis et des normes Ontario (le Tribunal d'appel en matière de permis, la Commission d'étude des soins aux animaux, la Commission de la sécurité- incendie, la Commission civile de l'Ontario sur la police et la Commission ontarienne des libérations conditionnelles).

La Division de la justice pour les Autochtones fournit au procureur général des conseils en matière de programmes, de questions juridiques et de politiques relatives à la justice, et elle mène l'élaboration de nouveaux programmes et services pour soutenir les Autochtones dans le système de justice.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME
RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Aide juridique Ontario (Poste 2)			<i>Vérification et supervision des libérations sous caution</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique			Vérification et supervision des libérations sous caution	6 692 609	6 692 609
– Services aux clients.....	314 766 700			-----	-----
Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique			<i>Commission ontarienne des droits de la personne</i>		
– Administration.....	24 348 100		Traitements et salaires.....	3 971 172	
Cliniques juridiques communautaires financées dans le cadre du Fonds d'aide juridique	50 280 900		Avantages sociaux.....	450 155	
	-----	389 395 700	Transports et communications	147 272	
		-----	Services	574 666	
		389 395 700	Fournitures et matériel	112 165	
				-----	5 255 430
			<i>Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne</i>		
Relations avec les organismes (Poste 4)			Paiements de transfert		
Traitements et salaires		73 220 604	Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne..	5 796 200	5 796 200
Avantages sociaux		12 653 670		-----	-----
Transports et communications.....		2 552 765	<i>Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police</i>		
Services		10 159 260	Traitements et salaires.....	4 945 857	
Fournitures et matériel		1 588 753	Avantages sociaux.....	743 583	
Paiements de transfert			Transports et communications	188 542	
Vérification et supervision des libérations sous caution.....	6 692 609		Services	735 916	
Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne..	5 796 200		Fournitures et matériel	124 751	
	-----	12 488 809		-----	6 738 649

Moins : Recouvrements.....		112 663 861			

		43 578 154			

		69 085 707			

<i>Relations avec les organismes et gestion des programmes</i>					
Traitements et salaires	3 477 128				
Avantages sociaux	509 747				
Transports et communications.....	35 986				
Services	254 784				
Fournitures et matériel	65 755				
	-----	4 343 400			

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME
RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
<i>Unité des enquêtes spéciales</i>			<i>Politiques</i>		
Traitements et salaires	7 563 415		Traitements et salaires	4 110 550	
Avantages sociaux	875 944		Avantages sociaux	357 085	
Transports et communications.....	457 374		Transports et communications	125 166	
Services	696 092		Services	1 514 049	
Fournitures et matériel.....	263 799		Fournitures et matériel	22 454	
	-----	9 856 624		-----	6 129 304
		-----			-----
<i>Commission des alcools et des jeux de l'Ontario</i>			<i>Renseignements au public</i>		
Traitements et salaires	53 263 032		Traitements et salaires	22 462	
Avantages sociaux	10 074 241		Avantages sociaux	2 419	
Transports et communications.....	1 723 591		Transports et communications	11 840	
Services	7 897 802		Services	224 841	
Fournitures et matériel.....	1 022 283		Fournitures et matériel	25 254	
	-----			-----	286 816
	73 980 949				-----
Moins : Recouvrements.....	43 578 154				
	-----	30 402 795			

<i>Tribunaux de justice sociale (Poste 7)</i>			<i>Commission du droit de l'Ontario</i>		
Traitements et salaires	33 985 717		Paiements de transfert		
Avantages sociaux	4 760 630		Commission du droit de l'Ontario....	250 000	
Transports et communications.....	2 312 631			-----	250 000
Services	10 128 531				-----
Fournitures et matériel.....	680 299				
Paiements de transfert					
Indemnisation des victimes d'actes criminels ...	27 304 999				

	79 172 807				

<i>Politiques et tribunaux décisionnels (Poste 8)</i>			<i>Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario (Poste 10)</i>		
Traitements et salaires	4 133 012		Traitements et salaires	12 074 725	
Avantages sociaux	359 504		Avantages sociaux	1 605 399	
Transports et communications.....	137 006		Transports et communications	832 036	
Services	1 738 890		Services	2 419 631	
Fournitures et matériel.....	47 708		Fournitures et matériel	183 979	
Paiements de transfert				-----	17 115 770
Commission du droit de l'Ontario.....	250 000				-----

	6 666 120				

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME
RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016**

	\$		\$
<p>Tribunaux de la sécurité, des appels en matière de permis et des normes Ontario (Poste 11)</p>			
Traitements et salaires	4 417 036	ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Avantages sociaux	579 291	Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 12)	
Transports et communications.....	606 661		
Services	2 955 182	Dépôts et charges payées d'avance.....	84 203
Fournitures et matériel	74 677		-----
	-----		84 203
	8 632 847		-----
Moins : Recouvrements.....	2 151 721	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
	-----	PROGRAMME DES POLITIQUES,	
	6 481 126	PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME	
	-----	RELATIF AUX ORGANISMES	84 203
			=====
<p>Division de la justice pour les Autochtones (Poste 13)</p>			
Traitements et salaires	1 607 935	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Avantages sociaux	173 597	Crédits législatifs	
Transports et communications.....	174 706		
Services	265 134	Autres opérations	
Fournitures et matériel	39 590	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	296 999
Paiements de transfert			-----
Programme d'assistance parajudiciaire			296 999
aux Autochtones de l'Ontario	2 626 465		-----
Projets de la justice applicable		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
aux Autochtones	1 700 424	PROGRAMME DES POLITIQUES,	
Liste des jurés	451 831	PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME	
	-----	RELATIF AUX ORGANISMES	296 999
	4 778 720		=====

	7 039 682		

		BIENS IMMOBILISÉS	
<p>Crédits législatifs</p>		Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes (Poste 6)	
Autres opérations		Matériel de technologie de l'information	214 011
Créances irrécouvrables,		Logiciels d'application de gestion –	
<i>Loi sur l'administration financière</i>	35 285	coûts relatifs aux immobilisations.....	3 084 781
Audiences tenues en vertu de la			-----
<i>Loi sur les services policiers</i>	97 158		3 298 792
	-----		-----
	132 443	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES	
	-----	POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET	
		PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES	3 298 792
			=====
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DES POLITIQUES,			
PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME			
RELATIF AUX ORGANISMES.....	575 089 355		
	=====		

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
304				PROGRAMME DES SERVICES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				JURIDIQUES	
2	25 381 800	3 873 200	29 255 000	Services juridiques.....	29 254 837
3	5 446 000	(158 600)	5 287 400	Services des conseillers législatifs	4 497 733
L	1 000		1 000	<i>Loi sur les actions contre la Couronne.....</i>	53 706 795
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				- PROGRAMME DES	
	30 828 800	3 714 600	34 543 400	SERVICES JURIDIQUES	87 459 365
	=====	=====	=====		=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
6	217 000	(5 000)	212 000	Paiement anticipé des cotisations au Barreau.....	195 089
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
				- PROGRAMME DES	
	217 000	(5 000)	212 000	SERVICES JURIDIQUES	195 089
	=====	=====	=====		=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Services juridiques.....	
L	6 800		6 800	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>	5 792
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
				- PROGRAMME DES	
	7 800		7 800	SERVICES JURIDIQUES	5 792
	=====	=====	=====		=====

Description du programme:

Ce programme appuie le rôle du procureur général de premier conseiller juridique de la Couronne; à cet effet, il s'assure que l'administration des affaires publiques est conforme à la loi, par la prestation de conseils experts en matière de droit et de services d'intervention et de représentation devant tous les types de tribunaux. Ce programme assure le déroulement des litiges pour et contre la Couronne relativement à toute question relevant de la compétence de la Législature.

Ce programme comprend le travail du Bureau des conseillers législatifs, qui est chargé des services de rédaction législative en français et en anglais. Cela comprend la préparation des projets de loi pour le gouvernement et les députés à l'Assemblée législative et la rédaction des règlements. Le Bureau fournit également des conseils juridiques et des services de révision et de publication connexes, notamment l'apport du contenu pour le site Web Lois-en-ligne.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES – CRÉDIT 304
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		Services des conseillers législatifs (Poste 3)	
Services juridiques (Poste 2)			
Traitements et salaires	125 163 814	Traitements et salaires	5 604 975
Avantages sociaux	13 130 935	Avantages sociaux	602 807
Transports et communications.....	633 337	Transports et communications.....	41 133
Services	8 406 463	Services	311 341
Fournitures et matériel	929 502	Fournitures et matériel	27 428
Paiements de transfert			-----
Recours civils à l'égard d'activités illicites – <i>Loi sur les recours civils</i> – Indemnisation des victimes.....	727 616	Moins : Recouvrements.....	6 587 684
Recours civils à l'égard d'activités illicites – <i>Loi sur les recours civils</i> – Subventions	1 291 810		2 089 951
	-----		-----
	2 019 426		4 497 733
	-----	Crédits législatifs	
	150 283 477	Autres opérations	
Moins : Recouvrements.....	121 028 640	<i>Loi sur les actions contre la Couronne</i>	53 706 795
	-----		-----
	29 254 837		53 706 795
	-----		-----
		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES....	87 459 365
			=====
<i>Droit civil et constitutionnel</i>		ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Traitements et salaires	28 900 317	Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 6)	
Avantages sociaux	3 584 856	Dépôts et charges payées d'avance.....	195 089
Transports et communications.....	633 337		-----
Services	8 406 463		195 089
Fournitures et matériel	929 502		-----
Paiements de transfert		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES....	195 089
Recours civils à l'égard d'activités illicites – <i>Loi sur les recours civils</i> – Indemnisation des victimes.....	727 616		=====
Recours civils à l'égard d'activités illicites – <i>Loi sur les recours civils</i> – Subventions	1 291 810	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
	-----	Crédits législatifs	
	44 473 901	Autres opérations	
Moins : Recouvrements.....	15 220 388	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>	5 792
	-----		-----
	29 253 513		5 792
	-----		-----
		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES....	5 792
			=====
<i>Services juridiques détachés</i>			
Traitements et salaires	96 263 497		
Avantages sociaux	9 546 079		

	105 809 576		
Moins : Recouvrements.....	105 808 252		

	1 324		

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
305				PROGRAMME DES SERVICES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				AUX TRIBUNAUX	
1	261 870 900	(1 532 700)	260 338 200	Administration de la justice.....	258 119 205
2	158 881 000	6 724 200	165 605 200	Services judiciaires.....	165 432 857
L	5 300 000		5 300 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	11 554 999
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	426 051 900	5 191 500	431 243 400	- PROGRAMME DES SERVICES	
	=====	=====	=====	AUX TRIBUNAUX	435 107 061
					=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
6	64 400	2 000	66 400	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	64 610
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
	64 400	2 000	66 400	- PROGRAMME DES SERVICES	
	=====	=====	=====	AUX TRIBUNAUX	64 610
					=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	44 848 800	1 722 900	46 571 700	Construction de tribunaux	46 450 027
4	1 000		1 000	Services aux tribunaux.....	
L	702 600		702 600	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i>	528 981
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
	45 552 400	1 722 900	47 275 300	- PROGRAMME DES SERVICES	
	=====	=====	=====	AUX TRIBUNAUX	46 979 008
					=====
BIENS IMMOBILISÉS					
5	32 300 000		32 300 000	Services aux tribunaux.....	7 645 100
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	
	32 300 000		32 300 000	- PROGRAMME DES SERVICES	
	=====	=====	=====	AUX TRIBUNAUX	7 645 100
					=====

Description du programme :

Ce programme est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils, de la famille et des petites créances de l'Ontario. Ces services se composent de trois volets principaux : Administration des tribunaux; Services judiciaires; Construction de tribunaux. Les volets Administration des tribunaux et Services judiciaires apportent un soutien judiciaire, dans les salles d'audience et pour l'administration des tribunaux, et sont divisés en neuf secteurs de programme clés : administration des tribunaux, services du greffe au public, services d'administration et de soutien du programme des tribunaux, services de l'interprétation, services de médiation et des centres d'information sur le droit de la famille, transcriptions, services d'application de la loi, services des bibliothèques juridiques et services judiciaires. Le volet Construction de tribunaux, qui est exécuté par la Division de la gestion des services ministériels (Direction de la gestion des installations), gère le financement de l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure de tribunaux existants afin de soutenir un système de justice moderne, sûr et accessible.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX – CRÉDIT 305
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Administration de la justice (Poste 1)		Construction de tribunaux (Poste 3)	
Traitements et salaires	157 785 973	Autres opérations	
Avantages sociaux	26 659 100	Projets d'infrastructure de grande envergure.....	46 450 027
Transports et communications.....	9 324 319		46 450 027
Services	57 810 025		-----
Fournitures et matériel	5 474 367		
Paiements de transfert		Crédits législatifs	
Federal Contraventions Act -		Autres opérations	
Support for French Language Services.....	1 065 421	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	528 981
	-----		-----
	258 119 205		528 981
	-----		-----
Services judiciaires (Poste 2)		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Traitements et salaires	137 926 360	PROGRAMME DES SERVICES	
Avantages sociaux	10 266 4520	AUX TRIBUNAUX.....	46 979 008
Transports et communications.....	2 813 810		=====
Services	13 589 192		
Fournitures et matériel	605 092		
Paiements de transfert			
Subventions – Institut national de la			
magistrature/Conférence des juges	231 951		

	165 432 857		

Crédits législatifs			
Autres opérations			
Créances irrécouvrables,			
<i>Loi sur l'administration financière</i>	11 554 999		

	11 554 999		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DES SERVICES			
AUX TRIBUNAUX.....	435 107 061		
	=====		
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		BIENS IMMOBILISÉS	
Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 6)		Services aux tribunaux (Poste 5)	
Dépôts et charges payées d'avance.....	64 610	Immeubles - diversification des modes	
	-----	de financement et de l'approvisionnement	7 558 900
	64 610	Machines et équipement –	
	-----	coûts relatifs aux immobilisations.....	86 200

TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
PROGRAMME DES SERVICES		PROGRAMME DES SERVICES	
AUX TRIBUNAUX.....	64 610	AUX TRIBUNAUX.....	7 645 100
	=====		=====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
306				PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	68 683 200	(1 888 000)	66 795 200	Services aux victimes.....	66 655 520
2	21 541 800	(162 200)	21 379 600	Programme d'aide aux victimes et aux témoins	21 316 338
6	81 393 200	929 800	82 323 000	Personnes vulnérables.....	81 334 684
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES.....	169 316 542
	171 618 200	(1 120 400)	170 497 800		=====
	=====	=====	=====		=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
7	88 200	1 000	89 200	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	87 906
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES.....	87 906
	88 200	1 000	89 200		=====
	=====	=====	=====		=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Services aux victimes et aux personnes vulnérables.....	0
L	15 700		15 700	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i>	14 674
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES.....	14 674
	16 700		16 700		=====
	=====	=====	=====		=====

Description du programme:

Ce programme offre des services essentiels aux victimes d'actes criminels, aux enfants et aux personnes vulnérables. Les victimes d'actes criminels sont soutenues par le programme des Services aux victimes – Ontario, qui propose un vaste éventail de services, directement ou par l'intermédiaire d'organismes communautaires financés par le ministère. Les adultes mentalement incapables reçoivent des services de tutelle à la personne et aux biens du Bureau du Tuteur et curateur public, et le Bureau de l'avocat des enfants protège les droits d'ordre personnel et patrimonial des enfants devant les cours et les tribunaux. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels, un organisme consultatif établi en vertu de la loi, relève également de ce programme.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES – CRÉDIT 306

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Avocat des enfants</i>		
Services aux victimes (Poste 1)			Traitements et salaires	8 509 823	
Traitements et salaires	6 530 290		Avantages sociaux	1 054 388	
Avantages sociaux	869 624		Transports et communications	189 976	
Transports et communications	406 793		Services	31 512 369	
Services	3 275 337		Fournitures et matériel	147 622	
Fournitures et matériel	93 652			41 414 178	
Paiements de transfert			Moins : Recouvrements	115 925	
Subventions pour les Programmes d'intervention auprès des partenaires violents	10 484 788				41 298 253
Projets spéciaux d'aide aux victimes	7 754 614		<i>Tuteur et curateur public/Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale)</i>		
Subventions pour les initiatives de lutte contre l'agression sexuelle	14 110 979		Traitements et salaires	30 937 330	
Programme d'aide aux enfants victimes	1 507 000		Avantages sociaux	4 376 616	
Services spécialisés	600 000		Transports et communications	1 250 993	
Programme d'aide aux victimes d'actes criminels	12 037 457		Services	3 141 369	
Visites surveillées	7 984 986		Fournitures et matériel	340 123	
Tribunaux de traitement de la toxicomanie	1 000 000				40 046 431
		55 479 824	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES		
		66 655 520	169 316 542		
			=====		
Programme d'aide aux victimes et aux témoins (Poste 2)			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Traitements et salaires	16 396 494		Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 7)		
Avantages sociaux	2 916 583		Dépôts et charges payées d'avance		
Transports et communications	894 830		87 906		
Services	913 659		87 906		
Fournitures et matériel	194 772		=====		
		21 316 338	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES		
			87 906		
			=====		
Personnes vulnérables (Poste 6)					
Traitements et salaires	39 447 153				
Avantages sociaux	5 431 004				
Transports et communications	1 440 969				
Services	34 653 738				
Fournitures et matériel	487 745				
		81 460 609			
Moins : Recouvrements	115 925				
		81 344 684			

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES – CRÉDIT 306
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>	14 674

	14 674

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME DES SERVICES	
AUX VICTIMES ET AUX	
PERSONNES VULNÉRABLES	14 674
	=====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
307				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES
1	6 929 600	(3 365 300)	3 564 300	Crédit d'impôt pour contributions politiques..... 3 564 300
	<u>6 929 600</u>	<u>(3 365 300)</u>	<u>3 564 300</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES..... 3 564 300
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le crédit d'impôt pour contributions politiques est un crédit pour les contributions versées à un parti de l'Ontario, à une association de circonscription ou à un candidat inscrit en vertu de la *Loi sur le financement des élections* de l'Ontario.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES – CRÉDIT 307

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Crédit d'impôt pour contributions politiques (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Crédit d'impôt pour contributions politiques	3 564 300
	3 564 300
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES.....	3 564 300 =====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016	2015
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Aide juridique – Criminel	50 980 005	52 843 808
Gouvernement du Canada – Fonds de soutien des familles.....	4 115 458	4 115 429
<i>Loi sur les contraventions</i> fédérale.....	1 135 421	1 062 281
Travailleurs judiciaires autochtones	1 039 598	973 484
Langue française.....	260 000	270 748
Autres.....	1 585 300	399 497
	59 115 782	59 665 247
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Tuteur et curateur public de l'Ontario	21 750 000	22 093 000
Remboursement par les municipalités qui n'administrent pas la <i>Loi sur les infractions provinciales</i>	20 233 412	15 260 543
Avocat des enfants.....	137 604	136 505
Autres.....	33 546	627 066
	42 154 562	38 117 114
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Registres locaux.....	50 771 718	51 024 386
Frais judiciaires	12 156 875	12 465 952
Droits liés à la Commission de la location immobilière.....	11 610 823	11 781 288
Procédure/Recherche/Shérifs	8 357 520	8 839 525
Jeux – Droits d'inscription	6 539 858	6 167 309
Jeux – Droits du programme provincial des billets à fenêtres	5 406 962	5 590 307
Jeux – Licences des loteries.....	3 893 798	4 711 725
Permis de vente d'alcool	4 081 803	4 118 875
Permis pour occasions spéciales.....	2 948 519	2 884 525
Droits de cession de permis.....	1 428 785	1 436 930
Droits liés à la Commission de révision de l'évaluation foncière	507 165	573 778
Droits à payer pour la Commission des affaires municipales de l'Ontario.....	209 393	283 781
Permis – Brasseurs provinciaux.....	324 450	229 950
Permis – Vineries ontariennes	185 520	180 675
Autorisations relatives à l'alcool – épiceries	140 077	0
Permis – Fabricants de spiritueux.....	65 520	22 680
Droits du Tribunal d'appel en matière de permis.....	62 200	73 000
Droits d'enregistrement – Agents/Représentants.....	13 980	13 030
Frais pour chèques refusés.....	5 923	8 447
Autres.....	61 006	102 277
	108 771 895	110 508 440

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes provinciales/coûts/frais d'administration.....	33 834 263	40 518 556
Cautionnement certifié confisqué/Cautionnement non réglé/Restitution.....	1 722 749	6 126 413
Amendes – Paiements en trop.....	30 825	24 000
	<u>35 587 837</u>	<u>46 668 969</u>
VENTES ET LOCATIONS.....	<u>382 922</u>	<u>382 293</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>1 608 894</u>	<u>4 561 705</u>
DIVERS		
Fonds d'aide aux victimes.....	53 171 500	49 043 000
Division du droit civil – Règlements.....	11 249 889	2 804 643
Confiscations – Produits de la criminalité.....	4 156 164	898 649
CRIA – <i>Loi sur les recours civils</i>	3 576 428	2 976 035
Tuteur et curateur public de l'Ontario – biens en déshérence.....	1 004 715	1 077 375
Autres.....	574 223	659 575
	<u>73 732 919</u>	<u>57 459 277</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>321 354 811</u>	<u>317 363 045</u>

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE	2-220
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-221
GESTION DES RICHESSES NATURELLES	2-223
PROTECTION DU PUBLIC	2-229
INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....	2-221
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-222, 2-225, 2-228, 2-230
ÉTAT DES RECETTES.....	2-233

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015		2015 – 2016	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
40 131 914	Administration du ministère	39 952 214	39 792 243
326 364 736	Gestion des richesses naturelles	338 940 500	332 753 705
109 578 342	Protection du public	127 587 700	127 210 414
31 846 429	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources	31 505 300	31 499 378
507 921 421 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	537 985 714 =====	531 255 740 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
193 200	Gestion des richesses naturelles	917 600	917 600
40 497	Protection du public	37 000	36 960
0	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources	0	0
233 697 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	954 600 =====	954 560 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
62 828 081	Gestion des richesses naturelles	41 487 600	42 052 812
8 945 874	Protection du public	9 071 800	7 929 218
71 773 955 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	50 559 400 =====	49 982 030 =====
BIENS IMMOBILISÉS			
22 356 846	Gestion des richesses naturelles	32 138 500	31 358 860
29 210 282	Protection du public	29 522 200	26 042 360
51 567 128 =====	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	61 660 700 =====	57 401 220 =====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	39 675 500	211 700	39 887 200	Administration du ministère 39 726 275
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>39 740 514</u>	<u>211 700</u>	<u>39 952 214</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 39 792 243
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le programme d'administration offre aux secteurs d'activités son leadership en matière de gestion stratégique ainsi que des conseils, des avis juridiques, des services de communications et des services administratifs.

Il offre aussi son leadership et ses conseils pour la planification opérationnelle, la gestion financière, le contrôle financier et la gestion des ressources humaines.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2101
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services de communication</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires..... 3 237 719		
Traitements et salaires.....	14 755 568		Avantages sociaux.....	465 613	
Avantages sociaux.....	5 027 841		Transports et communications.....	44 478	
Transports et communications.....	540 309		Services.....	612 909	
Services.....	18 799 541		Fournitures et matériel.....	98 797	
Fournitures et matériel.....	354 293				4 459 516
Paiements de transfert			<i>Services juridiques</i>		
Expérience Été.....	590 150		Traitements et salaires.....	49 007	
Programmes pour les jeunes –			Transports et communications.....	44 589	
intendance des ressources ..	100 000		Services.....	6 734 941	
		690 150	Fournitures et matériel.....	53 716	
					6 882 253
		40 167 702	<i>Services de vérification</i>		
Moins : Recouvrements.....	441 427		Services.....	443 200	443 200
		39 726 275	<i>Commission de l'escarpement du Niagara</i>		
			Traitements et salaires.....	1 768 799	
<i>Bureau principal</i>			Avantages sociaux.....	233 833	
Traitements et salaires.....	2 844 453		Transports et communications.....	60 249	
Avantages sociaux.....	366 834		Services.....	259 245	
Transports et communications.....	143 975		Fournitures et matériel.....	34 931	
Services.....	198 257				2 357 057
Fournitures et matériel.....	102 397		<i>Crédits législatifs</i>		
		3 655 916	Traitement versé au ministre en vertu		
<i>Finances et administration</i>			de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Traitements et salaires.....	4 258 091		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
Avantages sociaux.....	612 075		vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
Transports et communications.....	98 010				65 968
Services.....	9 988 487		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Fournitures et matériel.....	34 568		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
		14 991 231	39 792 243		
<i>Ressources humaines</i>			=====		
Traitements et salaires.....	2 597 499				
Avantages sociaux.....	3 349 486				
Transports et communications.....	149 008				
Services.....	562 502				
Fournitures et matériel.....	29 884				
Paiements de transfert					
Expérience Été.....	590 150				
Programmes pour les jeunes –					
intendance des ressources ..	100 000				
		7 378 529			
Moins : Recouvrements.....	441 427				
		6 937 102			

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2103				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES
1	317 909 100	6 164 600	324 073 700	Gestion durable des ressources..... 323 023 820
2	9 650 300	124 500	9 774 800	Parcs Ontario 9 634 061
L	5 091 000		5 091 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 95 824
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 0
	<u>332 651 400</u>	<u>6 289 100</u>	<u>338 940 500</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES 332 753 705
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	202 300	715 300	917 600	Gestion des richesses naturelles - actif de fonctionnement 917 600
	<u>202 300</u>	<u>715 300</u>	<u>917 600</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES 917 600
				=====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2103				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES
3	37 122 700	(4 326 100)	32 796 600	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles..... 29 199 909
6	1 000	(1 000)	0	Assainissement de l'environnement..... 0
L	8 691 000		8 691 000	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i> 12 852 903
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	45 814 700	(4 327 100)	41 487 600	- PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES..... 42 052 812
	=====	=====	=====	=====

BIENS IMMOBILISÉS

4	30 632 900	1 505 600	32 138 500	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – actifs d'immobilisations . 31 358 860
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	30 632 900	1 505 600	32 138 500	- PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES..... 31 358 860
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le Programme de gestion des richesses naturelles dirige et supervise la gestion des forêts, des terres de la Couronne, de l'eau, de l'énergie renouvelable et des ressources en agrégats et en pétrole de l'Ontario par l'élaboration, la mise en œuvre et l'amélioration des lois, politiques, programmes, systèmes d'information et normes.

Le Programme s'attache à veiller à la vigueur et la viabilité de l'industrie forestière en Ontario et à favoriser un environnement d'affaires compétitif en faisant la promotion des emplois et des investissements dans le secteur forestier.

Le Programme dirige et supervise également la gestion des ressources fauniques et en poissons, des parcs et des zones protégées de l'Ontario, notamment la protection et la gestion des attractions naturelles, culturelles et récréatives importantes pour la province afin de promouvoir des écosystèmes sains et durables, de préserver la biodiversité et d'élargir les possibilités de loisirs de plein air.

De plus, le Programme dirige et supervise la gestion des biens d'infrastructure tels les installations piscicoles, des parcs, des terres de la Couronne, de l'eau et d'autres investissements dans l'infrastructure comme l'élaboration et l'application de l'information géographique et terrestre et l'infrastructure nécessaire pour partager cette information aux fins de l'exécution des programmes du ministère.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Cartographie et information géographique</i>			
Gestion durable de ressources (Poste 1)						
Traitements et salaires		170 760 839	Traitements et salaires	8 338 897		
Avantages sociaux		27 207 149	Avantages sociaux	1 217 178		
Transports et communications.....		12 093 564	Transports et communications	161 980		
Services		148 389 918	Services	3 596 642		
Fournitures et matériel		9 730 111	Fournitures et matériel	199 799		
Paiements de transfert				13 514 496		
Intendance des espèces			Moins : Recouvrements.....	4 828 825		
en péril en Ontario	4 630 320					8 685 671
Centre de gestion des espèces			<i>Politiques et planification</i>			
Envahissantes.....	1 000 000		Traitements et salaires	19 290 622		
Institut de la fourrure.....	40 000		Avantages sociaux	3 385 991		
Rentes et primes versées aux Indiens			Transports et communications	1 226 437		
en vertu du Traité numéro 9.....	107 903		Services	5 659 895		
Politiques – intendance			Fournitures et matériel	498 807		
des ressources.....	2 070 800		Paiements de transfert			
Programme Promotion du			Intendance des espèces			
bois de l'Ontario	972 030		en péril en Ontario ..	4 630 320		
Développement économique des			Centre de gestion des			
communautés autochtones	425 863		Espèces			
Attraction des investissements			Envahissantes.....	1 000 000		
en bioéconomie.....	4 000 000		Institut de la fourrure..	40 000		
Soutien à l'exploitation de la région			Rentes et primes versées aux			
des lacs expérimentaux	2 000 000		Indiens , en vertu du			
Services provinciaux – intendance			Traité numéro 9....	107 903		
des ressources.....	249 165		Politiques – intendance			
Partenaires pour la prestation des			des ressources	2 070 800		
programmes de reboisement des				7 849 023		
terres privées et en milieu urbain				37 910 775		
dans le Sud de l'Ontario.....	4 805 000		Moins : Recouvrements.....	553 382		
Paiements tenant lieu d'impôt						37 357 393
aux municipalités	7 502 649		<i>Industrie forestière</i>			
Impôts acquittés sur les biens-fonds			Traitements et salaires	8 123 209		
provinciaux occupés par des			Avantages sociaux	1 139 719		
locataires.....	3 895 151		Transports et communications	658 965		
Subventions aux offices de protection			Services	65 310 694		
de la nature - Fonctionnement			Fournitures et matériel	278 597		
des programmes	7 448 000		Paiements de transfert			
Programme du Grand Nord	2 380 288		Programme Promotion du			
Mise en valeur des ressources			bois de l'Ontario.....	972 030		
des Premières nations	935 000		Développement économique			
Programme d'encouragement pour les			des communautés			
propriétaires de puits de gaz privés	3 545		autochtones	425 863		
Opérations régionales – intendance			Attraction des investissements			
des ressources.....	2 203 241		en bioéconomie	4 000 000		
Protection du poisson et de la faune –				5 397 893		
intendance des ressources	400 000			80 909 077		
		45 068 955				
		413 250 536				
Moins : Recouvrements.....		90 226 716				
		323 023 820				

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$	\$	\$
		<i>Fonds spéciaux pour la protection du poisson et de la faune</i>	
<i>Services provinciaux - sciences et recherche</i>			
Traitements et salaires	31 217 980	Traitements et salaires	39 061 284
Avantages sociaux	4 800 826	Avantages sociaux	5 879 031
Transports et communications.....	1 904 494	Transports et communications	3 181 113
Services	14 686 006	Services	17 868 099
Fournitures et matériel	1 821 236	Fournitures et matériel	4 438 189
Paiements de transfert		Paiements de transfert	
Soutien à l'exploitation de		Protection du poisson et de la faune	
la région des lacs		- intendance des ressources	400 000
expérimentaux.....	2 000 000		
Services provinciaux			
- intendance des			
ressources.....	249 165		
	2 249 165		
	56 679 707		
Moins : Recouvrements.....	12 292 179	Moins : Recouvrements.....	70 827 716
	44 387 528		70 827 716
			0
		<i>Administration du programme</i>	
		Traitements et salaires	2 703 538
		Avantages sociaux	285 611
		Services	22 596 417
			25 585 566
		Moins : Recouvrements.....	695 222
			24 890 344
<i>Opérations régionales</i>		Parcs Ontario (Poste 2)	
Traitements et salaires	62 025 309	Traitements et salaires	46 739 170
Avantages sociaux	10 498 793	Avantages sociaux	6 347 423
Transports et communications.....	4 960 575	Transports et communications	1 922 019
Services	18 672 165	Services	20 308 497
Fournitures et matériel	2 493 483	Fournitures et matériel	15 486 210
Paiements de transfert		Paiements de transfert	
Partenaires pour la prestation des		Programme de bourses des	
programmes de reboisement des		partenaires de Parcs Ontario	20 000
terres privées et en milieu urbain		Parcs Ontario – intendance	
dans le Sud de l'Ontario.....	4 805 000	des ressources	75 500
Paiements tenant lieu d'impôt			
aux municipalités	7 502 649		95 500
Impôts acquittés sur les biens-fonds		Moins : Recouvrements.....	90 898 819
provinciaux occupés par des			81 264 758
locataires.....	3 895 151		9 634 061
Subventions aux offices de protection			
de la nature - Fonctionnement		Crédits législatifs	
des programmes	7 448 000	Autres opérations	
Programme du Grand Nord	2 380 288	Créances irrécouvrables,	
Mise en valeur des ressources		<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	95 824
des Premières nations	935 000		95 824
Programme d'encouragement pour les			
propriétaires de puits de gaz privés	3 545		
Opérations régionales – intendance			
des ressources.....	2 203 241		
	127 823 199		
Moins : Recouvrements.....	1 029 392	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
	126 793 807	PROGRAMME DE GESTION DES	
		RICHESSES NATURELLES	332 753 705

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$	\$	\$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		<i>Opérations régionales</i>	
Gestion des richesses naturelles – actif de fonctionnement (Poste 5)		Transports et communications	58 386
Dépôts et charges payées d'avance.....	917 600	Services	12 956 778
	<u>917 600</u>	Fournitures et matériel	725 010
		Paiements de transfert	
		Infrastructure des offices	
		de protection de la nature	5 000 000
			<u>18 740 174</u>
		Moins : Recouvrements.....	2 602 999
			<u>16 137 175</u>
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES	917 600 =====	<i>Industrie forestière</i>	
		Services	142 709
			<u>142 709</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		<i>Infrastructure de soutien ministériel</i>	
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles (Poste 3)		Transports et communications	37 901
Transports et communications.....	220 913	Services	2 805 536
Services	21 583 131	Fournitures et matériel	317 120
Fournitures et matériel	4 780 311		<u>3 160 557</u>
D'autre transactions	118 553	<i>Infrastructure de Parcs Ontario</i>	
Paiements de transfert		Transports et communications	80 155
Infrastructure des offices de protection		Services	4 301 250
de la nature.....	5 000 000	Fournitures et matériel	1 757 528
Investissement dans l'infrastructure partagée....	100 000	Other Transactions.....	118 553
	<u>31 802 908</u>	Paiements de transfert	
Moins : Recouvrements.....	2 602 999	Investissement dans l'infrastructure partagée.....	100 000
	<u>29 199 909</u>		<u>6 357 486</u>
		<i>Crédits législatifs</i>	
<i>Services provinciaux - sciences et recherche</i>		Autres opérations	
Transports et communications.....	44 471	Amortissement, Loi sur l'administration financière	12 852 903
Services	1 376 858		<u>12 852 903</u>
Fournitures et matériel	1 980 653		
	<u>3 401 982</u>		
		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES	42 052 812 =====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$	\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS		<i>Opérations régionales</i>	
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – actifs d'immobilisations (Poste 4)			
Terrains	1 650	Terrains.....	1 650
Immeubles - traitements et salaires	158 246	Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations	4 471 379
Immeubles - avantages sociaux	22 499		-----
Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations	10 792 683		4 473 029
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations	631 346		-----
Barrages et ouvrages d'art – traitements et salaires	8 877 777	<i>Industrie forestière</i>	
Barrages et ouvrages d'art – avantages sociaux ...	129 190	Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations	192 535
Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations	19 507	Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations	8 000 000
Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations	8 569 850		-----
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations	2 156 112		8 192 535
	-----		-----
	31 358 860		

<i>Services provinciaux - sciences et recherche</i>		<i>Infrastructure de soutien ministériel</i>	
Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations.....	659 384	Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations.....	3 890 923
Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations.....	231 486		-----
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations ..	2 156 112		3 890 923
	-----		-----
	3 046 982		

<i>Parcs Ontario</i>		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES.....	
Immeubles - traitements et salaires	158 246		31 358 860
Immeubles - avantages sociaux	22 499		=====
Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations	6 901 760		
Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations.....	207 325		
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations.....	877 777		
Barrages et ouvrages d'art – traitements et salaires	129 190		
Barrages et ouvrages d'art – avantages sociaux.....	19 507		
Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations.....	3 439 087		

	11 755 391		

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2104				PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	100 160 200	27 417 500	127 577 700	Protection du public..... 127 210 414
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>100 170 200</u>	<u>27 417 500</u>	<u>127 587 700</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC... 127 210 414
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	53 600	(16 600)	37 000	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs de fonctionnement..... 36 960
	<u>53 600</u>	<u>(16 600)</u>	<u>37 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC... 36 960
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5	5 145 500	(234 700)	4 910 800	Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence 4 834 826
L	4 161 000		4 161 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 3 094 392
	<u>9 306 500</u>	<u>(234 700)</u>	<u>9 071 800</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC... 7 929 218
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
4	31 626 500	(2 104 300)	29 522 200	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs d'immobilisations 26 042 360
	<u>31 626 500</u>	<u>(2 104 300)</u>	<u>29 522 200</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC... 26 042 360
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme de protection du public administre le Programme de gestion des situations d'urgence du ministère dont le rôle est d'assurer la protection du public et des biens dans les circonstances suivantes : incendies de forêt; inondations; sécheresse; érosion; instabilité du sol et de l'assise rocheuse; prospection de pétrole brut et de gaz naturel (y compris l'entreposage souterrain de gaz naturel et d'hydrocarbures); situations d'urgence résultant de l'extraction de soluté salin; autres catastrophes survenant dans la province auxquelles il faut faire face.

Le programme assure également la planification et la prestation, directe et indirecte, des services de transport aériens non réguliers pour le compte du gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC – CRÉDIT 2104
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Protection du public (Poste 1)		Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs de fonctionnement (Poste 3)	
Traitements et salaires	66 639 671	Dépôts et charges payées d'avance.....	36 960
Avantages sociaux	8 793 601		-----
Transports et communications.....	5 166 043		36 960
Services	70 127 852		-----
Fournitures et matériel	12 066 495	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
	-----	PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC ..	36 960
	162 793 662		=====
Moins : Recouvrements.....	35 583 248	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
	-----	Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence (Poste 5)	
	127 210 414	Transports et communications	2 228 025
	-----	Services	1 530 427
		Fournitures et matériel	1 076 374

			4 834 826

		Crédits législatifs	
<i>Sécurité publique et intervention en cas d'urgence</i>		Autres opérations	
Traitements et salaires	28 622 240	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	3 094 392
Avantages sociaux	4 374 277		-----
Transports et communications.....	2 089 093		3 094 392
Services	19 294 961		-----
Fournitures et matériel	4 609 561	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
	-----	PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC ..	7 929 218
	58 990 132		=====
Moins : Recouvrements.....	26 643 351		

	32 346 781		

		BIENS IMMOBILISÉS	
<i>Lutte d'urgence contre les incendies</i>		Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs d'immobilisations (Poste 4)	
Traitements et salaires	38 017 431	Immeubles - traitements et salaires.....	136 026
Avantages sociaux	4 419 324	Immeubles - avantages sociaux.....	18 787
Transports et communications.....	3 076 950	Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations.....	22 319 955
Services	50 832 891	Barrages et ouvrages d'art – coûts	
Fournitures et matériel	7 456 934	relatifs aux immobilisations.....	420 399
	-----	Machines et équipement – coûts	
	103 803 530	relatifs aux immobilisations.....	547 465
Moins : Recouvrements.....	8 939 897	Parc automobile et flotte de bateaux –	
	-----	coûts relatifs aux immobilisations	2 323 200
	94 863 633	Avions – coûts relatifs aux immobilisations.....	276 528
	-----		-----
			26 042 360

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	127 210 414	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC .	=====	PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC	26 042 360
			=====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2105				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES
1	32 041 900	(536 600)	31 505 300	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources... 31 499 378
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES..... 31 499 378
	32 041 900	(536 600)	31 505 300	
	=====	=====	=====	=====
				ACTIF DE FONCTIONNEMENT
2	100 000	(100 000)	0	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES..... 0
	100 000	(100 000)	0	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le Groupement pour les terres et les ressources assure la prestation des programmes et offre son leadership pour l'élaboration et l'application de la technologie de l'information et de la gestion de l'information aux ministères qui sont ses clients, à savoir : Richesses naturelles, Affaires autochtones, Environnement, Agriculture, Alimentation et Affaires rurales et Développement du Nord et des Mines. Il est chargé de mettre en place une infrastructure de technologie de l'information intégrée pour faciliter et rationaliser les activités du gouvernement grâce à la prestation électronique des services et d'améliorer les services publics grâce aux affaires électroniques et aux services gouvernementaux en direct.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION
– GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES – CRÉDIT 2105

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources (Poste 1)	
Traitements et salaires	20 722 532
Avantages sociaux	2 734 788
Transports et communications.....	902 193
Services	52 353 109
Fournitures et matériel	247 621

	76 960 243
Moins : Recouvrements.....	45 460 865

	31 499 378

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES ...	31 499 378 =====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Stations radars abandonnées du réseau Mid-Canada	0	4 706 000
Affaires indiennes et Nord canadien – sécurité incendie dans le Grand-Nord	3 028 504	2 911 849
Programme d'infrastructures Canada-Ontario.....	168 969	168 969
Accord sur le bois d'œuvre résineux	1 956 522	0
	<u>5 153 995</u>	<u>7 786 818</u>
 REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	 <u>12 294 930</u>	 <u>12 380 559</u>
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Agrégats.....	6 101 319	5 625 557
Autres.....	211 614	660 433
	<u>6 312 933</u>	<u>6 285 990</u>
 AMENDES ET PÉNALITÉS	 <u>522 958</u>	 <u>830 428</u>
 VENTES ET LOCATIONS		
Ventes d'immobilisations.....	753 384	1 645 555
Autres.....	10 366 863	9 047 841
	<u>11 120 247</u>	<u>10 693 396</u>
 REDEVANCES		
Énergie hydraulique	124 359 634	126 747 213
Droits de la Couronne	34 986 310	32 775 429
Ressources pétrolières en mer	2 211 053	3 278 423
Agrégats.....	1 435 380	1 740 591
Autres.....	11 429	7 716
	<u>163 003 806</u>	<u>164 549 372</u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	 <u>(36 090)</u>	 <u>2 276 401</u>
 DIVERS.....	 <u>812 243</u>	 <u>1 207 146</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	 <u>199 185 022</u>	 <u>206 010 110</u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-236
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-238
POLITIQUES DE SANTÉ ET RECHERCHE.....	2-240
CYBERSANTÉ ET GESTION DE L'INFORMATION.....	2-242
ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO	2-244
DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE	2-246
RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT.....	2-248
PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE.....	2-256
SYSTÈMES INFORMATIQUES	2-258
PROMOTION DE LA SANTÉ	2-260
IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ	2-262
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-239, 2-243, 2-245, 2-252, 2-257, 2-259
ÉTAT DES RECETTES.....	2-264

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2015 – 2016	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
111 610 717	Administration du ministère	119 281 260	117 467 013
800 656 880	Politiques de santé et recherche	809 443 000	803 506 069
439 774 039	Cybersanté et gestion de l'information	445 409 900	441 893 536
18 165 277 078	Assurance-santé de l'Ontario	18 435 161 800	18 417 686 381
746 073 124	Division de la santé publique	770 533 200	769 314 120
25 227 305 753	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	25 562 181 400	25 550 264 878
3 466 356 239	Programmes provinciaux et intendance	3 682 914 700	3 676 340 549
129 262 375	Systèmes informatiques	143 414 700	143 414 682
359 675 978	Promotion de la santé	369 909 600	368 776 040
49 445 992 183	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	50 338 249 560	50 289 332 709
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
4 500 000	Politiques de santé et recherche	4 500 000	4 500 000
8 450 000	Assurance-santé de l'Ontario	8 450 000	8 450 000
0	Division de la santé publique	500 000	0
58 537 560	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	58 537 600	58 537 559
11 029 400	Programmes provinciaux et intendance	11 229 400	11 029 400
0	Promotion de la santé	250 000	0
82 516 960	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	83 467 000	82 516 959
=====		=====	=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015	PROGRAMMES	2015 – 2016	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
59 855 016	Cybersanté et gestion de l'information	56 214 000	56 158 316
1 054 576	Systèmes informatiques	10 642 400	16 451 583
1 470 955 063	Immobilisations dans le domaine de la santé	1 317 177 300	1 108 432 136
<u>1 531 864 655</u> =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>1 384 033 700</u> =====	<u>1 181 042 035</u> =====
BIENS IMMOBILISÉS			
21 420 249	Systèmes informatiques	29 794 100	10 619 598
<u>21 420 249</u> =====	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	<u>29 794 100</u> =====	<u>10 619 598</u> =====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1401				PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				DU MINISTÈRE	
1	110 828 100	1 964 100	112 792 200	Administration du ministère	111 050 736
2	7 375 400	(982 700)	6 392 700	Commission ontarienne d'examen	6 333 642
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301
L	48 519		48 519	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	33 334
	118 299 860	981 400	119 281 260	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
				DU MINISTÈRE	117 467 013
					=====

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère apporte son soutien au ministre de la Santé et des Soins de longue durée pour lui permettre de remplir les exigences de son portefeuille et des cadres ministériels de gestion, de reddition des comptes, de contrôle financier et de gestion des fraudes et du risque de manière à assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources et d'atteindre ainsi les objectifs opérationnels visés.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels pour faciliter l'exécution efficace de tous les programmes et services du ministère : planification des activités, du budget et des immobilisations dans le domaine de la santé; politiques et décisions en matière d'investissement et de financement du système de santé; vérification; installations et chaîne d'approvisionnement, gestion des contrats et des registres; Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario; subrogation; ressources humaines stratégiques, y compris la gestion du talent, du rendement et de la relève; planification de l'effectif et gestion des ressources; participation et inclusion des employés; stratégies de santé, de sécurité et de mieux-être; relations de travail stratégiques; capacité organisationnelle et engagement; accès à l'information, protection de la vie privée et protection des renseignements personnels sur la santé; processus de nominations; services juridiques; communications et marketing; gestion des projets et renforcement des processus des programmes prioritaires en vue d'une amélioration de la qualité, de l'efficacité et de l'efficacités; gestion financière, notamment les paiements, l'analyse financière, les prévisions, la présentation de rapports, les règlements ainsi que les exigences nécessaires en matière de contrôle financier.

De plus, des fonds sont prévus pour le soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen, à la Commission du consentement et de la capacité, à la Commission d'appel et de révision des services de santé, à la Commission d'appel et de révision des professions de la santé, à la Commission de révision des paiements effectués aux médecins et au Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1401
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires	56 089 016		Traitements et salaires	53 715	
Avantages sociaux	13 877 370		Services	3 059 025	
Transports et communications	3 022 468		Fournitures et matériel	51 120	
Services	37 471 867				3 163 860
Fournitures et matériel	608 015				-----
		111 068 736			
Moins : Recouvrements	18 000				

		111 050 736			

<i>Bureau principal</i>			<i>Services de vérification</i>		
Traitements et salaires	4 161 970		Services	3 106 625	
Avantages sociaux	506 880				3 106 625
Transports et communications	158 665				-----
Services	675 941				
Fournitures et matériel	16 931				

		5 520 387			

<i>Services financiers et administratifs</i>			Commission ontarienne d'examen (Poste 2)		
Traitements et salaires	41 649 973		Traitements et salaires	1 277 509	
Avantages sociaux	11 907 882		Avantages sociaux	201 584	
Transports et communications	2 262 221		Transports et communications	605 902	
Services	26 015 285		Services	4 220 887	
Fournitures et matériel	495 171		Fournitures et matériel	27 760	
		82 694 532			6 333 642
Moins : Recouvrements	18 000				-----

		82 676 532			

<i>Ressources humaines</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires	2 450 942		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux	378 473		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
Transports et communications	34 672		Traitements versés aux adjoints parlementaires en		
Services	715 259		vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	33 334	
Fournitures et matériel	13 499				82 635
		-----			-----
		3 592 845			-----

<i>Services de communication</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires	7 826 131		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	117 467 013	
Avantages sociaux	1 084 135				=====
Transports et communications	149 195				
Services	3 899 732				
Fournitures et matériel	31 294				

		12 990 487			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1402				PROGRAMME DES POLITIQUES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE	
1	857 576 900	(48 133 900)	809 443 000	Politiques de santé et recherche	803 506 069
	<u>857 576 900</u>	<u>(48 133 900)</u>	<u>809 443 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES POLITIQUES	
				DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE	803 506 069
					=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	4 500 000		4 500 000	Politiques de santé et recherche	4 500 000
	<u>4 500 000</u>		<u>4 500 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
	=====		=====	- PROGRAMME DES POLITIQUES	
				DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE	4 500 000
					=====

Description du programme:

Le Programme des politiques de santé et de la recherche intègre les données de recherche probantes sur le système de santé, les politiques stratégiques et celles relatives aux programmes afin d'offrir des orientations stratégiques à l'appui du système de santé de l'Ontario. La planification à l'échelle du système permet au ministère de soutenir l'élaboration des lois et des politiques, de surveiller l'alignement sur les orientations stratégiques et de sélectionner et gérer les portefeuilles, la stratégie et d'autres initiatives au sein du ministère pour faire avancer les objectifs liés au système de santé et aux ressources humaines s'y rattachant. Ce travail comprend l'investissement ciblé, l'administration des programmes de financement, la surveillance et la synthèse de la recherche sur la santé de la population et les services de santé, les politiques stratégiques et la planification relatives à la disponibilité, à la mixité, à la répartition, au recrutement, au maintien en poste, à la détermination du champ d'exercice et à l'éducation et la formation des fournisseurs de soins de santé. Les activités connexes sont la réglementation des professionnels de la santé et les questions touchant les relations de travail pour ce qui a trait aux professionnels de la santé.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE – CRÉDIT 1402

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques de santé et recherche (Poste 1)		
Traitements et salaires		16 694 444
Avantages sociaux		3 111 274
Transports et communications.....		391 667
Services		5 548 270
Fournitures et matériel.....		95 262
Paiements de transfert		
Formation clinique	727 799 819	
Fonds de recherche sur le système de santé.....	48 604 511	
Programme d'assurance-santé provisoire de l'Ontario pour les demandeurs du statut de réfugié.....	1 260 822	
	-----	777 665 152

		803 506 069

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE		803 506 069
		=====
 ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Politiques de santé et recherche (Poste 2)		
Avances et montants récupérables		
Formation clinique – ressources humaines en santé.....	2 000 000	
Formation clinique – soins infirmiers	2 500 000	
	-----	4 500 000

		4 500 000

TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE		4 500 000

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1403				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION
1	487 495 500	(42 085 600)	445 409 900	Cybersanté et gestion de l'information..... 441 893 536
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	487 495 500	(42 085 600)	445 409 900	- PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION..... 441 893 536
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	37 130 100	18 670 900	55 801 000	Cybersanté et gestion de l'information..... 55 800 000
L	413 000		413 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 358 316
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	37 543 100	18 670 900	56 214 000	- PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION..... 56 158 316
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme de cybersanté garantit que l'information et la technologie de l'information sont utilisées de manière à améliorer et à moderniser le système de santé ontarien et à améliorer la qualité des services de santé et l'accès à ces services. Cybersanté Ontario offre l'infrastructure d'information nécessaire à la transmission et l'échange électroniques sécuritaires de renseignements personnels entre les fournisseurs de soins de l'Ontario et appuie les initiatives de cybersanté du ministère.

Le programme de gestion de l'information fournit de l'information et des analyses relatives à la santé qui permet de prendre des décisions fondées sur des preuves à l'appui d'un système de santé durable en Ontario

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION – CRÉDIT 1403

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Cybersanté et gestion de l'information (Poste 1)		
Traitements et salaires		19 810 339
Avantages sociaux		2 997 948
Transports et communications.....		349 233
Services		33 033 145
Fournitures et matériel.....		369 887
Paiements de transfert		
Cybersanté Ontario.....	273 647 500	
Programmes de technologie de l'information	95 894 863	
Gestion de l'information sur le système de santé.....	15 790 621	
	-----	385 332 984

		441 893 536

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION.....		441 893 536
		=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Cybersanté et gestion de l'information (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Cybersanté Ontario – immobilisations		55 800 000

		55 800 000

Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>		358 316

		358 316

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION.....		56 158 316
		=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1405				PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				DE L'ONTARIO	
1	13 879 125 900	119 353 300	13 998 479 200	Assurance-santé de l'Ontario	13 983 974 649
2	3 801 964 600	155 948 600	3 957 913 200	Programmes de médicaments.....	3 955 128 283
4	452 316 800	26 452 600	478 769 400	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels	478 583 449
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				- PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ	
	18 133 407 300	301 754 500	18 435 161 800	DE L'ONTARIO	18 417 686 381
	=====	=====	=====		=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	8 450 000		8 450 000	Programme d'assurance-santé de l'Ontario	8 450 000
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
				- PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ	
	8 450 000		8 450 000	DE L'ONTARIO	8 450 000
	=====	=====	=====		=====

Description du programme:

Le programme d'assurance-santé de l'Ontario vise des volets essentiels du système de santé ontarien : les politiques relatives à l'admissibilité des clients et aux cartes de santé; la rémunération des médecins pour les services pris en charge en vertu de la *Loi sur l'assurance maladie*; la rémunération des autres praticiens; le remboursement des services hors province ou hors pays; les établissements de soins autonomes; les Équipes de santé familiale; les services de sages-femmes; les services aux régions insuffisamment desservies; les subventions aux résidents du Nord pour frais de transport à des fins médicales; les services de télétriage; la prévention des maladies; la qualité des services de santé; les programmes de médicaments; les laboratoires communautaires; l'intervention en faveur des patients des établissements psychiatriques et les conseils sur leurs droits; la protection contre la fraude liée aux services de santé; les appareils et accessoires fonctionnels (p. ex., l'oxygénothérapie à domicile).

En Ontario, les soins sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres, depuis les cabinets de généralistes jusqu'aux centres hospitaliers universitaires et aux hôpitaux, en passant par Télésanté Ontario et le Service téléphonique d'aide médicale (STAM), où des conseils permettant le triage et des renseignements sur la santé sont offerts par du personnel infirmier autorisé. Les services financés par le gouvernement sont offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, au Régime d'assurance-santé de l'Ontario. Le Programme des services aux régions insuffisamment desservies et le Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales offrent divers services de soutien intégrés permettant aux collectivités des régions rurales et du Nord d'obtenir les soins dont elles ont besoin.

En matière de prévention des maladies, la priorité est accordée à l'amélioration de la santé et des soins de santé pour les Ontariens et les Ontariennes qui ont le diabète, une insuffisance cardiaque congestive, une maladie pulmonaire obstructive chronique ou de l'hypertension, ou qui présentent un risque élevé dans l'un de ces domaines. Les programmes de lutte contre le diabète de l'Ontario renforcent l'accès aux services pour personnes diabétiques et la qualité de ces services de manière à améliorer la santé des personnes diabétiques ou à risque de le devenir et l'évolution de leur état.

Qualité des services de santé Ontario est l'infrastructure provinciale visant à accélérer la prestation de soins de santé de haute qualité fondés sur des preuves afin de contribuer à un système de santé durable.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1405
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Assurance-santé de l'Ontario (Poste 1)			Programme d'appareils et accessoires fonctionnels (Poste 4)		
Traitements et salaires		51 275 036	Traitements et salaires		2 447 491
Avantages sociaux		9 212 488	Avantages sociaux		461 527
Transports et communications.....		2 952 078	Transports et communications		630 007
Services		20 600 148	Services		995 194
Fournitures et matériel.....		432 815	Fournitures et matériel		33 096
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Paiements effectués au titre			Programme d'appareils et		
des services et soins fournis			accessoires fonctionnels	366 542 483	
par des médecins et			Programme d'oxygénothérapie		
autres praticiens.....	13 497 314 706		à domicile	107 473 651	
Établissements de					474 016 134
santé autonomes.....	46 502 481				478 583 449
Programme des services aux régions					
insuffisamment desservies	23 732 199		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Programme de subventions			PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ		
aux résidents du Nord de			DE L'ONTARIO.....		18 417 686 381
l'Ontario pour frais de transport					=====
à des fins médicales.....	49 574 995				
Services de télériage	26 442 556				
Programme de gestion de			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
la qualité – Services					
de laboratoire	4 748 900		Programme d'assurance-santé de l'Ontario (Poste 5)		
Services de sages-femmes.....	123 535 709		Avances et montants récupérables		
Dépistage du cancer colorectal.	59 017 600		Paiements effectués au		
Stratégie de prévention			titre des services et soins		
des maladies.....	23 212 727		fournis par les médecins		
Qualité des services			et autres praticiens	4 900 000	
de santé Ontario	37 028 100		Programme des services aux		
Initiatives pour la qualité			régions insuffisamment		
des services de santé	8 392 111		desservies.....	450 000	
		13 899 502 084	Services de sages-femmes	3 000 000	
		13 983 974 649	Sciences de la santé universitaires ...	100 000	
					8 450 000
					8 450 000
					=====
Programmes de médicaments (Poste 2)			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires		9 150 626	PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ		
Avantages sociaux		1 335 177	DE L'ONTARIO.....		8 450 000
Transports et communications.....		589 010			=====
Services		14 848 861			
Fournitures et matériel.....		76 763			
Paiements de transfert					
Programmes de médicaments de l'Ontario.....	3 929 127 846				
		3 955 128 283			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1406 DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
4	828 975 000	(58 441 800)	770 533 200	Santé publique 769 314 120
	<u>828 975 000</u>	<u>(58 441 800)</u>	<u>770 533 200</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE 769 314 120
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
6	500 000		500 000	Santé publique 0
	<u>500 000</u>		<u>500 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====		=====	- DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE 0
				=====

Description du programme :

L'objectif du programme de santé publique est de protéger et d'améliorer la santé et de prévenir l'apparition des maladies et le décès prématuré des Ontariens et Ontariennes à toutes les étapes de la vie. Le mandat de la santé publique englobe toutes les maladies infectieuses, les maladies chroniques et la prévention des blessures, la santé et le développement des enfants, la santé familiale et communautaire, la santé environnementale et la gestion des urgences - l'accent est mis à tous ces égards sur les déterminants clés de la santé. Ce programme centre les ressources de santé sur la prévention, la détection, les interventions précoces et le traitement le cas échéant.

Le programme établit les normes, les protocoles et les objectifs de rendement, finance le système de santé publique de l'Ontario, en particulier les conseils de santé, les associations connexes et Santé publique Ontario, et assure la surveillance des politiques et des programmes pour garantir la reddition des comptes par le système. Il inclut le médecin hygiéniste en chef, qui a des pouvoirs indépendants et doit présenter son rapport annuel sur la santé publique à l'Assemblée législative de l'Ontario. Le programme travaille également en partenariat avec Santé publique Ontario, qui soutient la santé publique aux échelons provincial et local par des conseils scientifiques, des services d'éducation et de formation et du soutien sur le terrain, suivant les besoins.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 1406

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Santé publique (Poste 4)		
Traitements et salaires		10 588 829
Avantages sociaux		1 446 484
Transports et communications.....		494 115
Services		15 729 228
Fournitures et matériel.....		542 241
Paiements de transfert		
Organismes de santé		
locaux officiels.....	409 128 498	
Épidémies.....	146 347 901	
Prévention de la tuberculose.....	8 125 322	
Lutte contre les maladies transmissibles sexuellement.....	3 676 867	
Association pour la santé publique.....	150 000	
Prévention des infections.....	19 466 735	
Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé.....	153 617 900	
	-----	740 513 223

		769 314 120

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE.....		769 314 120
		=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1411				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT
				Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant.....
1	24 498 666 200	1 063 265 200	25 561 931 400	25 549 956 878
L	250 000		250 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>
				308 000
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT ...
	24 498 916 200	1 063 265 200	25 562 181 400	25 550 264 878
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant
2	58 537 600		58 537 600	58 537 559
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT ...
	58 537 600		58 537 600	58 537 559
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

En tant que protecteur de la viabilité à long terme du système de soins de santé de l'Ontario, le ministère collabore avec 14 réseaux locaux d'intégration des services de santé (RLISS) afin de promouvoir un système de soins de santé intégré, coordonné, axé sur les patients et inspiré par des valeurs. Le ministère se charge de l'orientation et des conseils stratégiques, tandis que les RLISS sont responsables de la planification, de l'intégration et du financement des fournisseurs de services de santé dans leurs systèmes de santé locaux. Les RLISS exercent leurs pouvoirs en vertu de la *Loi de 2006 sur l'intégration du système de santé local*. Des responsabilités supplémentaires et des attentes en matière de rendement sont définies dans le protocole d'entente et l'accord de rendement conclus avec le ministère de la Santé et des Soins de longue durée. Ces réseaux ont la souplesse nécessaire pour répondre aux priorités et aux besoins locaux uniques en matière de santé par la gestion des services offerts par les hôpitaux publics, privés et psychiatriques spécialisés, les centres d'accès aux soins communautaires, les foyers de soins de longue durée, les centres de santé communautaire, les services communautaires de soutien, les services communautaires aux victimes de traumatismes crâniens, les logements avec services de soutien et les organismes de toxicomanie et de santé mentale. Associé aux RLISS, le ministère veille à la prestation de soins de santé accessibles, sensibles aux besoins de la collectivité et de haute qualité pour toute la population ontarienne.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Sud-Ouest</i>		
Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 1)			Paiements de transfert		
Paiements de transfert			Fonctionnement		
Érié St-Clair	1 144 418 660		des hôpitaux	1 540 663 944	
Sud-Ouest	2 263 881 822		Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	426 600	
Waterloo Wellington.....	1 059 022 102		Foyers de soins de longue durée.....	333 351 176	
Hamilton Niagara			Centres d'accès aux soins communautaires	219 442 698	
Haldimand Brant	2 943 434 799		Services communautaires de soutien	39 472 333	
Centre-Ouest.....	890 806 518		Logement avec services de soutien	23 913 885	
Mississauga Halton.....	1 462 014 422		Centres de santé communautaire	21 450 202	
Centre-Toronto	4 796 885 895		Services communautaires de santé mentale	58 773 883	
Centre.....	2 049 257 393		Programme de lutte contre les dépendances.....	12 035 878	
Centre-Est	2 234 119 461		Traumatismes crâniens	5 470 980	
Sud-Est.....	1 111 952 132		RLISS – Fonctionnement.....	6 660 243	
Champlain	2 566 648 585		eHealth.....	2 040 000	
Simcoe-Nord Muskoka.....	877 699 625				
Nord-Est.....	1 479 832 146				
Nord-Ouest.....	669 983 258				
	-----	25 549 956 878		-----	2 263 881 822
		-----			-----
		25 549 968 878			

<i>Érié St-Clair</i>			<i>Waterloo Wellington</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux...	659 347 656		Fonctionnement		
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	172 500		des hôpitaux	580 770 321	
Foyers de soins de longue durée	219 559 564		Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	159 225	
Centres d'accès aux soins communautaires	140 525 653		Foyers de soins de longue durée.....	188 815 553	
Services communautaires de soutien	21 986 469		Centres d'accès aux soins communautaires	143 595 675	
Logement avec services de soutien	11 656 084		Services communautaires de soutien	25 342 776	
Centres de santé communautaire	31 964 991		Logement avec services de soutien	6 467 204	
Services communautaires de santé mentale.....	41 385 530		Centres de santé communautaire	21 154 859	
Programme de lutte contre les dépendances	10 557 489		Services communautaires de santé mentale	42 172 540	
Traumatismes crâniens.....	1 493 457		Programme de lutte contre les dépendances.....	11 252 068	
RLISS – Fonctionnement.....	5 769 660		Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés....	30 642 050	
	-----	1 144 418 600	Traumatismes crâniens	2 939 034	
		-----	RLISS – Fonctionnement.....	5 710 857	
				-----	1 059 022 162

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
<i>Hamilton Niagara Haldimand Brant</i>			<i>Mississauga Halton</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement			Fonctionnement des hôpitaux...	957 896 490	
des hôpitaux	1 931 929 444		Subventions versées en		
Subventions versées en			compensation des taxes		
compensation des taxes			municipales – hôpitaux		
municipales – hôpitaux			publics	154 200	
publics	462 000		Foyers de soins de		
Foyers de soins de			longue durée	198 613 621	
longue durée	487 148 596		Centres d'accès aux soins		
Centres d'accès aux soins			communautaires	165 187 501	
communautaires	311 715 567		Services communautaires		
Services communautaires			de soutien	46 896 382	
de soutien	51 854 800		Logement avec		
Logement avec			services de soutien	38 604 631	
services de soutien	35 712 750		Centres de santé		
Centres de santé			communautaire	2 450 497	
communautaire	29 063 055		Services communautaires		
Services communautaires			de santé mentale	33 282 209	
de santé mentale	63 145 525		Programme de lutte		
Programme de lutte			contre les dépendances	7 125 473	
contre les dépendances	18 698 945		Traumatismes crâniens	5 988 872	
Traumatismes crâniens	7 383 278		RLISS – Fonctionnement	5 814 546	
RLISS – Fonctionnement	6 320 839				1 462 014 422
		2 943 434 799			
			<i>Centre-Toronto</i>		
<i>Centre-Ouest</i>			Paiements de transfert		
Paiements de transfert			Fonctionnement des hôpitaux...	3 571 880 985	
Fonctionnement des hôpitaux	532 561 856		Subventions versées en		
Subventions versées en			compensation des taxes		
compensation des taxes			municipales – hôpitaux		
municipales – hôpitaux			publics	751 425	
publics	96 975		Foyers de soins de		
Foyers de soins de			longue durée	273 264 918	
longue durée	158 845 415		Centres d'accès aux soins		
Centres d'accès aux soins			communautaires	250 907 414	
communautaires	115 489 959		Services communautaires		
Services communautaires			de soutien	100 719 288	
de soutien	15 348 273		Logement avec		
Logement avec			services de soutien	57 220 769	
services de soutien	10 608 350		Centres de santé		
Centres de santé			communautaire	92 538 459	
communautaire	12 142 382		Services communautaires		
Services communautaires			de santé mentale	138 255 966	
de santé mentale	31 365 290		Programme de lutte		
Programme de lutte			contre les dépendances	38 052 757	
contre les dépendances	5 868 515		Services d'hôpitaux		
RLISS – Fonctionnement	5 419 503		psychiatriques spécialisés	260 941 393	
eHealth	3 060 000		Subventions versées		
		890 806 518	en compensation des		
			taxes municipales –		
			hôpitaux psychiatriques	49 050	
			Traumatismes crâniens	3 017 673	
			RLISS – Fonctionnement	9 285 798	
					4 796 885 895

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
			<i>Centre</i>		
Paiements de transfert					
Fonctionnement					
des hôpitaux.....	1 219 065 227				
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics		246 225			
Foyers de soins de longue durée.....	342 124 263				
Centres d'accès aux soins communautaires	297 796 041				
Services communautaires de soutien	44 119 872				
Logement avec services de soutien	31 748 926				
Centres de santé communautaire	12 326 070				
Services communautaires de santé mentale.....	78 290 526				
Programme de lutte contre les dépendances	7 155 611				
Traumatismes crâniens.....	10 777 800				
RLISS – Fonctionnement.....	5 606 832				
	-----	2 049 257 393			

			<i>Centre-Est</i>		
Paiements de transfert					
Fonctionnement des hôpitaux	1 214 275 231				
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics		280 275			
Foyers de soins de longue durée.....	444 462 828				
Centres d'accès aux soins communautaires	290 035 602				
Services communautaires de soutien	51 361 299				
Logement avec services de soutien	15 446 254				
Centres de santé communautaire	29 799 929				
Services communautaires de santé mentale.....	53 731 883				
Programme de lutte contre les dépendances	9 621 746				
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés...	117 692 037				
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques ..		26 325			
Traumatismes crâniens.....	1 576 447				
RLISS – Fonctionnement.....	5 809 605				
	-----	2 234 119 461			

			<i>Sud-Est</i>		
Paiements de transfert					
Fonctionnement					
des hôpitaux	655 141 623				
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics		190 725			
Foyers de soins de longue durée.....	185 685 213				
Centres d'accès aux soins communautaires	122 595 263				
Services communautaires de soutien	31 772 993				
Logement avec services de soutien	2 241 305				
Centres de santé communautaire	29 290 927				
Services communautaires de santé mentale	66 424 791				
Programme de lutte contre les dépendances	7 565 549				
Traumatismes crâniens	5 145 285				
RLISS – Fonctionnement.....	5 898 458				
	-----	1 111 952 132			

			<i>Champlain</i>		
Paiements de transfert					
Fonctionnement					
des hôpitaux	1 638 542 984				
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics		355 650			
Foyers de soins de longue durée.....	349 005 219				
Centres d'accès aux soins communautaires	236 484 027				
Services communautaires de soutien	45 712 533				
Logement avec services de soutien	23 392 718				
Centres de santé communautaire	62 432 199				
Services communautaires de santé mentale	71 194 900				
Programme de lutte contre les dépendances	25 169 111				
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés....	102 418 141				
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques ..		28 425			
Traumatismes crâniens	2 584 076				
RLISS – Fonctionnement.....	7 288 602				
eHealth.....	2 040 000				
	-----	2 566 648 585			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
<i>Simcoe-Nord Muskoka</i>					
Paiements de transfert					
Fonctionnement					
des hôpitaux	436 524 464		<i>Nord-Ouest</i>		
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	77 625				
Foyers de soins de longue durée	143 992 754		Paiements de transfert		
Centres d'accès aux soins communautaires	101 664 352		Fonctionnement		
Services communautaires de soutien	14 875 271		des hôpitaux	445 923 699	
Logement avec services de soutien	8 437 968		Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	105 375	
Centres de santé communautaire	11 570 692		Foyers de soins de longue durée	74 322 606	
Services communautaires de santé mentale	27 380 449		Centres d'accès aux soins communautaires	55 897 643	
Programme de lutte contre les dépendances	5 265 334		Services communautaires de soutien	15 667 155	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	120 750 514		Logement avec services de soutien	13 567 753	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques	23 400		Centres de santé communautaire	9 751 214	
Traumatismes crâniens	1 172 352		Services communautaires de santé mentale	31 505 114	
RLISS – Fonctionnement	5 964 450		Programme de lutte contre les dépendances	15 791 726	
		877 699 625	Traumatismes crâniens	1 038 082	
			RLISS – Fonctionnement	6 412 891	
					669 983 258
<i>Nord-Est</i>					
Paiements de transfert					
Fonctionnement					
des hôpitaux	949 067 222		Crédits législatifs		
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	211 725		Autres opérations		
Foyers de soins de longue durée	222 944 964		Créances irrécouvrables,		
Centres d'accès aux soins communautaires	135 563 964		<i>Loi sur l'administration financière</i>	308 000	
Services communautaires de soutien	37 320 505				308 000
Logement avec services de soutien	22 888 442				
Centres de santé communautaire	18 257 780		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Services communautaires de santé mentale	60 454 703		PROGRAMME DES RÉSEAUX		
Programme de lutte contre les dépendances	22 326 642		LOCAUX D'INTÉGRATION DES		
Traumatismes crâniens	3 028 649		SERVICES DE SANTÉ ET		
RLISS – Fonctionnement	7 767 550		FOURNISSEURS DE SERVICES		
		1 479 832 146	DE SANTÉ S'Y RATTACHANT	25 550 264 878	
					=====

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016**

	\$	\$		\$	\$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			<i>Sud-Ouest</i>		
Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 2)			Paiements de transfert		
Paiements de transfert			Fonctionnement des hôpitaux ...	2 332 600	
Érié St-Clair.....	2 422 200		Foyers de soins de longue durée	1 790 000	
Sud-Ouest.....	5 061 500		Centres d'accès aux soins communautaires	93 800	
Waterloo Wellington	2 658 600		Services communautaires de soutien.....	509 900	
Hamilton Niagara			Centres de santé communautaire.....	107 500	
Haldimand Brant.....	6 067 363		Services communautaires de santé mentale.....	180 400	
Centre-Ouest	2 609 199		Programme de lutte contre les dépendances.....	47 300	
Mississauga Halton	2 273 500				5 061 500
Centre-Toronto.....	12 517 600				
Centre.....	3 721 200		<i>Waterloo Wellington</i>		
Centre-Est.....	5 685 200		Paiements de transfert		
Sud-Est.....	3 016 500		Fonctionnement des hôpitaux ...	1 297 600	
Champlain.....	5 683 300		Foyers de soins de longue durée	980 000	
Simcoe-Nord Muskoka	1 525 700		Centres d'accès aux soins communautaires	97 800	
Nord-Est.....	3 987 100		Services communautaires de soutien.....	20 800	
Nord-Ouest	1 308 597		Logement avec services de soutien.....	3 800	
		58 537 559	Centres de santé communautaire.....	198 200	
		58 537 559	Services communautaires de santé mentale	31 100	
			Programme de lutte contre les dépendances.....	29 300	
					2 658 600
<i>Érié St-Clair</i>			<i>Hamilton Niagara Haldimand Brant</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	723 600		Fonctionnement des hôpitaux ...	1 999 700	
Foyers de soins de longue durée.....	1 140 000		Foyers de soins de longue durée	2 759 963	
Services communautaires de soutien.....	116 900		Centres d'accès aux soins communautaires	77 000	
Logement avec services de soutien	29 000		Services communautaires de soutien.....	608 900	
Centres de santé communautaire	206 100		Logement avec services de soutien.....	39 800	
Services communautaires de santé mentale	192 500		Centres de santé communautaire.....	214 000	
Programme de lutte contre les dépendances.....	14 100		Services communautaires de santé mentale	145 200	
		2 422 200	Programme de lutte contre les dépendances.....	56 900	
			Traumatismes crâniens.....	165 900	
					6 067 363

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
<i>Centre-Ouest</i>			<i>Centre</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	588 900		Fonctionnement des hôpitaux ...	1 260 200	
Foyers de soins de longue durée.....	999 999		Foyers de soins de longue durée	2 001 000	
Centres d'accès aux soins communautaires	330 200		Centres d'accès aux soins communautaires	1 000	
Centres de santé communautaire	40 500		Services communautaires de soutien.....	44 800	
Services communautaires de santé mentale	646 600		Centres de santé communautaire.....	54 900	
Programme de lutte contre les dépendances.....	3 000		Services communautaires de santé mentale	353 400	
	-----	2 609 199	Programme de lutte contre les dépendances.....	5 900	
		-----		-----	3 721 200

<i>Mississauga Halton</i>			<i>Centre-Est</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	626 200		Fonctionnement des hôpitaux ...	1 137 500	
Foyers de soins de longue durée.....	1 200 000		Foyers de soins de longue durée	2 600 000	
Centres d'accès aux soins communautaires	44 500		Centres d'accès aux soins communautaires	7 500	
Services communautaires de soutien.....	149 300		Services communautaires de soutien.....	141 400	
Logement avec services de soutien	43 200		Centres de santé communautaire.....	524 800	
Services communautaires de santé mentale	92 900		Services communautaires de santé mentale	1 268 600	
Programme de lutte contre les dépendances.....	117 400		Programme de lutte contre les dépendances.....	5 400	
	-----	2 273 500		-----	5 685 200
		-----			-----
<i>Centre-Toronto</i>			<i>Sud-Est</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	7 914 000		Fonctionnement des hôpitaux ...	903 400	
Foyers de soins de longue durée.....	1 740 000		Foyers de soins de longue durée	1 000 000	
Services communautaires de soutien.....	274 300		Centres d'accès aux soins communautaires	48 200	
Logement avec services de soutien	673 900		Services communautaires de soutien.....	58 400	
Centres de santé communautaire	1 061 300		Centres de santé communautaire.....	181 800	
Services communautaires de santé mentale	526 600		Services communautaires de santé mentale	748 300	
Programme de lutte contre les dépendances.....	247 100		Programme de lutte contre les dépendances.....	76 400	
Traumatismes crâniens	80 400			-----	3 016 500
	-----	12 517 600		-----	-----
		-----			-----

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016**

	\$	\$		\$	\$
<i>Champlain</i>			<i>Nord-Est</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	2 582 100		Fonctionnement des hôpitaux ...	1 912 400	
Foyers de soins de longue durée.....	1 900 000		Foyers de soins de longue durée.....	1 200 000	
Services communautaires de soutien.....	245 500		Services communautaires de soutien.....	302 700	
Centres de santé communautaire.....	195 600		Logement avec services de soutien.....	3 800	
Services communautaires de santé mentale.....	706 400		Centres de santé communautaire.....	126 300	
Programme de lutte contre les dépendances.....	53 700		Services communautaires de santé mentale.....	299 300	
	-----	5 683 300	Programme de lutte contre les dépendances.....	142 600	
		-----		-----	3 987 100

<i>Simcoe-Nord Muskoka</i>			<i>Nord-Ouest</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	354 600		Fonctionnement des hôpitaux ...	367 200	
Foyers de soins de longue durée.....	710 000		Foyers de soins de longue durée.....	409 997	
Services communautaires de soutien.....	338 400		Services communautaires de soutien.....	155 500	
Centres de santé communautaire.....	56 800		Centres de santé communautaire.....	32 200	
Services communautaires de santé mentale.....	65 900		Services communautaires de santé mentale.....	242 800	
	-----	1 525 700	Programme de lutte contre les dépendances.....	100 900	
		-----		-----	1 308 597

			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME DES RÉSEAUX		
			LOCAUX D'INTÉGRATION DES		
			SERVICES DE SANTÉ ET		
			FOURNISSEURS DE SERVICES		
			DE SANTÉ S'Y RATTACHANT.....		58 537 559
					=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1412				PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	3 727 355 600	(1 001 810 800)	2 725 544 800	Programmes provinciaux.....	2 724 314 997
2	922 323 400	(16 994 300)	905 329 100	Services de santé d'urgence	901 017 358
4	90 920 100	(39 040 300)	51 879 800	Intendance.....	50 726 194
L	161 000		161 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	282 000
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	4 740 760 100	(1 057 845 400)	3 682 914 700	- PROGRAMMES PROVINCIAUX	
	=====	=====	=====	ET INTENDANCE	3 676 340 549
					=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	11 229 400		11 229 400	Programmes provinciaux et intendance	11 029 400
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
	11 229 400		11 229 400	- PROGRAMMES PROVINCIAUX	
	=====	=====	=====	ET INTENDANCE	11 029 400
					=====

Description du programme :

Ce crédit englobe les programmes provinciaux, les services de santé d'urgence et l'intendance. Ce programme est responsable de la reddition des comptes à l'égard des paiements de transfert et de l'élaboration des politiques opérationnelles, y compris la planification et le financement d'un large éventail de programmes spécialisés. Parmi ces programmes de paiements de transfert, mentionnons Action Cancer Ontario, le Programme ontarien de dépistage du cancer du sein, les services communautaires et prioritaires, le fonctionnement des établissements connexes, le crédit d'impôt de l'Ontario pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être et les programmes de lutte contre le VIH/sida et l'hépatite C. De plus, le programme verse la part de financement de l'Ontario à la Société canadienne du sang et soutient une stratégie de gestion de l'utilisation du sang pour l'Ontario.

Outre les activités liées aux paiements de transfert, les programmes provinciaux et l'intendance comprennent aussi les dépenses de fonctionnement directes correspondant à la gestion et à la prestation des paiements de transfert à l'intérieur du crédit ainsi qu'à l'administration de la supervision (l'intendance) des réseaux locaux d'intégration des services de santé.

Les services de santé d'urgence garantissent l'existence d'un système équilibré et intégré de services de santé d'urgence partout en Ontario. Le système se compose d'une série de programmes et services interreliés, y compris les services d'ambulance terrestre contractuels ou exploités au niveau municipal, l'organisme à but non lucratif d'ambulance aérienne appelé Ornge, et les services de répartition d'ambulances.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE – CRÉDIT 1412
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Intendance (Poste 4)		
Programmes provinciaux (Poste 1)					
Paiements de transfert			Traitements et salaires		31 040 084
Fonctionnement des établissements connexes	64 071 350		Avantages sociaux		4 598 694
Action Cancer Ontario	1 448 269 800		Transports et communications		2 365 554
Société canadienne du sang.....	533 366 900		Services		12 517 128
Programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C...	59 638 992		Fournitures et matériel		213 734
Programme ontarien de dépistage du cancer du sein ..	30 893 000				<u>50 726 194</u>
Services communautaires et prioritaires	578 544 437		Crédits législatifs		
Crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être	9 530 518		Autres opérations		
	<u>2 724 314 997</u>		Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		282 000
	<u>2 724 314 997</u>				<u>282 000</u>
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE		
					3 677 009 990
					=====
Services de santé d'urgence (Poste 2)			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
			Programmes provinciaux et intendance (Poste 5)		
Traitements et salaires	43 674 795		Avances et montants récupérables		
Avantages sociaux	7 508 856		Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes –		
Transports et communications.....	1 939 986		Services d'ambulance municipaux.....	500 000	
Services	9 202 087		Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes.....		461 000
Fournitures et matériel	408 782		Programme de lutte contre le sida et l'hépatite C.....		175 000
Paiements de transfert			Services communautaires et prioritaires	4 393 400	
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes – Services d'ambulance municipaux.....	614 617 625		Action Cancer Ontario	5 500 000	
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes – Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	65 281 472				<u>11 029 400</u>
Ambulances aériennes	158 383 755				<u>11 029 400</u>
	<u>838 282 852</u>		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE		
	<u>901 017 358</u>				11 029 400
					=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1413				PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	140 430 900	2 983 800	143 414 700	Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé 143 414 682
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	140 430 900	2 983 800	143 414 700	– PROGRAMME DE SYSTÈMES
	=====	=====	=====	INFORMATIQUES 143 414 682
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Systèmes informatiques 0
L	10 641 400		10 641 400	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> . 16 451 583
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	10 642 400		10 642 400	– PROGRAMME DE SYSTÈMES
	=====	=====	=====	INFORMATIQUES 16 451 583
BIENS IMMOBILISÉS				
4	19 674 100	10 120 000	29 794 100	Systèmes informatiques 10 619 598
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	19 674 100	10 120 000	29 794 100	– PROGRAMME DE SYSTÈMES
	=====	=====	=====	INFORMATIQUES 10 619 598

Description du programme :

Systèmes informatiques apporte du soutien au ministère de la Santé et des Soins de longue durée pour assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources d'information et de technologie de l'information afin d'atteindre les objectifs opérationnels visés.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels à la prestation et au soutien efficaces des programmes du ministère.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES – CRÉDIT 1413
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		BIENS IMMOBILISÉS	
Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé (Poste 1)		Systèmes informatiques (Poste 4)	
Traitements et salaires	46 543 137	Matériel de technologie de l'information	723 562
Avantages sociaux	6 420 728	Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires.....	593 871
Transports et communications.....	5 262 042	Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux.....	85 747
Services	83 412 741	Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....	9 216 418
Fournitures et matériel.....	1 776 034		
	143 414 682		10 619 598
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES.....	143 414 682	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES	10 619 598
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>	16 451 583		
	16 451 583		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES.....	16 451 583		

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1414 CHARGES DE FONCTIONNEMENT	PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ				
1	388 259 100	(18 349 500)	369 909 600	Promotion de la santé	368 776 040
	<u>388 259 100</u>	<u>(18 349 500)</u>	<u>369 909 600</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ.....	<u>368 776 040</u>
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>		<u>=====</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	250 000		250 000	Promotion de la santé	0
	<u>250 000</u>		<u>250 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ.....	<u>0</u>
	<u>=====</u>		<u>=====</u>		<u>=====</u>

Description du programme :

Le programme de promotion de la santé a pour mandat de soutenir la priorité du gouvernement de maintenir la population ontarienne en santé à toutes les étapes de la vie. Le programme joue un rôle de chef de file pour préserver la santé de la population en élaborant des politiques, stratégies et initiatives de promotion de la santé favorisant une vie plus saine et en proposant aux Ontariens et Ontariennes des outils leur permettant de faire des choix sains. Le programme assure la surveillance et la gestion continue du financement par paiements de transfert à l'appui des normes ontariennes de santé publique dans les domaines de la santé infantile et génésique, des maladies chroniques, de la prévention des blessures et de l'usage abusif de certaines substances.

Le programme est responsable de la reddition des comptes à l'égard des paiements de transfert et de l'élaboration de politiques opérationnelles, notamment la planification et le financement d'un vaste éventail de programmes spécialisés soutenant les priorités incontournables du gouvernement comme la stratégie Ontario sans fumée, la Stratégie pour la santé des enfants, la Stratégie de lutte contre le diabète et le programme de soins dentaires pour enfants et jeunes de familles à faible revenu. Le programme établit les normes, les protocoles et les objectifs de rendement pour les conseils de santé et assure la surveillance des politiques et des programmes afin de garantir la reddition des comptes par le système de santé publique.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1414

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Promotion de la santé (Poste 1)		
Traitements et salaires		5 097 539
Avantages sociaux		968 925
Transports et communications.....		84 124
Services	11 811 046	
Fournitures et matériel.....		44 181
Paiements de transfert		
Organismes locaux officiels responsables de la santé – promotion de la santé	265 688 673	
Nutrition et alimentation saine ...	22 785 055	
Prévention des maladies, des traumatismes et des dépendances	12 866 800	
Fonds pour les communautés en santé.....	1 450 000	
Développement de la capacité locale et coordination	1 079 000	
Ontario sans fumée.....	46 900 697	
	-----	350 770 225

		368 776 040

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ.....		368 776 040 =====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1407				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ	
1	1 465 807 000	(148 629 700)	1 317 177 300	Immobilisations dans le domaine de la santé.....	1 108 432 136
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
	1 465 807 000	(148 629 700)	1 317 177 300	PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS	
	=====	=====	=====	DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ	1 108 432 136
					=====

Description du programme:

Le programme d'immobilisations en matière de santé est responsable de l'octroi de fonds pour les immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics, les centres régionaux de cancérologie et les centres de santé communautaire.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1407
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations dans le domaine de la santé (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Projets visant les grands hôpitaux	866 188 611	
Fonds pour le réaménagement de l'infrastructure du système de santé	124 988 457	
Projets visant les petits hôpitaux.....	10 575 357	
Fonds pour l'équipement médical et diagnostique.....	34 500 000	
Programmes de santé communautaire	20 399 544	
	-----	1 056 651 969
Autres opérations		
Dessaisissement des hôpitaux psychiatriques provinciaux	50 505 287	
Programme d'évaluation de l'état des installations	1 274 880	
	-----	51 780 167

		1 108 432 136

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....	1 108 432 136	
	=====	

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Projet Panorama	13 217 032	0
Logement en milieu de soutien	6 546 043	6 554 783
Système d'information de laboratoire de l'Ontario.....	5 891 686	2 271 712
Services sociaux dispensés aux Indiens.....	5 355 698	6 954 700
Entente sur l'accès prioritaire des anciens combattants aux lits d'hôpitaux	4 814 568	4 433 916
Projet des dossiers de santé électroniques interopérables	4 573 665	10 645 974
Programme de soutien au financement du traitement de la toxicomanie.....	3 405 257	3 497 035
Programme de contributions pour les politiques en matière de soins de santé	3 013 588	2 255 578
Projet des dossiers de santé électroniques.....	1 873 500	3 714 000
Numéros sans frais d'aide au renoncement – Initiative relative à l'emballage des produits du tabac	147 830	264 408
Évacuations d'urgence de communautés des Premières Nations	105 881	0
Engagement fédéral concernant l'hépatite C	0	22 100 000
Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance	0	4 188
Mise en œuvre de la Stratégie ontarienne de cybersanté.....	0	(7 828 598)
	<u>48 944 748</u>	<u>54 867 696</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Assurance-santé de l'Ontario – Subrogation.....	26 332 678	25 301 026
Autres.....	1 111	0
	<u>26 333 789</u>	<u>25 301 026</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Services d'avocats – enquêtes.....	4 763 437	1 641 747
Quote-part des usagers des services d'ambulance	1 847 718	2 161 891
Vérification de la qualité des services des laboratoires.....	1 085 053	1 046 164
Frais d'administration de la Commission des accidents du travail	400 000	400 000
Octroi de permis aux laboratoires	283 976	265 705
Droits de permis – Centres de prélèvement.....	264 025	264 025
Droits pour effectuer le paiement des réclamations	241 538	277 211
Droits d'examen – Préposés aux soins médicaux d'urgence	237 633	218 694
Droits de permis – maisons de soins infirmiers.....	79 185	83 963
Frais de permis pour les ensembles d'établissements de santé mixtes.....	28 540	25 820
Autres.....	188 136	64 737
	<u>9 419 241</u>	<u>6 449 957</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS	79 043	43
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	296 351 804	398 639 009
DIVERS		
Pénalités – intérêt	2 978 744	369 127
Autres.....	686 212	413 046
	<u>3 664 956</u>	<u>782 173</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>384 793 581</u>	<u>486 039 904</u>

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-266
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-268
NÉGOCIATIONS, DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA RÉMUNÉRATION.....	2-270
AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR).....	2-272
SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR.....	2-274
GOUVERNANCE, DE SURVEILLANCE DES ORGANISMES, DE LEADERSHIP ORGANISATIONNEL ET D'APPRENTISSAGE.....	2-276
VÉRIFICATION.....	2-278
STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ	2-280
SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	2-282
GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX	2-286
ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS	2-288
ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES	2-290
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-267, 2-271, 2-275, 2-285
ÉTAT DES RECETTES.....	2-292

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2015 – 2016	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
24 261 096	Administration du ministère	27 647 214	26 360 880
29 309 868	Négociations, des relations de travail et de la rémunération	64 367 600	24 925 313
1 231 091 660	Avantages sociaux et prestations de retraite (Part prise en charge par l'employeur)	1 365 002 000	1 067 214 271
39 370 886	Soutien au conseil du trésor	593 736 200	42 854 544
28 354 751	Gouvernance, de surveillance des organismes, de leadership organisationnel et d'apprentissage	30 658 100	29 895 096
5 527 152	Vérification	5 022 400	4 865 238
0	Stratégie de réduction de la pauvreté	4 547 700	4 496 467
30 610 386	Services organisationnels de technologie de l'information	20 519 700	17 300 964
56 349 222	Groupement des organismes centraux	53 292 600	52 152 491
875 073	Organismes, conseils et commissions	857 500	826 957
0	Achat groupé de services médiatiques	3 876 300	0
1 445 750 094 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	2 169 527 314 =====	1 270 892 221 =====
OPERATING ASSETS			
680 258 684	Soutien au conseil du trésor	1 000	702 451 636
10 706 071	Services organisationnels de technologie de l'information	11 050 600	11 050 600
690 964 755 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	11 051 600 =====	713 502 236 =====

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2015 – 2016	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1 320 182	Administration du ministère	1 323 500	1 321 520
0	Soutien au conseil du trésor	98 036 100	0
11 290 617	Services organisationnels de technologie de l'information	10 761 900	10 760 247
0	Groupement des organismes centraux	2 000	0
<u>12 610 799</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>110 123 500</u>	<u>12 081 767</u>
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
44 390 932	Services organisationnels de technologie de l'information	51 514 000	48 202 462
0	Groupement des organismes centraux	1 000	0
<u>44 390 932</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	<u>51 516 000</u>	<u>48 202 462</u>
=====		=====	=====

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	27 582 200		27 582 200	Administration du ministère
				26 205 400
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>
				0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu <i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i>
				49 301
L	0		0	Traitement versé au ministre sans <i>portefeuille en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif</i>
				89 512
L	16 173		16 173	Parliamentary Assistant's Salary, the <i>Executive Council Act</i>
				16 667
	<u>27 647 214</u>		<u>27 647 214</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....
	=====		=====	26 360 880
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 322 500		1 322 500	Administration du ministère
				1 321 520
L	1 000		1 000	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>
				0
	<u>1 323 500</u>		<u>1 323 500</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....
	=====		=====	1 321 520
BIENS IMMOBILISÉS				
3	1 000		1 000	Administration du ministère
				0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....
	=====		=====	0

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui permettent au ministère d'obtenir des résultats soutenant les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines ainsi que la gestion des locaux et des installations. Le programme fournit également des services juridiques et de communication, de planification et de surveillance des résultats. Il aide et soutient les secteurs de programmes du ministère dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels.

non vérifié

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3401
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires		14 442 005	Traitements et salaires		3 722 275
Avantages sociaux		2 049 377	Avantages sociaux		497 650
Transports et communications.....		320 045	Transports et communications		49 813
Services		9 033 806	Services		1 733 370
Fournitures et matériel.....		360 167	Fournitures et matériel		95 809
		-----			-----
		26 205 400			6 098 917
		-----			-----
<i>Bureau principal</i>			<i>Ressources humaines</i>		
Traitements et salaires	2 301 574		Traitements et salaires	1 616 238	
Avantages sociaux	274 966		Avantages sociaux	362 106	
Transports et communications.....	80 193		Transports et communications	18 525	
Services	152 169		Services	100 582	
Fournitures et matériel.....	20 667		Fournitures et matériel	2 919	
	-----			-----	
		2 829 569			2 100 370
		-----			-----
<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires	6 801 662		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux	914 547		de la Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301
Transports et communications.....	88 947		Traitement versé au ministre sans		
Services	1 289 615		portefeuille en vertu de la		
Fournitures et matériel.....	146 896		Loi sur le Conseil exécutif		89 512
	-----		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
		9 241 667	vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		16 667
		-----			-----
					155 480

<i>Services juridiques</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires	256		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Avantages sociaux	108				26 360 880
Transports et communications.....	82 567				=====
Services	5 147 717		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Fournitures et matériel.....	93 876		Administration du ministère (Poste 2)		
	-----		Services		1 321 520
		5 324 524			-----
		-----			1 321 520

<i>Services de vérification</i>			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Services	610 353		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
	-----				1 321 520
		610 353			=====

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3402				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES NÉGOCIATIONS, DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA DE LA RÉMUNÉRATION
1	64 367 600		64 367 600	Négociations, relations de travail et rémunération 24 925 313
	64 367 600		64 367 600	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES NÉGOCIATIONS, DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA DE LA RÉMUNÉRATION 24 925 313
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le Programme des négociations, des relations de travail et de la rémunération soutient l'engagement du gouvernement à l'égard de relations de travail constructives avec la FPO et le secteur parapublic.

Le programme représente la Couronne en tant qu'employeur dans toutes les négociations collectives et les relations de travail au sein de la FPO, fournit des conseils consultatifs sur les relations de travail et avec le personnel, soutient les relations patronales- syndicales régulières et gère les stratégies et les programmes de rémunération de la FPO.

Représentant la FPO en tant qu'employeur, le programme établit les cadres juridiques et stratégiques pour une gestion efficace des ressources humaines et élabore des stratégies liées au capital humain en réponse aux tendances constatées et émergentes.

Le programme analyse les facteurs internes et externes qui influent sur les résultats des négociations collectives dans le secteur parapublic afin de formuler et d'offrir au gouvernement, aux ministères et aux employeurs du secteur parapublic des orientations et des avis stratégiques fondés sur des éléments probants relativement aux questions courantes liées aux négociations collectives et aux relations de travail. Le programme fournit aussi un soutien et des conseils stratégiques concernant les initiatives gouvernementales ayant une incidence sur la rémunération des cadres de direction dans le secteur parapublic.

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
PROGRAMME DES NÉGOCIATIONS, DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE
LA RÉMUNÉRATION - CRÉDIT 3402

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Politiques et planification des ressources humaines</i>		
Négociations, relations de travail et rémunération (Poste 1)			Traitments et salaires 1 731 787 Avantages sociaux 203 055 Transports et communications 20 292 Services 206 028 Fournitures et matériel 13 807 ----- 2 174 969		
Traitments et salaires	13 970 824				
Avantages sociaux	2 053 321				
Transports et communications.....	355 449				
Services	9 781 791				
Fournitures et matériel.....	170 747				

	26 332 132				
Moints: Recouvrements.....	1 406 819				

	24 925 313				

			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
			- PROGRAMME DES NÉGOCIATIONS, DES		
			RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA		
			RÉMUNÉRATION.....		
			24 925 313		
			=====		
			<i>Relations de travail</i>		
Traitments et salaires	11 103 591				
Avantages sociaux	1 717 503				
Transports et communications.....	298 764				
Services	8 893 348				
Fournitures et matériel.....	131 432				

	22 144 638				
Moints: Recouvrements.....	1 406 819				

	20 737 819				

			<i>Relations de travail dans le secteur parapublic</i>		
Traitments et salaires	1 135 446				
Avantages sociaux	132 763				
Transports et communications.....	36 393				
Services	682 415				
Fournitures et matériel.....	25 508				

	2 012 525				

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3403				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)
1	911 450 000		911 450 000	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur) 868 949 107
L	453 552 000		453 552 000	Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, Loi sur l'administration financière 198 265 164
	<u>1 365 002 000</u>		<u>1 365 002 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)..... 1 067 214 271
	=====		=====	=====

Description du programme:

Le Programme des avantages sociaux et des prestations de retraite (partie prise en charge par l'employeur) prend en charge les dépenses que le gouvernement effectue en qualité d'employeur au chapitre des services assurés, des programmes prévus par la loi, des services non assurés et de certains régimes de retraite de la fonction publique, notamment les coûts d'arbitrage et d'administration par des tiers. Les charges dépendent de l'évolution des charges à payer du gouvernement à titre de répondant ou de co-répondant de certains régimes de services assurés, régimes de retraite et droits aux indemnités de cessation d'emploi.

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE
(PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) - CRÉDIT 3403

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Crédits législatifs		
Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur) (Poste 1)			Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, <i>Loi sur l'administration financière</i>		
Employee benefits			Avantages sociaux		
Régime de pensions du Canada	167 200 026		Continuation des prestations pour la CSPAAT et la protection du revenu à long terme*	(27 890 300)	
Régime de soins dentaires	51 894 306		Assurance-vie collective.....	12 251 002	
Impôt-santé des employeurs	107 143 468		Régime de retraite complémentaire des juges de paix.....	1 553 592	
Assurance-emploi	79 286 327		Indemnités légales de cessation d'emploi*	(159 519 447)	
Assurance-vie collective.....	7 568 195		Protection du revenu à long terme *	(96 600 000)	
Régime de retraite complémentaire des juges de paix.....	455 778		Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario*.....	(5 120 537)	
Indemnités légales de cessation d'emploi.....	75 971 609		Fonds de prestations des juges provinciaux*.....	(1 196 162)	
Protection du revenu à long terme.....	87 841 491		Régime de retraite des fonctionnaires	180 059 328	
Avantages sociaux - Association de la Police provinciale de l'Ontario.....	37 110 960		Compte des avantages sociaux supplémentaires des fonctionnaires.....	21 217 697	
Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	215 799 496		Prestations aux employés retraités.....	213 455 829	
Fonds de prestations des juges provinciaux	38 039 042		Absences et congés rémunérés	24 253 612	
Régime de retraite des fonctionnaires.....	355 629 293		Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT).....	35 800 550	198 265 164
Compte des avantages sociaux supplémentaires des fonctionnaires	9 783 580				-----
Prestations aux employés retraités.....	179 764 110				198 265 164
Régime d'assurance complémentaire maladie et hospitalisation	139 564 238				-----
Other Benefits	1 824 684				198 265 164
	-----	1 554 876 603			-----
		1 554 876 603	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
Moins : Recouvrements.....		685 927 496	- PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR).....		1 067 214 271
		-----			=====
		868 949 107			

*Le crédit est attribuable au rajustement de fin d'exercice découlant d'une nouvelle évaluation actuarielle, qui a révélé une hausse moins importante que prévu du passif non capitalisé par rapport aux projections antérieures.

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3404				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR
1	50 459 500	(5 658 100)	44 801 400	Conseil du Trésor – Soutien et planification financière
2	550 000 000	(1 065 200)	548 924 800	Fonds de prévoyance – fonds de transition.....
	600 459 500	(6 723 300)	593 736 200	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR
	=====	=====	=====	42 854 544 =====
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
L	1 000		1 000	Taxe de vente harmonisée, <i>Loi sur l'administration financière</i>
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR
	=====	=====	=====	702 451 636 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	100 000 000	(1 963 900)	98 036 100	Fonds de prévoyance pour les immobilisations.....
	100 000 000	(1 963 900)	98 036 100	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR
	=====	=====	=====	0 =====

Description du programme:

Le programme de soutien au Conseil du Trésor soutient l'élaboration du plan budgétaire de la province, offre son expertise et ses conseils sur l'élaboration réfléchie d'initiatives gouvernementales, élabore et met en œuvre des stratégies en matière d'infrastructure pour la province, conçoit et met en œuvre le cadre de gestion budgétaire et financière et encourage une plus grande responsabilité et intégrité budgétaire dans le secteur public en Ontario.

Ce programme aide le ministre, le sous-ministre du Secrétariat du Conseil du Trésor et le gouvernement à rendre compte des résultats de la province par la publication des rapports trimestriels des finances de l'Ontario et des Comptes publics ainsi que par le processus annuel visant à obtenir de l'Assemblée législative l'autorisation d'engager les dépenses. De plus, le programme aide le Conseil du Trésor et le Conseil de gestion du gouvernement en offrant des conseils sur les plans pluriannuels d'activités et d'infrastructure que publient chaque année les ministères, les processus de planification et la gestion par les ministères des dépenses pour l'exercice en cours, afin de garantir l'utilisation judicieuse des ressources publiques pour réaliser les priorités du gouvernement. Le programme fournit également à la fonction publique de l'Ontario et au secteur parapublic des conseils en matière de contrôle financier et de politiques de gestion financière et de comptabilité, et il soutient l'élaboration de cadres de mesure du rendement.

non vérifié

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR - CRÉDIT 3404
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Bureau du contrôleur provincial</i>		
Conseil du Trésor – Soutien et planification financière (Poste 1)			Traitments et salaires..... 8 055 120		
Traitments et salaires	22 330 449		Avantages sociaux.....	1 000 217	
Avantages sociaux	2 908 803		Transports et communications	106 120	
Transports et communications.....	351 180		Services.....	12 351 423	
Services	17 036 142		Fournitures et matériel	60 034	
Fournitures et matériel.....	206 552				21 572 914
Paiements de transfert					-----
Gestion des biens	21 418				

		42 854 544			
		-----	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
			– PROGRAMME DE SOUTIEN AU		
			CONSEIL DU TRÉSOR.....		42 854 544
					=====
<i>Planification et gestion des dépenses</i>					
Traitments et salaires	10 074 244				
Avantages sociaux	1 290 958				
Transports et communications.....	136 655				
Services	3 972 401				
Fournitures et matériel.....	123 618				

		15 597 876			

<i>Planification des immobilisations</i>					
Traitments et salaires	4 201 085				
Avantages sociaux	617 628				
Transports et communications.....	108 405				
Services	712 318				
Fournitures et matériel.....	22 900				
Paiements de transfert					
Gestion des biens.....	21 418				

		5 683 754			

			ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
			<i>Crédits législatifs</i>		
			Avances et montants récupérables		
			Taxe de vente harmonisée, <i>Loi sur</i>		
			<i>l'administration financière.....</i>		
					702 451 636

					702 451 636

			TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)		
			– PROGRAMME DE SOUTIEN AU		
			CONSEIL DU TRÉSOR.....		702 451 636
					=====

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3405				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE GOUVERNANCE, DE SURVEILLANCE DES ORGANISMES, DE LEADERSHIP ORGANISATIONNEL ET D'APPRENTISSAGE
1	29 909 800	748 300	30 658 100	Gouvernance, de surveillance des organismes, de leadership organisationnel et d'apprentissage 29 895 096
	<u>29 909 800</u>	<u>748 300</u>	<u>30 658 100</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GOUVERNANCE, DE SURVEILLANCE DES ORGANISMES, DE LEADERSHIP ORGANISATIONNEL ET D'APPRENTISSAGE
	=====	=====	=====	29 895 096 =====

Description du programme:

Le Programme de gouvernance, de surveillance des organismes, de leadership organisationnel et d'apprentissage offre du leadership et des conseils pour la gouvernance de l'ensemble de la FPO et des organismes, les politiques stratégiques générales et les nominations publiques, en se centrant sur la transparence et la reddition des comptes.

Le programme soutient également un gouvernement ouvert en faisant preuve de leadership à l'échelle de la FPO pour accroître l'engagement civique, rendre le gouvernement plus accessible au public et renforcer la reddition des comptes et la transparence par les axes Dialogue ouvert, Données ouvertes et Informations ouvertes.

En tant que programme général soutenant le leadership et l'apprentissage, il offre d'autres services : recrutement et soutien de cadres de direction, apprentissage et développement du leadership, gestion du talent, stages, participation des employés et stratégies d'écologisation.

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DE GOUVERNANCE, DE SURVEILLANCE DES ORGANISMES, DE LEADERSHIP
ORGANISATIONNEL ET D'APPRENTISSAGE - CRÉDIT 3405

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Gouvernance, de surveillance des organismes, de leadership organisationnel et d'apprentissage (Poste 1)		<i>Gouvernement ouvert</i>	
Traitements et salaires	19 251 295	Traitements et salaires	1 598 617
Avantages sociaux	2 722 672	Avantages sociaux	272 041
Transports et communications.....	402 736	Transports et communications	22 419
Services	7 050 656	Services	481 923
Fournitures et matériel.....	205 737	Fournitures et matériel	10 833
Paiements de transfert			-----
Subventions pour l'Institut d'administration publique du Canada	100 000		2 385 833
Club du quart de siècle.....	162 000		-----

	262 000	<i>Centre du leadership et de l'apprentissage</i>	
	-----	Traitements et salaires	13 617 550
	29 895 096	Avantages sociaux	1 866 424
	-----	Transports et communications	307 385
		Services	4 906 613
		Fournitures et matériel	167 294
		Paiements de transfert	
		Subventions pour l'Institut d'administration publique du Canada	100 000
		Club du quart de siècle	162 000

			21 127 266

<i>Politiques générales et coordination relative aux organismes</i>			
Traitements et salaires	4 035 128		
Avantages sociaux	584 207		
Transports et communications.....	72 932		
Services	1 662 120		
Fournitures et matériel.....	27 610		

	6 381 997		

		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
		– PROGRAMME DE GOUVERNANCE, DE SURVEILLANCE DES ORGANISMES, DE LEADERSHIP ORGANISATIONNEL ET D'APPRENTISSAGE	29 895 096
			=====

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3406				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE VÉRIFICATION
1	5 022 400		5 022 400	Division de la vérification interne de l'Ontario..... 4 865 238
	<u>5 022 400</u>		<u>5 022 400</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE VÉRIFICATION 4 865 238
				=====

Description du programme:

Le programme de vérification fournit des services de certification et de conseils aux ministères du gouvernement de l'Ontario. Il veille à ce que ses ministères clients atteignent leurs objectifs opérationnels en réalisant des évaluations et en présentant des recommandations pour renforcer les processus de gouvernance, de gestion du risque, de contrôle, de reddition des comptes et de conformité et pour améliorer l'efficacité, l'efficience et l'économie des activités des ministères et des organismes.

**SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
PROGRAMME DE VÉRIFICATION - CRÉDIT 3406**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016**

	\$	\$
 CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
 Division de la vérification interne de l'Ontario (Poste 1)		
Traitments et salaires	23 693 725	
Avantages sociaux	2 883 344	
Transports et communications.....	293 811	
Services	3 205 932	
Fournitures et matériel.....	134 928	

	30 211 740	
Moins : Recouvrements.....	25 346 502	

	4 865 238	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
- PROGRAMME DE VÉRIFICATION	4 865 238	
	=====	

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3407				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ
1	4 500 000	47 700	4 547 700	Bureau de la Stratégie de réduction de la pauvreté..... 4 496 467
	<u>4 500 000</u>	<u>47 700</u>	<u>4 547 700</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ..... 4 496 467
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le programme de la Stratégie de réduction de la pauvreté a été établi pour soutenir la priorité pluriannuelle de l'Ontario qui consiste à réduire la pauvreté, l'inégalité et l'exclusion. Il soutient des initiatives visant à continuer de libérer des gens de la pauvreté. Le Fonds pour les initiatives locales de réduction de la pauvreté soutiendra, mettra de l'avant et évaluera les projets d'action communautaire visant à apporter des solutions locales à la pauvreté.

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
PROGRAMME DE LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ - CRÉDIT 3407
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau de la Stratégie de réduction de la pauvreté (Poste1)		
Traitments et salaires		1 097 611
Avantages sociaux		128 106
Transports et communications.....		15 872
Services		128 820
Fournitures et matériel.....		8 958
Paiements de transfert		
Fonds pour les initiatives		
locales de reduction		
de la pauvreté	3 117 100	
	-----	3 117 100

		4 496 467

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
– PROGRAMME DE LA STRATÉGIE DE		
RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ		4 496 467
		=====

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses
	Prévisions	par le Conseil	Total réelles	
	\$	\$	\$	\$
3408				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION
1	24 930 500	(4 411 800)	20 518 700	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information 17 300 964
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>24 931 500</u>	<u>(4 411 800)</u>	<u>20 519 700</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION..... 17 300 964
	=====	=====	=====	=====
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
2	11 050 600		11 050 600	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information 11 050 600
	<u>11 050 600</u>		<u>11 050 600</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION..... 11 050 600
	=====	=====	=====	=====

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses
	Prévisions	par le Conseil	Total réelles	
	\$	\$	\$	\$
3408				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION
3	9 851 900		9 851 900	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information 9 850 247
L	910 000		910 000	Amortissement, <i>Loi sur l'administration</i> <i>financière</i> 910 000
	<u>10 761 900</u>		<u>10 761 900</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION..... 10 760 247
	=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
4	51 514 000		51 514 000	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information 48 202 462
	<u>51 514 000</u>		<u>51 514 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION..... 48 202 462
	=====		=====	=====

Description du programme:

Le programme des services organisationnels de technologie de l'information assume le leadership de l'établissement de services modernes de l'information et de la technologie de l'information (ITI) pour répondre aux besoins des Ontariens et Ontariennes et de la FPO. À cet effet, il formule et met en œuvre la stratégie, veille à la sécurité des systèmes et des données, élabore des politiques et met en œuvre une infrastructure, une gouvernance et une responsabilité communes. Le programme offre également des services communs à l'échelle de la FPO, tels que les services d'hébergement et les fonctions réseau.

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE
DE L'INFORMATION - CRÉDIT 3408

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Services organisationnels d'information et de technologie de l'information (Poste 1)			<i>Cybersécurité</i>		
Traitements et salaires		114 596 425	Traitements et salaires	7 173 010	
Avantages sociaux		15 948 870	Avantages sociaux	1 000 873	
Transports et communications.....		37 388 321	Transports et communications	132 506	
Services		210 114 452	Services	15 931 825	
Fournitures et matériel.....		8 447 096	Fournitures et matériel	42 239	
		<u>386 495 164</u>		<u>24 280 453</u>	
Moins : Recouvrements.....		369 194 200	Moins : Recouvrements.....	13 503 345	10 777 108
		<u>17 300 964</u>			<u>10 777 108</u>
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
			- PROGRAMME DES SERVICES		
			ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE		
			DE L'INFORMATION.....		
			17 300 964		
			=====		
Services technologiques d'infrastructure					
Traitements et salaires	101 980 091				
Avantages sociaux	14 272 338				
Transports et communications.....	37 161 095				
Services	191 703 253				
Fournitures et matériel.....	8 358 290				
	<u>353 475 067</u>				
Moins : Recouvrements.....	355 690 855				
	<u>(2 215 788)*</u>				
			ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
			Services organisationnels d'information et de technologie de l'information (Poste 2)		
			Dépôts et charges payées d'avance.....		
				11 050 600	
				<u>11 050 600</u>	
			TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)		
			- PROGRAMME DES SERVICES		
			ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE		
			DE L'INFORMATION.....		
			11 050 600		
			=====		
Innovation et stratégie					
Traitements et salaires	5 443 324				
Avantages sociaux	675 659				
Transports et communications.....	94 720				
Services	2 479 374				
Fournitures et matériel.....	46 567				
	<u>8 739 644</u>				

*Économies ponctuelles au titre des dépenses.

non vérifié

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE
 DE L'INFORMATION - CRÉDIT 3408

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	BIENS IMMOBILISÉS
Services organisationnels d'information et de technologie de l'information (Poste 3)	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information (Poste 4)
Services 9 813 653	Matériel de technologie de l'information 48 202 462
Fournitures et matériel..... 36 594	
9 850 247	48 202 462
Crédits législatifs	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
Autres opérations	– PROGRAMME DES SERVICES
Amortissement, Loi sur l'administration financière 45 042 346	ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE
Moins : Recouvrements..... 44 132 346	DE L'INFORMATION..... 48 202 462
910 000	=====
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
– PROGRAMME DES SERVICES	
ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE	
DE L'INFORMATION..... 10 760 247	
=====	

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CREDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3409				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX
1	46 466 300	6 826 300	53 292 600	Groupelement des organismes centraux 52 152 491
	_____	_____	_____	
	46 466 300	6 826 300	53 292 600	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU GROUPEMENT DES
				ORGANISMES CENTRAUX..... 52 152 491
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Groupelement des organismes centraux 0
				<i>Amortissement, Loi sur l'administration</i>
L	1 000		1 000	<i>financière..... 0</i>
	_____	_____	_____	
	2 000		2 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU GROUPEMENT DES
				ORGANISMES CENTRAUX..... 0
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
4	1 000		1 000	Groupelement des organismes centraux 0
	_____	_____	_____	
	1 000		1 000	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU GROUPEMENT DES
				ORGANISMES CENTRAUX..... 0
				=====

Description du programme:

Le Groupelement des organismes centraux fournit à ses clients du leadership et un soutien efficace en TI. Il élabore et maintient les solutions sous-jacentes en TI nécessaires à la modernisation des opérations gouvernementales, à la prestation de services rentables et au soutien des clients de la FPO afin d'optimiser la valeur de leurs services aux contribuables.

SÉCRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX - CRÉDIT 3409

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Groupelement des organismes centraux (Poste 1)	
Traitments et salaries	54 526 445
Avantages sociaux	6 986 395
Transports et communications.....	1 206 188
Services	238 151 464
Fournitures et matériel.....	389 758

	301 260 250
Moins : Recouvrements.....	249 107 759

	52 152 491

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
– PROGRAMME DU GROUPEMENT DES	
ORGANISMES CENTRAUX.....	52 152 491
	=====

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CREDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3410				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS
1	857 500		857 500	Commissaire aux conflits d'intérêts 826 957
	-----	-----	-----	-----
	857 500		857 500	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES ORGANISMES,
				CONSEILS ET COMMISSIONS 826 957
				=====

Description du programme:

Le programme des organismes, conseils et commissions assure la surveillance afin de veiller à l'efficacité de la gouvernance, de la responsabilité et de la gestion des relations.

Le commissaire aux conflits d'intérêts a des responsabilités à l'égard de certaines questions touchant les conflits d'intérêts et l'activité politique lorsqu'elles concernent des personnes nommées et des employés des ministères et des organismes publics et certains employés des ministères concernant leurs déclarations financières. Le commissaire traite les demandes de conseils ou de décision relativement à des questions précises touchant les conflits d'intérêts et l'activité politique, donne des conseils sur les déclarations financières, approuve les règles relatives aux conflits d'intérêts présentées par des organismes publics et étudie et approuve les plans des tribunaux décisionnels en matière de déontologie.

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS - CRÉDIT 3410
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commissaire aux conflits d'intérêts (Poste 1)	
Traitements et salaires	442 956
Avantages sociaux	40 816
Transports et communications.....	9 483
Services	331 763
Fournitures et matériel.....	1 939
	826 957
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
- PROGRAMME DES ORGANISMES,	
CONSEILS ET COMMISSIONS	826 957
	=====

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
STATEMENT OF EXPENSES AND ASSETS BY VOTE AND ITEMS
For the year ended March 31, 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3411				PROGRAMME ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	25 000 000	(21 123 700)	3 876 300	Achat groupé de services..... 0
	<u>25 000 000</u>	<u>(21 123 700)</u>	<u>3 876 300</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME ACHAT GROUPÉ DE
				SERVICES MÉDIATIQUES..... 0
				=====

Description du programme:

Le programme Achat groupé de services médiatiques soutient l'achat de temps médiatique pour les campagnes publicitaires du gouvernement. Les fonds portent également sur les frais d'agence s'y rattachant, les coûts de production créative, les coûts des études de marché et l'élaboration de matériel publicitaire connexe en vue de soutenir des campagnes intégrées relatives aux initiatives gouvernementales. La publicité payée du gouvernement est régie par la Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale et examinée par le vérificateur général, qui en rend compte.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
PROGRAMME ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES - CRÉDIT 3411
 Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achat groupe de services (Poste 1)		
Services	0	
	0	
	0	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
– PROGRAMME ACHAT GROUPÉ DE		
SERVICES MÉDIATIQUES.....	0	
	0	

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Loi sur l'administration financière (Frais pour chèques refusés)	35	0
Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.....	504	6 791
	<u>539</u>	<u>6 791</u>
 VENTES ET LOCATIONS.....	 2 867 400	 2 327 830
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	 15 569 100	 1 562 839
 DIVERS.....	 132	 13 507
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	 <u>18 437 171</u>	 <u>3 910 967</u>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-294
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-296
DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	2-299
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	2-302
SERVICES CORRECTIONNELS	2-306
SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....	2-310
ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS.....	2-312
PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE	2-314
DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE.....	2-317
FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	2-319
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-297, 2-301, 2-303, 2-305, 2-309, 2-311, 2-316
ÉTAT DES RECETTES.....	2-321

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2015 – 2016	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
148 117 875	Administration du ministère	137 603 587	152 565 569
241 352 446	Division de la sécurité publique	287 866 700	287 671 609
1 091 762 370	Police provinciale de l'Ontario	1 161 068 100	1 161 403 314
819 263 544	Services correctionnels	850 415 700	850 326 068
75 548 143	Services technologiques pour la justice	81 005 100	80 992 092
1 032 536	Organismes, conseils et commissions	938 400	928 708
68 607 331	Planification et gestion des situations d'urgence	70 838 700	70 616 894
3 264 171	Division des politiques et de la planification stratégique	3 592 300	3 484 548
18 291 690	Formation en matière de sécurité publique	19 870 700	19 851 571
2 467 240 106	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	2 613 199 287	2 627 840 373
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Division de la sécurité publique	2 000	0
0	Police provinciale de l'Ontario	2 000	0
0	Services correctionnels	2 000	0
0	Services technologiques pour la justice	2 000	0
0	Organismes, conseils et commissions	2 000	0
0	Planification et gestion des situations d'urgence	2 000	0
0	Division des politiques et de la planification stratégique	2 000	0
0	Formation en matière de sécurité publique	2 000	0
0	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	18 000	0
=====		=====	=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2015 – 2016	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1 949 693	Administration du ministère	1 156 200	1 155 121
18 263 667	Division de la sécurité publique	18 284 300	18 259 262
24 439 601	Police provinciale de l'Ontario	27 377 600	26 608 996
42 637 763	Services correctionnels	32 650 600	32 748 402
16 363	Services technologiques pour la justice	975 300	1 039 063
200 134	Planification et gestion des situations d'urgence	256 200	250 919
0	Division des politiques et de la planification stratégique	1 000	0
471 399	Formation en matière de sécurité publique	1 135 300	1 134 294
87 978 620 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	81 836 500 =====	81 196 057 =====
BIENS IMMOBILISÉS			
	Administration du ministère	1 000	
15 229 578	Division de la sécurité publique	1 408 000	1 260 535
7 324 849	Police provinciale de l'Ontario	21 631 100	10 849 790
7 139 500	Services correctionnels	14 289 800	10 390 051
12 264 300	Services technologiques pour la justice	13 931 000	11 089 056
281 323	Planification et gestion des situations d'urgence	314 000	175 889
0	Division des politiques et de la planification stratégique	1 000	0
0	Formation en matière de sécurité publique	1 000	0
42 239 550 =====	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	53 629 300 =====	33 765 321 =====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2601				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	127 862 400	9 610 000	137 472 400	Administration du ministère	137 455 851
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	43 629
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	0
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>	14 941 089
L	50 000		50 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	125 000
	127 993 587	9 610 000	137 603 587	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	152 565 569
					=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	2 000		2 000	Administration du ministère	0
	2 000		2 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	0
					=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2601				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	889 200	266 000	1 155 200	Renouvellement des installations	1 155 121
5	1 000	(1 000)	0	Administration du ministère – autres charges liées aux immobilisations	0
L	1 000		1 000	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	0
	<u>891 200</u>	<u>265 000</u>	<u>1 156 200</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	<u>1 155 121</u>
	=====	=====	=====		=====
BIENS IMMOBILISÉS					
4	1 000		1 000	Administration du ministère	0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS D'IMMOBILISATIONS) - ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	<u>0</u>
	=====	=====	=====		=====

Program Description

This program provides a broad range of management services with respect to the overall administration of the Ministry including: human resources, business and financial planning, procurement and business improvement, controllership, communication, legal services, and facilities management. The program shares Justice Sector services for freedom of information, French language services, and audit.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Crédits législatifs		
Traitements et salaires	15 878 855		Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	43 629	
Avantages sociaux	2 071 650		Autres opérations		
Transports et communications.....	690 235		Paiements effectués en vertu de la <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i>	14 941 089	
Services	118 493 563		Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i>	125 000	
Fournitures et matériel.....	321 548				15 066 089
		137 455 851			15 109 718
<i>Bureau principal</i>					
Traitements et salaires	3 410 271		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Avantages sociaux	427 564		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	152 565 569	=====
Transports et communications.....	213 426				
Services	309 252		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Fournitures et matériel.....	36 564		Renouvellement des installations (Poste 2)		
		4 397 077	Services	1 155 121	
					1 155 121
<i>Services ministériels</i>					
Traitements et salaires	9 442 129		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Avantages sociaux	1 240 027		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	1 155 121	=====
Transports et communications.....	262 229				
Services	30 023 125				
Fournitures et matériel.....	204 242				
		41 171 752			
<i>Services de communication</i>					
Traitements et salaires	3 013 003				
Avantages sociaux	404 059				
Transports et communications.....	107 428				
Services	736 761				
Fournitures et matériel.....	37 952				
		4 299 203			
<i>Services juridiques</i>					
Traitements et salaires	13 452				
Transports et communications.....	107 152				
Services	5 387 033				
Fournitures et matériel.....	42 790				
		5 550 427			
<i>Locaux – Frais de location</i>					
Services	82 037 392				
		82 037 392			

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2603 DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	734 800	(147 400)	587 400	Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint 580 579
5	301 846 000	(44 278 500)	257 567 500	Direction des relations extérieures 257 563 965
6	2 386 400	(222 600)	2 163 800	Services privés de sécurité et d'enquête 2 039 625
7	27 303 200	244 800	27 548 000	Centre des sciences judiciaires 27 487 440
	<u>332 270 400</u>	<u>(44 403 700)</u>	<u>287 866 700</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE . 287 671 609
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
4	2 000		2 000	Division des programmes de sécurité publique et des politiques 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE . 0
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2603				DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
9	18 071 900	(253 800)	17 818 100	Division de la sécurité publique	17 725 493
L	466 200		466 200	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i>	533 739
	<u>18 538 100</u>	<u>(253 800)</u>	<u>18 284 300</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
	=====	=====	=====	– DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	18 259 262
					=====
BIENS IMMOBILISÉS					
8	1 408 000		1 408 000	Division de la sécurité publique	1 260 535
	<u>1 408 000</u>		<u>1 408 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	
	=====	=====	=====	– DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	1 260 535
					=====

Description du programme:

La Division de la sécurité publique, qui relève du sous-ministre de la Sécurité communautaire, travaille avec ses partenaires en matière de services de police afin de promouvoir la sécurité communautaire et le bien-être. Elle a notamment les activités suivantes : analyse scientifique au Centre des sciences judiciaires; surveillance de l'industrie des services privés de sécurité; élaboration de normes et de lignes directrices sur les services de police; surveillance et inspection des services de police; allocation des subventions pour la prévention du crime; soutien aux opérations axées sur le renseignement; gestion des nominations provinciales et du Système de sélection des agents de police; mise en œuvre du système de gestion des enquêtes importantes; promotion du bien-être des animaux; représentation de la province dans les négociations relatives aux ententes tripartites sur les services policiers des Premières nations avec le gouvernement fédéral et les collectivités des Premières Nations.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Centre des sciences judiciaires (Poste 7)		
Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint (Poste 1)		
Traitements et salaires	444 503	Traitements et salaires
Avantages sociaux	52 757	Avantages sociaux
Transports et communications.....	22 605	Transports et communications
Services	51 130	Services
Fournitures et matériel.....	9 584	Fournitures et matériel
	580 579	
	580 579	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
		287 671 609
		=====
Direction des relations extérieures (Poste 5)		
Traitements et salaires	5 795 785	
Avantages sociaux	747 066	
Transports et communications.....	407 488	
Services	5 794 032	
Fournitures et matériel.....	268 418	
Paiements de transfert		
Programme de recrutement de 1 000 agents - partenariat pour des collectivités plus sûres	41 294 925	
Subventions pour les services de police communautaire et les programmes de prévention du crime.....	30 420 000	
Subventions pour les programmes municipaux RIDE	2 298 314	
Subventions diverses – Services policiers	10 717 779	
Subvention pour des collectivités sûres et dynamiques	825 694	
Entente fédérale-provinciale sur les services policiers des Premières nations.....	30 005 695	
Financement des enquêtes municipales sur les crimes haineux et l'extrémisme	231 303	
Ontario Association of Crime Stoppers	225 000	
Subventions pour la sécurité publique.....	56 286 618	
Sécurité des tribunaux	75 758 858	
	248 064 186	
Moins : Recouvrements.....	3 477 010	
	257 563 965	
	257 563 965	
		CHARGES D'IMMOBILISATIONS
		Division de la sécurité publique (Poste 9)
		Services
		1 668
		Paiements de transfert
		Ententes fédérales-provinciales sur les services policiers des Premières nations
		750 208
		Autres opérations
		Investissements dans les immobilisations.....
		16 973 617
		16 973 617
		17 725 493
		17 725 493
		Crédits législatifs
		Autres opérations
		Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..
		533 769
		533 769
		533 769
		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
		18 259 262
		=====
		BIENS IMMOBILISÉS
		Division de la sécurité publique (Poste 8)
		Machines et équipement- coûts relatifs aux immobilisations
		1 260 535
		1 260 535
		1 260 535
		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
		1 260 535
		=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2604				POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	158 721 100	32 338 900	191 060 000	Services ministériels et stratégiques	191 059 306
2	7 165 000	(1 090 700)	6 074 300	Bureau du contrôleur des armes à feu	6 070 690
3	111 397 700	7 450 700	118 848 400	Enquêtes et crime organisé.....	118 842 924
4	801 323 000	(12 595 300)	788 727 700	Services régionaux et circulation.....	788 719 246
5	54 021 200	2 335 500	56 356 700	Gestion du parc automobile.....	56 355 830
L	1 000		1 000	Paiements en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i>	355 318
	1 096 901 800	28 439 100	1 161 068 100	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	1 161 403 314

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

6	2 000		2 000	Police provinciale de l'Ontario	0
	2 000		2 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	0

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2604				POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
8	18 979 600	(655 600)	18 324 000	Police provinciale de l'Ontario	18 253 925
L	9 053 600		9 053 600	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i>	8 355 071
	<u>28 033 200</u>	<u>(655 600)</u>	<u>27 377 600</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
	=====	=====	=====	POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	26 608 996
					=====

BIENS IMMOBILISÉS

7	21 631 100		21 631 100	Police provinciale de l'Ontario	10 849 790
	<u>21 631 100</u>		<u>21 631 100</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
	=====	=====	=====	POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	10 849 790
					=====

Description du programme :

Relevant du commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, la Police provinciale est responsable de la prestation directe de services de police de première ligne dans des centaines de municipalités et de collectivités des Premières nations de toute la province. La Police provinciale enquête sur les crimes concernant l'ensemble de la province et plusieurs paliers de gouvernement, en particulier des affaires de fraude complexes et des activités criminelles organisées. De plus, elle patrouille sur les routes provinciales et est responsable d'un grand nombre des voies d'eau et des réseaux de sentiers dans la province. La Police provinciale gère des registres provinciaux spécialisés comme le Système d'analyse des liens entre les crimes de violence (SALCV) et le Registre des délinquants sexuels de l'Ontario. Elle se charge de la surveillance de stratégies provinciales comme celles touchant l'exploitation des enfants et la lutte contre les bandes de motards. Conformément à son mandat provincial, la Police provinciale fournit aussi un soutien en matière de services d'urgence, est responsable de la sécurité pour les événements internationaux très médiatisés, et offre des services spécialisés de sécurité et de protection pour le gouvernement de l'Ontario dans toute la province.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services ministériels et stratégiques (Poste 1)	
Traitements et salaires	115 205 786
Avantages sociaux	10 270 127
Transports et communications.....	14 020 090
Services	31 798 346
Fournitures et matériel.....	20 974 621
	192 268 970
Moins : Recouvrements.....	1 209 664
	191 059 306
Bureau du contrôleur des armes à feu (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 343 707
Avantages sociaux	347 105
Transports et communications.....	113 006
Services	2 207 066
Fournitures et matériel.....	59 806
	6 070 090
Enquêtes et crime organisé (Poste 3)	
Traitements et salaires	99 552 507
Avantages sociaux	6 217 484
Transports et communications.....	4 711 044
Services	8 736 681
Fournitures et matériel.....	3 063 992
	122 281 708
Moins : Recouvrements.....	3 438 784
	118 842 924
	\$
Services régionaux et circulation (Poste 4)	
Traitements et salaires	635 117 539
Avantages sociaux	99 323 577
Transports et communications	6 108 517
Services	71 780 134
Fournitures et matériel	7 440 662
	819 770 429
Moins : Recouvrements.....	31 051 183
	788 719 246
Gestion du parc automobile (Poste 5)	
Transports et communications	53 764
Services	21 289 168
Fournitures et matériel	38 070 043
	59 412 975
Moins : Recouvrements.....	3 057 145
	56 355 830
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Paiements en vertu de la	
<i>Loi sur les services policiers</i>	355 318
	355 318
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	
	1 161 403 314
	=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$	\$	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		BIENS IMMOBILISÉS	
Police provinciale de l'Ontario (Poste 8)		Police provinciale de l'Ontario (Poste 7)	
Services	6 834 983	Aéronefs – coût des biens	784 000
Autres opérations		Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations	1 397 400
Investissements dans		Matériel de technologie de l'information	735 964
les immobilisations	11 187 481	Parc automobile et flotte de bateaux –	
Perte due à l'aliénation des actifs...	231 461	coûts relatifs aux immobilisations	6 762 981
	-----	Machines et équipement – coûts	
	11 418 942	relatifs aux immobilisations	1 169 355
	-----		-----
	18 253 925		10 849 790
	-----		-----
		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
		POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	10 849 790
			=====
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>	8 355 071		

	8 355 071		

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	26 608 996		
	=====		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2605 PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	24 230 900	78 300	24 309 200	Soutien opérationnel	24 276 903
2	6 112 700	1 175 200	7 287 900	Formation du personnel	7 264 300
3	674 289 700	25 564 400	699 854 100	Services en établissement.....	699 850 161
4	116 028 600	(137 400)	115 861 200	Services communautaires	115 865 104
5	3 495 200	(421 900)	3 073 300	Serveillance et enquêtes pour les services correctionnels.....	3 069 600
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				- PROGRAMME DES	
				SERVICES CORRECTIONNELS.....	850 326 068
	809 578 000	26 258 600	850 415 700		
	=====	=====	=====		=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
7	2 000		2 000	Services correctionnels	0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
				- PROGRAMME DES	
				SERVICES CORRECTIONNELS.....	0
	2 000		2 000		
	=====	=====	=====		=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2605				PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
6	30 236 600	(1 980 000)	32 216 600	Établissements correctionnels..... 32 215 350
10	1 000	(1 000)	0	Services en établissement – autres charges liées aux immobilisations 0
11	1 000	(1 000)	0	Services communautaires – autres charges liées aux immobilisations 0
L	434 000		434 000	Amortissement – Services en établissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 533 052
L	0		0	Amortissement – Services communautaires – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	30 672 600	1 978 000	32 650 600	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DES
				SERVICES CORRECTIONNELS 32 748 402
				=====

BIENS IMMOBILISÉS

8	14 289 800		14 289 800	Services en établissement..... 10 390 051
	14 289 800		14 289 800	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====		=====	– PROGRAMME DES
				SERVICES CORRECTIONNELS 10 390 051
				=====

Description du programme:

Le Programme des services correctionnels, qui relève du sous-ministre des Services correctionnels, est responsable de l'administration des prisons, des centres de détention, des centres correctionnels, des centres de traitement et des services de probation et de libération conditionnelle. Le programme supervise la détention et la libération des adultes détenus et assure la supervision des contrevenants relâchés dans la collectivité en vertu d'une probation, d'un sursis ou d'une libération conditionnelle accordée par l'Ontario. Les principaux services et programmes comprennent la formation, les programmes de réadaptation, les traitements et les services visant à aider les contrevenants à modifier leur attitude et leur comportement de manière à faciliter leur réinsertion dans la communauté.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administration du programme (Poste 1)	
Traitements et salaires	18 020 754
Avantages sociaux	2 526 822
Transports et communications.....	846 327
Services	2 701 324
Fournitures et matériel	4 230 867
Paiements de transfert	
Programme de travail	
communautaire	884 254
Surveillance électronique.....	627 530
	1 511 784
	29 837 878
Moins : Recouvrements.....	5 560 975
	24 276 903

Formation du personnel (Poste 2)	
Traitements et salaires	4 662 068
Avantages sociaux	735 211
Transports et communications.....	309 944
Services	1 019 441
Fournitures et matériel	537 636
	7 264 300

Services en établissement (Poste 3)	
Traitements et salaires	458 038 644
Avantages sociaux	70 298 217
Transports et communications.....	5 782 574
Services	93 988 311
Fournitures et matériel	68 641 268
Paiements de transfert	
Grants to Compensate for	
Municipal Taxation.....	665 330
Allocation exceptionnelle	
aux détenus atteints d'un	
handicap permanent.....	9 444
Programme de sensibilisation	
à la violence.....	97 153
Programmes de réadaptation	
des délinquants	2 329 220
	3 101 147
	699 850 161

Services communautaires (Poste 4)	
Traitements et salaires	83 926 270
Avantages sociaux	13 829 762
Transports et communications	2 064 659
Services	9 814 956
Fournitures et matériel	720 835
Paiements de transfert	
Services à la clientèle en	
résidences communautaires ou	
résidences externes.....	5 508 622
	5 508 622
	115 865 104

Surveillance et enquêtes pour les services correctionnels (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 466 368
Avantages sociaux	409 955
Transports et communications	78 785
Services	88 234
Fournitures et matériel	26 258
	3 069 600

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES SERVICES	
CORRECTIONNELS	850 326 268

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Établissements correctionnels (Poste 6)	
Services	9 829 950
Autres opérations	
Investissements dans les immobilisations	22 385 400

	32 215 350

Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – Services en établissement – <i>Loi sur l'administration financière</i>	533 052

	533 052

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS	32 748 402
	=====
BIENS IMMOBILISÉS	
Services en établissement (Poste 8)	
Immeubles – coûts relatifs aux immobilisations	9 141 195
Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations	1 248 856

	10 390 051

TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS	10 390 051
	=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2606				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE
1	81 987 900	(982 800)	81 005 100	Services technologiques pour la justice 80 992 092
	<u>81 987 900</u>	<u>(982 800)</u>	<u>81 005 100</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES
				POUR LA JUSTICE..... 80 992 092
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	2 000		2 000	Services technologiques pour la justice 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====		=====	- PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES
				POUR LA JUSTICE..... 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5	1 000	(1 000)	0	Services technologiques pour la justice – autres charges liées aux immobilisations 0
L	975 300		975 300	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 1 039 063
	<u>976 300</u>	<u>(1 000)</u>	<u>975 300</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES
				POUR LA JUSTICE..... 1 039 063
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
4	13 931 000		13 931 000	Services technologiques pour la justice 11 089 056
	<u>13 931 000</u>		<u>13 931 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====		=====	- PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES
				POUR LA JUSTICE..... 11 089 056
				=====

Description du programme :

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour la justice a pour mandat de fournir des solutions et des services technologiques hautement intégrés et complexes, ainsi qu'un soutien opérationnel fiable et efficace. Il agit ainsi conformément au plan stratégique général pour l'information et la technologie de l'information, qui exécute et soutient les priorités et les objectifs opérationnels dans tous les ministères du secteur de la justice. Un soutien essentiel est offert relativement aux solutions technologiques, à la planification et la gestion de l'information, à la gestion des services, à la sécurité et à la gestion des projets.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE – CRÉDIT 2606

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services technologiques pour la justice (Poste 1)	
Traitements et salaires	31 312 000
Avantages sociaux	4 154 278
Transports et communications.....	37 182 979
Services	89 742 839
Fournitures et matériel.....	174 598
	162 566 694
Moins : Recouvrements.....	81 574 602
	80 992 092
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE....	80 992 092 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 039 063
	1 039 063
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE....	1 039 063 =====
BIENS IMMOBILISÉS	
Services technologiques pour la justice (Poste 4)	
Matériel de technologie de l'information	11 089 056
	11 089 056
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....	11 089 056 =====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2607				PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	896 000	42 400	938 400	Organismes, conseils et commissions	928 708
	<u>896 000</u>	<u>42 400</u>	<u>938 400</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS	928 708
					=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

2	2 000		2 000	Organismes, conseils et commissions	0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS	0
					=====

Description du programme:

Ce programme assure le fonctionnement des organismes relevant du ministère, comme la Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario et le Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès.

all of Ontario's diverse communities are safe and secure thereby supporting the government in its priority of stronger, safer communities.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS – CRÉDIT 2607

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Organismes, conseils et commissions (Poste 1)		
Traitements et salaires	480 867	
Avantages sociaux	118 733	
Transports et communications.....	65 258	
Services	247 420	
Fournitures et matériel.....	16 430	

		928 708

 <i>Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario</i>		
Traitements et salaires	172 707	
Avantages sociaux	36 899	
Transports et communications.....	41 318	
Services	168 909	
Fournitures et matériel.....	10 068	

		429 901

 <i>Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès</i>		
Traitements et salaires	308 160	
Avantages sociaux	81 834	
Transports et communications.....	23 940	
Services	78 511	
Fournitures et matériel.....	6 362	

		498 807

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES ORGANISMES,		
CONSEILS ET COMMISSIONS		928 708
		=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2609				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE
5	37 799 200	1 399 000	39 198 200	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario 39 036 677
8	31 055 600	584 900	31 640 500	Bureau du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence..... 31 580 217
	<u>68 854 800</u>	<u>1 983 900</u>	<u>70 838 700</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE..... 70 616 894
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	2 000		2 000	Planification et gestion des situations d'urgence.. 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE..... 0
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2609				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE
7	1 000	(1 000)	0	Planification et gestion des situations d'urgence – autres charges liées aux immobilisations
L	256 200		256 200	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..
	257 200	(1 000)	256 200	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE
	=====	=====	=====	250 919 =====

BIENS IMMOBILISÉS

6	314 000		314 000	Planification et gestion des situations d'urgence
	314 000		314 000	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE
	=====	=====	=====	175 889 =====

Description du programme:

Ce programme, qui relève du sous-ministre de la Sécurité communautaire, se consacre à la prestation de services de qualité relatifs à la sûreté, la sécurité publique et les enquêtes sur les décès. Pour ce faire, elle s'appuie sur les efforts du Bureau du coroner, du Service de médecine légale de l'Ontario et du Bureau du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence. Toutes les activités visent la détection rapide des problèmes et leur résolution par des initiatives efficaces d'atténuation, de prévention, de préparation, de réponse, de rétablissement, à caractère scientifique, d'enquête, de continuité des opérations et d'éducation du public. La section s'attache à être un chef de file dans les efforts déployés pour assurer la sûreté et la sécurité dans toutes les collectivités diverses de l'Ontario, aidant ainsi le gouvernement à atteindre sa priorité de créer des communautés plus fortes et plus sûres.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE – CRÉDIT 2609

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	CHARGES D'IMMOBILISATIONS
Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario (Poste 5)	Planification et gestion des situations d'urgence – autres charges liées aux immobilisations (Poste 7)
Traitements et salaires 13 993 078	Autres opérations 250 919
Avantages sociaux 1 688 062	-----
Transports et communications 1 092 336	250 919
Services 19 842 253	-----
Fournitures et matériel 412 016	
Paiements de transfert	
Subventions pour les services judiciaires 2 008 932	

39 036 677	

	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –
Bureau du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence (Poste 8)	PROGRAMME DE LA PLANIFICATION
Traitements et salaires 19 852 947	ET GESTION DES SITUATIONS
Avantages sociaux 3 332 560	D'URGENCE..... 250 919
Transports et communications 1 559 549	=====
Services 4 395 412	
Fournitures et matériel 1 839 749	
Paiements de transfert	
Subventions pour la	
sécurité-incendie 600 000	

600 000	

31 580 217	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DE LA PLANIFICATION	
ET GESTION DES SITUATIONS	
D'URGENCE..... 70 616 894	
=====	
	BIENS IMMOBILISÉS
	Planification et gestion des situations d'urgence (Poste 6)
	Parc automobile et flotte de bateaux –
	coûts relatifs aux immobilisations 175 889

	175 889

	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
	PROGRAMME DE LA PLANIFICATION
	ET GESTION DES SITUATIONS
	D'URGENCE..... 175 889
	=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2610				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE
1	3 562 500	29 800	3 592 300	Division des politiques et de la planification stratégique..... 3 484 548
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	3 562 500	29 800	3 592 300	- DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE 3 484 548
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	2 000		2 000	Division des politiques et de la planification stratégique..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	2 000		2 000	- DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE..... 0
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000	(1 000)	0	Division des politiques et de la planification stratégique – autres charges liées aux immobilisations 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	2 000	(1 000)	2 000	- DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE..... 0
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
3	1 000		1 000	Division des politiques et de la planification stratégique..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	1 000		1 000	- DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE..... 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Relevant du sous-ministre de la Sécurité communautaire et du sous-ministre des Services correctionnels, cette division est chargée de diriger ou coordonner l'élaboration de conseils, d'analyses et de recommandations à l'appui des priorités du ministère et du gouvernement. Ses principales fonctions comprennent l'élaboration de textes législatifs et de politiques, la planification stratégique, la recherche et l'évaluation ainsi que la coordination des activités du ministère avec les autres ministères, les principaux intervenants et les partenaires intergouvernementaux.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE – CRÉDIT 2610

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Division des politiques et de la planification stratégique (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 773 384
Avantages sociaux	460 053
Transports et communications.....	46 471
Services	183 114
Fournitures et matériel	21 526
	<u>3 484 548</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE.....	3 484 548 =====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2611				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE
1	17 016 000	2 854 700	19 870 700	Formation en matière de sécurité publique
				19 851 571
	17 016 000	2 854 700	19 870 700	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.....
	=====	=====	=====	19 851 571
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	2 000		2 000	Formation en matière de sécurité publique
				0
	2 000		2 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.....
	=====	=====	=====	0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
7	501 000	633 300	1 134 300	Formation en matière de sécurité publique
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i>
				0
	502 000	633 300	1 135 300	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.....
	=====	=====	=====	1 134 294
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
6	1 000		1 000	Formation en matière de sécurité publique
				0
	1 000		1 000	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.....
	=====	=====	=====	0
				=====

Description du programme :

Le programme de formation en matière de sécurité publique a pour mission de fournir de la formation spécialisée aux services de police et de soutenir la formation aux services de protection contre les incendies et aux travailleurs des services correctionnels (agents des services correctionnels et agents de probation et de libération conditionnelle) afin de satisfaire aux besoins de toutes les collectivités de la province en matière de services de police, de protection contre les incendies et de services correctionnels, et ce, de manière durable.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2611

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS
Formation en matière de sécurité publique (Poste 1)		Formation en matière de sécurité publique (Poste 7)
		Services 1 134 294
Traitements et salaires	9 955 262	-----
Avantages sociaux	927 471	1 134 294
Transports et communications.....	610 863	-----
Services	7 037 794	
Fournitures et matériel	1 320 181	

	19 851 571	

<i>Soutien aux entreprises</i>		
Traitements et salaires	762 513	
Avantages sociaux	89 063	
Transports et communications.....	16 323	
Services	29 812	
Fournitures et matériel	5 673	

	903 384	

<i>Collège de police de l'Ontario</i>		
Traitements et salaires	9 192 749	
Avantages sociaux	838 408	
Transports et communications.....	594 540	
Services	7 007 982	
Fournitures et matériel	1 314 508	

	18 948 187	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE FORMATION EN		
MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	19 851 571	
	=====	
		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
		PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE
		DE SÉCURITÉ PUBLIQUE..... 1 134 294
		=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur la surveillance des immigrants	21 527 391	20 279 639
Contrôle des armes à feu	6 150 060	6 151 040
Entente de placement dans un établissement pénitencier	5 457 455	4 370 879
Les services policiers des Premières nations.....	5 389 440	5 640 194
Entente relative aux services de biologie – SCF	3 450 000	3 450 000
Planification des mesures d'urgence pour les communautés autochtones	537 197	227 966
Autres.....	975 335	195 619
	<u>43 486 878</u>	<u>40 315 337</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Maintien de l'ordre dans les municipalités.....	277 883 522	290 048 580
Remaniement des services locaux.....	125 245 211	106 119 404
Acquittement – Compte Bell.....	4 972 263	5 622 906
Coopérative d'automatisation des services de police provinciaux et municipaux de l'Ontario	1 880 130	2 418 092
Ontario Hydro (au titre du programme nucléaire).....	1 125 000	750 000
Autres.....	1 940 880	1 408 811
	<u>413 047 006</u>	<u>406 367 793</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, permis et autorisations.....	16 007 536	15 463 294
Frais pour chèques refusés.....	418	576
	<u>16 007 954</u>	<u>15 463 870</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS	<u>1 723</u>	<u>460</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations.....	1 086 929	352 343
Les Industries Trilcor.....	152 415	164 941
	<u>1 239 344</u>	<u>517 284</u>
REDEVANCES		
Systèmes de sélection d'agents – Association des chefs de police de l'Ontario.....	250 959	219 580
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>1 805 894</u>	<u>1 470 160</u>
DIVERS.....	<u>1 145 942</u>	<u>4 575 685</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>476 985 700</u>	<u>468 930 169</u>

*Rajustement en 2014-2015 en fonction des recouvrements de dépenses des années précédentes de 2012-2014.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-324
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-325
SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE.....	2-328
INFRASTRUCTURE	2-331
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-327
ÉTAT DES RECETTES	2-333

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2015 – 2016	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
11 751 990	Administration du ministère	14 998 014	14 363 331
4 164 409 925	Services à l'enfance et à la jeunesse	4 267 832 600	4 254 317 025
<u>4 176 161 915</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>4 282 820 614</u>	<u>4 268 680 356</u>
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Services à l'enfance et à la jeunesse	203 000	80 292
<u>0</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>203 000</u>	<u>80 292</u>
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
10 322 653	Services à l'enfance et à la jeunesse	11 126 100	10 322 653
52 629 463	Infrastructure	164 353 000	159 012 761
<u>62 952 116</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>175 479 100</u>	<u>169 335 414</u>
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
3 373	Services à l'enfance et à la jeunesse	8 480 200	0
0	Infrastructure	15 317 800	819 357
<u>3 373</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	<u>23 798 000</u>	<u>819 357</u>
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
3701				PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				DU MINISTÈRE	
1	14 024 000	900 000	14 924 000	Administration du ministère	14 297 363
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667
	<u>14 088 014</u>	<u>(206 100)</u>	<u>14 988 014</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	<u>14 363 331</u>
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère appuie l'élaboration et la mise en œuvre des priorités du ministère. Il offre à la haute direction, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain de l'orientation concernant les politiques et les programmes, des conseils stratégiques en gestion des ressources et des finances et des services d'aide administrative et opérationnelle.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3701
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		<i>Communications et marketing</i>	
Administration du ministère (Poste 1)		Traitements et salaires 2 881 799	
Traitements et salaires	8 581 395	Avantages sociaux	390 102
Avantages sociaux	1 188 324	Transports et communications	33 261
Transports et communications	241 288	Services	416 347
Services	4 205 670	Fournitures et matériel	14 929
Fournitures et matériel	80 686		-----
	-----		3 736 438
	14 297 363		-----
	-----	<i>Ressources humaines</i>	
<i>Bureau de la direction (Bureau du ministre, Bureau du sous-ministre)</i>		Traitements et salaires 399 511	
Traitements et salaires	2 103 025	Avantages sociaux	61 915
Avantages sociaux	294 842	Transports et communications	9 000
Transports et communications	103 229	Services	6 358
Services	319 628	Fournitures et matériel	9 222
Fournitures et matériel	16 827		-----
	-----		486 006
	2 837 551		-----
	-----	<i>Services de vérification</i>	
<i>Services opérationnels</i>		Services	
Traitements et salaires	3 197 060		372 600
Avantages sociaux	441 465		-----
Transports et communications	81 998		372 600
Services	341 442		-----
Fournitures et matériel	31 208		

	4 093 173		
	-----	<i>Crédits législatifs</i>	
<i>Services juridiques</i>		Traitement versé au ministre en vertu	
Transports et communications	13 800	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301	
Services	2 749 295	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en	
Fournitures et matériel	8 500	vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667	
	-----		-----
	2 771 595		65 968
	-----		-----
		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 14 363 331	
			=====

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3702				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
3	284 821 000	1 722 200	286 543 200	Santé et développement des enfants 285 681 275
7	2 453 379 100	(3 132 100)	2 450 247 000	Enfants et jeunes à risque 2 440 432 851
5	412 014 500	11 032 200	423 046 700	Services spécialisés 420 586 423
8	1 146 695 700	(38 700 000)	1 107 995 700	Prestation ontarienne pour enfants 1 107 616 476
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES SERVICES
	4 296 910 300	(29 077 700)	4 267 832 600	À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE 4 254 317 025
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
6	203 000		203 000	Services à l'enfance et à la jeunesse 80 292
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES SERVICES
	203 000		203 000	À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE 80 292
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
9	1 000		1 000	Services à l'enfance et à la jeunesse 0
L	11 124 100		11 124 100	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> . 10 322 653
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME DES SERVICES
	11 126 100		11 126 100	À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE 10 322 653
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3702				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
10	8 480 200		8 480 200	Services à l'enfance et à la jeunesse
				0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				- PROGRAMME DES SERVICES
	8 480 200		8 480 200	À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
	=====	=====	=====	=====
				0

Description du programme:

Les programmes offerts par le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse comprennent le programme Santé et développement des enfants, le programme Enfants et jeunes à risque, les Services spécialisés et la Prestation ontarienne pour enfants. Le programme Santé et développement des enfants soutient un éventail de services de dépistage, d'évaluation et d'intervention précoces à l'intention des enfants et de leurs familles, comme le programme Bébés en santé, enfants en santé, le Programme de dépistage néonatal des troubles auditifs et d'intervention précoce et les Services de rééducation de la parole et du langage pour les enfants d'âge préscolaire. Le crédit d'impôt pour les activités des enfants rembourse une partie des frais payés relativement à des activités pour enfants admissibles (arts, musique, activité physique, etc.), quel que soit le niveau de revenu familial. Le programme Enfants et jeunes à risque comprend la protection de l'enfance, les programmes et services communautaires et en établissement, les services de santé mentale pour les enfants et les jeunes, la promotion de la vie et la prévention du suicide chez les jeunes, les services aux enfants et jeunes autochtones, Perspectives Jeunesse et les Services de justice pour la jeunesse (à l'intention des jeunes qui sont en conflit avec la loi ou risquent de le devenir). En particulier, les initiatives Perspectives Jeunesse offrent des services aux jeunes à risque et de populations diverses, y compris des services d'emploi et de liaison, comme le Programme des intervenants auprès des jeunes, le Programme d'emploi pour les jeunes, l'initiative Expérience de travail dans les services policiers pour les jeunes et le Fonds Perspectives Jeunesse. Les services de protection aux enfants sont fournis par les sociétés d'aide à l'enfance, qui ont pour mission de protéger les enfants et les jeunes victimes de mauvais traitements ou de négligence, ou qui risquent de le devenir, de veiller à ce qu'ils soient pris en charge et supervisés et de les placer en vue de leur adoption. Les Services spécialisés soutiennent les enfants et les jeunes ayant des besoins particuliers divers, notamment par des services en autisme, des services de réadaptation (orthophonie, ergothérapie et physiothérapie), une planification coordonnée des services, des programmes de services de relève et du soutien aux enfants et aux jeunes ayant des besoins particuliers complexes, par exemple un diagnostic mixte. La Prestation ontarienne pour enfants est une aide financière non imposable accordée en fonction du revenu aux familles admissibles à revenu faible ou moyen ayant des enfants de moins de 18 ans. La Subvention équivalant à la Prestation ontarienne pour enfants est versée aux sociétés d'aide à l'enfance relativement à des enfants et des jeunes pris en charge afin de leur fournir un accès accru à des possibilités sociales, éducatives et récréatives et à un programme d'épargne à l'intention des jeunes plus âgés pris en charge. Le Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants (SROFT) est une prestation mensuelle non imposable fondée sur le revenu et versée aux familles travailleuses touchant un revenu faible ou moyen et comptant des enfants de moins de sept ans, nés avant le 1er juillet 2009.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services de protection de l'enfance</i>			
Santé et développement des enfants (Poste 3)						
Traitements et salaires		13 094 787	Traitements et salaires		17 571 546	
Avantages sociaux		1 885 302	Avantages sociaux		2 589 178	
Transports et communications.....		676 648	Transports et communications		1 175 079	
Services		2 295 447	Services		25 622 854	
Fournitures et matériel		287 415	Fournitures et matériel		376 877	
Paiements de transfert			Paiements de transfert			
Bébés en santé, enfants			Services de protection			
en santé.....	89 630 526		de l'enfance	1 503 790 000		
Soutien communautaire			Fonds de renouvellement			
pour le développement			des services de			
de la petite enfance	129 045 764		protection de l'enfance	27 452 203		
Crédit d'impôt pour les						1 531 242 203
activités des enfants.....	48 135 386					
		266 811 676				
						1 578 577 737
		285 681 275	<i>Santé mentale des enfants et des jeunes</i>			
			Traitements et salaires		38 445 222	
Enfants et jeunes à risque (Poste 7)			Avantages sociaux		7 005 776	
Traitements et salaires		162 302 054	Transports et communications		923 168	
Avantages sociaux		27 747 326	Services		15 065 290	
Transports et communications.....		5 156 958	Fournitures et matériel		1 365 597	
Services		76 976 774	Paiements de transfert			
Fournitures et matériel		5 208 885	Santé mentale des			
Paiements de transfert			enfants et des jeunes	437 875 758		
Services de protection			Santé mentale des enfants et des			
de l'enfance	1 503 790 000		jeunes – Paiements tenant lieu			
Fonds de renouvellement			d'impôt aux municipalités	4 425		
des services de						437 880 183
protection de l'enfance	27 452 203					
Santé mentale des						500 685 236
enfants et des jeunes	437 875 758		<i>Services de justice pour la jeunesse</i>			
Santé mentale des enfants et des			Traitements et salaires		106 285 286	
jeunes – Paiements tenant lieu			Avantages sociaux		18 152 372	
d'impôt aux municipalités .	4 425		Transports et communications		3 058 711	
Services de justice			Services		36 288 630	
pour la jeunesse.....	193 887 347		Fournitures et matériel		3 466 411	
Services de justice pour la jeunesse –			Paiements de transfert			
Paiements tenant lieu			Services de justice			
d'impôt aux municipalités .	31 121		pour la jeunesse	193 887 347		
		2 163 040 854	Services de justice pour la jeunesse –			
			Paiements tenant lieu			
		2 440 432 851	d'impôt aux municipalités	31 121		
						193 918 468
						361 169 878

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

**3703
CHARGES D'IMMOBILISATIONS**

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE

1	173 903 000	(9 550 000)	164 353 000	Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations	159 012 761
	<u>173 903 000</u>	<u>(9 550 000)</u>	<u>164 353 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
	=====	=====	=====	– PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE	159 012 761
					=====

BIENS IMMOBILISÉS

2	15 317 800		15 317 800	Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations	819 357
	<u>15 317 800</u>		<u>15 317 800</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	
	=====		=====	– PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE	819 357
					=====

Description du programme :

Le financement de l'infrastructure est fourni aux organismes qui reçoivent des paiements de transfert dans les collectivités et au bénéfice d'installations exploitées directement par le ministère pour l'acquisition, la construction et la rénovation d'immobilisations, et ce, afin de faciliter la prestation efficace des programmes du ministère et la gestion des activités de base du ministère

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE – CRÉDIT 3703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Renouvellement des installations des partenaires...	21 938 034	
Subventions d'immobilisations	136 630 068	
Cession immobilière		
– immobilisations	278 800	
	-----	158 846 902
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		165 859

		159 012 761

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE		159 012 761
		=====
BIENS IMMOBILISÉS		
Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations (Poste 2)		
Terrains		819 357

		819 357

TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE		819 357
		=====

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	122 605 318	118 704 118
<i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i>	52 004 703	52 259 444
Autres.....	(167 462)	203 679
	<u>174 442 559</u>	<u>171 167 241</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Maison pour groupe d'enfants.....	14 600	12 400
Adoption internationale.....	14 400	25 200
Droits d'adoption	5 012	4 600
Autres.....	8 060	8 895
	<u>42 072</u>	<u>51 095</u>
VENTES ET LOCATIONS	<u>269 547</u>	<u>1 242</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement.....	43 575 023	29 529 488
Frais de fonctionnement.....	1 989 491	882 095
Subventions	627 407	415 319
	<u>46 191 921</u>	<u>30 826 902</u>
DIVERS		
Intérêts bancaires – non précisés	4 219	3 645
Redressement découlant de la provision pour restructuration	0	43 656
Autres.....	63 596	12 708
	<u>67 815</u>	<u>60 009</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>221 013 914</u>	<u>202 106 489</u>

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-336
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-338
DIVERSITÉ DE LA FPO.....	2-340
INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES.....	2-342
SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO	2-344
COMMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ.....	2-347
SERVICEONTARIO.....	2-349
SERVICES AUX CONSOMMATEURS	2-351
GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....	2-353
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-339, 2-341, 2-345, 2-346, 2-350
ÉTAT DES RECETTES.....	2-355

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015		2015 – 2016	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
26 104 008	Administration du ministère	32 145 514	31 890 760
0	Diversité de la FPO	3 576 000	3 273 800
18 282 155	Information, protection de la vie privée et archives publiques	18 893 100	18 874 672
173 560 060	Services communs de l'Ontario	220 777 300	215 708 779
0	Commission de révision de la publicité	1 153 300	1 152 949
271 714 059	ServiceOntario	258 181 800	251 545 802
18 567 365	Services aux consommateurs	17 403 300	17 005 619
52 363 649	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	54 488 000	54 468 045
560 591 296	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	606 618 314	593 920 426
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
2 579 935	Services communs de l'Ontario	2 635 000	2 605 520
0	Services aux consommateurs	1 000	0
1 607 464	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	1 914 500	1 862 389
4 187 399	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	4 550 500	4 467 909
=====		=====	=====

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015		2015 – 2016	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 946 500	2 738 329
3 644 884	Information, protection de la vie privée et archives publiques	3 571 700	3 571 654
3 872 297	Services communs de l'Ontario	4 436 000	4 462 271
4 658 938	ServiceOntario	3 003 800	3 013 684
0	Services aux consommateurs	1 000	0
0	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	1 000	0
12 176 119	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	13 960 000	13 785 938
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
2 650 420	Services communs de l'Ontario	3 000	0
4 423 883	ServiceOntario	3 972 300	1 176 928
0	Services aux consommateurs	1 000	0
0	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	2 658 300	2 681 112
7 074 303	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	6 658 600	3 858 040
=====		=====	=====

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				1801 PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	27 613 500	4 468 000	32 081 500	Administration du ministère 31 824 792
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>27 677 514</u>	<u>4 468 000</u>	<u>32 145 514</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 31 890 760
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	2 001 000	944 500	2 945 500	Administration du ministère 2 738 329
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>2 002 000</u>	<u>944 500</u>	<u>2 946 500</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 2 738 329
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui aident le ministère à réaliser des résultats conformes aux objectifs et priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines et la gestion des locaux et des installations. Le programme fournit également des services juridiques et de communication, de planification et de surveillance des résultats. Il aide et soutient les programmes du ministère dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels et de développement organisationnel.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1801

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires	15 222 410		Traitements et salaires	3 879 967	
Avantages sociaux	2 181 422		Avantages sociaux	543 689	
Transports et communications	429 450		Transports et communications	167 857	
Services	13 805 064		Services	2 430 852	
Fournitures et matériel	186 446		Fournitures et matériel	38 350	
	-----			-----	7 060 715
	31 824 792				-----
	-----		<i>Ressources humaines</i>		
<i>Bureau principal</i>			Traitements et salaires	4 213 976	
Traitements et salaires	2 829 943		Avantages sociaux	690 114	
Avantages sociaux	351 150		Transports et communications	101 576	
Transports et communications	63 172		Services	516 266	
Services	422 839		Fournitures et matériel	16 216	
Fournitures et matériel	33 478			-----	5 538 148
	-----	3 700 582			-----
		-----	<i>Crédits législatifs</i>		
<i>Services financiers et administratifs</i>			Autres opérations		
Traitements et salaires	4 293 481		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux	596 469		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		
Transports et communications	66 035				49 301
Services	2 390 321		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
Fournitures et matériel	31 771		vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		
	-----	7 378 077			16 667
		-----			-----
					65 968

<i>Services juridiques</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires	5 043		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
Transports et communications	30 809				31 890 760
Services	7 009 165				=====
Fournitures et matériel	66 631		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
	-----	7 111 648	Administration du ministère (Poste 4)		
		-----	Services		
<i>Services de vérification</i>					2 738 329
Services	1 035 621				-----
	-----	1 035 621			2 738 329
		-----			-----
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
					2 738 329
					=====

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1808				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				DIVERSITÉ DE LA FPO
10	3 781 900	(205 900)	3 576 000	Bureau de la diversité..... 3 273 800
	<u>3 781 900</u>	<u>(205 900)</u>	<u>3 576 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME DES SERVICES
				OPÉRATIONNELS DE LA FPO 3 273 800
				<u>=====</u>

Description du programme:

Le Bureau de la diversité soutient la vision de la FPO, qui consiste à être une organisation inclusive et accessible assurant d'excellents services publics. Le Bureau est chargé de fournir du leadership stratégique et novateur à l'échelle de la FPO pour faire en sorte que la FPO soit un employeur, un décideur et un fournisseur de programmes et de services plus inclusifs.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

DIVERSITÉ DE LA FPO – CRÉDIT 1808

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016**

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau de la diversité (Poste 10)	
Traitements et salaires	2 342 941
Avantages sociaux	286 049
Transports et communications.....	37 761
Services	578 193
Fournitures et matériel.....	28 856

	3 273 800

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIVERSITÉ DE LA FPO	3 273 800
	=====

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1809				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES
7	20 317 000	(1 423 900)	18 893 100	Information, protection de la vie privée et Archives publiques..... 18 874 672
	<u>20 317 000</u>	<u>(1 423 900)</u>	<u>18 893 100</u>	
	=====	=====	=====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES 18 874 672
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES
8	3 778 700	(207 000)	3 571 700	Information, protection de la vie privée et Archives publiques..... 3 571 654
	<u>3 778 700</u>	<u>(207 000)</u>	<u>3 571 700</u>	
	=====	=====	=====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES 3 571 654
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

La Division de l'information, de la protection de la vie privée et des Archives publiques est responsable de la prestation des services internes et externes. Elle soutient de bonnes pratiques de conservation des documents dans tout le gouvernement et assume le leadership stratégique pour l'accès à l'information et la protection de la vie privée, de même que la gestion de l'information. Par l'entremise des Archives publiques de l'Ontario, la Division recueille, gère et préserve les documents de la province et elle encourage le public à consulter les documents historiques de l'Ontario.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

**PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE
ET ARCHIVES PUBLIQUES – CRÉDIT 1809**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016**

\$	\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Information, protection de la vie privée et archives publiques (Poste 7)		Information, protection de la vie privée et archives publiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	8 709 005	Services	3 571 654
Avantages sociaux	1 264 624		-----
Transports et communications.....	844 251		3 571 654
Services	13 889 872		-----
Fournitures et matériel.....	580 226		
Paiements de transfert			
Subventions à l'appui des			
Archives publiques de l'Ontario.....	45 700		

	45 700	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
	25 333 678	PROGRAMME DES INFORMATION,	
Moins : Recouvrements	6 459 006	PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET	
	-----	ARCHIVES PUBLIQUES	3 571 654
	18 874 672		=====

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DES INFORMATION,			
PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET			
ARCHIVES PUBLIQUES	18 874 672		
	=====		

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1811				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO
5	203 471 000	2 805 300	207 276 300	Services communs de l'Ontario..... 203 924 705
27	1 000		1 000	Services centralisés de la FPO – Commission de la sécurité professionnelle et de l' assurance contre les accidents du travail 0
L	13 500 000		13 500 000	Loi sur les actions contre la Couronne 11 784 074
	<u>216 972 000</u>	<u>3 805 300</u>	<u>220 777 300</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO..... 215 708 779
	=====	=====	=====	=====
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
6	2 635 000		2 635 000	Services communs de l'Ontario..... 2 605 520
	<u>2 635 000</u>		<u>2 635 000</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO..... 2 605 520
	=====	=====	=====	=====

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1811				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO
12	2,000	(2,000)	0	Services communs de l'Ontario..... 0
L	4 436 000		4 436 000	Amortissement – Services communs de l'Ontario, <i>Loi sur l'administration financière</i> 4 462 271
	<u>4 438 000</u>	<u>(2 000)</u>	<u>4 436 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO..... 4 462 271
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
14	3 000		3 000	Services communs de l'Ontario..... 0
	<u>3 000</u>		<u>3 000</u>	TOTAL (BIEN IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO..... 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Les Services communs de l'Ontario offrent aux ministères et aux fonctionnaires de l'Ontario des services touchant l'approvisionnement, les finances, les ressources humaines, la paie et les avantages sociaux ainsi qu'un éventail de services opérationnels de la FPO. La prestation de services communs est pour les organisations des secteurs public et privé un modèle éprouvé permettant de renforcer l'efficacité, de réduire le doublement des services et, pour les clients, de se centrer sur leurs activités de base. Les Services communs de l'Ontario fournissent des conseils stratégiques et assurent le contrôle financier et une prestation de services rentable dans le traitement des opérations financières et des revenus non fiscaux, le traitement de la paie et des avantages sociaux, l'administration des avantages sociaux, la gestion de la chaîne d'approvisionnement, les services opérationnels de la FPO et les ressources humaines.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1811

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016**

\$	\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
Services communs de l'Ontario (Poste 5)		Services communs de l'Ontario (Poste 6)	
Traitements et salaires	123 455 054	Dépôts et charges payées d'avance.....	2 605 520
Avantages sociaux	19 297 532		-----
Transports et communications.....	9 271 452		2 605 520
Services	58 414 624		-----
Fournitures et matériel.....	2 053 003	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -	
Paiements de transfert		PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS	
Projets liés à la gestion de la chaîne		DE L'ONTARIO	2 605 520
d'approvisionnement et à l'innovation			=====
dans le secteur parapublic	11 021 526		
Autre opérations	10 095 255	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
	-----	Statutory Appropriations	
	233 608 446	Autre opérations	
Moins : Recouvrements.....	29 683 742	Amortissement – Services communs de l'Ontario,	
	-----	<i>Loi sur l'administration financière</i>	6 278 139
	203 924 704	Less: Recoveries.....	1 815 868
	-----		-----
Services centralisés de la FPO – Commission de la sécurité			4 462 271
professionnelle et de l'assurance contre les		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
accidents du travail (Poste 27)		PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS	
Services	30 123 706	DE L'ONTARIO	4 462 271
	-----		=====
Moins : Recouvrements.....	30 123 706		

	0		

Statutory Appropriations			
Autre opérations			
<i>Loi sur les actions contre la Couronne</i>	11 784 074		

	11 784 074		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
ORGANISMES, CONSEILS			
ET COMMISSIONS	215 708 778		
	=====		

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1812				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES COMMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ
4	1 160 400	(7 100)	1 153 300	Commission de révision de la publicité 1 152 949
	<u>1 160 400</u>	<u>(7 100)</u>	<u>1 153 300</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME SERVICEONTARIO 1 152 949
				=====

Description du programme:

La Commission de révision de la publicité est désignée comme un service central obligatoire pour l'achat de publicité, les relations avec le public et les médias et les services de communications créatives au nom de la FPO. Cela contribue à garantir que les ministères et les organismes gouvernementaux acquièrent ces services de manière équitable, ouverte, transparente et accessible aux fournisseurs qualifiés.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME DES COMMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ – CRÉDIT 1812

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016**

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Révision de la Publicité (Poste 4)	
Traitements et salaires	425 694
Avantages sociaux	44 180
Transports et communications.....	9 628
Services	668 840
Fournitures et matériel	4 607

	1 152 949

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME SERVICEONTARIO	1 152 949
	=====

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1814				PROGRAMME SERVICEONTARIO
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	244 218 000	8 661 800	252 879 800	ServiceOntario 251 533 036
L	5,001,000		5,001,000	Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, <i>Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers</i> 0
L	301,000		301,000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 12,766
	<u>249 520 000</u>	<u>8 661 800</u>	<u>258 181 800</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME SERVICEONTARIO..... 251 545 802
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
L	3 003 800		3 003 800	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 3 013 684
	<u>3 003 800</u>		<u>3 003 800</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME SERVICEONTARIO..... 3 013 684
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
3	3 972 300		3 972 300	ServiceOntario..... 1 176 928
	<u>3 972 300</u>		<u>3 972 300</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME SERVICEONTARIO..... 1 176 928
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

ServiceOntario est pour la population ontarienne la voie d'accès aux services du gouvernement, fournissant de l'information et permettant des transactions régulières au nom des ministères de la FPO et de partenaires de divers ordres de gouvernement. ServiceOntario est un leader public reconnu dans l'intégration des services, qui optimise l'usage des deniers et satisfait ou dépasse les attentes de la clientèle.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAM SERVICEONTARIO – CRÉDIT 1814

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016**

\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	BIENS IMMOBILISÉS
ServiceOntario (Poste 1)	ServiceOntario (Poste 3)
Traitements et salaires	Logiciels d'application de gestion – coûts
Avantages sociaux	relatifs aux immobilisations
Transports et communications	1 176 928
Services	-----
Fournitures et matériel	1 176 928
267 203 233	-----
Moins : Recouvrements	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
15 670 197	PROGRAM SERVICEONTARIO
251 533 036	1 176 928
-----	=====
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>	
<i>L'administration financière</i>	12 766
12 766	-----

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME SERVICEONTARIO	
251 545 802	
=====	
CHARGES D'IMMOBLISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i>	3 013 684
3 013 684	-----

TOTAL (CHARGES D'IMMOBLISATIONS) –	
PROGRAMME SERVICEONTARIO	
3 013 684	
=====	

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1816					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS	
1	16 030 400	1 370 900	17 401 300	Services aux consommateurs	17 004 376
L	2 000		2 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 243
	<u>16 032 400</u>	<u>1 370 900</u>	<u>17 403 300</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS	17 005 619
	=====	=====	=====		=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	1 000		1 000	Services aux consommateurs	0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS	0
	=====	=====	=====		=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000	(1 000)	0	Services aux consommateurs	0
S	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	0
	<u>2 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS	0
	=====	=====	=====		=====
BIENS IMMOBILISÉS					
6	1 000		1 000	Services aux consommateurs	0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS	0
	=====	=====	=====		=====

Description du programme:

Le programme des services aux consommateurs soutient la protection des consommateurs, la sécurité du public et l'efficacité du marché pour les entreprises en Ontario en veillant à la mise en place de stratégies efficaces de promotion de la conformité, en modernisant le cadre réglementaire pour la protection des consommateurs, la sécurité du public et le droit des affaires et en surveillant un vaste éventail de programmes de réglementation qui protègent les familles ontariennes, inspirent confiance et soutiennent la croissance économique.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS – CRÉDIT 1816

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016**

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services aux consommateurs (Poste 1)	
Traitements et salaires	10 627 344
Avantages sociaux	1 924 144
Transports et communications.....	395 238
Services	2 924 527
Fournitures et matériel.....	105 463
Paiements de transfert	
Subventions pour les services	
aux consommateurs	1 117 660

	17 094 376
Moins : Recouvrements.....	90 000

	17 004 376

Crédits législatifs	
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>	
<i>l'administration financière</i>	1 243

	1 243

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES SERVICES	
AUX CONSOMMATEURS	17 005 619
	=====

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1817				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				GROUPÉMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
1	53 226 300	1 261 700	54 488 000	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux.....
	53 226 300	1 261 700	54 488 000	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ..
	=====	=====	=====	54 468 045 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
7	1 914 500		1 914 500	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux.....
	1 914 500		1 914 500	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX .
	=====	=====	=====	1 862 389 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	3 000	(3 000)	0	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux.....
S	1,000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i>
	4 000	(3 000)	1 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX.
	=====	=====	=====	0 =====
BIENS IMMOBILISES				
6	2 682 300		2 682 300	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux.....
	2 682 300		2 682 300	TOTAL (BIENS IMMOBILISES) – GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX.
	=====	=====	=====	2 681 112 =====

Description du programme:

Le Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux offre des conseils stratégiques et des solutions technologiques rentables au MSGSC et aux partenaires des ministères dans leurs efforts pour atteindre les principaux objectifs opérationnels, la modernisation des services gouvernementaux et la réalisation de gains en efficacité dans la prestation.

non vérifié

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

GROUPÉMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX – CRÉDIT 1817

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	BIENS IMMOBILIES
Groupement pour l'integration des services gouvernementaux (Poste 1)	Groupement pour l'integration des services gouvernementaux (Poste 6)
Traitements et salaires 29 090 821	Dépôts et charges payées d'avance..... 2 681 112
Avantages sociaux 3 697 320	-----
Transports et communications..... 3 059 104	2 681 112
Services 69 262 810	-----
Fournitures et matériel 175 251	

105 285 306	
Moins : Recouvrements..... 50 817 261	TOTAL (BIENS IMMOBILIES)
-----	– GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION
54 468 045	DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
-----	2 681 112
	=====
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
– GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION	
DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX	
54 468 045	
=====	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Groupement pour l'integration des services gouvernementaux (Poste 7)	
Dépôts et charges payées d'avance..... 1 862 389	

1 862 389	

TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
– GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION	
DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX	
1 862 389	
=====	

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Subvention afférente à des travaux statistiques.....	64 939	54 909
	-----	-----
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	2 407 440	2 360 236
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
<i>Loi sur les sûretés mobilières</i>	47 622 071	44 596 132
Constitutions en société.....	23 060 376	22 284 939
<i>Loi sur les statistiques de l'état civil</i>	18 906 789	18 975 136
<i>Loi sur les noms commerciaux</i>	8 025 679	8 824 314
Recherches et certificats.....	6 710 255	6 680 279
<i>Loi sur le mariage</i>	3 045 397	3 119 637
<i>Loi sur le changement de nom</i>	1 617 899	1 550 996
<i>Loi sur les sociétés en commandite</i>	738 609	608 576
En dehors de la province.....	114 252	103 901
<i>Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers</i>	246 776	94 348
<i>Loi sur l'administration financière (frais pour chèques refusés)</i>	4 895	10 430
Déclarations annuelles obligatoires.....	5 760	7 044
<i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie</i>	0	363
Autres.....	8 923 174	9 014 896
	-----	-----
	119 021 931	115 870 991
	-----	-----
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	19 450	2 200
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS		
Publications Ontario – Ventes.....	2 323 888	3 243 544
Autres.....	107 649	151 421
	-----	-----
	2 431 537	3 394 965
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	144 824	421 168
	-----	-----
DIVERS		
Intérêt.....	2 876	172
Autres.....	2 167 470	2 179 252
	-----	-----
	2 170 346	2 179 424
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	126 260 467	124 283 893
	=====	=====

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE	2-358
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-359
SERVICES AUX ADULTES.....	2-361
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-358, 2-359, 2-360
ÉTAT DES RECETTES.....	2-365

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015		2015 – 2016	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
34 351 248	Administration du ministère	35 371 914	34 239 625
10 507 895 644	Services aux adultes	11 233 910 800	11 215 673 049
<u>10 542 246 892</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>11 269 282 714</u>	<u>11 249 912 674</u>
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
45 295 100	Services aux adultes	45 304 000	26 276 021
<u>45 295 100</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>45 304 000</u>	<u>26 276 021</u>
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
27 969 553	Services aux adultes	69 595 500	64 070 927
<u>27 969 553</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>69 595 500</u>	<u>64 070 927</u>
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
35 471 138	Services aux adultes	3 291 200	2 628 162
<u>35 471 138</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	<u>3 291 200</u>	<u>2 628 162</u>
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
701				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	39 274 700	(3 967 800)	35 306 900	Administration du ministère..... 34 173 657
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>39 339 714</u>	<u>(3 967 800)</u>	<u>35 371 914</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 34 239 625
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des priorités du ministère en offrant à la haute direction, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain de l'orientation concernant les politiques et les programmes, des conseils stratégiques en gestion des ressources et des finances et des services d'aide administrative et opérationnelle.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires	17 940 211		Traitements et salaires	1 746 265	
Avantages sociaux	2 806 103		Avantages sociaux	253 905	
Transports et communications.....	594 400		Transports et communications	37 884	
Services	12 598 733		Services	447 571	
Fournitures et matériel	234 210		Fournitures et matériel	31 240	
				-----	2 516 865

	34 173 657		<i>Services juridiques</i>		
	-----		Traitements et salaires	9 081	
			Transports et communications	30 567	
			Services	3 976 580	
			Fournitures et matériel	64 597	
				-----	4 080 825

<i>Bureau de la direction</i>			<i>Services de vérification</i>		
Traitements et salaires	1 839 647		Services	861 561	
Avantages sociaux	207 657			-----	861 561
Transports et communications.....	52 643				-----
Services	195 163				
Fournitures et matériel	7 693				
	-----		<i>Services informatiques</i>		
	2 302 803		Traitements et salaires	6 848 556	
	-----		Avantages sociaux	867 964	
			Transports et communications	230 350	
			Services	5 531 679	
			Fournitures et matériel	47 658	
				-----	13 526 207

<i>Soutien aux activités</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires	6 225 913		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux	1 103 968		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Transports et communications.....	190 697		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Services	1 355 821		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
Fournitures et matériel	83 022			-----	65 968
	-----				-----
	8 959 421				
	-----		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		34 239 625
					=====
<i>Ressources humaines</i>					
Traitements et salaires	1 270 749				
Avantages sociaux	372 609				
Transports et communications.....	52 259				
Services	230 358				

	1 925 975				

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
702				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES
3	8 673 571 400	192 180 500	8 865 751 900	Soutien financier et soutien à l'emploi..... 8 849 021 308
6	2 255 568 100	16 368 200	2 271 936 000	Services à la collectivité et aux personnes ayant une déficience intellectuelle..... 2 270 961 546
7	54 705 700	1 970 000	56 675 700	Bureau des obligations familiales 56 157 795
L	39 546 900		39 546 900	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 39 532 400
	11 023 392 100	210 518 700	11 233 910 800	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES 11 215 673 049
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
9	45 304 000		45 304 000	Services aux adultes 26 276 021
	45 304 000		45 304 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES 26 276 021
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Soutien financier et soutien à l'emploi (Poste 3)		Crédits législatifs
Traitements et salaires	172 615 695	
Avantages sociaux	28 778 166	Autres opérations
Transports et communications.....	10 446 748	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>
Services	113 074 214	<i>l'administration financière</i>
Fournitures et matériel	2 447 304	39 532 400
Paiements de transfert		-----
Programme ontarien de soutien		39 532 400
aux personnes handicapées		-----
– Soutien financier.....	4 590 965 969	
Programme ontarien de soutien		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –
aux personnes handicapées		PROGRAMME DES SERVICES
– Soutien à l'emploi	46 804 307	AUX ADULTES.....
Programme Ontario au travail		11 215 673 049
– Soutien financier	2 526 911 397	=====
Programme Ontario au travail		
– Soutien à l'emploi.....	196 294 368	ACTIF DE FONCTIONNEMENT
Programme de médicaments		
de l'Ontario	1 160 683 140	Services aux adultes (Poste 9)
-----	8 521 659 181	
-----	8 849 021 308	Avances et montants récupérables
-----		Programme ontarien de soutien
		aux personnes handicapées –
Services à la collectivité et aux personnes		Aide financière
ayant une déficience intellectuelle (Poste 6)		26 276 021
Traitements et salaires	26 339 432	-----
Avantages sociaux	6 090 401	26 276 021
Transports et communications.....	1 192 222	-----
Services	9 899 991	
Fournitures et matériel	291 914	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –
Paiements de transfert		PROGRAMME DES SERVICES
Services en établissement.....	1 297 303 492	AUX ADULTES
Services de soutien	703 991 321	26 276 021
Violence faite aux femmes.....	147 042 738	=====
Soutiens pour l'intégration		
communautaire	50 436 949	
Stratégie de ressourcement		
pour le mieux-être des		
Autochtones	28 373 086	
-----	2 227 147 586	
-----	2 270 961 546	

Bureau des obligations familiales (Poste 7)		
Traitements et salaires	30 480 431	
Avantages sociaux	5 169 551	
Transports et communications.....	982 260	
Services	19 275 349	
Fournitures et matériel	250 204	
-----	56 157 795	

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Services aux adultes (Poste 8)		
Paiements de transfert		
Subventions d'immobilisations	4 008 437	
Renouvellement des installations des partenaires	23 989 275	
	-----	27 997 712
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		9 961 000

		37 958 712

Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i>		26 112 215

		26 112 215

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES		64 070 927
		=====
BIENS IMMOBILISÉS		
Services aux adultes (Poste 11)		
Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires		295 061
Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux		35 790
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations		2 297 311

		2 628 162

TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES		2 628 162
		=====

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	119 549 109	108 698 077
Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées	62 526 225	62 526 225
Logement en milieu de soutien	2 369 376	2 389 460
Gouvernement/Canada – Fonds pour initiative familiale	1 028 858	1 028 858
	<u>185 473 568</u>	<u>174 642 620</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Cas attribués (BOF) – POSPH	11 992 025	12 089 949
	<u>11 992 025</u>	<u>12 089 949</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais d'administration – BOF	1 522 726	1 379 077
Droits relatifs à l'accès à l'information	89 776	99 208
	<u>1 612 502</u>	<u>1 478 285</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement	24 839 003	13 333 811
Frais de fonctionnement	644 054	3 527 014
Subventions	105 347	369 093
	<u>25 588 404</u>	<u>17 229 918</u>
DIVERS		
Comptes de subrogation	2 587 974	2 606 074
Autres	7 673	9 326
Pénalités – intérêt	5 889	2 789
Indemnités de service judiciaire et de témoin	55	653
	<u>2 601 591</u>	<u>2 618 842</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>227 268 090</u>	<u>208 059 614</u>

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE	2-368
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-369
TOURISME	2-371
SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES	2-373
IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES	2-375
CULTURE	2-377
FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO	2-379
CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS	2-381
SECRÉTARIAT DES JEUX PANAMÉRICAINS ET PARAPANAMÉRICAINS.....	2-383
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-370
ÉTAT DES RECETTES.....	2-385

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015		2015 – 2016	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
8 122 511	Administration du ministère	8 012 587	7 989 763
142 822 209	Tourisme	136 512 900	136 044 470
53 836 684	Sports, loisirs et programmes communautaires	57 432 600	55 758 454
245 724 702	Culture	247 689 600	247 422 185
115 000 000	Fondation Trillium de l'Ontario	115 001 000	115 000 000
421 791 294	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels	596 569 200	596 569 068
228 927 662	Secrétariat des Jeux panaméricains et parapanaméricains	152 812 200	145 857 408
1 216 225 062	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 314 030 087	1 304 641 348
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	4 000	0
0	Tourisme	2 000	0
39 872 818	Immobilisations touristiques et culturelles	38 137 600	30 321 375
0	Culture	2 000	0
0	Secrétariat des Jeux panaméricains et parapanaméricains	419 330 400	419 330 400
39 872 818	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	457 476 000	449 651 775
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	2 000	0
3 190 001	Tourisme	23 391 000	9 661 356
0	Culture	1 000	0
25 253 481	Secrétariat des Jeux panaméricains et parapanaméricains	7 674 200	2 303 225
28 443 482	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	31 068 200	11 964 581
=====		=====	=====

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3801				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	6 829 700	1 102 700	7 932 400	Administration du ministère..... 7 923 795
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>6 909 887</u>	<u>1 102 700</u>	<u>8 012 587</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 7 989 763
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	2 000		2 000	Administration du ministère..... 0
L	2 000		2 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>4 000</u>		<u>4 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
2	2 000		2 000	Administration du ministère..... 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-ministre et la Direction des communications. Le programme assure l'orientation et la direction générale du ministère et il est aussi responsable de l'administration interne.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3801
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Administration du ministère (Poste 1)			
		Crédits législatifs	
Traitements et salaires	4 262 448	Traitements versés aux ministres en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301
Avantages sociaux	575 338	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667
Transports et communications.....	137 626		-----
Services	2 803 416		65 968
Fournitures et matériel	144 967		-----

	7 923 795		

		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	7 989 763
			=====
<i>Bureau principal</i>			
Traitements et salaires	1 645 601		
Avantages sociaux	228 120		
Transports et communications.....	118 107		
Services	403 561		
Fournitures et matériel	27 014		

	2 422 403		

<i>Services de communication</i>			
Traitements et salaires	2 616 847		
Avantages sociaux	347 218		
Transports et communications.....	19 519		
Services	261 733		
Fournitures et matériel	117 953		

	3 363 270		

<i>Technologie de l'information</i>			
Services	2 138 121		

	2 138 121		

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3802				PROGRAMME DU TOURISME
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	133 059 400	3 452 500	136 511 900	Tourisme 136 044 470
L	1 000		1 000	Bad Debt Expense, the Financial Administration Act..... 0
	<u>133 060 400</u>	<u>3 452 500</u>	<u>136 512 900</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU TOURISME 136 044 470
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Tourisme 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====		=====	- PROGRAMME DU TOURISME 0
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
2	23 391 000		23 391 000	Tourisme 9 661 356
	<u>23 391 000</u>		<u>23 391 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====		=====	- PROGRAMME DU TOURISME 9 661 356
				=====

Description du programme:

Le Programme du tourisme a pour objectif d'appuyer et de stimuler la compétitivité de l'industrie touristique de l'Ontario.

Le ministère travaille en collaboration avec les associations et partenaires touristiques pour développer et renforcer l'industrie touristique de la province et pour promouvoir l'Ontario dans le monde entier comme destination de choix offrant des activités toute l'année. En particulier, il soutient les treize organismes de tourisme régionaux et les festivals et autres manifestations dans toute la province, définit les possibilités de développement et d'investissements touristiques et offre de la recherche stratégique afin que les intervenants du secteur touristique demeurent bien informés sur les tendances, les enjeux et les attentes des visiteurs.

Le ministère supervise les activités et les responsabilités de six organismes et deux attractions qui favorisent le tourisme, la croissance économique et la création d'emplois. Les attractions et les organismes à vocation touristique du ministère sont les intendants des lieux historiques, des espaces verts et des parcs dans les régions de tout l'Ontario, et offrent une large gamme de programmes d'éducation, de loisirs, de culture et de divertissement à l'intention des résidents et des visiteurs.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3803				SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	53 581 600	3 850 000	57 431 600	Sports, loisirs et programmes communautaires
				Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>
L	1 000		1 000	<i>l'administration financière</i>
	53 582 600	3 850 000	57 432 600	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES
				COMMUNAUTAIRES
				55 758 454

Description du programme:

Les programmes des sports et des loisirs et les programmes communautaires du ministère œuvrent à accroître la pratique des sports et l'activité physique en Ontario et à former des athlètes de haut niveau dont les réalisations sont une source d'inspiration pour les gens de tout l'Ontario et du Canada.

Le ministère gouverne les intérêts de l'Ontario à l'égard du sport amateur par les activités suivantes : veiller à ce que les sports reconnus soient pratiqués de manière équitable et sécuritaire; encourager la pratique du sport parmi toute la population ontarienne; soutenir les athlètes de haut niveau; veiller aux retombées sportives des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 et défendre les priorités de l'Ontario à l'échelon fédéral.

Le ministère gouverne les intérêts de l'Ontario en matière de loisirs par les activités suivantes : financer des partenaires clés pour l'exécution de projets qui accroîtront la pratique de l'activité physique et offriront des programmes après l'école aux enfants et aux jeunes, et pour la promotion des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015; améliorer l'infrastructure de loisir à l'échelon local; coordonner les intérêts provinciaux relatifs aux sentiers, aux parcs, aux espaces ouverts et aux ressources récréatives aquatiques.

Le ministère soutient également les programmes de loisirs et communautaires qui mènent des programmes ciblés de promotion de la santé axés sur le sport et les loisirs et qui incitent les communautés autochtones à pratiquer davantage l'activité physique.

**MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES – CRÉDIT 3803**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016**

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Sports, loisirs et programmes communautaires (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 423 061
Avantages sociaux		514 102
Transports et communications.....		176 460
Services		976 864
Fournitures et matériel		37 880
Paiements de transfert		
Sport et perfectionnement		
des athlètes	23 834 414	
Programmes pour les jeunes	13 500 585	
Fonds ontarien d'action communautaire pour les sports et les loisirs	6 504 280	
Programmes pour les Autochtones	3 199 511	
Soutien aux Jeux panaméricains et parapanaméricains	3 456 636	
	-----	50 495 426

		55 623 793

Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>L'administration financière</i>		134 661

		134 661

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES		55 758 454
		=====

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3804				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES
1	37 305 600	832 000	38 137 600	Immobilisations touristiques et culturelles
	37 305 600	832 000	38 137 600	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS
				TOURISTIQUES ET CULTURELLES
				30 321 375
				=====

Description du programme:

Le Programme d'immobilisations touristiques et culturelles veille à la préservation et à la promotion des fonds investis par l'Ontario dans l'infrastructure touristique et culturelle. Le ministère finance la réparation et la réfection des immobilisations de 14 de ses 21 attractions et organismes culturels et touristiques. Ce financement permet aux organismes et attractions relevant du ministère d'entreprendre des réparations et des réfections de l'infrastructure existante (rénovations, aménagements requis par le Code du bâtiment, améliorations liées à la santé et la sécurité, conformité aux lois et règlements) afin de les aider à demeurer concurrentiels et à enrichir l'expérience vécue par les visiteurs. Le ministère gère également les investissements ponctuels dans les immobilisations.

En partenariat avec la Société d'exploitation de la Place de l'Ontario, le ministère continue de travailler à la revitalisation de la Place de l'Ontario.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES – CRÉDIT 3804

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations touristiques et culturelles (Poste 1)		
Services		3 024 316
Fournitures et matériel		489 778
Paiements de transfert		
Subventions à l'appui des		
Jeux panaméricains et		
parapanaméricains	832 000	
Subventions pour le tourisme	8 479 955	
Réparations et rénovations		
des organismes touristiques.....	4 918 544	
Réparations et rénovations		
des organismes culturels.....	7 576 702	
Subventions pour la culture	1 800 040	
Subventions pour la culture –		
contribution fédérale.....	3 200 040	
	-----	26 807 281

		30 321 375

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS		
TOURISTIQUES ET CULTURELLES.....		30 321 375
		=====

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3805 PROGRAMME DE LA CULTURE				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	251 638 600	(3 950 000)	247 688 600	Culture..... 247 422 185
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>251 639 600</u>	<u>(3 950 000)</u>	<u>247 689 600</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DE LA CULTURE..... 247 422 185
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Programme de la culture..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====		=====	– PROGRAMME DE LA CULTURE..... 0
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000		1 000	Programme de la culture..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====		=====	– PROGRAMME DE LA CULTURE..... 0
				=====

Description du programme :

Le programme de la culture encourage et soutient l'industrie des arts et de la culture, protège le patrimoine de l'Ontario, veille au développement du réseau de bibliothèques publiques et aide les organismes culturels afin d'optimiser leur contribution au bien-être social, culturel et économique de l'Ontario. Le ministère fournit du soutien et des conseils aux municipalités, aux Premières nations, aux comités municipaux du patrimoine et à d'autres groupes participant aux efforts de conservation et de protection du patrimoine ou à la planification culturelle.

Par des investissements stratégiques dans les industries de la culture faisant partie du groupement de la création et du divertissement, le ministère soutient l'innovation, encourage la création d'emplois hautement qualifiés et contribue au renforcement de l'avantage concurrentiel de l'Ontario dans l'économie du savoir.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

PROGRAMME DE LA CULTURE – CRÉDIT 3805

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Culture (Poste 1)		
Traitements et salaires		9 549 987
Avantages sociaux		1 464 826
Transports et communications.....		201 524
Services		3 106 685
Fournitures et matériel		63 781
Paiements de transfert		
Musée des beaux		
-arts de l'Ontario	21 072 400	
Soutien au secteur d'arts	8 963 714	
Soutien au secteur du patrimoine	6 154 537	
Soutien au secteur		
des bibliothèques	23 798 630	
Collection McMichael		
d'art canadien	3 328 800	
Conseil des arts de l'Ontario.....	59 937 400	
Fiducie du patrimoine ontarien.....	4 094 700	
Services des bibliothèques		
de l'Ontario – Nord.....	1 579 201	
Société de développement		
de l'industrie des		
médias de l'Ontario	28 450 300	
Fonds ontarien de promotion		
de la musique	15 000 000	
Centre des sciences de l'Ontario.	19 364 100	
Jardins botaniques royaux	4 036 000	
Musée royal de l'Ontario.....	27 280 900	
Science Nord.....	6 828 900	
Services des bibliothèques		
de l'Ontario – Sud	3 145 800	
		233 035 382
		247 422 185
		=====
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE LA CULTURE		247 422 185
		=====

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3806				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO
1	115 001 000		115 001 000	Fondation Trillium de l'Ontario 115 000 000
	<u>115 001 000</u>		<u>115 001 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE LA FONDATION
				TRILLIUM DE L'ONTARIO 115 000 000
				=====

Description du programme :

La Fondation Trillium de l'Ontario est l'une des plus importantes fondations subventionnaires de bienfaisance au Canada. Elle aide à bâtir des communautés saines et dynamiques par un soutien financier aux organismes de bienfaisance à but non lucratif dans les domaines des arts et de la culture, des sports et des loisirs, de l'environnement et des services humains et sociaux.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO – CRÉDIT 3806
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Fondation Trillium de l'Ontario (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Fondation Trillium de l'Ontario.....	115 000 000

	115 000 000

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DE LA FONDATION	
TRILLIUM DE L'ONTARIO.....	115 000 000
	=====

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3808				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS
1	439 692 900	156 876 300	596 569 200	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels..... 596 569 068
	<u>439 692 900</u>	<u>156 876 300</u>	<u>596 569 200</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS..... 596 569 068
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Six crédits d'impôt pour entreprises visant à soutenir la production de films, de programmes télévisuels, d'animation, d'enregistrements musicaux, de livres et de contenu interactif numérique par les producteurs admissibles de l'Ontario.

L'Agence du revenu du Canada administre le programme au nom de l'Ontario par l'entremise du système d'imposition fédéral.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS – CRÉDIT 3808

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les maisons d'édition.....	2 943 100	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les effets spéciaux et l'animation informatiques.....	45 287 186	
Crédits d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne.....	64 124 765	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques.....	170 418 166	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les services de production.....	314 862 151	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour l'enregistrement sonore.....	(1 066 300)*	
	-----	596 569 068

		596 569 068

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS.....		596 569 068
		=====

*Le paiement de transfert de crédit d'impôt Ontario pour l'enregistrement sonore est à sa fin et a été remplacé par le programme de subvention Fonds de la musique de l'Ontario. Le montant de – 1 066 300 \$ comprend l'estimation 2015-16 qui est compensé par un ajustement pour l'année précédente a déclaré montants

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3809				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
SECRETARIAT DES JEUX PANAMÉRICAINS ET PARAPANAMÉRICAINS				
1	194 298 800	(41 486 600)	152 812 200	Secrétariat des Jeux panaméricains et parapanaméricains..... 145 857 408
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- SECRETARIAT DES JEUX PANAMÉRICAINS ET PARAPANAMÉRICAINS
	194 298 800	(41 486 600)	152 812 200	145 857 408
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	420 162 400	(832 000)	419 330 400	Jeux panaméricains et parapanaméricains – Immobilisations 419 330 400
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- SECRETARIAT DES JEUX PANAMÉRICAINS ET PARAPANAMÉRICAINS
	420 162 400	(832 000)	419 330 400	419 330 400
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
3	7 674 200		7 674 200	Jeux panaméricains et parapanaméricains – biens immobilisations..... 2 303 225
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				- SECRETARIAT DES JEUX PANAMÉRICAINS ET PARAPANAMÉRICAINS
	7 674 200		7 674 200	2 303 225
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le Secrétariat des Jeux panaméricains et parapanaméricains est chargé de surveiller les engagements financiers de l'Ontario à l'égard des Jeux et de collaborer avec le Comité d'organisation des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto et les administrations fédérale et municipales pour veiller à l'atteinte de la vision des Jeux. Le Secrétariat collabore avec d'autres ministères pour coordonner la participation de la province à la planification et aux activités opérationnelles relatives aux Jeux, fournit des services importants et de l'expertise pour l'accueil des Jeux et fait en sorte que les générations futures de l'Ontario puissent continuer d'en retirer les fruits. Le Secrétariat travaille avec Infrastructure Ontario et le ministère du Développement économique, de l'Emploi et de l'Infrastructure à la coordination de l'accélération de l'aménagement de West Don Lands pour le village des athlètes des Jeux panaméricains et parapanaméricains, et il collabore étroitement avec tous les partenaires participant à l'élaboration d'installations sportives et récréatives nouvelles ou améliorées à l'intention des athlètes et de toute la population ontarienne.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
SECRETARIAT DES JEUX PANAMÉRICAINS ET PARAPANAMÉRICAINS – CRÉDIT 3809

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		BIENS IMMOBILISÉS	
Secrétariat des Jeux panaméricains et parapanaméricains (Poste 1)		Jeux panaméricains et parapanaméricains – biens immobilisations (Poste 3)	
Traitements et salaires	4 580 218		
Avantages sociaux	637 792		
Transports et communications.....	97 146		
Services	3 420 718		
Fournitures et matériel	39 459		
Paiements de transfert			
Soutien à la construction du village des athlètes	12 337		
Ententes de services pour le Jeux	4 381 006		
Héritage des Jeux, promotion et célébration	3 399 732		
Jeux panaméricains et parapanaméricains.....	129 289 000		

		137 082 075	

		145 857 408	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SECRETARIAT DES JEUX PANAMÉRICAINS ET PARAPANAMÉRICAINS	145 857 408		
	=====		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Jeux panaméricains et parapanaméricains – immobilisations (Poste 2)			
Paiements de transfert			
Infrastructure des Jeux panaméricains et parapanaméricains	419 330 400		

		419 330 400	

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SECRETARIAT DES JEUX PANAMÉRICAINS ET PARAPANAMÉRICAINS	419 330 400		
	=====		

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme d'infrastructures Canada-Ontario – quote-part du gouvernement fédéral..	4 117 311	4 151 158
	<u>4 117 131</u>	<u>4 151 158</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Vieux Fort William	675 550	728 624
Parcs historiques de la Huronia	838 061	644 621
	<u>1 513 611</u>	<u>1 373 245</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Vieux Fort William	119 687	79 541
	<u>119 687</u>	<u>79 541</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	229 647	1 042 791
	<u>229 647</u>	<u>1 042 791</u>
DIVERS	17 437	15 473
	<u>17 437</u>	<u>15 473</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	5 997 693	6 662 208
	=====	=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE	2-388
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-389
POLITIQUES ET PLANIFICATION	2-392
SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE.....	2-394
GESTION DES ROUTES PROVINCIALES.....	2-397
GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS	2-402
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-390, 2-396, 2-399, 2-401
ÉTAT DES RECETTES	2-404

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015		2015 – 2016	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
42 349 821	Administration du ministère	44 907 314	44 693 516
239 337 670	Politiques et planification	319 011 600	314 081 033
111 613 147	Sécurité des usagers de la route	114 139 600	108 792 828
392 954 074	Gestion des routes provinciales	419 142 500	414 675 783
56 661 200	Groupement du travail et des transports	55 299 900	54 711 971
842 915 912	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	952 500 914	936 955 135
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Politiques et planification	1 000	0
0	Sécurité des usagers de la route	1 000	0
0	Gestion des routes provinciales	1 000	0
0	Groupement du travail et des transports	1 000	0
0	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	5 000	0
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
578 448	Administration du ministère	1 156 900	454 975
2 344 334 629	Politiques et planification	2 903 292 900	2 860 735 544
3 091 709	Sécurité des usagers de la route	3 861 000	3 118 844
769 062 451	Gestion des routes provinciales	851 309 100	813 938 537
3 117 067 237	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	3 759 619 900	3 678 247 897
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
13 651 158	Administration du ministère	19 090 400	10 150 819
40 329 251	Sécurité des usagers de la route	47 594 800	41 112 037
2 479 568 874	Gestion des routes provinciales	2 313 664 200	2 209 664 875
2 533 549 283	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	2 380 349 400	2 260 927 731
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2701				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	45 642 300	(800 000)	44 842 300	Soutien opérationnel 44 627 548
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	45 707 314	(800 000)	44 907 314	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 44 693 516
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000		1 000	Soutien opérationnel 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Administration du ministère 0
L	1 155 900		1 155 900	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 454 975
	1 156 900		1 156 900	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 454 975
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
3	19 090 400		19 090 400	Administration du ministère 10 150 819
	19 090 400		19 090 400	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 10 150 819
				=====

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère offre de l'orientation et aide le ministère dans l'atteinte de ses objectifs opérationnels. De l'apport de connaissances spécialisées sur la gestion des dépenses à l'appui fourni au ministère dans l'optimisation de ses ressources humaines, ce programme donne au ministère le soutien professionnel nécessaire à la réalisation de ses objectifs généraux.

Le programme fournit un éventail complet de services, notamment dans les domaines suivants : gestion et planification des ressources, contrôle financier, approvisionnement, service à la clientèle, planification de l'accessibilité et de la diversité, gestion des situations d'urgence et autres fonctions ministérielles. Il administre également le parc de véhicules du gouvernement au nom de l'ensemble de la fonction publique de l'Ontario.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Soutien opérationnel (Poste 1)			
Traitements et salaires	18 346 219		
Avantages sociaux	2 738 842		
Transports et communications.....	1 370 621		
Services	31 815 324		
Fournitures et matériel	10 392 326		

	64 663 332		
Moins : Recouvrements.....	20 035 784		

	44 627 548		

<i>Bureau principal</i>			
Traitements et salaires	1 645 881		
Avantages sociaux	192 898		
Transports et communications.....	43 360		
Services	191 939		
Fournitures et matériel	14 477		

	2 088 554		

<i>Services financiers et administratifs</i>			
Traitements et salaires	4 299 860		
Avantages sociaux	687 702		
Transports et communications.....	143 995		
Services	265 820		
Fournitures et matériel	508 997		

	5 906 374		

<i>Installations et services opérationnels</i>			
Traitements et salaires	6 069 021		
Avantages sociaux	979 867		
Transports et communications.....	1 054 723		
Services	26 027 678		
Fournitures et matériel	9 732 060		

	43 863 349		
Moins : Recouvrements.....	20 035 784		

	23 827 565		

		<i>Services de communication</i>	
		Traitements et salaires	3 379 567
		Avantages sociaux	441 470
		Transports et communications	50 999
		Services	485 256
		Fournitures et matériel	26 999

			4 384 290

		<i>Ressources humaines</i>	
		Traitements et salaires	2 951 890
		Avantages sociaux	436 906
		Transports et communications	53 493
		Services	780 727
		Fournitures et matériel	40 224

			4 263 239

		<i>Services de vérification</i>	
		Services	1 618 903

			1 618 903

		<i>Services juridiques</i>	
		Transports et communications	24 052
		Services	2 445 001
		Fournitures et matériel	69 570

			2 538 623

		Crédits législatifs	
		Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301
		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667

			65 968

		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	44 693 516
			=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Administration du ministère (Poste 4)	
Autres opérations	
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ...	16 192 498
Moins : Recouvrements.....	15 737 523
	454 975
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	454 975
	=====
BIENS IMMOBILISÉS	
Administration du ministère (Poste 3)	
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations	10 150 819
	10 150 819

TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	10 150 819
	=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2702				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION
1	74 970 300	(15 273 400)	59 696 900	Politiques et planification..... 55 372 838
2	248 152 700	11 160 000	259 312 700	Transports urbains et régionaux..... 258 708 195
L	1 000		1 000	Financement des transports en commun municipaux, <i>Loi réservant des fonds aux transports en commun</i> 0
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	323 125 000	(4 113 400)	319 011 060	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES POLITIQUES
				ET DE LA PLANIFICATION..... 314 081 033
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
4	1 000		1 000	Transports urbains et régionaux..... 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES POLITIQUES
				ET DE LA PLANIFICATION..... 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	2 717 792 900	185 500 000	2 903 292 900	Transports urbains et régionaux..... 2 860 735 544
	2 717 792 900	185 500 000	2 903 292 900	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES POLITIQUES
				ET DE LA PLANIFICATION..... 2 860 735 544
				=====

Description du programme:

Le Programme des politiques et de la planification a la responsabilité d'établir les intérêts stratégiques à long terme de la province relativement aux réseaux de transport de l'Ontario, y compris pour le transport en commun. De plus, il élabore et met en œuvre les politiques, plans, programmes et investissements nécessaires pour que ses intérêts se concrétisent.

Le Programme dirige l'analyse économique et la recherche stratégique pour soutenir la circulation durable et efficiente des biens et des personnes dans tout le réseau de transport multimodal de l'Ontario. Il est également responsable de gérer les relations de la province avec des organismes de la Couronne comme Metrolinx, qui inclut le Réseau GO, et de diriger l'élaboration d'un plan de transport multimodal intégré pour les Jeux panaméricains et parapanaméricains.

De plus, le Programme s'attache à faire avancer les priorités et les intérêts de l'Ontario en matière de transport par l'établissement de liens solides avec le gouvernement fédéral, d'autres provinces, les municipalités et les collectivités autochtones.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION – CRÉDIT 2702
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Politiques et planification (Poste 1)			Transports urbains et régionaux (Poste 3)		
Traitements et salaires		17 598 303			
Avantages sociaux		2 458 166			
Transports et communications.....		389 472			
Services		34 738 716	Paiements de transfert		
Fournitures et matériel		188 181	Transports en commun.....	2 860 735 544	
		<u>55 372 838</u>		<u>2 860 735 544</u>	
				<u>2 860 735 544</u>	
Transports urbains et régionaux (Poste 2)			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Paiements de transfert			PROGRAMME DES POLITIQUES		
Subventions de fonctionnement			ET DE LA PLANIFICATION		
de Metrolinx	233 829 119		2 860 735 544		
Programme d'encouragement pour			=====		
les véhicules électriques					
et les infrastructures	16 277 184				
Subventions pour la participation					
et la sensibilisation.....	479 318				
Pan/ parapanaméricains					
Des jeux.....	8 122 574				
		<u>258 708 195</u>			
		<u>258 708 195</u>			
Crédits législatifs					
Paiements de transfert					
Financement des transports en commun					
municipaux, <i>Loi de 2014 réservant des</i>					
<i>fonds aux transports en commun</i>		331 455 308			
Moins : Recouvrements.....		331 455 308			
		<u>0</u>			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –					
PROGRAMME DES POLITIQUES					
ET DE LA PLANIFICATION		314 081 033			
		=====			

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2703				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE
1	110 546 800	3 292 800	113 839 600	Sécurité des usagers de la route..... 108 792 828
L	300 000		300 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>110 846 800</u>	<u>3 292 800</u>	<u>114 139 600</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE..... 108 792 828
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000		1 000	Sécurité des usagers de la route..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE..... 0
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2703				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE
4	1 000		1 000	Sécurité des usagers de la route..... 0
L	3 860 000		3 860 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 3 118 843
	<u>3 861 000</u>		<u>3 860 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====		=====	– PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ
				DES USAGERS DE LA ROUTE..... 3 118 843
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
3	47 594 800		47 594 800	Sécurité des usagers de la route..... 41 112 037
	<u>47 594 800</u>		<u>47 594 800</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====		=====	– PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ
				DES USAGERS DE LA ROUTE..... 41 112 037
				=====

Description du programme :

Le Programme de la sécurité des usagers de la route élabore et met en œuvre des stratégies destinées à renforcer la sécurité routière et la circulation par la promotion d'un comportement sécuritaire et responsable des conducteurs et de la sécurité des véhicules.

L'Ontario a un excellent bilan à long terme en matière de sécurité routière et est l'un des territoires de compétence les plus sûrs d'Amérique du Nord année après année. Le programme de sécurité routière du ministère des Transports collabore activement à des projets (qu'il dirige dans certains cas) avec d'autres administrations au Canada et aux États-Unis pour élaborer et promouvoir des pratiques exemplaires et des initiatives de sécurité routière. Le programme travaille avec de nombreux partenaires (partenaires chargés de l'application de la loi, groupes communautaires, organismes voués à la sécurité, milieu médical, bureaux de santé publique, professionnels de la prévention des blessures, industrie des assurances, secteur privé, etc.) pour réduire le nombre de collisions, d'accidents mortels et de blessures sur les routes de l'Ontario.

Les principales responsabilités du programme sont les suivantes : établir les normes de sécurité et élaborer les politiques, programmes, lois et règlements visant les usagers de la route, les transporteurs commerciaux et les véhicules automobiles; inspecter, surveiller et faire appliquer ces normes; gérer et exécuter les programmes d'amélioration de la conduite et de sécurité des véhicules commerciaux; réaliser des recherches de pointe pour alimenter l'élaboration de politiques et orienter les campagnes d'éducation du public et de sécurité routière, renforcer la sensibilisation du public en matière de sécurité routière, promouvoir des comportements sécuritaires et responsables chez les usagers de la route; gérer les revenus tirés de la délivrance des permis de conduire et de l'immatriculation des véhicules; se centrer sur la clientèle en créant des produits et services plus rapides, plus intelligents et plus efficaces; gérer et protéger les renseignements personnels et l'identité. Le programme soutient aussi l'exécution de programmes d'autres ministères.

Le programme établit des politiques et des normes et encadre la prestation des services de délivrance des permis de conduire, d'immatriculation des véhicules et autres fournis par notre administration et nos partenaires du secteur privé.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE – CRÉDIT 2703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS
Sécurité des usagers de la route (Poste 1)		Crédits législatifs
Traitements et salaires	61 214 320	Autres opérations
Avantages sociaux	9 948 092	Amortissement - .. <i>Loi sur l'administration financière</i>
Transports et communications.....	2 362 941	3 118 843
Services	41 873 366	-----
Fournitures et matériel	1 195 674	3 118 843
Paiements de transfert		-----
Subventions pour la		
sécurité publique.....	546 711	
Subventions de recherche	150 000	

	696 711	

	117 291 104	
Moins : Recouvrements.....	8 498 276	

	108 792 828	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ		
DES USAGERS DE LA ROUTE	108 792 828	
	=====	
		BIENS IMMOBILISÉS
		Sécurité des usagers de la route (Poste 3)
		Logiciels d'application de
		gestion – traitements et salaires.....
		6 719 968
		Logiciels d'application de
		gestion – avantages sociaux.....
		832 987
		Logiciels d'application de
		gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....
		33 559 082

		41 112 037

		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
		PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ
		DES USAGERS DE LA ROUTE.....
		41 112 037
		=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2704				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES
1	401 149 300	17 992 200	419 141 500	Opérations et entretien..... 411 505 685
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 3 170 099
	<u>401 150 300</u>	<u>17 992 200</u>	<u>419 142 500</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES 414 675 783
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	1 000		1 000	Gestion des routes provinciales 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES 0
				=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2704				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES
2	69 460 400	(23 900 000)	45 560 400	Génie des transports et construction..... 35 927 608
4	1 000		1 000	Travaux routiers en cours..... 0
6	1 000		1 000	Assainissement de l'environnement..... 0
L	805 746 700		805 746 700	Amortissement, Génie et construction, <i>Loi sur l'administration financière</i> 778 010 929
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	875 209 100	(23 900 000)	851 309 100	- PROGRAMME DE GESTION
	=====	=====	=====	DES ROUTES PROVINCIALES 813 938 537
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
3	2 528 664 200	(215 000 000)	2 313 664 200	Infrastructure de transport – actifs..... 2 209 664 875
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	2 528 664 200	(215 000 000)	2 313 664 200	- PROGRAMME DE GESTION
	=====	=====	=====	DES ROUTES PROVINCIALES 2 209 664 875
				=====

Description du programme:

Le programme de gestion des routes provinciales supervise le réseau routier de la province, et il élabore des stratégies pour optimiser les investissements dans l'infrastructure routière.

Le réseau routier provincial permet la circulation des personnes et des marchandises, et fait la promotion de la durabilité économique, environnementale et sociale. Le programme réalise ces activités en recourant aux ressources internes, à des partenariats et à des fournisseurs de services du secteur privé.

Les activités comprennent notamment les évaluations environnementales, la planification des investissements, le génie, l'acquisition de propriétés, la réfection, la construction de nouveaux aménagements, la surveillance des contrats et l'entretien de routine en été et en hiver (comme le nivellement des accotements, le déneigement et le déverglacage) pour l'ensemble des routes et des ponts de la province. Le programme est responsable des aéroports éloignés dans tout le Nord de l'Ontario, des services de traversiers à divers endroits partout dans la province, des subventions routières visant les Premières nations, de l'apport d'améliorations routières dans les communautés non enregistrées, des centres de services et de la production de la carte routière officielle de l'Ontario.

Le programme élabore des politiques et des directives et fixe les normes d'entretien, de conception, d'utilisation des matériaux, de planification des investissements et de construction pour les routes et les ponts.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

\$	\$	\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Transport aérien dans les régions éloignées</i>	
Opérations et entretien (Poste 1)				
Traitements et salaires		67 655 027	Traitements et salaires	4 095 585
Avantages sociaux		13 198 698	Avantages sociaux	568 568
Transports et communications		5 381 628	Transports et communications	1 000 439
Services		326 763 825	Services	3 967 499
Fournitures et matériel		26 570 209	Fournitures et matériel	2 122 352
Paiements de transfert				
Paiements tenant lieu				
d'impôt aux municipalités	3 104 196			
Traversiers municipaux	7 744 221			
		10 848 417		
		450 417 804		
Moins : Recouvrements		38 912 119	Moins : Recouvrements	66 248
		411 505 685		
				11 688 196
<i>Exploitation et entretien des routes</i>			Crédits législatifs	
Traitements et salaires	63 559 442			
Avantages sociaux	12 630 130			
Transports et communications	4 381 189			
Services	322 796 326			
Fournitures et matériel	24 447 857			
Paiements de transfert				
Paiements tenant lieu				
d'impôt aux municipalités	3 104 196			
Traversiers municipaux	7 744 221			
		10 848 417		
		438 663 361		
Moins : Recouvrements		38 845 871		
		399 817 490		
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES	
			414 675 783	

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

 Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
Génie des transports et construction (Poste 2)					
Traitements et salaires		541 431	<i>Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor</i>		
Avantages sociaux		73 317	Traitements et salaires	541 431	
Transports et communications.....		22 008	Avantages sociaux	73 317	
Services		2 078 587	Transports et communications	22 008	
Fournitures et matériel		2 530 801	Services	1 670 454	
Paiements de transfert			Fournitures et matériel	50 373	
Projets municipaux liés				-----	2 357 583
à l'autoroute 407	17 142 573		Travaux routiers en cours (Poste 4)		
Premières nations.....	2 994 769		Traitements et salaires	84 168 641	
Projets municipaux financés			Avantages sociaux	13 376 583	
par le Fonds Chantiers			Transports et communications	2 158 352	
Canada – volet Grandes			Services	11 789 584	
infrastructures	504 083		Fournitures et matériel	1 216 010	
Élargissement et réfection				-----	112 709 170
de Walker Road	69 119		Moins : Recouvrements.....	112 709 170	
Autres opérations		20 170 544		-----	0
		9 970 919	<i>Travaux routiers en cours</i>		
		-----	Traitements et salaires	83 518 662	
		35 927 607	Avantages sociaux	13 275 926	
		-----	Transports et communications	2 123 922	
			Services	11 701 725	
			Fournitures et matériel	1 206 707	
				-----	111 826 942
			Moins : Recouvrements.....	111 826 942	
				-----	0
			<i>Transport aérien dans les régions éloignées</i>		
			Services	408 133	
			Fournitures et matériel	2 480 428	
				-----	2 888 561
				-----	-----

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
<i>Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor</i>			<i>Infrastructure de transport – actifs</i>		
Traitements et salaires	649 979		Terrains.....	247 911 888	
Avantages sociaux	100 657		Immeubles - coûts relatifs		
Transports et communications.....	34 430		aux immobilisations.....	635 354	
Services	87 859		Infrastructure des transports –		
Fournitures et matériel	9 303		coûts relatifs aux		
	-----		immobilisations.....	2 476 510 697	
	882 229		Machines et équipement – coûts		
Moins : Recouvrements.....	882 229		relatifs aux immobilisations	4 152 105	
	-----	0	Parc automobile et flotte de		
			bateaux – coûts relatifs		
			aux immobilisations.....	15 584 360	
Crédits législatifs			Logiciels d'application de gestion		
			- coûts relatifs aux		
			immobilisations.....	9 100 996	

Autres opérations				2 753 895 400	
Amortissements, Génie et construction,			Moins : Recouvrements.....	560 818 141	
Loi sur l'administration financière.....	778 010 929			-----	2 193 077 259

	778 010 929				

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			<i>Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor</i>		
PROGRAMME DE GESTION					
DES ROUTES PROVINCIALES	813 938 537		Infrastructure des transports –		
	=====		coûts relatifs		
			aux immobilisations	16 587 616	
				-----	16 587 616
BIENS IMMOBILISÉS			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –		
			PROGRAMME DE GESTION		
Infrastructure de transport – actifs (Poste 3)			DES ROUTES PROVINCIALES.....	2 209 664 875	
				=====	
Terrains.....	247 911 888				
Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations ..	635 354				
Infrastructure des transports –					
coûts relatifs aux immobilisations.....	2 493 098 313				
Machines et équipement –					
coûts relatifs aux immobilisations.....	4 152 105				
Parc automobile et flotte de bateaux –					
coûts relatifs aux immobilisations.....	15 584 360				
Logiciels d'application de gestion –					
coûts relatifs aux immobilisations.....	9 100 996				

	2 770 483 016				
Moins : Recouvrements.....	560 818 141				

	2 209 664 875				

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2705				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS
1	57 269 800	(2 067 300)	55 202 500	Services d'information et de technologie de l'information..... 54 622 928
3	97 500	(1 100)	96 400	Recouvrements d'autres ministères 89 043
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>57 368 300</u>	<u>(2 068 400)</u>	<u>55 299 900</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS..... 54 711 971
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000		1 000	Information et technologie de l'information..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====		=====	- GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS..... 0
				=====

Description du programme :

Le Groupement du travail et des transports offre aux ministères du Travail et des Transports son leadership relativement à l'utilisation de l'information et de la technologie de l'information (ITI). Le Groupement est également le fournisseur central de solutions technologiques .NET dans toute la fonction publique de l'Ontario.

Le Groupement permet aux ministères de réaliser certains volets de leur mandat en soutenant une gestion efficace de leurs ressources en ITI. De plus, le Groupement planifie les investissements en ITI de manière à en optimiser la valeur et à aider les ministères à préserver de manière socialement responsable la confiance du public.

En soutenant la modernisation des pratiques des ministères en matière d'information, le Groupement du travail et des transports améliore la prestation des programmes, génère de nouveaux débouchés et améliore le service à la clientèle.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS – CRÉDIT 2705
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services d'information et de technologie de l'information (Poste 1)	
Traitements et salaires	27 766 417
Avantages sociaux	3 708 296
Transports et communications.....	510 185
Services	57 741 487
Fournitures et matériel	586 739

	90 313 124
Moins : Recouvrements.....	35 690 196

	54 622 928

Recouvrements d'autres ministères (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 034 028
Avantages sociaux	128 222
Transports et communications.....	9 839
Services	6 138 450
Fournitures et matériel	15 363

	7 325 902
Moins : Recouvrements.....	7 236 859

	89 043

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS	54 711 971
	=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016	2015
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Fonds pour l'infrastructure frontalière.....	13 843 740	12 823 186
Fonds Chantiers Canada	8 215 159	9 857 500
Programme stratégique d'infrastructures routières	6 720 142	6 720 142
Fonds de stimulation de l'infrastructure.....	2 451 853	2 451 853
Validations des véhicules de défense	1 143 971	1 675 849
Code nationale de sécurité.....	1 148 282	1 148 282
Autres Infrastructure.....	1 948 587	351 969
Autres.....	8 330 531	0
	<u>43 802 265</u>	<u>35 028 781</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	3 600	7 200
	<u>3 600</u>	<u>7 200</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules.....	1 564 758 627	1 432 928 054
Frais pour chèques refusés.....	16 760	621 450
Autres.....	11 497 740	8 137 538
	<u>1 576 273 127</u>	<u>1 441 087 042</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Indemnités de non-exécution	733 921	479 038
	<u>733 921</u>	<u>479 038</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations – Immobilisations	11 329 730	9 123 095
Ventes et locations – Fonctionnement	18 843 400	5 943 735
	<u>30 173 130</u>	<u>15 066 830</u>
REDEVANCES	12	22 942
	<u>12</u>	<u>22 942</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	13 806 631	17 880 133
	<u>13 806 631</u>	<u>17 880 133</u>
DIVERS		
Pénalités – intérêt	26 816	20 593
Autres.....	503 372	613 285
	<u>530 188</u>	<u>633 878</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	1 665 322 874	1 510 205 844
	<u>1 665 322 874</u>	<u>1 510 205 844</u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL

EXERCICE 2015 – 2016

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE	2-406
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-407
COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	2-410
RELATIONS DE TRAVAIL	2-412
SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	2-414
DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI	2-417
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-3408
ÉTAT DES RECETTES	2-419

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

2014 – 2015 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2015 – 2016	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
20 607 165	Administration du ministère	20 852 514	20 575 077
3 236 433	Commission de l'équité salariale	3 519 400	3 403 717
21 901 136	Relations de travail	23 252 100	22 459 718
203 177 116	Santé et sécurité au travail	218 469 900	216 930 279
38 915 413	Droits et responsabilités en matière d'emploi	40 380 400	39 850 839
287 837 263	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	306 474 314	303 219 630
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	222 000	220 000
490 000	Santé et sécurité au travail	745 300	646 233
0	Normes d'emploi Immobilisations	66 700	0
490 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	1 034 000	866 233
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Santé et sécurité au travail	1 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	2 000	0
=====		=====	=====

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1601				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	21 372 300	(584 800)	20 787 500	Administration du ministère..... 20 481 849
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 33 334
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 10 593
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	21 437 314	(584 800)	20 852 514	– PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 20 575 077
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	221 000		221 000	Administration du ministère..... 220 000
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	222 000		222 000	– PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 220 000
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000		1 000	Administration du ministère..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	1 000		1 000	– PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Ce programme coordonne les processus de prise de décisions du ministère et fournit les services techniques et professionnels nécessaires à la conception, la mise en œuvre et la prestation efficace des programmes du ministère. Il comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$	\$		\$	\$
<i>Services de communication</i>					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Traitements et salaires	2 539 348	
			Avantages sociaux	370 284	
			Transports et communications	94 746	
			Services	448 859	
			Fournitures et matériel	22 710	
Administration du ministère (Poste 1)				-----	3 475 947

Traitements et salaires	7 890 811		<i>Services juridiques</i>		
Avantages sociaux	1 122 752		Traitements et salaires		
Transports et communications	440 486		Avantage Sociaux		
Services	10 855 351		Transports et communications	226 847	
Fournitures et matériel	172 449		Services	6 837 207	
	-----		Fournitures et matériel	71 758	
	20 481 849			-----	7 135 812
	-----				-----
			<i>Services de vérification</i>		
<i>Bureau principal</i>			Services	315 968	
Traitements et salaires	2 569 346			-----	315 968
Avantages sociaux	394 375		<i>Systèmes informatiques</i>		
Transports et communications	61 634		Services	167 896	
Services	1 882 466			-----	167 896
Fournitures et matériel	32 546				-----
	-----	4 940 367	<i>Crédits législatifs</i>		
		-----	Traitement versé au ministre en vertu		
			de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
<i>Services financiers et administratifs</i>			Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
Traitements et salaires	1 802 506		vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		33 334
Avantages sociaux	223 318		Autres opérations		
Transports et communications	36 689		Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		
Services	791 234		<i>l'administration financière</i>		10 593
Fournitures et matériel	22 203			-----	93 228
	-----	2 875 950			-----
		-----			-----
<i>Direction de l'efficacité organisationnelle</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires	979 611		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		20 575 077
Avantages sociaux	134 775				=====
Transports et communications	20 570				
Services	411 721				
Fournitures et matériel	23 232				
	-----	1 569 909			

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Administration du ministère (Poste 3)	
Autres opérations	220 000
	<u>220 000</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	220 000 =====

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1602				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE
1	3 171 100		3 171 100	Bureau de l'équité salariale..... 3 121 661
2	498 300	(150 000)	348 300	Tribunal de l'équité salariale..... 282 056
	<u>3 669 400</u>	<u>(150 000)</u>	<u>3 519 400</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE 3 403 717
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le mandat du Bureau de l'équité salariale (BES) consiste à administrer et appliquer la *Loi sur l'équité salariale* de l'Ontario, dont l'objet est d'éliminer la discrimination sexuelle systémique en matière de rémunération salariale pour le travail essentiellement accompli par les femmes. Afin de mener à bien son mandat, le Bureau fournit de la formation et des conseils aux employeurs, employés et agents de négociation des secteurs public et privé afin de mettre en place et de maintenir l'équité salariale sur leurs lieux de travail. Le Bureau enquête également sur les plaintes, exécute des programmes de surveillance, cherche à régler les différends liés à l'équité salariale opposant les parties et émet des ordonnances exécutoires, au besoin.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, statue sur les litiges tombant sous le coup de la *Loi sur l'équité salariale*.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE – CRÉDIT 1602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau de l'équité salariale (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 246 288
Avantages sociaux	274 217
Transports et communications.....	46 845
Services	490 947
Fournitures et matériel	21 383
Paiements de transfert	
Paiement de transfert relatif à la disparité salariale entre les sexes.....	41 981
	3 121 661
Tribunal de l'équité salariale (Poste 2)	
Traitements et salaires	158 191
Avantages sociaux	12 628
Transports et communications.....	9 232
Services	67 617
Fournitures et matériel	34 388
	282 056
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	3 403 717 =====

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1603				PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	12 775 000	146 900	12 921 900	Commission des relations de travail de l'Ontario ..	12 854 449
2	1 483 600		1 483 600	Commission de règlement des griefs	1 371 108
3	9 046 600	(200 000)	8 846 600	Services de règlement des différends	8 234 161
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				- PROGRAMME DES	
	23 305 200	(53 100)	23 252 100	RELATIONS DE TRAVAIL	22 459 718
	=====	=====	=====		=====

Description du programme:

Le rôle des Relations de travail est de promouvoir un climat propice à des relations de travail stables et des rapports harmonieux sur les lieux de travail de la province par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres, des services modernisés d'information sur les négociations collectives, le renforcement des relations et la formation.

La Commission des relations de travail de l'Ontario (CRTO) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure, conformément à plusieurs lois de l'Ontario, la médiation et l'arbitrage de diverses questions touchant l'emploi et les relations de travail, notamment les appels de décisions rendues par les agents des normes d'emploi et les inspecteurs de la santé et sécurité au travail.

La Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne (CRGEC) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure la médiation et l'arbitrage des conflits de travail mettant en cause des employés de la Couronne de l'Ontario. Cette commission fournit également des services financiers et administratifs à la Commission des griefs de la fonction publique, un organisme du ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs.

Les Services de règlement des différends fournissent une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres, la fourniture d'information sur les négociations collectives, l'établissement de relations et la formation.

MINISTÈRE DU TRAVAIL
PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL – CRÉDIT 1603
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commission des relations de travail de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires	7 517 377
Avantages sociaux	978 222
Transports et communications.....	302 054
Services	3 785 428
Fournitures et matériel	271 368
	12 854 449
Commission de règlement des griefs (Poste 2)	
Traitements et salaires	451 822
Avantages sociaux	65 939
Transports et communications.....	83 753
Services	1 776 603
Fournitures et matériel	8 827
	2 386 944
Moins : Recouvrements.....	1 015 836
	1 371 108
Services de règlement des différends (Poste 3)	
Traitements et salaires	5 041 873
Avantages sociaux	546 893
Transports et communications.....	456 823
Services	2 154 166
Fournitures et matériel	34 406
	8 234 161
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES	
RELATIONS DE TRAVAIL.....	22 459 718

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1604				PROGRAMME DE SANTÉ ET	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				SÉCURITÉ AU TRAVAIL	
1	89 146 900	(311 200)	88 835 700	Santé et sécurité au travail.....	88 235 208
				Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail	605 300
2	606 300		606 300		
3	11 401 900	(100 000)	11 301 900	Bureau des conseillers des travailleurs	11 128 135
4	3 825 500	(100 000)	3 725 500	Bureau des conseillers des employeurs.....	3 671 682
7	115 601 400	(1 600 900)	114 000 500	Bureau de la prévention	113 289 954
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DE SANTÉ	
				ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.....	216 930 279
	220 582 000	2 112 100	218 469 900		216 930 279
	=====	=====	=====		=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
6	254 300		254 300	Santé et sécurité au travail.....	220 000
8	490 000		490 000	Bureau de la prévention – Immobilisations.....	426 233
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i>	0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
				– PROGRAMME DE SANTÉ	
				ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.....	646 233
	745 300		745 300		646 233
	=====	=====	=====		=====

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1604				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL
5	1 000		1 000	Santé et sécurité au travail..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	1 000		1 000	- PROGRAMME DE SANTÉ
	=====	=====	=====	ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL..... 0
				=====

Description du programme :

Le programme de santé et sécurité au travail (SST) a pour principal rôle d'élaborer, de communiquer et de faire appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail et de coordonner le système ontarien de prévention des blessures et maladies liées au lieu de travail afin de réduire ou d'éliminer ces blessures ou ces maladies.

Grâce principalement à des inspections et des enquêtes sur les lieux de travail, le programme de SST veille au respect de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (la Loi) et aide les parties à créer des lieux de travail sains et sécuritaires. Par l'administration et l'application de la Loi et de ses règlements, le programme encourage les employeurs et les travailleurs à identifier et prévenir ensemble les dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau de la prévention est responsable d'initiatives visant à prévenir les blessures, les maladies et les décès liés au travail en Ontario. Ce rôle englobe l'élaboration d'une stratégie provinciale en matière de santé et de sécurité afin d'harmoniser les priorités de SST entre tous les partenaires du secteur, ainsi que les activités connexes de mise en œuvre, comme la formation obligatoire relative à la santé et la sécurité au travail, les normes, la recherche et la sensibilisation. Le Bureau établit des normes applicables aux fournisseurs et aux programmes de formation sur les risques élevés et définit les exigences pour l'agrément des membres des comités mixtes sur la santé et la sécurité. Il supervise également des programmes de subventions à l'innovation et à la recherche sur la prévention qui financent des bénéficiaires remplissant des critères d'admissibilité précis. Dans le cadre d'ententes de paiements de transfert, le Bureau désigne et encadre des associations en santé et sécurité qui proposent de la formation, des conseils et des services cliniques précis.

Le Bureau des conseillers des travailleurs offre des services de consultation, de représentation et d'éducation aux travailleurs non syndiqués victimes d'accident et aux survivants dans les affaires d'assurance contre les accidents du travail, notamment par une représentation devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit un même éventail de services aux travailleurs non syndiqués dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*, avec notamment la représentation devant la Commission des relations de travail de l'Ontario.

Le Bureau des conseillers des employeurs offre des services de consultation et d'éducation à tous les employeurs ontariens ainsi que des services de représentation, principalement aux petites entreprises ayant moins de 100 employés, concernant des affaires liées à la sécurité professionnelle et à l'assurance devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit également aux employeurs comptant moins de 50 travailleurs des services de représentation à la Commission des relations de travail de l'Ontario dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

		\$	\$			\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT							
Santé et sécurité au travail (Poste 1)				Bureau de la prévention (Poste 7)			
Traitements et salaires		57 932 310		Traitements et salaires		7 678 934	
Avantages sociaux		8 259 466		Avantages sociaux		1 180 415	
Transports et communications.....		3 326 531		Transports et communications		201 633	
Services		17 161 803		Services		4 385 886	
Fournitures et matériel		1 230 098		Fournitures et matériel		71 050	
Paiements de transfert				Paiements de transfert			
Subventions à l'Institut de radioprotection du Canada	40 000			Associations en santé et sécurité	90 385 918		
Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques de santé et sécurité	285 000			Recherche en matière de prévention	7 348 679		
				Subventions aux programmes de prévention	2 037 439		
			325 000				99 772 036
			88 235 208				113 289 954
Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail (Poste 2)				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL			
							216 930 279
							=====
Traitements et salaires		505 200		CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Avantages sociaux		75 900		Occupational Health and Safety (Item 6)			
Transports et communications.....		8 200		Other Transactions		220,000	
Services		5 600					220,000
Fournitures et matériel		10 400					
			605 300				
Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 3)							
Traitements et salaires		7 391 566		Bureau de la prévention – Immobilisations (Poste 8)			
Avantages sociaux		2 057 482		Paiements de transfert			
Transports et communications.....		260 195		Associations en santé et sécurité – Immobilisations		426 233	
Services		1 342 232					426 333
Fournitures et matériel		76 660					
			11 128 135				
Bureau des conseillers des employeurs (Poste 4)				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL			
							646 233
							=====
Traitements et salaires		2 530 668					
Avantages sociaux		619 246					
Transports et communications.....		114 968					
Services		383 994					
Fournitures et matériel		22 806					
			3 671 682				

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1605				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI
1	40 480 400	(100 000)	40 380 400	Normes d'emploi 39 850 839
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES DROITS
				ET RESPONSABILITÉS EN
	40 480 400	(100 000)	40 380 400	MATIÈRE D'EMPLOI 39 850 839
	=====	=====	=====	=====

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

2	66,700		66,700	Normes d'emploi Immobilisations 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME DES DROITS
				ET RESPONSABILITÉS EN
	66,700		66,700	MATIÈRE D'EMPLOI 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi assure l'administration et l'application de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* et de ses règlements, ainsi que de la *Loi de 2009 sur la protection des étrangers dans le cadre de l'emploi (aides familiaux et autres)*.

Le Programme assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à l'instauration de normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il assure le respect de ces normes au moyen d'inspections, d'enquêtes et de mesures d'application et encourage l'autonomie par des initiatives d'éducation, de sensibilisation et de partenariat.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI – CRÉDIT 1605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Normes d'emploi (Poste 1)	
Traitements et salaires	24 346 850
Avantages sociaux	3 770 372
Transports et communications.....	1 251 244
Services	10 275 702
Fournitures et matériel	206 671

	39 850 839

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI	39 850 839
	=====

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente relative aux travailleurs du secteur nucléaire	29 992	36 843
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
<i>Loi sur la santé et la sécurité au travail</i>	211 383 345	213 039 741
Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail – CSPAAT	15 405 116	0
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par le SEFPO	1 079 414	1 186 249
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par l'employeur...	220 993	242 777
Programme de protection des salaires des employés.....	75 604	1 206
Recouvrement auprès des clients des coûts de médiation pour des griefs (services de règlement des différends)	70,534	0
	228 235 006	214 469 973
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Laboratoire de manipulation de matériaux	472 590	460 503
Programme de solutions interactives	75 446	0
Demande de renseignements – <i>Loi sur l'accès à l'information</i> <i>et la protection de la vie privée</i>	12 291	8 692
Droits liés à l'application de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> <i>et la protection de la vie privée</i>	4 843	5 017
Programme de perfectionnement des arbitres	100	200
	565 270	585 012
AMENDES ET PÉNALITÉS		
<i>Loi sur les normes d'emploi</i>	240 204	299 701
Pénalité monétaire	38 575	24 659
Amendes et pénalités – Amendes administratives.....	8 447	78 035
	287 226	402 395
VENTES ET LOCATIONS		
Publications, imprimés, photocopies etc.	45 633	36 591
Abonnements	10 200	3 605
	55 833	40 196
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	73 546	994
ROYALTIES		
Royalties from Publications	31,574	0

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	2016	2015
	\$	\$
DIVERS		
Audiences de grief dans l'industrie de la construction.....	480 250	545 250
Autres.....	221 006	8 482
	-----	-----
	701 256	553 732
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	229 979 703	215 978 545
	=====	=====

Section 3

Annexe - Dette

(non vérifié)

DETTE À LONG TERME**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2016**

La présente annexe contient des renseignements sur les opérations d'emprunt effectuées pendant l'exercice qui ont eu pour effet d'augmenter l'encours de la dette de la province. On trouvera aux pages 3-12 à 3-37 le solde enregistré à la fin de l'exercice pour les comptes de pas sif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
Office d'investissement du régime de pensions du Canada :			
CPP819	3.25	1 ^{er} octobre 2037	42 300 000

			42 300 000

Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :			
		Escompte amorti sur les obligations à coupon zéro pour l'exercice terminé le 31 mars 2016	2 172 481

OIIC169	1,40	24 avril 2020	398 010
OIIC170	1,62	22 mai 2020	132 670
OIIC171	1,39	25 juin 2020	403 716
OIIC172	1,30	24 juillet 2020	1 214 002
OIIC173	1,42	25 août 2020	272 337
OIIC174	1,42	25 août 2020	403 716
OIIC175	1,51	24 septembre 2020	265 340
OIIC176	1,56	22 octobre 2020	530 680
OIIC177	1,58	20 novembre 2020	403 716
OIIC178	1,48	22 décembre 2020	1 417 407
OIIC179	1,40	22 janvier 2021	985 564
OIIC180	1,51	19 février 2021	565 759

			6 992 917

AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS HORS DES MARCHÉS PUBLICS			51 465 398

DETTE À LONG TERME - Suite
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS			
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
DMTN218	2,10	8 septembre 2018	750 000 000
DMTN200	4,20	2 juin 2020	1 150 000 000
DMTN230	TCAB 3M + 0,44	16 mars 2021	1 364 600 000
DMTN212	3,15	2 juin 2022	1 500 000 000
DMTN227	2,60	2 juin 2025	7 650 000 000
DMTN229	2,40	2 juin 2026	1 850 000 000
DMTN228	2,90	2 décembre 2046	10 000 000 000
Obligations d'épargne de l'Ontario	Divers	21 juin 2018 - 21 juin 2025	66 471 100
AUGMENTATION DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS – EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS			24 331 071 100
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS			
G72	1,95	27 janvier 2023	750 000 000
			750 000 000
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS			25 132 536 498

DETTE À LONG TERME - Suite
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)			
PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS			
ADI4	3,10	26 août 2025	140 000 000

			140 000 000

		ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,95225 \$	133 315 000

PAYABLE EN EUROPE EN EUROS			
EMTN112	1,82	28 juin 2041	52 000 000

			52 000 000

		ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,53100 \$	79 612 000

DETTE À LONG TERME - Suite
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)			
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS			
G71	1,625	18 janvier 2019.....	2 500 000 000
G70	1,875	21 mai 2020.....	2 000 000 000

			4 500 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,34363 \$			6 046 330 000

AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DEVISES ÉTRANGÈRES			6 259 257 000

Écarts dus à la conversion en dollars canadiens de la dette contractée en devises étrangères			1 926 451 327

Redressement en fonction de l'Indice des prix à la consommation (IPC) pour les obligations à rendement réel			42 743 920

DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE			33 360 988 745

Dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			1 052 261 092

TOTAL – DETTE À LONG TERME			34 413 249 837
			=====

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
Office d'investissement du régime de pensions du Canada :			
CPP	4,68	16 juin 2015.....	42 300 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement :			
CMHC	5,375 - 10,75	1 ^{er} avril 2015 – 1 ^{er} mars 2016.....	15 188 079
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :			
OIIC	Zéro	23 avril 2015 - 23 décembre 2015	230 062 447
REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME.....			287 550 526

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

DMTN203	TCAB 3M + 0,18	12 mai 2015.....	40 000 000
DMTN1	6,25	1 ^{er} septembre 2015	34 000 000
DMTN201	3,15	8 septembre 2015	2 150 000 000
MK	5,65	30 juillet 2015 -22 septembre 2015.....	8 342 000
DMTN205	TCAB 3M + 0,23	5 octobre 2015	1 121 000 000
JA	9,4688	10 juillet 2015 - 11 janvier 2016	133 178
DMTN163	4,40	8 mars 2016	1 250 000 000
			4 603 475 178

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME - Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
BONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO			
1995	Divers	1 ^{er} mars 2000	39 800
1996	Divers	21 juin 2001	14 700
1997	Divers	21 juin 2000 - 21 juin 2004	6 000
1998	Divers	21 juin 2001 - 21 juin 2005	122 300
1999	Divers	21 juin 2002 - 21 juin 2006	52 300
2000	Divers	21 juin 2003 - 21 juin 2007	96 600
2001	Divers	21 juin 2004 - 21 juin 2008	152 300
2002	Divers	21 juin 2005 - 21 juin 2009	220 900
2003	Divers	21 juin 2006 - 21 juin 2010	277 500
2004	Divers	21 juin 2007 - 21 juin 2011	247 700
2005	Divers	21 juin 2008 - 21 juin 2012	333 100
2006	Divers	21 juin 2009 - 21 juin 2013	1 093 500
2007	Divers	21 juin 2010 - 21 juin 2014	833 300
2008	Divers	21 juin 2011 - 21 juin 2015	21 579 000
2009	Divers	21 juin 2012 - 21 juin 2016	5 204 900
2010	Divers	21 juin 2013 - 21 juin 2020	522 950 700
2011	Divers	21 juin 2014 - 21 juin 2021	4 374 300
2012	Divers	21 juin 2015 - 21 juin 2022	23 786 500
2013	Divers	21 juin 2016 - 21 juin 2023	6 951 800
2014	Divers	21 juin 2017 - 21 juin 2024	13 475 500
2015	Divers	21 juin 2018 - 21 juin 2025	4 378 700
			----- 606 191 400 -----

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME - Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS			
EMTN73	TCAB 3M + 0,03	21 octobre 2015	250 000 000

			250 000 000

TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE EN DOLLARS CANADIENS			5 747 217 104

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG			
EMTN103	HIBOR 3M + 0,04	8 juin 2015	1 550 000 000

			1 550 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,13179 \$			204 282 052

PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS			
EMTN104	0,93	8 juin 2015	95 700 000 000

			95 700 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,010525 \$			1 007 196 456

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME - Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS			
G27	6,25	16 juin 2015	718 450 000

			718 450 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,89505 \$			643 050 875

PAYABLE EN EUROPE EN COURONNES NORVÉGIENNES			
EMTN106	3,25	11 juin 2015	1 350 000 000
EMTN108	3,375	20 janvier 2016	750 000 000

			2 100 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,16936 \$			355 661 864

PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAINS			
EMTN71	7,75	17 août 2015	300 000 000

			300 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,18027 \$			54 082 160

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME - Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES			
PF	2,125	29 juin 2015	200 000 000
EMTN84	3,375	1 ^{er} décembre 2015.....	225 000 000
			425 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,09458 \$			465 194 663
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS			
G57	0,95	26 mai 2015	3 500 000 000
G50	2,70	16 juin 2015	2 500 000 000
G61	TIOL 3M + 0,05	13 août 2015.....	500 000 000
G51	1,875	15 septembre 2015.....	1 250 000 000
G28	4,75	19 janvier 2016	950 000 000
			8 700 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,11890 \$			9 734 431 207
PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS			
USMTN1	TIOL 3M + 0,15	1 ^{er} avril 2015	750 000 000
			750 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,16574 \$			874 303 750

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME - Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS EN DEVISES ÉTRANGÈRES			13 338 203 027
Contribution au fonds d'amortissement de la dette du trust des conseils scolaires et rendement			21 830 976
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE			19 107 251 107
Redressement net de consolidation et autres redressements – Autres organismes gouvernementaux			741 382 902
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS.....			19 848 634 009
Remboursement de la dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			2 032 572 774
TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME			21 881 206 783

VARIATION NETTE DE LA DETTE À COURT TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
Aux fins de la province			
Bons du Trésor			(695 429 000)
Effets de commerce américains			682 508 299
			<u>(12 920 701)</u>
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			
Bons du Trésor			(532 000)
Redressement net de consolidation et autres redressements – Autres organismes gouvernementaux			(13 633 459)
			<u>(27 086 160)</u>
TOTAL – AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA DETTE À COURT TERME ...			<u>=====</u>

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
Dette contractée aux fins de la province :		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	10 002 740 000	10 002 740 000
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	131 923 608	352 820 657
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	51 063 375	66 251 454
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS	10 185 726 983	10 421 812 111
Investisseurs publics.....	269 742 837 029	254 740 702 726
Obligations d'épargne de l'Ontario	1 959 868 700	2 499 589 000
Bons du Trésor	13 216 900 000	13 912 329 000
Effets de commerce américains	6 986 858 452	6 304 350 153
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS	291 906 464 181	277 456 970 879
Dette du trust des conseils scolaires	674 065 848	695 896 824
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE	302 766 257 012	288 574 679 814
Redressement net de consolidation et autres redressements ..	289 169 716	1 044 186 077
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS.....	303 055 426 728	289 618 865 891
Dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) :		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	230 466 000	230 466 000
Investisseurs publics.....	16 187 881 001	17 170 493 237
Bons du Trésor	1 629 624 000	1 630 156 000
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SFIEO ...	18 047 971 001	19 031 115 237
Dette directe de la SFIEO.....	6 309 619 000	6 309 619 000
TOTAL – DETTE DE LA SFIEO	24 357 590 001	25 340 734 237
TOTAL – DETTE CONSOLIDÉE	327 413 016 729	314 959 600 128
Dette contractée aux fins d'investissement*:		
Ontario Power Generation Inc.	5 126 000 000	5 126 000 000
Hydro One Inc.....	3 759 000 000	3 759 000 000
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT	8 885 000 000	8 885 000 000

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc. est éliminée au moment de la consolidation.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE - Suite**Au 31 mars 2016**

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les titres non négociables de la province de l'Ontario. À compter du 1^{er} juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débetures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1^{er} janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débetures de remplacement pour le compte de l'OIRPC assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de reconduction sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débeture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment de la reconduction.

La Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants (SOGFII) est un organisme opérationnel du gouvernement de l'Ontario qui a été constitué en personne morale le 30 avril 1999 en vertu de la *Loi sur les sociétés de développement*. La Société a été créée dans le but de recevoir, pour le compte de la province, les fonds d'investisseurs immigrants dans le cadre du Programme Immigrants Investisseurs (PII) offert par le gouvernement fédéral. L'Office ontarien de financement administre ces fonds en vertu d'une entente de gestion des investissements conclue avec la SOGFII, et investit les fonds reçus du PII dans des obligations de l'Ontario.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a accepté d'acheter des débetures en série émises par la province pour financer une grande partie des coûts liés à la construction des installations d'élimination des déchets appartenant à la province. Le taux d'intérêt de ces débetures est établi en fonction du taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, était applicable aux emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux.

La province de l'Ontario a émis pour les investisseurs publics qui transigent sur les marchés financiers des obligations en dollars canadiens, en dollars américains, en yens japonais, en dollars australiens, en euros, en francs suisses et en rands sud-africains.

Les Obligations d'épargne de l'Ontario (OEO) ont été émises pour la première fois en 1995. Les OEO sont vendues par la province aux résidents de l'Ontario. Elles sont émises une fois par an et peuvent être achetées dans la plupart des institutions financières. Il existe trois types d'obligations : à taux variable, à taux accélérateur et à taux fixe. Toutes les obligations sont offertes avec un choix d'intérêt annuel ou composé.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt, et ayant des dates d'échéance qui peuvent varier jusqu'à trois ans, sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

Les effets de commerce américains ne portent pas intérêt et ont des dates d'échéance pouvant aller jusqu'à 270 jours.

Une fiducie, le trust des conseils scolaires, a été créée en juin 2003 pour refinancer de façon permanente la dette contractée par 55 conseils scolaires. La fiducie a émis des débetures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars, 882 millions de dollars provenant du produit de ces débetures ont été versés aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province. Le ministère de l'Éducation verse au fonds d'amortissement de la fiducie un paiement de transfert annuel dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires pour rembourser cette dette sur 30 ans.

Le redressement net de consolidation et les autres redressements comprennent la dette contractée par d'autres organismes gouvernementaux auprès de tiers et l'élimination de la dette provinciale détenue par ces organismes.

Dette contractée aux fins de la SFIEO : La province emprunte, au nom de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), des fonds à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada et émet sur les marchés publics des débetures et des bons du Trésor. Le produit de tous ces emprunts est avancé à la SFIEO en échange d'obligations et de billets à court terme assortis de conditions semblables.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE - Fin**Au 31 mars 2016**

Dettes contractées aux fins d'investissement : Le 1^{er} avril 1999, cinq sociétés et leurs filiales ont été créées en vertu de la *Loi sur la concurrence dans le secteur de l'énergie* pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro. Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. sont deux de ces sociétés. OPG et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs afin que leur structure financière soit concurrentielle avec celle des autres intervenants de l'industrie. La province a assumé la dette de 8 885 millions de dollars contractée par les deux sociétés en échange d'un droit sur l'actif d'OPG (5 126 millions de dollars) et d'Ontario Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars).

ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2016

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE					
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS					
Office d'investissement du régime de pensions du Canada :					
Exercice se terminant le 31 mars:					
2017	2008	CPP	4,08 - 4,88	91 896 00	
2019	1999	CPP	5,81 - 5,84	45 270 000	
2020	2000	CPP	5,50 - 6,91	869 889 000	
2021	2001	CPP	6,33 - 6,67	609 834 000	
2022	2002	CPP	6,22 - 6,47	330 994 000	
2024	2004	CPP	5,26 - 5,97	688 007 000	
2025	2005	CPP	5,15 - 5,79	1 133 182 000	
2026	2006	CPP	4,67 - 5,19	574 612 000	
2031	2009	CPP	4,79.....	43 880 000	
2032	2009	CPP	4,75.....	52 000 000	
2036	2006-2014	CPP	3,41 - 4,73	725 953 000	
2037	2007	CPP	4,50 - 4,76	351 269 000	
2038	2008-2016	CPP	3,25 - 4,68	284 056 000	
2039	2009	CPP	4,70 - 5,48	493 439 000	
2040	2010-2012	CPP	4,36 - 5,03	1 179 395 000	
2041	2011	CPP	4,20 - 4,86	799 613 000	
2042	2012	CPP	4,23 - 4,56	954 179 000	
2043	2013	CPP	3,36 - 3,62	775 272 000	
				10 002 740 000	(3)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2016

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2017	2012 - 2013	OIIC139-143	1,917 - 2,501	19 823 105	
2018	2013	OIIC144-145	2,04 - 2,21	14 277 402	
2019	2014	OIIC146-156	2,02 - 2,53	57 095 610	
2020	2015	OIIC157-168	1,11 - 2,18	33 734 574	
2021	2016	OIIC169-180	1,30 - 1,62	6 992 917	
				131 923 608	(4)
Société canadienne d'hypothèques et de logement :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2000-2017	1977	CMHC	7,625 - 10,75	1 077 918	
2000-2018	1977-1979	CMHC	7,625 - 13,00	6 465 521	
2000-2019	1977-1980	CMHC	7,625 - 15,25	10 534 684	
2000-2020	1977-1980	CMHC	7,625 - 15,75	20 614 839	
2000-2021	1979-1981	CMHC	9,50 - 15,75	11 817 471	
2000-2022	1982	CMHC	9,75 - 15,75	552 943	
				51 063 375	(5)
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS				10 185 726 983	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2016

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS					
12 avril 2016	12 avril 2011	DMTN209	TCAB 3M + 0,125.....	1 090 000 000	(6)
2 juin 2016	29 juin 2005	DMTN149	Accélérateur	200 000 000	(7)
24 juin 2016	24 juin 2009	DMTN196	TCAB 3M + 0,62.....	275 000 000	(6)
27 juin 2016	27 mai 2011	DMTN210	TCAB 3M + 0,18.....	1 000 000 000	(6)
8 septembre 2016	16 février 2011	DMTN208	3,20	807 000 000	
14 septembre 2016	14 juillet 2011	DMTN211	TCAB 3M + 0,15.....	1 050 000 000	(6)
2 décembre 2016	7 décembre 2004	DMTN132	4,875	200 000 000	
2 décembre 2016	22 août 2005	DMTN152	Accélérateur	300 000 000	(8)
8 mars 2017	25 janvier 2007	DMTN173	4,30	3 100 000 000	(6)
8 septembre 2017	20 janvier 2012	DMTN213	1,90	6 350 000 000	
22 septembre 2017	22 février 2013	DMTN219	TCAB 3M + 0,19.....	1 119 500 000	(6)
23 novembre 2017	23 novembre 2012	DMTN217	TCAB 3M + 0,25.....	750 000 000	(6)
8 mars 2018	10 mars 2008	DMTN183	4,20	1 560 000 000	
30 mai 2018	30 mai 2013	DMTN221	TCAB 3M + 0,12.....	775 000 000	(6)
2 juin 2018	28 août 2003	DMTN79	5,50	605 000 000	(6)
28 août 2018	28 août 2013	DMTN222	TCAB 3M + 0,16.....	600 800 000	(6)
8 septembre 2018	15 janvier 2013	DMTN218	2,10	7 628 000 000	
3 décembre 2018	3 décembre 2013	DMTN224	TCAB 3M + 0,15.....	937 000 000	(6)
2 juin 2019	19 avril 2004	DMTN105	5,35	100 000 000	(6)
2 juin 2019	17 avril 2009	DMTN195	4,40	7 050 000 000	(6)
26 août 2019	26 août 2014	DMTN226	TCAB 3M + 0,09.....	1 921 000 000	(6)
8 septembre 2019	5 juin 2014	DMTN225	2,10	3 400 000 000	
2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85	562 000 000	
2 juin 2020	23 février 2010	DMTN200	4,20	10 025 000 000	
4 septembre 2020	4 septembre 1998	LY	6,30	15 000 000	

non vérifié

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2016

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)					
16 mars 2021	16 mars 2016	DMTN230	TCAB 3M + 0,44.....	1 364 600 000	
2 juin 2021	27 décembre 2007	DMTN180	4,50	75 000 000	(6)
2 juin 2021	12 janvier 2011	DMTN207	4,00	8 915 000 000	
2 juin 2022	8 novembre 2011	DMTN212	3,15	11 771 700 000	
13 juillet 2022	13 juillet 1992	HC	9,50	1 590 438 000	
2 juin 2023	6 novembre 2012	DMTN215	2,85	9 322 700 000	
8 septembre 2023	8 septembre 1993	HP	8,10	940 570 000	
8 septembre 2023	31 juillet 2007	DMTN177	4,95	75 000 000	
2 juin 2024	25 novembre 2013	DMTN223	3,50	10 000 000 000	
2 juin 2025	20 décembre 1994	JE	9,50	460 000 000	
2 juin 2025	9 janvier 2015	DMTN227	2,60	12 550 000 000	
2 décembre 2025	5 octobre 1995	JQ	8,50	1 000 000 000	
6 février 2026	6 février 1996	JY	8,00	12 500 000	
2 juin 2026	21 décembre 1995	JU	8,00	1 000 000 000	
2 juin 2026	3 février 2016	DMTN229	2,40	1 850 000 000	
2 décembre 2026	13 février 1997	KR	8,00	386 500 000	
2 décembre 2026	20 janvier 1999	MH	7,00	124 584 000	(9)
3 février 2027	5 août 1997	KN	7,50	58 220 000	
3 février 2027	5 août 1997	KT	6,95	8 726 000	
3 février 2027	1 ^{er} avril 1998	KY	7,50	11 549 000	
3 février 2027	4 décembre 1998	LA	7,50	5 507 000	
4 février 2027	4 février 1998	KQ	7,375	990 000	
2 juin 2027	17 octobre 1996	KJ	7,60	4 734 700 000	
25 août 2028	25 février 1998	LQ	6,25	2 020 000	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2016

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)					
8 mars 2029	8 janvier 1998	LK	6,50	4 727 000 000	
13 janvier 2031	8 septembre 1995	JN	9,50	125 000 000	
2 juin 2031	27 mars 2000	NF	6,20	3 000 000 000	
2 juin 2031	25 novembre 2010	DMTN206	5,20	133 300 000	
8 mars 2033	17 février 2003	DMTN61	5,85	4 674 610 000	
8 mars 2033	29 avril 2004	DMTN110	5,85	188 000 000	
8 mars 2033	23 juillet 2004	DMTN116	5,85	100 000 000	(6)
13 juillet 2034	21 septembre 2005	DMTN157	5,00	47 500 000	(10)
3 novembre 2034	3 novembre 1994	HY	9,75	248 800 000	
10 janvier 1995 -					
10 janvier 2035	30 novembre 1994	HZ	9,4688	2 315 904	(11)
	"	JA	9,4688	3 601 344	(11)
"	"	JB	9,4688	8 482 324	(11)
"	"	JC	9,4688	4 764 354	(11)
"	"	JD	9,4688	3 171 134	(11)
12 janvier 2035	12 janvier 2007	JG	9,50	110 950 000	
8 février 2035	8 février 1995	JJ	9,875	32 000 000	
2 juin 2035	25 août 2004	DMTN119	5,60	6 882 300 000	
2 juin 2035	12 janvier 2005	DMTN133	5,35	150 000 000	
20 juin 2036	20 juin 1996	KC	8,25	98 984 000	
1 ^{er} décembre 2036	8 mars 2006	DMTN158	2,00 Rendement réel.	2 536 201 921	(12)
2 juin 2037	22 février 2006	DMTN164	4,70	8 700 000 000	
2 décembre 2037	1 ^{er} février 2005	DMTN138	5,20	100 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2016

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)					
2 juin 2038	28 juillet 2004	DMTN117	10,00	75 000 000	(13)
20 juin 2038	16 septembre 1996	KG	8,10	120 000 000	
13 juillet 2038	29 juillet 1998	LS	5,75	50 000 000	
25 août 2038	17 août 1998	LT	6,00	86 500 000	
2 juin 2039	15 janvier 2008	DMTN182	4,60	9 600 000 000	
13 juillet 2039	2 février 1999	MK	5,65	223 858 000	
2 décembre 2039	25 février 2000	NE	5,70	1 489 000 000	
13 juillet 2040	18 avril 2002	DMTN44	6,20	100 000 000	
2 juin 2041	15 juin 2010	DMTN204	4,65	11 368 000 000	
2 décembre 2041	15 août 2001	DMTN10	6,20	340 000 000	
8 mars 2042	4 décembre 2001	DMTN29	6,00	41 000 000	
2 juin 2042	18 janvier 2002	DMTN33	6,00	240 000 000	
2 juin 2043	24 février 2003	DMTN62	5,75	75 000 000	
2 juin 2043	31 janvier 2012	DMTN214	3,50	11 000 000 000	
2 juin 2044	13 septembre 2006	DMTN169	4,60	27 000 000	
10 janvier 2045	25 mai 1995	JL	8,435	35 531 176	(14)
1 ^{er} mars 2045	1 ^{er} mars 1995	JK	9,50	150 000 000	
2 juin 2045	31 août 2005	DMTN153	4,50	175 000 000	
2 juin 2045	10 mai 2013	DMTN220	3,45	15 525 000 000	
2 juin 2046	24 mai 2006	DMTN166	4,85	154 700 000	
2 décembre 2046	2 février 2015	DMTN228	2,90	12 850 250 000	
2 juin 2047	28 février 2007	DMTN176	4,50	158 000 000	
2 juin 2048	6 mai 2008	DMTN184	4,70	50 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2016

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

2 juin 2054	22 juillet 2008	DMTN185	4,60	40 000 000	
2 juin 2062	8 novembre 2012	DMTN216	3,25	475 000 000	
				214 006 424 157	
			Rajustement des contrats d'échange à rendement réel en fonction de l'IPC	(51 607 614)	(12)
				213 954 816 543	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2016

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

BONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO

21 juin 2016	21 juin 2009	Annuel	Variable	5 115 800
21 juin 2016	21 juin 2009	Composé	Variable	6 325 700
21 juin 2016	21 juin 2011	Annuel	Accélérateur	209 233 700
21 juin 2016	21 juin 2011	Composé	Accélérateur	98 961 100
21 juin 2016	21 juin 2013	Annuel	Variable	5 134 100
21 juin 2016	21 juin 2013	Composé	Variable	6 803 000
21 juin 2016	21 juin 2013	Annuel	1,50	5 502 400
21 juin 2016	21 juin 2013	Composé	1,50	5 635 100
21 juin 2017	21 juin 2010	Annuel	3,75	9 789 400
21 juin 2017	21 juin 2010	Composé	3,75	8 681 100
21 juin 2017	21 juin 2012	Annuel	Accélérateur	338 219 500
21 juin 2017	21 juin 2012	Composé	Accélérateur	219 220 800
21 juin 2017	21 juin 2014	Annuel	Variable	4 162 800
21 juin 2017	21 juin 2014	Composé	Variable	7 527 900
21 juin 2017	21 juin 2014	Annuel	1,35	3 422 000
21 juin 2017	21 juin 2014	Composé	1,35	3 261 700
21 juin 2018	21 juin 2011	Annuel	3,20	6 599 100
21 juin 2018	21 juin 2011	Composé	3,20	6 362 700
21 juin 2018	21 juin 2013	Annuel	Accélérateur	200 169 200
21 juin 2018	21 juin 2013	Composé	Accélérateur	79 678 400
21 juin 2018	21 juin 2015	Annuel	Variable	3 116 600
21 juin 2018	21 juin 2015	Composé	Variable	2 794 200
21 juin 2018	21 juin 2015	Annuel	0,90	2 137 400

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2016

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
BONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (Suite)					
21 juin 2018	21 juin 2015	Composé	0,90	1 184 900	
21 juin 2019	21 juin 2014	Annuel	Accélérateur	294 411 800	
21 juin 2019	21 juin 2014	Composé	Accélérateur	161 926 800	
21 juin 2020	21 juin 2010	Annuel	4,25	42 106 100	
21 juin 2020	21 juin 2010	Composé	4,25	30 570 700	
21 juin 2020	21 juin 2015	Annuel	Accélérateur	30 724 000	
21 juin 2020	21 juin 2015	Composé	Accélérateur	14 986 200	
21 juin 2021	21 juin 2011	Annuel	3,80	11 630 400	
21 juin 2021	21 juin 2011	Composé	3,80	13 160 500	
21 juin 2022	21 juin 2012	Annuel	2,80	3 979 600	
21 juin 2022	21 juin 2012	Composé	2,80	5 115 100	
21 juin 2023	21 juin 2013	Annuel	3,10	10 590 800	
21 juin 2023	21 juin 2013	Composé	3,10	7 123 500	
21 juin 2024	21 juin 2014	Annuel	3,10	19 377 400	
21 juin 2024	21 juin 2014	Composé	3,10	9 448 100	
21 juin 2025	21 juin 2015	Annuel	2,35	3 964 600	
21 juin 2025	21 juin 2015	Composé	2,35	3 184 500	
Séries en circulation				1 901 338 700	(15)
Séries arrivées à échéance				58 530 000	(16)
TOTAL- BONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO				1 959 868 700	
TOTAL - PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				215 914 685 243	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2016

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
--------------------	--------------------	-------	-------------------	---------	-----------

%

\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS

9 octobre 2018	9 octobre 2014	G68	1,75	500 000 000
27 janvier 2023	29 janvier 2016	G72	1,95	750 000 000
7 février 2024	7 février 1994	HS	7,50	1 106 700 000

TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS				2 356 700 000

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS

13 juillet 2034	13 juillet 1994	EMTN5	9,40	300 000 000

TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS				300 000 000

Dette en devises étrangères

(17)

PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS

29 septembre 2020	29 septembre 2010	ADI2	6,25	500 000 000
22 août 2024	22 août 2014	ADI3	4,25	350 000 000
26 août 2025	26 février 2015	ADI4	3,10	265 000 000

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2016

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
TOTAL - PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS				1 115 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,99597 \$				1 110 507 220	(17a)
PAYABLE EN EUROPE EN EUROS					
23 avril 2019	23 avril 2009	EMTN97	4,75	1 500 000 000	
3 décembre 2019	3 décembre 2009	EMTN100	4,00	1 750 000 000	
28 septembre 2020	28 septembre 2010	EMTN107	3,00	1 250 000 000	
21 mai 2024	21 mai 2014	EMTN110	1,875	1 750 000 000	
21 janvier 2025	21 janvier 2015	EMTN111	0,875	1 250 000 000	
28 juin 2041	29 janvier 2016	EMTN112	1,82	52 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN EUROS				7 552 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,57146 \$				11 867 643 483	(17b)
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS					
9 janvier 2018	9 janvier 2009	PU	TIBEUR 3M + 1,39	120 000 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS				120 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,7180 \$				206 160 000	(17c)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2016

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
--------------------	--------------------	-------	-------------------	---------	-----------

%

\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS

8 août 2018	8 août 2008	YL016	1,675	8 000 000 000	

TOTAL - PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS.....				8 000 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,009444 \$				75 550 891	(17d)

PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS

8 juin 2020	7 juin 2010	EMTN105	1,65	36 900 000 000	

TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS.....				36 900 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,011529 \$				425 433 751	

PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAIS

20 septembre 2016	20 septembre 2006	EMTN78	9,00	60 000 000	

TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAIS				60 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,22710 \$				13 626 244	(17a)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2016

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
--------------------	--------------------	-------	-------------------	---------	-----------

%

\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES

30 juillet 2018	30 juillet 2008	EMTN82	3,75	225 000 000
30 juillet 2018	14 août 2009	PY	2,525	100 000 000
14 décembre 2018	14 août 2009	PZ	2,59	100 000 000
29 avril 2019	29 avril 2009	EMTN95	3,375	225 000 000
4 décembre 2019	4 décembre 2009	EMTN99	2,50	275 000 000
7 mai 2020	7 mai 2010	EMTN101	2,375	400 000 000

TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES 1 325 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,12837 \$ 1 495 087 829 (17e)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS

21 décembre 2016 21 décembre 2006 DMTN171 4,95 100 000 000

TOTAL - PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS 100 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,1555 \$ 115 550 000 (17f)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2016

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS

23 novembre 2017	23 novembre 2012	USMTN2	TIOL 3M + 0,25	250 000 000	

TOTAL - PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS				250 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,01600 \$				254 000 000	(17g)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

27 avril 2016	27 avril 2006	PK	5,45	900 000 000	
10 mai 2016	10 mai 2011	G54	2,30	3 000 000 000	
22 juillet 2016	23 juillet 2013	G64	1,00	2 500 000 000	
21 septembre 2016	21 septembre 2011	G56	1,60	2 000 000 000	
28 novembre 2016	28 novembre 2006	PM	4,95	891 000 000	
25 octobre 2017	25 octobre 2012	G60	1,10	2 250 000 000	
15 décembre 2017	15 décembre 2010	G52	3,15	1 250 000 000	
14 février 2018	14 février 2013	G62	1,20	705 000 000	
16 juillet 2018	14 juillet 2011	G55	3,00	1 000 000 000	
27 septembre 2018	27 septembre 2013	G63	2,00	1 750 000 000	
18 janvier 2019	21 janvier 2016	G71	1,625	2 500 000 000	
30 janvier 2019	30 janvier 2014	G65	2,00	2 000 000 000	
27 septembre 2019	27 septembre 2012	G59	1,65	1 250 000 000	
7 octobre 2019	7 octobre 2009	G44	4,00	2 000 000 000	
14 avril 2020	14 avril 2010	G48	4,40	2 000 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2016

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
21 mai 2020	21 mai 2015	G70	1,875	2 000 000 000	
10 septembre 2021	11 septembre 2014	G67	2,50	2 000 000 000	
29 juin 2022	29 juin 2012	G58	2,45	1 000 000 000	
16 mai 2024	16 mai 2014	G66	3,20	1 250 000 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS				32 246 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,16814 \$				37 667 718 000	(17h)
TOTAL – OBLIGATIONS.....				271 802 662 661	
GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				(99 956 932)	
TOTAL – OBLIGATIONS NETTES DES GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS.....				271 702 705 729	
BONS DU TRÉSOR				13 216 900 000	
EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS (en dollars américains)				5 084 247 000	(18)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,37422 \$				6 986 858 452	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS.....				291 906 464 181	
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS ET SUR LES MARCHÉS PUBLICS.....				302 092 191 164	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2016

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
DETTE DU TRUST DES CONSEILS SCOLAIRES					
Exercice se terminant le 31 mars					
2034	2004		5,90	891 000 000	
Fonds d'amortissement				(216 934 152)	
				674 065 848	(19)
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE				302 766 257 012	
REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION – AUTRES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX					
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS PAR LES ORGANISMES :					
Société ontarienne d'hypothèques et de logement				302 662 496	
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants.....				708 712 000	(4)
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS PAR LES ORGANISMES :					
Infrastructure Ontario.....				300 000 000	
Commission des parcs du Niagara.....				25 579 201	
ORNGE.....				273 966 932	
Centre des congrès d'Ottawa				1 834 666	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2016

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
TITRES ONTARIENS DÉTENUS PAR LES ORGANISMES :					
Obligations.....				(398 190 608)	
Bons du Trésor.....				(925 394 971)	
TOTAL – REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION				289 169 716	(20)
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION				303 055 426 728	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2016

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

**DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ
DE L'ONTARIO (SFIEO)**

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS****Office d'investissement du régime de pensions du Canada :**

2021	2001	CPP	6,08	19 375 000
2022	2002	CPP	6,17 - 6,29	172 961 000
2023	2003	CPP	6,16	38 130 000

TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS **230 466 000** (3)

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

8 septembre 2016	16 février 2011	DMTN208	3,20	193 000 000
8 mars 2017	12 janvier 2007	DMTN173	4,30	2 300 000 000
23 novembre 2017	23 novembre 2012	DMTN217	TCAB 3M + 0,25 ..	205 000 000
8 mars 2018	10 mars 2008	DMTN183	4,20	1 440 000 000
2 juin 2018	6 juin 2005	DMTN79	5,50	110 000 000
8 septembre 2018	22 juillet 2013	DMTN218	2,10	372 000 000
2 juin 2019	27 avril 2009	DMTN195	4,40	800 000 000
9 septembre 2019	5 juin 2014	DMTN225	2,10	100 000 000

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2016

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)					
2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85	29 000 000	
2 juin 2020	22 avril 2010	DMTN200	4,20	775 000 000	
2 juin 2021	15 avril 2011	DMTN207	4,00	85 000 000	
2 juin 2022	3 mai 2012	DMTN212	3,15	478 300 000	
2 juin 2023	6 novembre 2012	DMTN215	2,85	2 777 300 000	
8 septembre 2023	29 novembre 2004	HP	8,10	50 000 000	
2 juin 2024	25 novembre 2013	DMTN223	3,50	1 550 000 000	
2 juin 2025	9 janvier 2015	DMTN227	2,60	1 050 000 000	
2 juin 2027	11 février 2000	KJ	7,60	100 500 000	
25 août 2028	13 avril 1999	LQ	6,25	78 600 000	
1 ^{er} décembre 2036	4 octobre 2005	DMTN158	2,00 Rendement réel	828 051 000	(12)
2 juin 2037	1 ^{er} septembre 2006	DMTN164	4,70	400 000 000	
2 juin 2039	10 juillet 2009	DMTN182	4,60	100 000 000	
2 juin 2041	9 mars 2011	DMTN204	4,65	282 000 000	
2 juin 2043	15 mai 2012	DMTN214	3,50	200 000 000	
2 juin 2045	1 ^{er} octobre 2013	DMTN220	3,45	525 000 000	
2 décembre 2046	2 février 2015	DMTN228	2,90	149 750 000	
TOTAL - PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				14 978 501 000	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2016

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
--------------------	--------------------	-------	-------------------	---------	-----------

%

\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

Dettes en devises étrangères (17)

PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS

30 novembre 2016	30 novembre 2006	AUD1	6,00	300 000 000	
TOTAL - EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS				300 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,87509 \$				262 525 500	(17i)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS

9 octobre 2017	9 janvier 2009	PU	TIBEUR 3M + 1,39	105 000 000	
TOTAL PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS				105 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,70800 \$				179 340 000	(17i)

PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES

27 mai 2016	27 mai 2008	EMTN80	3,375	200 000 000	
-------------	-------------	--------	-------------	-------------	--

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2016

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
30 juillet 2018	29 décembre 2008	EMTN82	3,75	125 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES.....				325 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,15472 \$				375 283 820	(17i)
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS					
18 décembre 2018	18 décembre 2008	EMTN93	4,28	60 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS.....				60 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,22750 \$				73 650 000	(17i)
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS					
14 février 2018	14 février 2013	G62	1,20	295 000 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS				295 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,00000 \$				295 000 000	(17i)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2016

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
TOTAL - OBLIGATIONS				16 164 300 320	
GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				23 580 681	
TOTAL - OBLIGATIONS NETTES DES GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS.....				16 187 881 001	
BONS DU TRÉSOR				1 629 624 000	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS.....				17 817 505 001	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE AUX FINS DE LA SFIEO				18 047 971 001	
DETTE DIRECTE DE LA SFIEO				6 309 619 000	
TOTAL – DETTE DE LA SFIEO				24 357 590 001	
TOTAL - DETTE CONSOLIDÉE.....				327 413 016 729	=====

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2016

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT*					
ONTARIO POWER GENERATION INC.....				5 126 000 000	
HYDRO ONE INC.....				3 759 000 000	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT				8 885 000 000	

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc., est éliminée au moment de la consolidation.

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2016

Références :

1. Aucune dette contractée n'est remboursable, sauf tel qu'indiqué dans les notes qui suivent. La dette est remboursable à un taux fixe ou variable selon un indice préétabli, habituellement rajusté tous les trois mois (3M). Ces indices à taux variables sont les suivants : TCAB - taux canadien d'acceptations bancaires; TIBEUR - taux interbancaire offert en euros; et TIOL - taux interbancaire offert à Londres.
2. Les séries d'obligations suivantes sont émises aux fins de la province et de la SFIEO :: DMTN208, DMTN173, DMTN217, DMTN183, DMTN79, DMTN218, DMTN195, DMTN225, DMTN140, DMTN200, DMTN207, DMTN212, DMTN215, HP, DMTN223, DMTN227, KJ, LQ, DMTN158, DMTN164, DMTN182, DMTN204, DMTN214, DMTN220, DMTN228, PU, EMTN82 and G62.
3. L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les titres non négociables de la province de l'Ontario. À compter du 1^{er} juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1^{er} janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débentures de remplacement pour le compte de l'OIRPC assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de reconduction sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment de la reconduction. Ces débentures ne sont ni négociables ni transférables et peuvent être cédées uniquement à une filiale appartenant en propriété exclusive à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. Le 1^{er} avril 2007, toutes les débentures détenues au nom du FPRPC ou achetées par le ministre des Finances du Canada en vertu de l'article 110 du Régime de pensions du Canada ont été transférées à l'OIRPC.
4. OIIC : Le montant total de l'encours s'élève à 709 millions de dollars, il est directement investi dans la Province de l'Ontario et Infrastructure Ontario.
5. CMHC (SCHL) : Selon les modalités de ces débentures, des versements égaux doivent être faits chaque année jusqu'à l'échéance, chacun consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis.
6. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt pour certaines obligations du Canada afin de convertir ces engagements en accord avec la stratégie ontarienne de gestion des risques. Voici ces obligations et leurs taux : DMTN209 - 2,83 %; DMTN196 - 3,73 %; DMTN210 - 2,77 %; DMTN211 - 2,31 %; DMTN173 - TCAB 3M - 0,279 % (210 millions de dollars); DMTN219 - 1,95 %; DMTN217 - 1,88 %; DMTN221 - 2,19 % (475 millions de dollars); DMTN79 TCAB 3M - 0,05 % (125 millions de dollars); DMTN222 - 2,52 % (531 millions de dollars); DMTN224 - 2,14 %; DMTN105 - TCAB 3M - 0,03 %; DMTN195 - TCAB 3M + 0,55 % (600 millions de dollars); DMTN226 - 1,91 %; DMTN180 - 4,52 %; et DMTN116 4,22 %.
7. DMTN149 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs de la date d'échéance initiale, le 2 juin 2016, à la date d'échéance finale, le 2 juin 2035 et, en cas de prorogation, les obligations peuvent être échangées au pair au gré des porteurs le 13 juin 2016 contre des obligations de la série DMTN119. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,6 % jusqu'au 2 juin 2016, et au taux de 4,8 % par la suite, en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux de 4,67 %.
8. DMTN152 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs de la date d'échéance initiale, le 2 décembre 2016, à la date d'échéance finale, le 2 juin 2035 et, en cas de prorogation, les obligations peuvent être échangées au pair le 14 décembre 2016 contre des obligations de la série DMTN119. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,75 % jusqu'à la date d'échéance initiale et au taux de 4,75 % par la suite, en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux de 4,76 %.
9. MH : Selon les modalités de ces débentures, un paiement d'intérêt ponctuel spécial, 25 % du montant principal dû doit être versé à la date d'échéance.
10. DMTN157 : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 15,0 % jusqu'au 13 janvier 2006 et au taux de 5,0 % par la suite.
11. Séries HZ, JA, JB, JC, JD : Il s'agit d'obligations à coupon zéro aux termes desquelles des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers prédéterminés, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2035. Au cours de l'exercice 2015-2016, le principal remboursé était de 0,1 million de dollars. Le montant total du principal et des intérêts à payer sur la durée de ces obligations est de 1 092 millions de dollars.
12. DMTN158 : Cette obligation à rendement réel porte un intérêt sur le principal rajusté en fonction de l'Indice d'ensemble des prix à la consommation du Canada (l'IPC), qui comportait un indice de base de 127,54839 au 4 octobre 2005. Depuis que la Banque du Canada a changé l'année de référence de l'IPC (de 1992 à 2002), le 19 juin 2007, l'indice de base est passé à 107,18352. Le montant total de l'émission en principal s'élève à 2 844 millions de dollars, dont 700 millions de dollars ont été prêtés à la SFIEO, et 300 millions de dollars ont été convertis en une dette nominale à taux fixe de 4,22 %. L'encours représente la valeur indexée du principal.

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2016

13. DMTN117 : L'obligation émise en 2004 était assortie d'une forte prime offrant un rendement de 5,74 %.
14. JL : Selon les modalités de ces débentures, des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à des intervalles irréguliers prédéterminés, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2045. Le montant total du principal et des intérêts à payer sur la durée des débentures s'élève à 1 325 millions de dollars.
15. OEO : Les Obligations d'épargne de l'Ontario sont rachetables au gré des porteurs le 21 juin et le 21 décembre et pendant les 14 jours civils suivant les dates de rachat précitées. Les obligations à taux fixe ne sont rachetables qu'à l'échéance. Depuis 2009, les obligations à taux variable ne sont rachetables qu'une fois par an, le 21 juin. Toutes les OEO actuellement en circulation sont rachetables au décès du propriétaire bénéficiaire.
- OEO – Taux fixe :
En 2009, la province a émis des obligations à taux fixe pour des termes de deux, trois et cinq ans; en 2010 et 2011, les termes étaient de trois, sept et dix ans; en 2012, 2013, 2014 et 2015, les termes étaient de trois et dix ans uniquement.
- OEO – Taux accélérateur :
Série 2011 : l'intérêt est payable au taux de 1,25 %, 1,5 %, 2,0 %, 2,5 % et 3,75 %;
Série 2012 : l'intérêt est payable au taux de 1,25 %, 1,5 %, 1,75 %, 2,0 % et 2,25 %;
Série 2013 : l'intérêt est payable au taux de 1,25 %, 1,5 %, 1,75 %, 2,0 % et 2,25 %;
Série 2014 : l'intérêt est payable au taux de 1,25 %, 1,5 %, 2,0 %, 2,25 % et 2,5 %;
Série 2015 : l'intérêt est payable au taux de 0,75 %, 0,9 %, 1,05 %, 1,2 % et 1,35 %, les première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième années respectivement.
- OEO – Taux variable :
Depuis 2009, le taux d'intérêt sur ces obligations à taux variable n'est rajusté qu'une seule fois par an, le 21 juin.
16. OEO : L'encours représente les obligations arrivées à échéance dont le remboursement n'a pas encore été demandé. L'intérêt n'est payable sur ces obligations que jusqu'à la date d'échéance.
17. Le montant total de la dette en devises étrangères a été converti en dollars canadiens aux taux des contrats de change lorsque la dette était couverte, ou aux taux de change à la fin de l'exercice lorsqu'elle ne l'était pas. Au 31 mars 2016, 98,4 % de la dette en devises étrangères étaient couverts. Les taux de change des devises étrangères en dollars canadiens au 31 mars 2016 étaient les suivants : dollar australien – 0,99569 \$; euro – 1,477479 \$; yen japonais – 0,011529 \$; rand sud-africain – 0,088067 \$; franc suisse – 1,350966 \$; dollar américain – 1,2974 \$.
- De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt afin de convertir ces engagements en accord avec la stratégie ontarienne de gestion des risques. Voici ces obligations et leurs taux :
- en Australie en dollars australiens – 3,21 %; EMTN en rands sud-africains – 4,97 %;
 - EMTN en euros : 3,54 % (10 084 millions de dollars), TCAB 3M + 1,37 % (1 784 millions de dollars);
 - sur les marchés internationaux en euros : 4,00 %;
 - au Japon en yens : 4,35 %;
 - EMTN en francs suisses : 4,45 % (955 millions de dollars);
 - au Canada en dollars américains : 4,49 %;
 - aux États-Unis en dollars américains : 1,84 % (254 millions de dollars);
 - sur les marchés internationaux en dollars américains : 3,46 % (18 943 millions de dollars); TCAB 3M + 0,20 % (14 360 millions de dollars); 0,92 % (4 365 millions de dollars).
- La SFIEO a également conclu des ententes sur taux d'intérêt afin de convertir ces engagements en accord avec sa stratégie de gestion des risques. Voici ces obligations et leurs taux :
- en Australie en dollars australiens – 4,24 %; sur les marchés internationaux en euros – 4,0 %; EMTN en francs suisses – 4,95 %; EMTN en dollars américains – 4,22 %; sur les marchés internationaux en dollars américains : TCAB 3M + 0,32 %.
18. Les effets de commerce américains sont des billets à escompte ayant des termes de 270 jours maximum.
19. Une fiducie, le trust des conseils scolaires, a été créée en juin 2003 pour refinancer de façon permanente la dette contractée par 55 conseils scolaires. La fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars, 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures ont été versés aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province. Le ministère de l'Éducation verse au fonds d'amortissement de la fiducie un paiement de transfert annuel dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires pour rembourser cette dette sur 30 ans.

ENCOURS DE LA DETTE - Fin

Au 31 mars 2016

20. Le montant total du redressement de consolidation comprend la dette contractée auprès de tiers par d'autres organismes gouvernementaux, et l'élimination de la dette provinciale détenue par ces organismes. Les titres de l'Ontario faisant partie de la dette provinciale détenue par ces organismes sont les suivants (en millions de dollars) :

Obligations d'épargne de l'Ontario :

AgriCorp : DMTN132 – 18 millions de dollars; et DMTN173 – 20 millions de dollars.

Fonds de reboisement : DMTN215 – 1 million de dollars; et DMTN207 – 3 millions de dollars.

Infrastructure Ontario : DMTN195 – 17 millions de dollars; DMTN218 – 62 millions de dollars; DMTN223 - \$88 millions de dollars; et DMTN225 - 6 millions de dollars.

Commission de l'énergie de l'Ontario : DMTN173 – 3 millions de dollars; et DMTN208 – 1 million de dollars.

Fondation Trillium de l'Ontario : DMTN173 – 12 millions de dollars; DMTN208 – 12 millions de dollars; DMTN218 - 12 millions de dollars; et DMTN213 - 12 millions de dollars.

Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants : OIIC 139-180 – 132 millions de dollars.

Bons du Trésor :

Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario : 200 millions de dollars; Société ontarienne de financement de la croissance : 84 millions de dollars; Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants : 107 millions de dollars; Infrastructure Ontario : 500 millions de dollars; Fonds de reboisement : 3 millions de dollars; et Fondation Trillium de l'Ontario : 31 millions de dollars.

OPÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

	2016	2015
	\$	\$
Remboursement d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme	(2 032 572 774)	(2 038 651 011)
de titres émis hors des marchés publics -		
Office d'investissement du régime de pensions		
du Canada.....	0	0
Produit d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme	1 052 261 092	1 834 550 000
variation nette des emprunts à court terme	(532 000)	48 935 000
	-----	-----
Augmentation (diminution) nette		
des débetures et billets aux fins de la SFIEO	(980 843 682)	(155 166 011)
	=====	=====
Intérêt sur titres provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme	658 185 272	684 068 430
à court terme.....	9 932 518	15 422 389
de titres émis hors des marchés publics -		
Office d'investissement du régime de pensions		
du Canada.....	14 310 702	14 310 702
	-----	-----
	682 428 492	713 801 521
	-----	-----
Recouvrements de la SFIEO		
Remboursement d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme	2 032 572 774	2 038 651 011
de titres émis hors des marchés publics -		
Office d'investissement du régime de pensions		
du Canada.....	0	0
Produit d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme	(1 052 261 092)	(1 834 550 000)
variation nette des emprunts à court terme	532 000	(48 935 000)
	-----	-----
Recouvrements/(avances) nets.....	980 843 682	155 166 011
	=====	=====
Intérêts sur avances provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme	(658 185 272)	(684 068 430)
à court terme.....	(9 932 518)	(15 422 389)
de titres émis hors des marchés publics -		
Office d'investissement du régime de pensions		
du Canada.....	(14 310 702)	(14 310 702)
	-----	-----
	(682 428 492)	(713 801 521)
	-----	-----

section 4

autres annexes

supplémentaires

(non vérifié)

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	Solde au 1 ^{er} avril 2015 \$	Prêts ¹ \$	Remboursements ² \$	Autres ³ \$	Solde au 31 mars 2016 \$
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation / Affaires rurales:					
• Débentures pour drainage au moyen de tuyaux	22 794 497	3 403 500	5 496 299	-	20 701 698
Débentures pour drainage au moyen de tuyaux – Intérêts à recevoir.....	1 331 353	-	-	(110 553)	1 220 800
	24 125 850	3 403 500	5 496 299	(110 553)	21 922 498
• Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités	59 770	50 000	7 132	-	102 538
Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités – Intérêts à recevoir ...	3 586	-	-	2 274	5 860
	63 356	50 000	7 132	2 274	108 498
Ministère du Développement économique, de l'Emploi et de l'Infrastructure / Recherche et de l'Innovation:					
• Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	172 830 628	-	246 901	-	172 583 727
Moins : Escompte non amorti	(98 112 878)	-	-	10 676 382	(87 436 496)
	74 717 750	-	246 901	10 676 382	85 147 231
• Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe*	90 395 418	289 262	51 216 776	-	39 467 904
Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe – Intérêts à recevoir...	327 167	-	-	(327 167)	-
Moins : Escompte non amorti	(1 945 302)	-	-	1 842 693	(102 609)
	88 777 283	289 262	51 216 776	1 515 526	39 365 295
• Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques	83 755 926	480 548	-	-	84 236 474
Moins : Escompte non amorti	(3 619 374)	-	-	1 581 943	(2 037 431)
	80 136 552	480 548	-	1 581 943	82 199 043
• MaRS Phase 2*	294 137 966	4 318 707	8 274 449	-	290 182 224
• Fonds pour les projets pilotes d'innovation	1 000 000	-	1 000 000	-	-
• Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario.....	1 111 649	751 968	-	-	1 863 617
Moins : Escompte non amorti	(46 411)	-	-	8 972	(37 439)
	1 065 238	751 968	-	8 972	1 826 178
• Actif net de la Société foncière de l'Ontario.....	3 970 078	-	92 500	-	3 877 578

*Déclarée comme garantie du service de la dette 2014-2015.

non vérifié

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	Solde au 1 ^{er} avril 2015 \$	Prêts ¹ \$	Remboursements ² \$	Autres ³ \$	Solde au 31 mars 2016 \$
Ministère du Développement économique, de l'Emploi et de l'Infrastructure / Recherche et de l'Innovation:					
• Fonds pour l'emploi et la prospérité ...	-	1 000 000	-	-	1 000 000
Moins : Escompte non amorti.....	-	-	-	(76 408)	(76 408)
	-----	-----	-----	-----	-----
	-	1 000 000	-	(76 408)	923 592
	-----	-----	-----	-----	-----
Ministère de l'Énergie					
• Hydro One.....	-	2 600 100 100	-	(1 070 810 331)	1 529 289 769
	-----	-----	-----	-----	-----
Ministère des Finances :					
• Ontario Power Generation*	5 126 000 000	-	-	-	5 126 000 000
• Hydro One Inc.*	3 637 000 000	-	-	-	3 637 000 000
• Société ontarienne de travaux d'infrastructure*					
Prêt à court terme	3 579 680 827	-	125 000 000	-	3 454 680 827
Amortissement du prêt.....	-	1 265 786 247	9 103 802	-	1 256 682 445
Crédit renouvelable à court terme....	735 000 000	2 060 000 000	2 310 000 000	-	485 000 000
• Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario	2 652 304 584	9 999 937	2 663 304 521	-	-
• Gouvernement du Canada – Secteur de l'automobile	513 850 845	-	10 282 187	-	503 568 658
• Prêts de l'Office ontarien de financement :					
Conseils scolaires.....	5 608 443 865	195 358 191	191 844 060	-	5 611 957 996
Société des loteries et des jeux de l'Ontario*	29 705 536	14 750 000	10 370 976	-	34 084 560
Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité	-	12 751 540	12 751 540	-	-
Société ontarienne de travaux d'infrastructure* – marge de crédit.....	10 000 000	-	10 000 000	-	-
Musée royal de l'Ontario*.....	33 345 037	-	3 200 000	-	30 145 037
Corporation de la ville de Windsor ...	11 555 784	-	1 639 646	-	9 916 138
Commission de transport Ontario Northland*	3 316 669	-	366 449	-	2 950 220
Commission des parcs du Niagara*.	5 183 342	-	307 170	-	4 876 172
Centre Centennial des sciences et de la technologie*	1 000 000	-	500 000	-	500 000
Centre des congrès d'Ottawa*	43 395 099	1 817 419	-	-	45 212 518
Institut universitaire de technologie de l'Ontario	15 411 946	-	4 800 523	-	10 611 423
Collèges d'arts appliqués et de technologie	227 875 582	11 050 000	17 475 637	-	221 449 945
	-----	-----	-----	-----	-----
Total des prêts – Office ontarien de financement	5 989 232 860	235 727 150	253 256 001	-	5 971 704 009
	-----	-----	-----	-----	-----

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	Solde au 1 ^{er} avril 2015 \$	Prêts ¹ \$	Remboursements ² \$	Autres ³ \$	Solde au 31 mars 2016 \$
Ministère des Finances :					
• Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR)*	209 000 000	-	11 000 000	-	198 000 000
Moins : Escompte non amorti	(102 353 380)	-	-	5 387 020	(96 966 360)
	<u>106 646 620</u>	<u>-</u>	<u>11 000 000</u>	<u>5 387 020</u>	<u>101 033 640</u>
• Hypothèques de la Société foncière de l'Ontario	203 134	-	7 861	-	195 273
• Aide sous forme de prêt – Stelco	37 500 000	112 500 000	-	-	150 000 000
• Société d'administration du Régime de retraite de la province de l'Ontario	-	20 000 000	-	26 696	20 026 696
• Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique	-	111 000 000	(1 035 809)	-	109 964 191
	<u>-</u>	<u>111 000 000</u>	<u>(1 035 809)</u>	<u>-</u>	<u>109 964 191</u>
Ministère des Affaires municipales et du Logement :					
• <i>Loi sur l'aide aux propriétaires riverains</i>	9,663	-	5,856	-	3,807
• Crédits d'impôt pour les mun. et les écoles	171,564	-	9,032	-	162,532
• Ville de Toronto	160 976 763	-	-	(91 904 885)	69 071 878
Moins : Escompte non amorti	(3 430 746)	-	-	3 430 746	-
	<u>157 546 017</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(88 474 139)</u>	<u>69 071 878</u>
Ministère du Développement du Nord et des Mines:					
• Commission de transport Ontario Northland	35 207 935	-	-	-	35 207 935
• Développement économique	20 497 275	-	-	-	20 497 275
Développement économique–Intérêts à recevoir	26 744	-	-	28 243	54 987
	<u>20 524 019</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>28 243</u>	<u>20 552 262</u>
Ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport:					
• Science Nord – Cinéma IMAX	75 837	-	-	-	75 837

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	Solde au 1 ^{er} avril 2015 \$	Prêts ¹ \$	Remboursements ² \$	Autres ³ \$	Solde au 31 mars 2016 \$
Ministère de la Formation et des Collèges et Universités :					
• Prêts pour l'acquisition d'outils de travail.....	5 903 691	4 565 819	(1 391 876)	-	9 077 634
• Prêts étudiants non remboursés*	418 323 830	23 283 827	(66 695 412)	47 534 922	422 477 167
• Principal des prêts	-	3 561 307 565	(1 283 615 077)	(47 590 899)	2 230 101 589
Principal des prêts – Intérêts à recevoir	-	-	-	(62 482)	(62 482)
	-----	-----	-----	-----	-----
		- 3 561 307 565	(1 283 615 077)	(47 653 381)	2 230 039 107
		-----	-----	-----	-----

*Déclarés comme prêts étudiants 2014-2015

TOTAL DES PRÊTS ET INVESTISSEMENTS EN COURS AVANT

LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 MARS 2015.....	25 657 365 804
---	----------------

PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 MARS 2015.....	(1 496 882 881)
--	-----------------

1. Comprend les montants d'amortissement.

2. Les remboursements comprennent les provisions pour créances douteuses, les libérations de prêts et les ajustements d'évaluation.

3. Comprend l'intérêt couru à recevoir et les redressements aux escomptes non amortis.

Les prêts et investissements au moment de la consolidation ne sont pas inclus ci-dessus.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

En vertu de la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*, le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débetures émises par les municipalités pour financer la construction d'ouvrages privés de drainage au moyen de tuyaux. Ces débetures sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission.

Les prêts au titre du drainage au moyen de tuyaux sont consentis directement aux particuliers habitant des territoires non érigés en municipalité. Ils sont régis par la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux* et sont garantis par des privilèges grevant les biens immobiliers.

Le Fonds de la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile consiste en un prêt conditionnel de 173 millions de dollars accordé à General Motors du Canada Limitée pour l'aider à réaliser son projet Beacon, évalué à 2,5 milliards de dollars. Ce projet vise à accroître la capacité de conception et de fabrication de véhicules de trois usines ontariennes et à appuyer un centre canadien de l'ingénierie. L'accent sera mis notamment sur les technologies de fabrication novatrices et la formation spécialisée. Le ministère a aussi accordé un prêt conditionnel de 2,2 millions de dollars à Valiant Corporation pour appuyer les investissements de l'entreprise dans des systèmes de montage flexibles.

La Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe a permis d'accorder des prêts afin d'encourager les entreprises à investir dans les procédés et les technologies de pointe en vue d'améliorer leur productivité et leur compétitivité. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes depuis le 5 février 2010.

Le Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques est un fonds pluriannuel, constitué de prêts conditionnels et de prêts remboursables visant à attirer des investissements stratégiques dans des projets innovateurs en vue de faciliter la transition de l'économie ontarienne et de favoriser sa compétitivité à l'échelle internationale et sa prospérité à long terme.

Le programme MaRS Phase 2 est un programme de prêt pluriannuel visant à soutenir la phase 2 du projet MaRS. Dans le cadre de cette convention de prêt conclue avec MaRS Phase 2 Inc., la garantie au titre de la dette antérieure est arrivée à terme et le ministère a pris en charge le prêt de la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier. Des fonds ont également été avancés pour acquérir l'intérêt d'Alexandria Real Estate's (ARE) dans la phase 2 de MaRS et soutenir la transition du projet vers un refinancement par une tierce partie.

Le Fonds pour les projets pilotes d'innovation (FPPI) est un programme discrétionnaire de financement, sous réserve de restrictions, qui se concentre sur la commercialisation et la démonstration technique initiale de technologies, processus et produits verts et innovateurs qui s'avéreront concurrentiels à l'échelle mondiale. Le programme vise à aider les entreprises à commercialiser des technologies novatrices en Ontario.

Le Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario est un fonds pluriannuel qui offre des subventions et des prêts visant à favoriser la création d'emplois, l'investissement, l'innovation, la mise sur pied de grappes industrielles et la collaboration dans le Sud-Ouest de l'Ontario.

La Société d'hypothèques de l'Ontario a assumé les hypothèques de la Société foncière de l'Ontario lors de sa dissolution, le 31 mars 1987.

Le Fonds pour l'emploi et la prospérité est un fonds de 2,7 milliards de dollars sur 10 ans qui vise à favoriser un climat d'affaires dynamique et innovateur et à améliorer la productivité et l'accès au marché pour les entreprises et les secteurs de l'Ontario. Ce programme a été lancé officiellement le 7 janvier 2015 et offre un soutien aux principaux secteurs comme la fabrication de pointe, l'aérospatiale et la défense, l'automobile et la technologie de l'information et des communications.

Afin de pouvoir financer l'impôt de départ exigible découlant du premier appel public à l'épargne (PAPE) d'Hydro One Limited, la province, à titre d'actionnaire, a aussi souscrit des actions ordinaires additionnelles de 2,6 milliards de dollars. Durant l'exercice, la province a vendu 15 % des actions ordinaires d'Hydro One Limited dans le cadre du PAPE à un prix de souscription de 20,50 \$ l'action (prix du PAPE), et approximativement un total 1 % à des fiduciaires distinctes du Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique et de la Society of Energy Professionals (Société) au prix du PAPE.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

Le 1^{er} avril 1999, les cinq sociétés suivantes et leurs filiales ont été constituées, en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie*, pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro : la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, l'Ontario Power Generation Inc., Hydro One Inc., la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité et l'Office de la sécurité des installations électriques.

L'Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. (Hydro One) ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs pour que la structure de leur capital leur permette de livrer concurrence aux autres intervenants de l'industrie. La province s'est chargée de la dette de 8 885 millions de dollars des deux sociétés contractée à l'endroit de la SFIEO en échange d'un droit sur l'actif de l'OPG (5 126 millions de dollars) et de Hydro One (3 759 millions de dollars). De plus, la SFIEO était redevable à Hydro One pour un rajustement du fonds de roulement d'une valeur de 122 millions de dollars relativement au transfert initial des actifs à Hydro One le 1^{er} avril 1999. En guise de règlement, Hydro One a diminué le compte de capital de ses actionnaires en 2004. En pratique, la province a acquitté la dette au nom de la SFIEO, ce qui s'est traduit par une baisse des capitaux propres dans Hydro One, qui sont passés à 3 637 millions de dollars.

La Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario) a été établie en vertu de la *Loi de 2011 sur la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier*. Au 31 mars 2015, il existe un billet à ordre de 800 millions de dollars qui arrive à échéance le 31 mars 2053. L'intérêt sur le billet, dont le taux est révisé chaque trimestre en fonction du taux d'intérêt des bons du Trésor de trois mois de la province, est payable chaque trimestre. Infrastructure Ontario avait bénéficié d'une réaffectation de prêts. Au 31 mars 2016, l'encours de ces prêts s'élevait à 2 655 millions de dollars. Ce programme a été remplacé par un nouveau programme mieux adapté au financement du programme de prêts d'Infrastructure Ontario. Au 31 mars 2016, l'encours des prêts de ce programme s'élevait à 1 256,7 millions de dollars.

La Société a obtenu une facilité de crédit renouvelable pour un montant maximal de 900 millions de dollars. Au 31 mars 2016, le solde impayé du crédit était de 485,0 millions de dollars à des taux d'intérêt variant entre 0,59 % et 1,12 %.

La Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario a été liquidée. Toutes les avances et tous les remboursements de prêts auparavant effectués par l'entremise de la Fiducie sont maintenant gérés directement par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle par l'entremise d'un fournisseur de services.

Les gouvernements de l'Ontario et du Canada, par l'entremise d'Exportation et développement Canada, une société de la Couronne appartenant entièrement au gouvernement du Canada, ont pris des mesures concertées pour assurer la viabilité et la compétitivité à long terme du secteur canadien de l'automobile. L'investissement de la province a représenté le tiers de l'aide financière canadienne totale accordée à General Motors, General Motors du Canada Limitée, Chrysler LLC et Chrysler Canada Ltée pour la restructuration de leurs opérations. Au 1^{er} avril 2015, l'investissement net de la province dans les fabricants d'automobiles se chiffrait à 513,9 millions de dollars. Au cours de l'exercice, l'investissement de la province a été réduit de 10,3 millions de dollars, ce qui a entraîné un solde de clôture de 503,6 millions de dollars au 31 mars 2016.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

Pour le compte de la province et de divers organismes de la Couronne de l'Ontario et autres organismes publics, l'Office ontarien de financement (OOF) coordonne les activités d'emprunt et de gestion des risques financiers; offre des services de gestion des investissements à court terme; donne des conseils sur le financement de projets; et fournit des services centralisés de gestion des finances et de la trésorerie. Agissant à titre d'intermédiaire pour la province, l'OOF verse des fonds à plusieurs organismes publics. On s'attend à ce que les revenus de tierces parties servent au remboursement de ces fonds. Les sommes nécessaires à l'octroi de ces prêts sont empruntées auprès de la province. L'OOF continue à gérer les activités postérieures à la vente de l'ancienne Caisse d'épargne de l'Ontario.

Depuis 2006, les conseils scolaires reçoivent des prêts dans le cadre de divers programmes. Durant l'exercice qui a pris fin le 31 mars 2016, les conseils scolaires ont reçu d'autres prêts et fait deux versements confondus (capital et intérêts) semestriels. La totalité du montant impayé s'élève à 5 612,0 millions de dollars (5 608,4 millions de dollars en 2015). Les taux d'intérêt de ces prêts s'échelonnent entre 2,42 % et 5,38% et les prêts arrivent à échéance entre 2019 et 2040.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario*. Des prêts totalisant 34,1 millions de dollars (29,7 millions de dollars en 2015) lui ont été accordés pour financer plusieurs projets. L'intérêt de ces prêts s'échelonne entre 2,32 % et 2,93 %. Ils arrivent à échéance entre mai 2016 et janvier 2018.

Infrastructure Ontario avait obtenu une facilité de crédit renouvelable pour un montant maximal de 200 millions de dollars qui arrivera à échéance en juin 2019. Cette facilité de crédit a été résiliée.

Le Musée royal de l'Ontario est un organisme de la Couronne de la province en vertu d'une loi spéciale adoptée par l'Assemblée législative de l'Ontario, qui a emprunté 30,1 millions de dollars (33,3 millions de dollars en 2015). Ce prêt est constitué de 0,5 millions de dollars à un taux fixe de 5,04 % et de 29,6 millions de dollars à taux variable (taux actuel de 2,19 %). Les prêts en cours doivent être remboursés d'ici mars 2027.

La corporation de la ville de Windsor est une municipalité au sens de la *Loi sur les municipalités*. Des fonds ont été accordés pour l'achat, la conception et la construction du Complexe judiciaire de Windsor, qui comprend le palais de justice de la Division provinciale et le quartier général de la police municipale. Le prêt de 20 ans a un taux de 6,41 % et vient à échéance en mars 2021. Le montant impayé s'élevait à 9,9 millions de dollars (11,6 millions de dollars en 2015).

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1990 sur la Commission de transport Ontario Northland*. Les emprunts totaux de la CTON de 3,0 millions de dollars (3,3 millions de dollars en mars 2015) arrivent à échéance entre 2020 et 2031 et ont des taux d'intérêt s'échelonnant entre 4,90 % et 5,22 %.

La Commission des parcs du Niagara, un organisme de la Couronne de la province exploité en vertu de la *Loi de 1990 sur les parcs du Niagara*, a obtenu un prêt de 4,9 millions de dollars (5,2 millions de dollars en 2015) pour financer des dépenses en immobilisations supplémentaires engagées pour le réaménagement de la phase I de Table Rock House dans le parc Queen Victoria à Niagara Falls. Ce prêt, dont le taux d'intérêt est de 5,07 %, arrive à échéance en avril 2027.

Le Centre Centennial des sciences et de la technologie est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1990 sur le Centre Centennial des sciences et de la technologie*. Le prêt de 0,5 millions de dollars (1,0 millions de dollars en 2015) a été accordé en vue de financer la réalisation de l'initiative des agents de change. Son taux d'intérêt est de 4,35 % et il arrive à échéance en mars 2017.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

Le Centre des congrès d'Ottawa est un organisme de la Couronne de la province en vertu de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*, qui a obtenu un prêt de 45,2 millions de dollars (43,4 millions de dollars en 2015) aux fins d'un emprunt à terme fixe pour financer une partie de la construction du Centre des congrès d'Ottawa. Ce prêt de 25 ans, dont le taux d'intérêt est de 4,67 %, arrive à échéance en septembre 2036. Conformément à une directive signée par le ministre des Finances le 2 novembre 2012, l'Office ontarien de financement a reporté la date de remboursement du principal et de l'intérêt par le Centre des congrès d'Ottawa d'une période pouvant atteindre cinq ans. L'intérêt continue de s'accumuler pendant la période du report. Le montant en souffrance englobe des intérêts capitalisés de 5,2 million de dollars.

L'Institut universitaire de technologie de l'Ontario est une société établie en vertu de la *Loi de 2002 sur l'Institut universitaire de technologie de l'Ontario*. L'Institut universitaire de technologie de l'Ontario a emprunté 10,6 millions de dollars (15,4 millions de dollars en 2015) portant un intérêt de 2,77 % et arrivant à échéance en octobre 2017.

On a accordé des prêts à des collèges d'arts appliqués et de technologie d'une valeur de 221,4 millions de dollars (227,9 millions de dollars en 2015) pour divers projets relatifs aux campus, notamment pour la construction de nouvelles résidences d'étudiants ou l'agrandissement de résidences, du matériel informatique, des terrains de stationnement et un projet d'immobilisations visant les économies d'énergie. Ces prêts ont des taux d'intérêt s'échelonnant entre 1,32 % et 5,49 % et arrivent à échéance entre 2016 et 2040.

Conformément au paragraphe 82 (4) de la *Loi sur les régimes de retraite*, le ministre des Finances est autorisé à consentir des prêts sans intérêt au Fonds de garantie des prestations de retraite s'il arrive que le montant que le Fonds de garantie possède à son crédit est insuffisant pour payer des demandes de règlement, notamment celles qui découlent du régime non contributif touchant les employés de l'unité de négociation des travailleurs horaires d'Algoma Steel Inc. et du régime de retraite des salariés d'Algoma Steel Inc. au Canada. En 2003-2004, la province a consenti un prêt de 330 millions de dollars au Fonds de garantie, remboursable en trente paiements annuels égaux de 11 millions de dollars à compter du 1^{er} décembre 2004. L'escompte non amorti représente la valeur de la concession d'intérêt s'appliquant au prêt.

En 2005-2006, dans le cadre de la restructuration financière de Stelco Inc., le ministère a prêté à cette société 150 millions de dollars pour une période de dix ans à un taux de 1 %. En retour, Stelco Inc verse 400 millions de dollars dans ses régimes de retraite et a accepté un plan de refinancement de ces régimes. Soixante-quinze pour cent du prêt ne serait pas remboursé si les quatre principaux régimes de retraite de Stelco Inc sont entièrement capitalisés à la fin de la période de dix ans du prêt.

U.S. Steel Canada Inc. (USSC) est le successeur légal de Stelco Inc. et est responsable des obligations de Stelco Inc. à l'égard de la convention de prêt conclue avec la province. En septembre 2014, U.S. Steel Canada Inc. s'est placée sous la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*. En décembre 2014, la province a déposé une preuve de réclamation contre USSC pour le montant intégral du prêt et de l'intérêt couru. En outre, le ministre des Finances a constitué une provision pour créance douteuse de 37,5 millions de dollars pour la portion du prêt en souffrance.

En février 2016, le ministre des Finances a conclu un accord de prêt avec la Société d'administration du Régime de retraite de la province de l'Ontario (RRPO) dans le but de consentir, aux conditions du marché, un prêt remboursable allant jusqu'à 400 millions de dollars pour soutenir les activités de démarrage de la Société liées à la mise en œuvre du RRPO. Étant donné que la Société devait rembourser ce prêt à la province avec intérêts à partir des cotisations perçues et d'autres revenus, le prêt était considéré comme un actif d'exploitation du ministre des Finances. Le décaissement du prêt devait s'échelonner sur trois ans comme suit : 20 millions de dollars en 2015-2016, 240 millions de dollars en 2016-2017, et 140 millions de dollars en 2017-2018. En 2015-2016, la Société d'administration du RRPO a tiré le plein montant alloué de 20 millions de dollars.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Fin
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

Le 20 juin 2016, une entente de principe historique a été conclue sur la bonification du Régime de pensions du Canada à compter du 1er janvier 2019. Compte tenu de cette entente, le gouvernement de l'Ontario a annoncé qu'il ne poursuivrait pas la mise en oeuvre du RRPO et a ordonné à la Société d'administration du RRPO de cesser ses activités. Les activités de la Société d'administration du RRPO ont en grande partie cessé, mais comme cette dernière n'a aucun actif et ne prévoit recevoir aucun revenu, elle ne peut pas rembourser le prêt. Par conséquent, le ministère des Finances a constitué une provision pour créance douteuse de 20,03 millions de dollars (incluant les intérêts) au titre du montant du prêt consenti à la Société d'administration du RRPO en 2015-2016.

La province a consenti, à certaines conditions, des prêts distincts à la fiducie du Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique et à la fiducie de la Society of Energy Professionals (Société) afin de financer leur achat respectif d'actions ordinaires d'Hydro One Limited et certaines dépenses connexes. Le montant total du principal des prêts accordés aux fiducies s'élevait à 111 millions de dollars : 75 millions de dollars à la fiducie du Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique et 36 millions de dollars à la fiducie de la Société. Chaque fiducie emprunteuse a utilisé son prêt pour acheter des actions ordinaires d'Hydro One Limited et payer certaines dépenses connexes.

La *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains* est destinée à venir en aide aux personnes désireuses de remettre en état ou de protéger leurs biens immeubles situés sur les rives de cours d'eau, ou adjacents à celles-ci.

Les prêts au titre des crédits d'impôt aux municipalités et aux écoles représentent les remboursements accordés aux municipalités pour les crédits et les remboursements autorisés par la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités et aux écoles*.

La province a conclu un accord de prêt sous forme de débentures avec la ville de Toronto en 2004. Le principal impayé est désormais estimé à quelque 69,1 millions de dollars. Le montant total remis sera de 231,3 millions de dollars, comprenant un intérêt couru de 61,1 millions de dollars.

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) exploite un réseau ferroviaire et assure les communications avec les régions du Nord de la province, notamment au moyen de services de transport par autocar et bateau. La somme de 35 207 935 \$ représente le placement en actions des ministères dans la Commission de transport Ontario Northland. La province a versé des subventions s'élevant à 108 407 865 \$ (84 220 720 \$ en 2012-2013).

À la fin de l'exercice 2016, la somme de 20 552 262 \$ était due au ministère.

Le ministère a octroyé une subvention remboursable de 500 000 \$ à Science Nord pour financer la conception, la construction et l'installation d'un cinéma Imax. Les remboursements ont commencé au cours de l'exercice 1996-1997 et représentent 50 % des recettes annuelles nettes.

Le Programme ontarien de prêts pour l'acquisition d'outils de travail est entré en vigueur en septembre 1998 dans le but d'accorder des prêts pouvant atteindre 800 \$ aux nouveaux apprentis qui résident en Ontario, afin de les aider à acheter les outils dont ils ont besoin pour leur programme d'apprentissage. Le remboursement du prêt doit commencer à la fin des études. Le prêt est sans intérêt jusqu'à un an après la fin de la formation.

Le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) permet d'offrir une aide financière fondée sur l'évaluation des besoins, sous la forme de prêts et de bourses aux étudiants de niveau postsecondaire admissibles. Le remboursement des prêts à la Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario commence six mois après la fin des études. Si le remboursement du prêt n'est pas effectué et que survient un défaut de remboursement, le prêt devient une dette envers la province et l'Unité de gestion des services de recouvrement de la province entame le processus de recouvrement.

FONDS ET AUTRE PASSIF

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	Solde au 1 ^{er} avril 2015 \$	Transactions nettes \$	Solde au 31 mars 2016 \$
Ministère du Procureur général :			
• Dépôts — jeux et alcools	13 514 604	1 017 868	14 532 472
• Fonds d'aide aux victimes	22 205 626	4 170 612	26 376 238
• Bureau du recours civil à l'égard d'activités illicites – <i>Loi sur les recours civils</i>	5 906 317	(576 625)	5 329 692
• Produits de la criminalité.....	7 731 186	(73 078)	7 658 108
Ministère des Services sociaux et communautaires :			
• Bureau des obligations familiales	-	48 176 640	48 176 640
Ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels :			
• Produits de la criminalité.....	14 483 357	(1 930 026)	12 553 331
• Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique.....	5 370 049	92 683	5 462 732
Ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique :			
• Fonds en fiducie d'assurance	31 734 857	(1 248 803)	30 486 054
• Caisse de garantie des propriétaires de puits d'élimination des déchets.....	1 545 408	4 640	1 550 048
• Entente de partage des coûts – Port Loring	626 720	(201 693)	425 027
Ministère des Finances :			
• Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	53 813 533	(1 867 005)	51 946 529
• Réserve pour chèques en circulation	65 594 447	(12 011 319)	53 583 128
• Intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives	9 609 709	(339 695)	9 270 014
Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs :			
• Caisse d'assurance des sûretés mobilières	20 023 532	475 278	20 498 810
Ministère du Secrétariat du Conseil du Trésor :			
• Pensions et prestations supplémentaires:			
- Caisse de retraite des juges provinciaux.....	908 186 461	50 612 570	958 799 031
- Compte des prestations supplémentaires des sous-ministres – Dépôts	42 099 580	(2 463 565)	39 636 015
- Au-delà des prestations suppl. max. – RRF	299 809 237	26 465 517	326 274 754
- Au-delà des prestations suppl. max. – SEFPO	12 098 652	1 366 056	13 464 708
- Régime complémentaire des juges de paix	19 931 737	2 418 022	22 349 759

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

	Solde au 1 ^{er} avril 2015 \$	Transactions nettes \$	Solde au 31 mars 2016 \$
Ministère de la Santé et des Soins de longue durée :			
• Réserve pour chèques en circulation	16 533 422	(198 290)	16 335 132
Ministère des Richesses naturelles et des Forêts :			
• Fonds de réserve forestier	1 952 131	119 638	2 071 769
• Fonds de reboisement	1 323 171	155 355	1 478 526
• Pêche et faune	19 238 778	(708 929)	18 529 849
• Parcs Ontario – <i>Loi sur les parcs provinciaux</i>	18 587 566	6 574 352	25 161 918
Ministère du Développement du Nord et des Mines :			
• Fonds de réhabilitation des mines	22 019 041	(893 313)	21 158 116
Ministère de la Formation et des Collèges et Universités :			
• Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF)	15 766 060	(2 458 457)	13 307 603
Ministère des Transports :			
• Programme international d'immatriculation	4 233 813	267 257	4 501 070
• Programme des routes situées dans des territoires non érigés en municipalité	10 747 364	2 448 703	13 196 067
• Fonds réservés au transport en commun	4 561 649	1 436 297	5 997 946

Les dépôts relatifs aux jeux et alcools ont été créés en vertu de l'article 14 de la *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public*, qui autorise la Commission des alcools et des jeux à établir des droits et d'autres frais pour veiller à l'application de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux* et de la *Loi sur les permis d'alcool*. En vertu de l'article 9 de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, tous les auteurs d'une demande et personnes inscrites doivent payer les coûts raisonnables d'une enquête pour l'inscription relative aux jeux. En vertu de l'article 7 de la *Loi sur les permis d'alcool*, un avis public d'une demande de permis de vente d'alcool doit être donné de la manière prescrite. Les dépôts servent à payer les coûts exigés. Au 31 mars 2016, les dépôts relatifs aux jeux s'élevaient à 12 276 124 \$ et ceux relatifs aux alcools à 2 256 348 \$, soit un montant total pour ce compte de 14 532 472 \$.

Le Fonds d'aide aux victimes est un compte à fin déterminée établi en vertu de la Charte de 1995 des droits des victimes d'actes criminels. La majorité (95 %) des revenus de ce fonds provient d'amendes supplémentaires pour les victimes imposées en vertu de la *Loi sur les infractions provinciales*. Grâce au Fonds d'aide aux victimes, on peut veiller à ce que les fonds provenant des amendes supplémentaires fédérales et provinciales servent à aider les victimes. On peut garder un compte séparé de ces fonds et reporter les fonds non utilisés à l'exercice suivant.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

Le ministère du Procureur général gère un compte à fin déterminée lié à la confiscation de biens au civil et aux produits d'activités illicites. Les fonds qui y sont versés servent à indemniser les victimes directes des activités illicites ayant mené à la confiscation, à couvrir une partie des coûts d'administration associés aux cas de confiscation de biens au civil, et à accorder des subventions aux organismes d'application de la loi pour venir en aide aux victimes et prévenir les activités illicites qui entraînent la victimisation.

Le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels et le ministère du Procureur général gèrent chacun un compte spécial qui a été créé pour détenir des sommes d'argent relatives aux produits de la criminalité qui sont recueillies par la Couronne ou en son nom. En 1996, la province de l'Ontario a conclu un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral selon lequel la province s'engage à utiliser les produits de la criminalité pour financer des programmes d'application de la loi et de prévention du crime et pour administrer les frais de justice pénale liés aux causes relatives aux produits de la criminalité. Les ministères effectuent des paiements sur ces comptes selon les modalités établies, et des intérêts sont crédités à ces comptes tous les trois mois. Les deux ministères ont conclu une entente visant le partage des sommes relatives aux produits de la criminalité reçues du gouvernement provincial et du gouvernement fédéral. Ces sommes sont réparties comme suit : des fonds versés par la province, 40 % sont alloués au ministère du Procureur général et 60 % au ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels, tandis que dans le cas des fonds versés par le gouvernement fédéral, une proportion de 25 % va au ministère du Procureur général et une proportion de 75 % va au ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels.

Le ministère des Services sociaux et communautaires tient un compte spécial pour recevoir et verser les pensions alimentaires entre des tiers, comme cela est autorisé aux termes de la Loi de 1996 sur les obligations familiales et l'exécution des arriérés d'aliments (LOFEAA). L'article 5 de la LOFEAA autorise le directeur à exécuter les ordonnances alimentaires, à retenir les pensions alimentaires et à verser les montants recouverts à la personne à qui ils sont dus.

En 1997, en reconnaissance de l'énorme sacrifice fait par nos agents de sécurité publique pour que l'Ontario demeure un endroit sûr, un décret instituait le Fonds Joe MacDonald de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique à titre de compte à fin déterminée doté de 5 millions de dollars (portant des intérêts de 5 % par année lorsque le principal est inférieur à 5,5 millions de dollars). La bourse d'études fournit des fonds aux enfants et aux conjoints d'agents de sécurité publique morts dans l'exercice de leurs fonctions. Le financement est recommandé par un comité consultatif, qui a aussi été établi selon les directives du décret. Le ministère effectue des paiements de ce compte conformément aux modalités établies et selon les directives du ministre, et l'intérêt est crédité au compte tous les trois mois.

Les particuliers et les sociétés sont tenus de verser un dépôt de garantie au ministère de l'Environnement en vue du financement d'opérations de dépollution et de réhabilitation d'un site ordonnées ou autorisées par le ministère. Les contributions de garantie financière fournies sont en espèces et produisent des intérêts pendant qu'elles sont déposées auprès du ministre des Finances. Ces dépôts en espèces et les intérêts sont remboursables.

Les exploitants des puits d'élimination des déchets sont tenus de verser des droits au ministère de l'Environnement sur les déchets éliminés dans les puits d'élimination des déchets autorisés en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces paiements versés par les particuliers et les sociétés ne sont pas remboursables et sont placés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances; ils servent à dédommager toute personne ou organisation, en cas de dommages causés par l'exploitation des puits d'élimination des déchets à des étendues ou à des cours d'eau qui les rendraient inutilisables.

Il s'agit d'un compte spécial portant intérêt, qui est détenu en fiducie pour la collectivité de Port Loring par le ministère de l'Environnement. Il sera utilisé comme subvention de fonctionnement pour un réseau d'alimentation en eau communautaire qui a été construit en raison de la contamination par de l'essence d'eau souterraine qui a affecté des puits privés dans la collectivité.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles est régi par la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*. Le Fonds puise ses recettes de deux sources : des droits versés chaque année pour la délivrance ou le renouvellement des permis de conduire et des remboursements des créances (les automobilistes responsables non assurés). Les paiements du Fonds ont fait l'objet de plusieurs modifications législatives depuis que le Fonds a été mis sur pied; ces changements sont décrits plus en détail dans les notes afférentes aux états financiers du Fonds que l'on retrouvera au volume 2c.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministre des Finances qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2016.

L'intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives englobe l'intérêt sur les Obligations d'épargne de l'Ontario arrivées à échéance mais n'ayant pas été remboursées au 31 mars 2016.

La Caisse d'assurance des sûretés immobilières a été créée en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières* et des règlements connexes et comprend les demandes d'indemnisation faites en vertu de la *Loi sur le privilège des réparateurs et des entreposeurs*. Toute personne qui subit une perte ou des dommages attribuables à une erreur ou une omission touchant un dossier d'enregistrement de sûretés mobilières peut avoir droit à une indemnité. En vertu des règlements, 1 % des droits d'enregistrement et des paiements d'intérêts annuels déterminés par le gouvernement par voie de décret sont versés dans la Caisse.

Le compte de la Caisse de retraite des juges provinciaux, le régime complémentaire des juges de paix, le Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres et d'autres comptes d'avantages sociaux supplémentaires font partie du Trésor de la province. Ces comptes renferment toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés moins les prestations de retraite et avantages connexes versés. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2016.

La *Loi sur la durabilité des forêts de la Couronne* (la « Loi ») prévoit l'établissement de Fonds de réserve forestier. Ces fonds servent aux fins suivantes : 1) le paiement des frais de sylviculture pour une terre sur laquelle du bois de la Couronne est mort ou endommagé par suite d'un incendie ou par des causes naturelles; 2) le paiement des frais de sylviculture pour une terre assujettie à un permis, si le titulaire du permis devient insolvable; 3) le paiement de programmes d'aménagement intensif des peuplements et de lutte antiparasitaire relativement au bois de la Couronne.

L'Assemblée législative a adopté récemment des modifications à la *Loi sur la durabilité des forêts de la Couronne* (la « Loi ») afin de prévoir l'établissement de fonds de reboisement. Ces fonds visent à assurer la durabilité des forêts de la Couronne et, en accord avec cet objectif, à gérer ces forêts de façon à répondre aux besoins sociaux, économiques et environnementaux des générations actuelles et futures. Les paiements pour le reboisement sont versés au ministre des Finances par les titulaires d'un permis qui coupent du bois dans une région assujettie à une entente en vertu de l'article 6 de la Loi.

Un compte distinct figure dans le Trésor pour le programme de la pêche et de la faune, lequel représente les recettes provenant spécifiquement de la vente de permis ainsi que d'autres sources de recettes. Ces fonds servent à couvrir les dépenses occasionnées par le programme.

En vertu de la *Loi sur les parcs provinciaux*, un compte spécial a été créé au sein du Trésor à l'intention du programme Parcs Ontario. On y recueille les recettes des parcs provinciaux et d'autres sources connexes et les fonds ainsi accumulés servent à compenser les dépenses du programme.

Le Fonds de réhabilitation des mines est un compte particulier qui a été établi au sein du Trésor en 1994. On y dépose l'argent reçu comme garantie financière pour les fermetures de mines, conformément à l'article 145 de la *Loi sur les mines, L.R.O. 1990, chap. M. 14*.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Fin**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016**

Le Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF) est une disposition de la *Loi de 2005 sur les collèges privés d'enseignement professionnel* (Loi). Le FAAF est administré par le surintendant des collèges privés d'enseignement professionnel avec l'aide du Conseil consultatif du Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, dont les membres sont nommés par le ministre de la Formation et des Collèges et Universités. Si un collège privé d'enseignement professionnel ferme, la sûreté financière de ce collège servira à l'achèvement de la formation des étudiants ou à des remboursements. Une fois que la sûreté financière aura été éliminée, les réclamations des étudiants en souffrance seront payées à partir du FAAF.

Le programme international d'immatriculation (IRP) est une entente nord-américaine qui facilite la perception et la distribution des droits d'immatriculation des véhicules utilitaires à tous les territoires qui en sont parties. Ces droits sont calculés en fonction de la distance parcourue dans chaque territoire. Toutes les provinces canadiennes et tous les États américains en sont membres. Le compte de passif de l'IRP représente les droits d'immatriculation perçus auprès des entreprises ontariennes de transport par camions et par autocars qui ont été déposés dans un compte bancaire américain ouvert par le gouvernement de l'Ontario pour le compte des territoires américains membres de l'IRP. Les recettes ainsi générées sont accumulées et distribuées tous les mois aux territoires américains et canadiens membres de l'IRP.

Le compte du programme des routes situées dans des territoires non érigés en municipalité représente des fonds déposés au Trésor par diverses régies dans le cadre du programme des routes situées dans des territoires non érigés en municipalité. Cela englobe les régies des routes locales. Il s'agit notamment de fonds versés par les régies des routes locales et les conseils des corvées légales, et dans le cadre d'ententes spéciales sur l'entretien et de contributions provinciales correspondantes, ainsi que de fonds provenant du fonds fédéral de la taxe sur l'essence pour des travaux de voirie que le ministère n'a pas encore effectués. En vertu du programme lié aux terrains dans un territoire non érigé en municipalité, les régies sont constituées d'un ou de plusieurs propriétaires de terrains dans un territoire non érigé en municipalité; on en dénombre de 300 à 350 en activité dans la province. Ces travaux peuvent être des réparations urgentes, de l'entretien général ou des travaux de modernisation des immobilisations.

Le ministère des Transports administre le Programme de financement des transports en commun par la taxe sur l'essence. En 2004, la province a commencé à verser un cent par litre des revenus issus de la taxe provinciale sur l'essence, montant qui est passé à 1,5 cent le litre en octobre 2005 puis à 2 cents le litre en octobre 2006. Le Programme de financement par la taxe sur l'essence fournit aux municipalités de l'Ontario une source de financement à long terme pour améliorer et étendre leurs réseaux de transport en commun. Le financement de 2 cents le litre a été rendu permanent avec l'adoption de la Loi de 2013 réservant des fonds aux transports en commun dans le cadre du budget de l'Ontario de 2013. Un compte à une fin particulière appelé « fonds réservés aux transports en commun » a été créé, et les fonds sont déposés dans ce compte selon une formule prescrite par la Loi pour ensuite être versés aux bénéficiaires. En 2015-2016, conformément à la Loi, 332,8 millions de dollars ont été déposés dans ce compte. Au total, 97 réseaux de transport en commun dans 132 collectivités représentant 90 % de la population de l'Ontario ont reçu du financement par la taxe sur l'essence en 2015-2016. La Province a versé plus de 3,4 milliards de dollars aux municipalités de l'Ontario depuis 2004 au titre du financement par la taxe sur l'essence.

PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO

Au 31 mars 2016

PRÊTS GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2016	Références
		%	\$	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION / AFFAIRES RURALES				
Programme de garanties d'emprunt pour les produits agricoles	Permanent	Préférentiel	9 956 396	(1)
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage des bovins d'engraissement	Permanent	Divers	27 617 214	(2)
Régime AgriPLUS de fonds commun pour les prêts aux collectivités rurales	Avant 2006	Divers	35 596	
TOTAL, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION / AFFAIRES RURALES			37 609 206	
MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS				
Régime de prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario:				
Catégorie A	Divers	Préférentiel	1 392 242	
Catégorie B	Divers	Préférentiel + 1	87 709	
Catégorie C	Divers	Préférentiel + 1	25 960 404	
TOTAL, MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS			27 440 355	
TOTAL DES PRÊTS GARANTIS			65 049 561	

**PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES
PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Fin**

Au 31 mars 2016

AUTRE GARANTIES

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2016	Références
		%	\$	
MINISTÈRE DES FINANCES				
Facilité de prêt offerte par la United Communities Credit Union à la Pelee Island Co-operative Association	2010	4,75	513 936	(3)
Garanties d'emprunt en vertu du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones..	2011	Divers	191 000 000	(4)
TOTAL, MINISTÈRE DES FINANCES.....			191 513 936	
TOTAL DES AUTRES GARANTIES			191 513 936	
TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL			256 563 497	

GARANTIES FINANCIÈRES – MINISTÈRE DES FINANCES :

Deux ententes existent pour donner suite aux exigences en matière de délivrance de permis de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) relativement aux garanties financières en ce qui concerne les obligations liées au déclassement de la centrale nucléaire et à la gestion des déchets nucléaires d'Ontario Power Generation Inc. (OPG). Une entente donne à la CCSN accès (dans des cas prescrits) au fonds distinct créé aux termes de l'Ontario Nuclear Funds Agreement (ONFA). L'autre entente conclue entre la province et la CCSN donne une garantie provinciale directe à la CCSN pour le compte de l'OPG. Cette garantie, jusqu'à hauteur de 1,551 milliard de dollars, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013, a trait à la partie des obligations liées au déclassement des centrales et à la gestion des déchets nucléaires qui n'est pas couverte par la valeur estimée du fonds de l'ONFA au 1^{er} janvier 2013. En retour, la province reçoit de l'OPG des droits annuels équivalant à 0,5 % de la valeur de la garantie. La garantie provinciale est en vigueur jusqu'à la fin de 2017.

Références :

1. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 120 000 000 \$.
2. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 130 000 000 \$.
3. La province a garanti le remboursement d'une facilité de crédit offerte par la United Communities Credit Union Limited à la Pelee Island Cooperative Association pour une période commençant le 11 mai 2010 et se terminant le 1^{er} avril 2015 au plus tôt ou le remboursement de tous les montants empruntés. La garantie devrait être prolongée en conséquence, jusqu'au 1^{er} avril 2035 au plus tard. Le montant maximal garanti est de 0,6 million de dollars, avec les intérêts, les coûts et les charges connexes impayés.
4. La province a fourni sept garanties en vertu du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones : deux au cours de l'exercice 2011-2012, deux autres au cours de l'exercice 2013-2014, une autre au cours de l'exercice 2014-2015, et deux autres au cours de l'exercice 2015-16 pour une valeur combinée de plus de 200 millions \$. Ces garanties arriveront à échéance au cours des exercices 2025-2026 et 2039-2040. Les emprunteurs ont versé à la province des droits annuels de garantie d'emprunt de 0,15 % du montant garanti. Le Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones permet aux Autochtones d'obtenir des garanties d'emprunt pour appuyer leur participation au capital social dans des projets de production et de transport d'énergie renouvelable et a une enveloppe de programme maximale de 650 millions de dollars.¹

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE**

Au 31 mars 2016

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat, des dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Mary Lou LaPratte, Roland LaPratte, Sheila Horrell, Arthur Horrell et autres (recours collectif proposé).
2. Monaghan, John Richard c. Sa Majesté la Reine, le procureur général et le solliciteur général avec la Police provinciale de l'Ontario.
3. Twain, Jim, chef, demande de dommages-intérêts pour négligence et violation de contrat, d'obligations fiduciaires et de droits issus d'un traité.
4. Chuang, David, Dr, D.M.D. : demande en dommages-intérêts selon laquelle le demandeur allègue avoir été victime de diffamation, de manquement à une obligation fiduciaire, d'action fautive dans le cadre d'une charge publique, d'injustice, d'embarras, de harcèlement, d'humiliation, etc. L'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario a retiré le permis du demandeur pour conduite sexuelle.
5. Dr Jeffrey Lipsitz c. Ontario : demande selon laquelle, lors de l'inspection et de la régularisation des centres de troubles du sommeil, qui appartiennent au plaignant, les défendeurs ont fait preuve d'un comportement tortueux (conspiration, ingérence illégitime dans les relations économiques, abus de procédure, négligence dans l'exécution d'une obligation d'origine législative, abus de fonctions publiques, et enquête négligente dans une intention malveillante).
6. Magnotta Winery Corporation et al. c. la CAJO et al. : allégations que la politique « Made Policy » qui impose des restrictions sur la vente de produits alcooliques a été établie de façon inéquitable et exerce une discrimination à l'égard de l'entreprise du demandeur.
7. Keatley Surveying Ltd. c. Teranet Inc. : recours collectif contre Teranet pour dommages-intérêts pour infraction à la *Loi sur le droit d'auteur*, relativement au système électronique d'enregistrement immobilier.
8. W. Ross Macdonald School for the Blind c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario. La réclamation est faite par un ancien élève et pensionnaire qui a fréquenté l'école et y a été pensionnaire entre 1954 et 1965.
9. Trillium Power Wind Corporation c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario, représentée par les ministères des Richesses naturelles, de l'Environnement et de l'Énergie et de l'Infrastructure : réclamation pour dommages-intérêts découlant de la révocation de son statut d'auteur de demande inscrit au dossier et d'entreprise exclusive inscrite pour le développement de l'énergie éolienne sur les terres de la Couronne en vertu de la *Loi de 2009 sur l'énergie verte*.
10. Janice Cerra et autres c. la Corporation de la cité de Thunder Bay : Demande en dommages-intérêts à l'endroit de Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario et le ministère de l'Environnement résultant de défaillances présumées de l'infrastructure des eaux usées et de déversements de contaminants ayant affecté des propriétaires fonciers et des occupants de la cité de Thunder Bay à la suite de l'inondation et du refoulement des égouts qui ont débuté vers le 28 mai 2012 et qui ont continué avec la même intensité pendant des semaines.
11. Northern Superior Resources Inc. c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario : Demande en dommages-intérêts résultant de concessions minières non concédées par patente appartenant à la société demanderesse situées sur des terres de la Red Lake Mining Division, nord-ouest de Thunder Bay.
12. SkyPower CL 1 LP, et al. c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario et l'Office de l'électricité de l'Ontario : Demande en dommages-intérêts pour inexécutions de contrats ou présentation inexacte des faits par négligence en ce qui a trait au traitement de demandes présentées au Programme de tarifs de rachat garantis (TRG) et à des modifications apportées à ce programme en juillet 2012.
13. Quinte, Elaine, et al. c. Algoma Central Properties – Écroulement du centre commercial Algo d'Elliot Lake : Recours collectif découlant de l'écroulement du centre commercial Algo le 23 juin 2012.
14. Papassay, Holly c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario : Recours collectif pour dommages-intérêts et blessures subies par des membres pendant qu'ils étaient dans des foyers d'accueil de sociétés d'aide à l'enfance de l'Ontario relevant du ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse.

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite**

Au 31 mars 2016

15. Johnson, Glenn et autres c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario : Ébauche de demande en recours collectif pour dommages-intérêts envisagée par un groupe de détenus du EMDC entre le 1^{er} janvier 2010 et le 25 août 2013.
16. Northern Diamond Gaming Services Limited et Diamond Gaming Services Inc. et autres.
17. Les Chippewas de Sarnia, les Chippewas de Kettle Point et autres contre l'Ontario, Polysar Hydrocarbons Limited et autres.
18. Clifford Meness et al., en leurs noms et en celui des autres membres de la bande indienne des Algonquins de Golden Lake.
19. Roger Southwind au nom de la bande indienne du Lac Seul.
20. Première nation de Moose Factory et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
21. Première nation de New Post et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
22. Première nation de Missanabie Cree contre l'Ontario et le Canada.
23. Six-Nations de la Bande indienne de la rivière Grand.
24. Bande indienne de Wikwemikong en ce qui concerne le titre autochtone sur les îles du lac Huron et la baie Georgienne.
25. Les Chippewas de Sarnia en ce qui concerne le titre autochtone sur une large parcelle de terre dans la ville de Sarnia.
26. Mississauga de Alderville, Beausoleil, Chippewas de Georgia Island, Mnjikaning (Rama), Curve Lake Hiawatha et la Première nation de Scugog Island.
27. Wesley Big George au nom de sept Premières nations du lac des Bois c. Sa Majesté la Reine.
28. Première nation Big Grassy (Mishkosiimiiniiziibing) et Premières nations Ojibways de Onigaming dont les territoires sont adjacents à la région du lac des Bois et de la rivière Winnipeg qui sont signataires du traité 3 et qui réclament des dommages-intérêts pour les inondations qui se sont produites entre 1887 et 1892.
29. Première nation Wauzushk Onigum et Première nation Ochiichagwe'babig o'ining et Premières nations de Washagamis Bay.
30. Premières nations de Walpole Island en ce qui concerne le titre autochtone de certaines sections du Sud-Ouest de l'Ontario quant à l'utilisation des terres et l'indemnisation.
31. Chef Roy Michano de la Première nation Begetikong Anishnabe (aussi appelée les Ojibways de Pic River), le conseiller Duncan Michano et le conseiller Arthur H. Fisher, concernant le titre autochtone d'une vaste superficie de terres sur la rive nord-est du lac Supérieur.
32. Première nation no 58 de Longlac. Les plaignants allèguent qu'ils possèdent un titre ancestral exclusif visant une partie de la rive du lac Supérieur.
33. Première nation de Binjitiwaabik Zaaging Anishinabek (bande de Rocky Bay) : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
34. Première nation de Sand Point : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
35. Première nation Pic Moberg : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
36. Première nation Pays Plat c. le Canada et l'Ontario : cette poursuite demande une déclaration de titre ancestral et des mesures réparatoires connexes relativement aux terres situées sur la rive nord du lac Supérieur. Les demandeurs sont des Indiens Ojibway membres de la Première nation Pawgwashing, alias la Première nation Pays Plat. Ils prétendent qu'ils n'ont jamais signé le Traité Robinson-Supérieur de 1850 et qu'ils ne sont pas liés par celui-ci.
37. Demande de rente présentée par la Première nation de Whitesand; le plaignant sollicite un jugement déclaratoire selon lequel la rente plus élevée payable en vertu du Traité Robinson-Supérieur de 1850 n'a pas été payée.
38. Première nation de Moose Deer Point; déclaration d'indemnisation pour cause de manquement à l'obligation fiduciaire et jugement déclaratoire selon lequel les plaignants ont des droits issus d'un traité tels qu'indiqués dans l'allocution de Samuel Peters Jarvis en 1837.
39. Première nation de Garden River, réserve no 14, demande concernant les limites des terres des Premières nations en vertu du traité Robinson-Huron.

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite**

Au 31 mars 2016

40. Poursuite en dommages-intérêts d'Agency One : revendication éventuelle d'un tiers intentée par le Canada contre l'Ontario et Fort Frances demandant un recours récursoire et le versement d'une indemnité pour dommages pour motif de fiducie constructeur.
41. Atikameksheng Anishnawbek c. HMQRO, et autres : avis de demande déposé contre le Procureur général du Canada et Sa Majesté la reine en chef de l'Ontario en ce qui concerne notamment un manquement à des obligations fiduciaires pour défaut de fournir au demandeur une clause de réserve conformément aux modalités écrites et orales du Traité Robinson-Huron de 1850.
42. Première nation Aundeck OMNI Kaning et al. : Contestation des demandeurs de la validité quant à l'équité et de la portée du Traité 94 (1862) qui contenait l'abandon de la plupart des terres censément réservées aux demandeurs par le Traité 45 (1836).
43. Première Nation de Northwest Angle (réserve n° 33) : Demande concernant les dommages causés par les inondations et des dommages connexes et déclaration d'obligations fiduciaires aux demandeurs.
44. Restoule et al. c. Canada et Ontario : Les demandeurs désirent obtenir une mesure de redressement déclaratoire reconnaissant une obligation de la Couronne, actuelle et antérieure, d'augmenter les annuités du traité [Robinson Huron de 1850] dans la mesure où la Couronne peut le faire à partir des revenus générés par les terres cédées, sans subir de perte. Ils désirent aussi obtenir une reddition de comptes et des dommages.
45. Chapitre 11 de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) : Windstream Energy allègue que le Canada a manqué à ses obligations en vertu de l'ALENA en raison des mesures prises par l'Ontario en ce qui a trait au report de l'établissement d'un cadre stratégique pour la production d'énergie éolienne extracôtière et au Programme de tarifs de rachat garantis (TRG).
46. Poursuites devant la Commission du droit d'auteur du Canada mettant en cause Access Copyright, le ministère de l'Éducation de l'Ontario et tous les conseils et administrations scolaires financés par les fonds publics.
47. Chapitre 11 de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) : Mesa Power Group allègue que le Canada a manqué à ses obligations en vertu de l'ALENA en raison des mesures prises par l'Office de l'électricité de l'Ontario lors de l'attribution de la capacité de transport et de l'octroi de contrats de rachats garantis dans la région de Bruce.
48. MediaMix Interactive Inc. : Déclaration auprès de la Cour suprême de l'Ontario pour les dommages (y compris les intérêts) et les coûts découlant de l'infraction alléguée et de la résiliation illégale par le ministère des Richesses naturelles et des Forêts en octobre 2010 d'un contrat conclu en mai 2009 par le ministère et MMI pour des services de réservations et d'inscriptions clé en main.
49. CG Acquisition INC : Avis de demande contre Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario, IO et la LCBO pour dommages découlant de la disqualification du demandeur à la suite d'une DP lancée par IO et la LCBO.
50. Alykhan Kanani et al c. Economical Insurance Company : le TCP a fait preuve de négligence dans la surveillance d'un avocat dont il avait retenu les services pour représenter le demandeur à titre de tuteur aux biens relativement à une poursuite et à des prestations d'assurance individuelle à la suite d'un accident de véhicule automobile.
51. Welsh c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario. La demande est déposée par un ancien élève et résident de l'école pour sourds Ernest C. Drury, qu'il a fréquentée entre 1964 et 1971, et un ancien élève de l'école pour sourds Roberts, qu'il a fréquentée entre 1972 et 1976.
52. Confinement solitaire - recours collectif en regard des établissements de justice pour la jeunesse de l'Ontario : l'avis allègue qu'il y a eu négligence et violation du devoir de fiduciaire de la part de l'Ontario dans l'exploitation et la gestion des établissements.

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Fin****Au 31 mars 2016**

53. Templin, James c. Sa Majesté la Reine – Child and Parent Resource Institute : recours collectif relativement à la gestion et à l'exploitation du Child and Parent Resource Institute.
54. Grand Chef Coon Come, Mathew : avis d'action pour la reconnaissance du titre et des droits autochtones sur le territoire traditionnel.
55. M.M c. les services à l'enfance et à famille de Lanark, Leeds et Grenville, et al : un pirate informatique inconnu a volé les renseignements personnels de 285 clients.
56. Ilha c. Ontario : contestation en vertu du *Code des droits de la personne* alléguant que le financement de la FIV est discriminatoire.
57. Association of Ontario Midwives c. Ontario : contestation en vertu du *Code des droits de la personne* alléguant que la rémunération offerte par l'Ontario aux sages-femmes est discriminatoire.
58. Fédération des enseignantes et enseignants de l'élémentaire de l'Ontario et al. c. Sa Majesté la Reine : le syndicat conteste la constitutionnalité de la *Loi de 2012 donnant la priorité aux élèves*.
59. Syndicat des employées et employés de la fonction publique de l'Ontario c. Sa Majesté la Reine : le syndicat conteste la constitutionnalité de la *Loi de 2012 donnant la priorité aux élèves*.
60. Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (FEESO) et al. c. Sa Majesté la Reine : le syndicat conteste la constitutionnalité de la *Loi de 2012 donnant la priorité aux élèves*.
61. Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) et al c. Sa Majesté la Reine : le syndicat conteste la constitutionnalité de la *Loi de 2012 donnant la priorité aux élèves*.
62. Unifor, Ron Riberdy et Maureen Plaquet c. Sa Majesté la Reine : le syndicat conteste la constitutionnalité de la *Loi de 2012 donnant la priorité aux élèves*.
63. Section locale 27 du SCFP c. Greater Essex District School Board : le ministre demande une interprétation du paragraphe 177(3) de la *Loi sur l'éducation*.
64. Dadzie, Godday, et al v SMRCO: avis de recours collectif intenté au nom de tous les immigrants détenus par l'ASFC.
65. Établissements correctionnels provinciaux: avis de recours collectif intenté au nom de tous les prisonniers incarcérés ou détenus dans tous les établissements correctionnels de l'Ontario du 10 Décembre 2002 au présent.
66. Muskoka Inondation: recours collectif contre le ministère des Ressources naturelles pour les dommages résultant de niveaux d'eau élevés au début de 2016, prétendument causé par un défaut de mise en œuvre du plan de gestion des eaux de Muskoka

* Mis à jour en fonction des modifications jusqu'à la date de publication des Comptes publics. 66 des réclamations susmentionnées ont été évaluées comme « indéterminables ».